

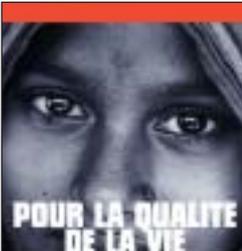
À L'ÉCOUTE



De ceux qui œuvrent avec les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la réalisation des objectifs des Nations Unies sur l'accès à l'eau et l'assainissement.

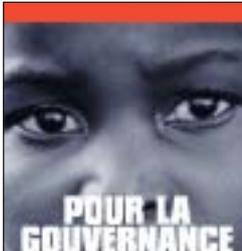
« Le principal obstacle à l'accès à 'l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour tous' n'est pas le manque de moyens, mais l'absence de volonté de tirer enseignement des échecs passés et de se mettre à l'écoute de ceux qui introduisent des approches novatrices. »





POUR LA QUALITE DE LA VIE C'EST LA GRANDE QUESTION

Où commence l'amélioration de la qualité de la vie ? Deux milliards de personnes connaissent la réponse.

POUR LA GOUVERNANCE C'EST LA GRANDE QUESTION

La pierre de touche de l'engagement pris par un gouvernement donné en faveur des pauvres est son engagement en faveur d'une eau potable et d'un assainissement sûr.



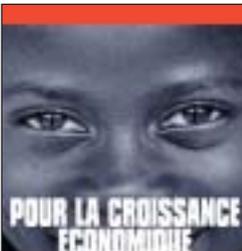

POUR LES ENFANTS C'EST LA GRANDE QUESTION

Maladie récurrente, croissance physique et mentale entravée, la diarrée, chaque année, prémature de deux millions d'enfants.



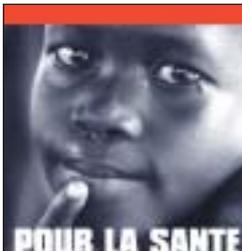

POUR LA DIGNITE C'EST LA GRANDE QUESTION

Et agacement pour la détresse quotidienne d'un milliard de femmes vivant en ville.

POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE C'EST LA GRANDE QUESTION

Qu'est-ce qui coûte au monde des peuples 8 milliards de journées de travail par an ?

POUR LA SANTE C'EST LA GRANDE QUESTION

Quel que soit le moment de l'année, la moitié de la population des pays en développement est malade et la maladie est due à la même cause.



LA GRANDE QUESTION

Les petites vignettes illustrant cette page ont été présentées lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en septembre 2002, afin de susciter un nouvel engagement politique en faveur de la campagne « WASH » – eau, assainissement et hygiène pour tous.



POUR L'ENVIRONNEMENT C'EST LA GRANDE QUESTION

La crise écologique la plus grave n'est pas quelque chose qui risque de se produire dans l'avenir. C'est quelque chose qui atteint aujourd'hui un tiers de la population mondiale.



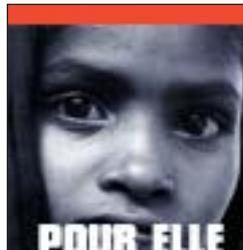

POUR LE DEVELOPPEMENT C'EST LA GRANDE QUESTION

Le développement durable commence par la santé et la dignité.



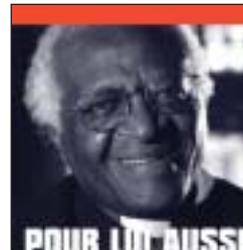

POUR LA FIERTE NATIONALE C'EST LA GRANDE QUESTION

Une nation sans robinets ni toilettes ne peut s'enorgueillir de ses missiles et escortes motorisées.

POUR ELLE C'EST LA GRANDE QUESTION

Pour son intimité et sa dignité. Pour son temps et son énergie. Pour sa santé et sa sécurité. Pour la qualité de sa vie.

POUR LUI AUSSI C'EST LA GRANDE QUESTION

« Jamais aucun problème m'a été à ce point ignoré, précisément parce qu'il touche surtout ceux qui sont pauvres et sans pouvoir »

— AMBASSADEUR GENERALI TULLIO MASCIOLI





Chers collègues,

Si, tout au long de ces pages, nous nous sommes mis « à l'écoute », c'est pour répondre à l'urgence d'une situation bien particulière.

Jusqu'à présent, les dizaines d'années d'efforts et les milliards de dollars consacrés à l'eau et à l'assainissement n'ont su offrir au monde en développement qu'une fraction des bienfaits qu'ils laissaient espérer.

Saurons-nous faire mieux durant la prochaine décennie ?

Plus précisément, quelles conditions permettront d'atteindre l'*Objectif du Millénaire pour le développement* qui vise à réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable et à un assainissement de base ?

Ce n'est pas uniquement une question de moyens. En effet, même une très nette augmentation des fonds disponibles ne suffirait pas à rendre ces Objectifs réalisables.

Cette affirmation repose sur le constat suivant : presque tous ceux qui travaillent à promouvoir l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en collaboration avec les communautés considèrent que les approches traditionnelles sont vouées à l'échec, et que persister dans cette voie n'aboutirait pas à la concrétisation des Objectifs mais à des années supplémentaires d'échecs et de frustrations.

Il est donc justifié de prendre le temps, aujourd'hui, de réfléchir à la question de la méthode, des hypothèses de base qui régissent l'utilisation de milliards de dollars d'investissements et de l'équation qui détermine la relation entre moyens et résultats.

Cette démarche est d'autant plus indispensable que des avancées significatives commencent de paraître au grand jour. Les acteurs les plus impliqués dans des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement affirment, avec une unanimité qui force la réflexion, que les principes de base de la réussite ont été identifiés et éprouvés. Partout dans le monde en développement sont mis en place des programmes novateurs, gérés par les communautés, souvent avec le soutien des ONG, et parfois des agences internationales, et qui peuvent se targuer d'un succès durable.

Aujourd'hui, le point crucial de cette problématique de l'eau et de l'assainissement n'est donc pas, en premier lieu, la disponibilité des moyens. Tout tient à la volonté de ceux qui allouent ces ressources de tirer les enseignements à la fois des échecs passés et des réussites actuelles, des petites victoires comme des grandes défaites.

C'est pourquoi le WSSCC estime qu'aujourd'hui, sa plus grande contribution à la concrétisation de l'*Objectif du Millénaire pour le développement* relatif à l'eau et à l'assainissement consiste à écouter, et dans la mesure du possible à amplifier, les témoignages de ceux qui ont ressenti la frustration de l'échec, de ceux qui ont pris part aux premières réussites, et de ceux qui ont vécu les deux et appris de l'un comme de l'autre.

Cette publication cherche donc à procurer un auditoire international à ceux que l'on n'écoute que trop rarement dans le débat international sur le développement : les acteurs de terrain qui coopèrent avec les communautés.

'À l'écoute' se conçoit, par ailleurs, comme un préambule à la parution régulière du 'Rapport sur le droit des populations à l'eau et à l'assainissement' (*People's Right to Water and Sanitation Report*), qui sera publié par le WSSCC tous les deux ans, à compter de 2005 et jusqu'en 2015, année cible des *Objectifs du Millénaire pour le développement*.

Professeur Jan Pronk
Président
Conseil de Concertation pour
l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC)
Genève



Les méthodes traditionnellement utilisées pour fournir des services d'adduction d'eau et d'assainissement aux populations pauvres des pays en développement, qui vont du sommet vers la base, ne permettent pas de toucher l'ensemble des personnes ciblées. Malgré des dizaines d'années d'efforts et des milliards de dollars dépensés, 1 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et presque 2,5 milliards d'individus ne disposent pas d'un assainissement adéquat. Il est donc grand temps de réorienter les efforts nationaux et internationaux sur une approche différente.

« À L'ÉCOUTE » traite de cette nouvelle approche. Celle-ci s'est bâtie sur les échecs passés et commence d'enregistrer des succès dont on entend parler. Elle n'est cependant pas encore universellement acceptée parce qu'elle se heurte à de nombreux intérêts bien ancrés.

C'est pourquoi le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement considère qu'à l'heure actuelle, le cœur du problème de l'eau et de l'assainissement ne réside pas, en premier lieu, dans le manque de moyens, mais dans l'absence de volonté de tirer enseignement du passé et de se mettre à l'écoute de ceux qui, avec les populations concernées, ont su réaliser des avancées décisives et développer des stratégies plus efficaces.

Pour résumer, la méthode et le but doivent consister à décentraliser l'approche, à donner aux populations les moyens de prendre en main leur existence et à les aider à concrétiser leurs propres objectifs de développement. Pour autant, il est hors de question de renoncer à mobiliser des fonds supplémentaires pour les plus démunis et à créer un environnement propice au progrès. Au contraire, susciter et soutenir des processus pilotés par la population nécessite un engagement toujours plus poussé et plus exigeant de la part de l'État.

« À L'ÉCOUTE » souhaite donc présenter le témoignage de nombre d'intervenants parmi les plus directement impliqués, afin d'exposer l'expérience à un vaste auditoire international.

Gourisankar Ghosh

Directeur exécutif
Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC)
International Environment House
Chemin des Anémones 9, 1219 Châtelaine
Genève Suisse

Tél : +41 22 917 8657 Fax : +41 22 917 8084
www.wsscc.org

À l'écoute sur Internet

www.wsscc.org/listening

Cette récente section du site Internet du Conseil vous propose, outre les versions téléchargeables de nos publications en anglais, espagnol et français, un corpus statistique, ainsi que de nouveaux matériaux non disponibles en version imprimée.

En 1990, une résolution de l'Organisation des Nations Unies a chargé le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) de s'efforcer d'accélérer les progrès visant à assurer à tous un accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène (« WASH »). Toutes les organisations et personnes intéressées sont invitées à se joindre à ce partenariat mondial et à contribuer à faire de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène une réalité pour tous ainsi que la pierre angulaire du développement durable.

À L'ÉCOUTE

Tous les témoignages ont été recueillis dans le cadre d'entretiens individuels (voir page 17). Tous les contributeurs parlent en leur nom propre.

Asie

- 18 Sheela Patel,**
membre fondateur et directrice de l'ONG SPARC, Bombay, Inde
- 20 Jockin Arputham,**
président de la Fédération indienne des habitants des bidonvilles, Inde
- 22 Ratnakar Gaikwad,**
ancien commissaire municipal de Pune, Inde
- 24 Rehmatbi Qamar Ahmed,**
entrepreneur (construction de toilettes communautaires) et membre de Mahila Milan (les femmes ensemble), Bombay, Inde

- 25 Surjya Kanta Mishra,**
ministre, gouvernement du Bengale occidental, Inde
- 26 Chandi Dey,**
Ramakrishna Mission, Bengale occidental, Inde
- 27 Chandan Sengupta,**
directeur de projet à l'UNICEF, Calcutta, Inde
- 28 Nafisa Barot,**
membre fondateur d'Utthan, Gujarat, Inde
- 30 Ashoke Chatterjee,** consultant, Ahmadabad, Inde
- 33 Sait Damodaran,**
fondateur de Gramalaya, Tiruchirappalli, Inde
- 34 Shunmuga Paramasivan,**
WaterAid, Inde
- 36 Bindeshwar Pathak,**
fondateur de Sulabh International, New Delhi, Inde

- 38 Kamal Kar,**
consultant, Community-Led Total Sanitation, Bangladesh
- 41 Rokeya Ahmed,**
WaterAid, Bangladesh
- 42 Dibalok Singha,**
fondateur de DSK, Dacca, Bangladesh
- 43 Dipak Gyawali,**
ancien ministre des Ressources hydriques, Katmandou, Népal
- 44 Umesh Pandey,**
fondateur de NEWAH, Népal

Amérique latine

- 46 Nelly Guapacha,**
leader communautaire, El Hormiguero, Colombie
- 48 Anibal Valencia,**
Institut CINARA, Cali, Colombie
- 49 Edgar Quiroga,**
directeur de l'Institut CINARA Institute, Colombie
- 50 Mariela Garcia,**
à l'origine du projet « d'apprentissage en équipe » du CINARA, Colombie

- 52 Lilly Marin,**
leader communautaire, Altos de Menga, Colombie
- 53 Augusto Osorno Gil,**
ancien directeur de l'eau potable et de l'assainissement de base au ministère de l'Environnement, Colombie
- 54 Betty Soto,**
à l'origine de l'initiative Yakupaj dans l'Altiplano, Bolivie
- 56 Roberto Bianchi,**
directeur général de l'entreprise des eaux Aguas del Illimani, La Paz, Bolivie
- 58 Marco Quiroga,**
ancien directeur du projet-pilote Yakupaj, Bolivie

Afrique

- 59 Joel Lugolobi,**
membre fondateur de l'ONG BUSO, Ouganda
- 60 Ronnie Kasrils,**
ministre des Eaux et forêts, Afrique du Sud
- 62 David Omayo,**
fondateur de l'UMMK, Nairobi, Kenya
- 63 Tsepo Khumbane,**
militante, Afrique du Sud
- 64 Dominic Kavutse,**
ingénieur en chef chargé de l'adduction d'eau en milieu urbain, Ouganda
- 66 Gilbert Nkusi,**
UNICEF-Madagascar
- 67 Maria Mutagamba,**
ministre chargée de l'Eau, Ouganda
- 68 Josiah Omotto et John Nyachio,**
Maji na Utanisi, Nairobi, Kenya
- 69 Queen Mokhabela,**
leader communautaire et conseillère, Afrique du Sud

International

- 70 Ravi Narayanan,**
à la tête de l'ONG WaterAid, sur la nécessité d'une action conjointe entre les pouvoirs publics, les ONG et les populations
- 71 Sandy Cairncross,**
professeur en santé de l'environnement à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, sur la nécessité de faire suivre les discours d'actions concrètes
- 72 David Satterthwaite,**
de l'Institut international pour l'environnement et le développement, sur la place des organisations internationales

STATISTIQUES

- 73 Statistiques sur la densité de population, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans 100 pays**

Données rassemblées par Matthew England, WSSCC, Genève



« Les projets d'assainissement pilotés par la population illustrent par conséquent la possibilité de bouleverser les rapports entre les hommes politiques et les pauvres, afin de mettre fin à la pratique de la main tendue et de la supplication. »

Sheela Patel (page 18)



« Et soudain, nous nous trouvons sur la voie qui nous permettra de parvenir à l'assainissement pour tous, dans les villages de l'ensemble du pays. En l'espace de trois ans, nous avons réalisé plus de progrès vers l'assainissement pour tous que durant les 30 dernières années. »

Kamal Kar (page 38)



« Les hommes politiques ne feront rien pour améliorer la qualité de vie dans des lieux comme celui-ci. Il est clair que c'est aux habitants mêmes de ces villes qu'il incombe de faire avancer les choses. Si vous parvenez à les mobiliser, alors tout est possible. »

Nelly Guapacha (page 46)



« Si la municipalité ne peut prouver qu'elle mène une action correctement budgétée et gérée sur tous ces fronts, alors l'administration centrale n'accordera pas un centime à la construction de stades. »

Augusto Osorno Gil (page 53)



« Personne ne veut aborder le sujet de l'assainissement. Aussi longtemps que cette barrière psychologique ne sera pas franchie, chaque réalisation dans ce domaine relèvera du combat. »

Minister Ronnie Kasrils (page 60)



« En traitant la population comme nous le faisons actuellement, nous sapons son intelligence, sa dignité, ses capacités et son sens de l'innovation. »

Tsepo Khumbane (page 69)

« À L'ÉCOUTE »
a été rédigé par P&LA, Oxfordshire,
Royaume-Uni, publié en
collaboration avec le WSSCC
et traduit en français par ARCHITEXTE, Paris

INTRODUCTION

Les fondements de la santé publique, à savoir l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, figurent à nouveau parmi les priorités internationales. Mais pourquoi des décennies d'efforts et des milliards de dollars d'investissement dans des programmes d'adduction d'eau et d'assainissement ont-ils induit des progrès si minimes ? Qu'avons-nous appris ? Quelles sont les nouvelles approches qui ont fait leurs preuves ? Pourquoi ne passent-elles pas à la vitesse supérieure ? Et que pouvons-nous faire pour renverser cette tendance à l'échec et concrétiser les *Objectifs du Millénaire pour le développement* relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement ?

Cette introduction rassemble les opinions les plus fréquentes chez les nombreux contributeurs de cette publication et qui tiennent le plus à cœur à ces artisans d'approches novatrices et porteuses.

Le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) dresse régulièrement le constat que la grande erreur des efforts de développement nationaux et internationaux de ces 50 dernières années a été de ne pas avoir apporté aux populations les éléments fondamentaux d'une meilleure qualité de vie : eau potable, assainissement et hygiène.

Certains signes indiquent que l'on commence à admettre la gravité de cette erreur. Les *Objectifs du Millénaire pour le développement* ont été adoptés sous l'égide des Nations Unies par la communauté internationale afin de pouvoir mesurer les avancées. Ces objectifs reposent sur un engagement précis à réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage des individus privés d'accès à l'eau potable ainsi que la proportion de la population n'ayant pas d'accès à un assainissement de base. Les Nations Unies demandent également que soient multipliés par deux les moyens dévolus à ces objectifs, avec notamment un doublement de l'aide internationale.

Faut-il en conclure que l'on est en train de remédier à la « grande erreur » du développement ?

Pas de l'avis de la plupart des contributeurs à cette publication, qui pensent quasi unanimement que les objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement ne seront pas atteints si l'on persiste dans cette voie.

Une approche nouvelle	5
Quels sont les obstacles ?	8
Comment amorcer le processus ?	11
Que peut faire l'État ?	12

Ce pessimisme n'est pas imputable, pour l'essentiel, au manque de moyens pour les programmes concernant l'eau et l'assainissement, mais au refus, de la part de ceux qui répartissent ces moyens, de tirer les leçons des échecs passés. Et en particulier au refus de tenir compte des conséquences des nouvelles approches qui ont été élaborées ainsi que des enseignements des dernières années.

LES ÉCHECS DU PASSÉ

L'ampleur des échecs passés ne fait aucun doute. Pendant les trois dernières décennies, des milliards de dollars ont été investis dans l'eau et l'assainissement pratiquement en pure perte. De l'Inde à la Bolivie et du Kenya au Népal, on peut trouver les traces d'anciens programmes aujourd'hui disparus, et qui n'ont jamais produit qu'une infime partie des bienfaits escomptés.

La grande majorité de contributeurs à cette publication prennent ce constat d'échec pour point de départ :

« *Des efforts considérables ont été déployés pendant les dix années de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, pratiquement en pure perte* » affirme Gilbert Nkusi, de l'UNICEF-Madagascar (page 66).

« *Trois décennies, des millions de dollars et des centaines de kilomètres de canalisations n'ont pas suffi à améliorer la santé de la population* », explique le Népalais Umesh Pandey (page 44).

« *La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, lancée et coordonnée par les Nations Unies dans les années 80, n'a pas réussi à améliorer de manière significative l'accès des pauvres à l'eau et à l'assainissement* », convient Dipak Gyawali, ingénieur et ancien ministre népalais (page 43).

« *Pourquoi, alors que des centaines de millions de dollars ont été investis* », s'interroge Marco Quiroga, ingénieur civil bolivien (page 58), « *tant d'individus restent-ils privés d'accès à l'eau potable et à un assainissement de base ?* »

« *Malgré des décennies d'investissements* », déclare l'ancien directeur des services des eaux et de l'assainissement en Colombie, (page 53), « *la moitié du peuple colombien n'a accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement de base.* »

À ces témoignages pourraient se joindre les voix de beaucoup d'autres, qui soulignent que même lorsque la « couverture » et « l'accès » se sont améliorés, les bienfaits pour la santé n'ont pas suivi.

En bref, la majeure partie des auteurs de cette publication s'accordent pour dire que l'ancienne méthode de mise en œuvre des services relatifs à l'eau et à l'assainissement est frappée par un vice de conception fatal. Se contenter d'injecter des milliards de dollars supplémentaires dans une entreprise condamnée ne permettra pas de réaliser les *Objectifs du Millénaire pour le développement*, mais ne fera que prolonger de plusieurs années les échecs et la frustration. De même, qu'augmenter les fonds disponibles pour de nouvelles infrastructures d'envergure orientées sur la livraison de solutions toutes faites ne sera pas d'une grande utilité si l'on ne repense pas comment et pour qui l'on doit dépenser ces fonds. « *La poursuite de la démarche actuelle* » servira probablement davantage les intérêts des entreprises que ceux des pauvres. « *L'échec des stratégies adoptées à l'époque* », explique Chandan Sengupta, expert indien de l'assainissement (page 27), « *est patent.* »

UNE VOLONTÉ AFFICHÉE

Cet échec s'explique principalement par les tentatives de « livrer » des solutions toutes faites depuis l'extérieur – habituellement sous la forme d'installation de matériel – à des populations qui ne participent pas au processus et ne se l'approprient pas.

« *Aucun progrès n'est possible* », affirme Jockin Arputham, président de la fédération indienne des habitants des bidonvilles (*National Slum Dwellers Federation*, page 20) « *tant que les autorités urbaines continueront d'apporter des solutions planifiées à l'échelon central. Les élites urbaines se cramponnent à l'idée qu'elles sont les mieux à même de résoudre les problèmes rencontrés par les pauvres. C'est une attitude qui est responsable de l'échec de milliers de projets.* »

De nombreux contributeurs à cette publication font part de leur expérience en vue d'étayer cette analyse, qui remet en question les hypothèses de base dictant la majeure partie des investissements actuels dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Cependant, concernant l'avenir, il faut savoir que la plupart de ceux qui travaillent au contact des populations pauvres afin d'améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène estiment aujourd'hui qu'une « avancée méthodologique décisive » a été accomplie, ou du moins que les principes de la réussite ont été définis, et que les progrès vont maintenant pouvoir s'accélérer. Selon Sait Damodaran (page 33), nous avons « *au moins identifié les grands principes d'une approche que nous pourrions désormais utiliser pour donner à des millions de personnes un accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat et pour les sensibiliser à la question de l'hygiène.* »

Mais partout, cet optimisme est tempéré par le doute, voire la certitude, que les leçons de ces dernières années ne sont ni entendues ni appliquées.

C'est pourquoi cette publication s'attache à écouter, et si possible à amplifier, les témoignages de ceux qui œuvrent depuis longtemps à la cause de « l'eau, de l'assainissement et de hygiène pour tous » et qui bénéficient d'une longue expérience dans ce domaine. Les pages 17 à 72 rassemblent ainsi les contributions d'ingénieurs, de sociologues, de médecins, de dirigeants d'ONG et de porte-paroles de communautés, de ministres, de responsables des autorités locales et de chefs d'entreprise d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Bien d'autres contributeurs auraient pu être retenus. (Beaucoup d'autres ont d'ailleurs été interrogés, et leur opinion est publiée sur le site web du WSSCC).

Cette introduction s'efforce de synthétiser certaines des préoccupations les plus fréquentes et les plus vives.

UNE APPROCHE NOUVELLE

Ensemble, ces témoignages forment une description, sous des angles différents, de la « nouvelle approche » des services des eaux et d'assainissement dans les collectivités rurales et urbaines pauvres des pays en développement.

En réalité, cette approche a déjà été appliquée pendant au moins deux décennies, et ses concepts de base, et surtout sa terminologie - '*participation de la population*', '*centrée sur les individus*', '*tirée par la demande*', '*émancipation*', '*fondée sur les droits*' - sont désormais monnaie courante dans les discussions nationales et internationales. En fait, les pays et les agences internationales auraient aujourd'hui du mal à débattre de la question sans sacrifier rituellement à cette liturgie.

Néanmoins, nous traitons clairement ici d'une religion dont la lettre est davantage honorée que l'esprit, et toutes les belles paroles prononcées dans les instances nationales et internationales cachent le fait que les nouvelles stratégies ne sont pas suffisamment relayées sur le terrain. Les projets et programmes-pilotes enregistrent certes des succès remarquables et riches d'enseignements, mais rien n'indique pour le moment un passage à la vitesse supérieure.

Détournons-nous donc de la lettre de cette nouvelle approche pour nous intéresser à son esprit fluctuant. Quelle est donc la substance de cette nouvelle approche, considérée par la quasi totalité des contributeurs à cette publication comme la clé de l'avenir ?

UN NOUVEAU NIVEAU DE DEMANDE

L'essentiel du message diffusé dans ces pages peut être formulé comme suit : pour réussir, il faut susciter une forme de demande radicalement différente pour les services relatifs à l'eau et à l'assainissement, et opter pour une définition tout aussi radicale de la « *participation de la population* ».

La création de la demande est un vieux mantra, inspiré d'une longue expérience de latrines jamais nettoyées, jamais entretenues, et qui finissent par n'être plus jamais utilisées. Mais dans la pratique, la création de la demande se résume trop facilement à une conférence sur l'hygiène devant un public clairsemé ou à une affiche fatiguée sur un mur de dispensaire. À l'arrivée, la demande est trop souvent timorée, passive et peu convaincue de la priorité de ces aspects, incapable d'engendrer un changement concret et de longue durée face à toutes les autres difficultés que présente la vie dans un quartier pauvre.

Dans ce contexte, nombre des contributeurs sont enclins à affirmer que l'information sur la santé ne suffit jamais à elle seule. Partout, des approches plus sophistiquées, fondées non seulement sur les faits scientifiques, mais aussi sur un « *sens de la conscience et de l'estime de soi* » (page 48), sont considérées comme nécessaires si l'on veut rompre avec les habitudes. Et en cela, l'expérience de « création de la demande » ou du « marketing social » forme un parallèle avec celle des pays industrialisés, où, malgré le niveau d'instruction de la population et des capacités de communication sans précédent, les campagnes d'information sanitaire sur les méfaits du tabac, l'importance d'une alimentation équilibrée ou les bienfaits du sport ne rencontrent qu'un succès mitigé.

Les témoignages de Nelly Guapacha (page 46), Mariela Garcia (page 50), Anibal Valencia (page 48), Kamal Kar (page 38), Chandan Sengupta (page 27) et Ronnie Kasrils (page 60) traitent la question de la « demande » plus en détail et dans des cadres divers. Chacun s'intéresse à sa manière à une forme de demande qualitativement différente, qui peut entraîner le « *revirement psychologique nécessaire dans les attitudes vis-à-vis de l'assainissement* ».

L'une des approches évoquées dans ces pages, en particulier, peut représenter une avancée significative et largement applicable. Dans des environnements aussi divers que la localité d'El Hormiguero, en Colombie (page 46) et les villages du Bangladesh (page 38), de nouvelles techniques imaginatives ont en effet été mises en œuvre afin d'aider les habitants à se voir tels que les autres les voient. Ces techniques ont visiblement réussi à piquer l'amour propre de la population, laquelle s'est alors mise à réclamer des services des eaux et d'assainissement de meilleure qualité. Une demande à caractère urgent, résolue et à laquelle on ne peut opposer de refus est donc capable de conduire à un changement permanent. « *Une fois que ce sentiment de respect de soi aura été insufflé* », explique Kamal Kar (page 38), « *la population fera avancer le projet avec une énergie et une détermination réelles, sans inertie ni passivité.* »

La création de la demande, qu'il faudrait peut-être appeler apprentissage de la demande, constitue un défi qui varie selon la culture et les usages. Mais des efforts tels que les projets pionniers, aujourd'hui déployés à grande échelle à Medinipur, au Bengale occidental (Inde), et dans des villages du Bangladesh, montrent que pour peu qu'elles aient accès à des prêts modestes, à des latrines bon marché et aux informations adéquates, les populations les plus démunies ne sont en général que trop ravies d'exprimer leur demande (pages 25, 26, 27).

PARTICIPATION ET POLITIQUE

Deuxièmement, la nouvelle approche passe par une redéfinition radicale de ce qu'on entend par participation de la population.

Comme celui de la demande, le mantra de la participation est inspiré de la longue expérience des projets et programmes qui ont été lancés depuis l'extérieur avant de disparaître après quelques mois ou quelques années, faute de racines dans la communauté.

Mais tout ce qu'on a pu dire sur la participation ces dernières années a menacé de la dénaturer au point de la ramener à l'idée qu'il suffit d'amadouer la population (ou de la soudoyer avec des subventions directes) pour qu'elle forme des comités ('comptant au moins deux femmes') participant à la mise en œuvre de solutions imaginées par d'autres sans véritable consultation des habitants ni considération de leurs conditions de vie.

Une telle stratégie ne renforce pas plus la participation qu'une conférence sur l'hygiène n'accroît la demande.

Une vraie participation, ainsi qu'un vrai développement, constitue pour l'essentiel un processus politique. Elle requiert que la population s'organise pour prendre ses décisions et engager des actions. Elle requiert de mettre un terme à la dépendance et à la nécessité de supplier. De considérer les améliorations comme partie intégrante des droits de la communauté, et donc à la portée de cette dernière. De remettre en cause les relations entre les pauvres et leurs représentants politiques. De négocier la levée des obstacles politiques. De consolider la confiance et l'estime de soi de la population afin que cette dernière laisse s'exprimer son énergie et ses compétences. De réveiller la détermination des habitants à améliorer leur existence par leurs propres efforts, et de s'organiser pour conduire les dirigeants politiques locaux et nationaux à soutenir ces efforts.

L'approche participative des services d'adduction d'eau et d'assainissement commence par l'élaboration, par la population elle-même, de projets localement viables, sur la base de ses organisations et de ses moyens, tenant compte de ses combats actuels et des stratégies de lutte, et en toute connaissance des obstacles rencontrés. Comme l'avance depuis longtemps le WSSCC, il ne suffit pas d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement, il faut aussi renforcer l'accès à la *gestion* des services des eaux et d'assainissement, qui déterminera la durabilité des progrès réalisés.

Si tel est le fondement de la nouvelle approche, la principale mission des pouvoirs publics n'est plus de procurer des solutions, mais d'encourager et de soutenir des initiatives reposant sur la population. Et il va de soi que les projets et les solutions adoptés doivent être visibles et compréhensibles par la population, et que cette dernière pourra les mettre en œuvre et les modifier, les gérer et les entretenir.

Mariela Garcia, qui a participé au développement de l'approche fondée sur « l'apprentissage en équipe » du CINARA, en Colombie (page 50) définit en ces termes l'ancienne et la nouvelle approches :

« *Si tant de projets d'adduction d'eau et d'assainissement ont échoué, c'est parce qu'ils portaient de l'idée qu'il s'agit d'une problématique avant tout technique, pouvant donc être résolue par des ingénieurs. C'est sur cette base que les planificateurs définissent à leur tour les problèmes à résoudre et les priorités à respecter. On ne laisse pas de place à la consultation de la population concernée et on ne s'interroge pas sur l'adéquation entre la solution technique proposée et les réalités culturelles, socio-économiques et environnementales de ses destinataires. Il en résulte une incompréhension absolue entre le prestataire et le bénéficiaire, et, finalement, le refus de la population locale d'utiliser ce service, de le payer et de l'entretenir.* »

L'autre approche possible inverse le processus :

« Les personnes qui doivent, chaque jour, vivre avec un accès à l'eau et un assainissement inappropriés sont détentrices d'une expérience et d'une connaissance essentielles à l'amélioration de leur situation. Ces personnes ne doivent pas être perçues comme des bénéficiaires passifs d'un programme, mais comme des acteurs-clés. Évidemment, les compétences techniques et managériales des intervenants extérieurs sont indispensables, mais si l'on veut que cette contribution soit efficace, elle doit s'appuyer sur le savoir et l'expérience de la population ciblée, sur ses réalités sociales et économiques ainsi que sur les méthodes traditionnelles qu'elle emploie pour gérer ses ressources en eau et ses besoins en assainissement. La participation devient ainsi le fil conducteur du programme, et la population perçoit, finalement, que le programme cadre avec ses propres idées et ses priorités. »

La quasi totalité des contributeurs avancent la même argumentation, s'inscrivant dans des contextes différents. Et lorsqu'on parvient à ce type de participation, les résultats dépassent les espérances. « Dans les villes de l'Inde », explique Sheela Patel, dirigeante d'une ONG travaillant en coopération avec les organisations d'habitants des bidonvilles et des trottoirs en Inde (page 18), « les populations montrent qu'elles sont capables de mettre en place des installations sanitaires bien pensées, bien construites et gérées efficacement. »

Ou, pour citer un exemple issu du milieu rural, l'un des pionniers de cette approche au Bangladesh rapporte (page 38) que le programme « encourage la population à concevoir et à construire ses propres latrines, en fonction des conditions locales et de ce qu'elle estime pouvoir se permettre. Les villageois, avec un soutien minimal des intervenants extérieurs, font preuve d'une ingéniosité technique absolument stupéfiante. Avec leurs propres compétences et les matériaux à disposition – bambou, boîtes, pots d'échappement – les populations peuvent concevoir plus de 30 modèles différents de latrines, constructibles pour une fraction seulement du coût des solutions les moins chères imaginées par des personnes extérieures. »

Ces exemples, ainsi que d'autres illustrations évocatrices de cette nouvelle stratégie, laissent à penser que le potentiel est énorme. Il s'agit d'une approche reposant sur la conviction que la motivation, l'énergie et les talents des populations pauvres constituent la ressource la plus précieuse pour la réalisation des *Objectifs du Millénaire pour le développement* relatifs à l'eau et à l'assainissement, et de nombreux autres. Et le vrai défi à cet égard consiste à trouver les moyens par lesquels les États et les organisations internationales peuvent stimuler et soutenir ce potentiel intérieur plutôt que de tenter de livrer des solutions clés en main depuis l'extérieur.

LE TRAVAIL DES FEMMES

Cette nouvelle approche des services des eaux et de l'assainissement présente une troisième caractéristique, évoquée par de nombreux contributeurs : la reconnaissance véritable, et non plus de pure forme, du fait que ce sont les femmes qui sont le plus vraisemblablement la clé. Que ce soit la suggestion désabusée de Jockin Arputham, selon laquelle « Il vaut mieux éviter de faire intervenir les hommes à ce stade » (page 20), la déclaration de Nelly Guapacha, « Le Comité des femmes a fait jaillir l'étincelle qui a éclairé cette population » ou encore celle de Dibalok Singha « Nous avons appris à nos dépens que le comité de l'eau doit être dirigé exclusivement par des femmes » (page 46), un large consensus se dégage sur l'idée que, dans une communauté, ce sont les femmes qui forment le socle sur lequel reposent la vraie demande et la vraie participation.

Certaines raisons de cette prédominance des femmes ne sont que trop évidentes. Ce sont généralement elles qui doivent s'occuper des malades de la famille, ce sont également elles qui vont chercher et gèrent l'eau, et enfin, ce sont aussi elles qui ressentent le plus la nécessité d'avoir un endroit privé – et sûr – pour faire leurs besoins.

De nombreux contributeurs sont tentés d'aller au-delà de l'idée de la participation des femmes, et affirment que si l'on veut enregistrer des progrès, il faut que ce soient les femmes qui dirigent le mouvement. Cette opinion semble être le fruit d'une expérience pratique plutôt que d'un préjugé idéologique. Et il est presque impossible de continuer d'écouter ceux qui travaillent auprès des populations sans prendre conscience qu'il est très largement admis que non seulement les femmes souffrent bien plus du manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, mais aussi qu'elles présentent davantage des qualités requises pour y remédier.

MESURER LA FIN, NON LES MOYENS

Enfin, on observe un autre indicateur répandu et révélateur de cette approche véritablement nouvelle : on ne cherche plus à mesurer les progrès dans les domaines de l'eau et de l'assainissement en comptant le nombre de robinets et de latrines et en le divisant par la population, mais en enregistrant l'évolution de l'utilisation, des

comportements, et surtout les améliorations de la santé.

Cette évolution est significative, parce que les mesures ont tendance à se muer en objectifs.

En particulier, pour mesurer les progrès dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, on avait tendance à se contenter de décompter les pompes et les latrines, en omettant de se demander si ces latrines sont utilisées ou non, si leur utilisateur se lave ou non les mains après usage et si l'incidence des maladies diarrhéiques commence à reculer. Cet exercice confond la fin et les moyens, et a conduit à annoncer en fanfare des statistiques faramineuses alors qu'un nombre impensable d'enfants continuaient de mourir de maladies banales, qui auraient pu être évitées.

La question du suivi des progrès revêt une importance particulière depuis que les autorités nationales et les agences internationales ont les yeux rivés sur l'objectif mondial de réduction de moitié de la proportion des individus n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement. « *Nous ne sommes pas contre l'idée de fixer des buts et des objectifs* », commente Ashok Chaterjee (page 30), « *mais si nous repartons à la chasse aux chiffres sans réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour réussir, nous courons encore droit à la catastrophe.* »

Pendant ce temps, plusieurs contributeurs suggèrent en fait un moyen nouveau et remarquablement simple de mesurer les progrès, en avançant que le but et l'indicateur véritable du succès des programmes d'assainissement serait la disparition de la pratique qui consiste à faire ses besoins en plein air.

« *Si cette campagne se concentre exclusivement sur la construction de latrines* », confie Surjya Kanta Mishra, ministre du gouvernement du Bengale occidental et ancien médecin et responsable des autorités locales qui a participé au lancement du projet bien connu d'assainissement à Medinipur (page 25), « *il y aura toujours des individus laissés pour compte, qui continueront de faire leurs besoins en plein air, de polluer les sources d'eau et de propager les maladies. Un taux élevé d'installations sanitaires par habitant ne suffit tout simplement pas.* »

« *À tout le moins, ajoute-t-il, ce mouvement devrait se rallier sous la bannière 'Pas de défécation en plein air'. À terme, notre ambition est de susciter un changement encore plus profond : 'Assainissement comme mode de vie'. Cette expression suppose une évolution psychologique ne conduisant pas simplement la population à utiliser des latrines, mais aussi à se laver les mains, à se couper les ongles, à cuisiner proprement, à refuser de cracher dans les lieux publics et à se montrer vigilante concernant la protection des points d'eau de toutes les sources de contamination. C'est cet état d'esprit, et non la construction de toilettes, qui se traduira par une amélioration spectaculaire de la santé publique.* »

Plusieurs contributeurs participent actuellement à de tels programmes pionniers d'assainissement pour tous pilotés par la population (pages 25, 26, 33, 38). Tous conviennent que des outils de motivation plus sophistiqués sont nécessaires. Et certains sont convaincus que la réponse consiste à « *toucher le nerf de la fierté, de la honte et du dégoût, à éveiller un sentiment de respect de soi-même suffisamment fort pour en finir avec une vie entière d'habitudes et des siècles de traditions* » (page 38).

Associant la motivation au suivi, certains villages du Bangladesh qui sont parvenus à un « assainissement pour tous » ont installé des panneaux indiquant que « *Personne dans ce village ne défèque en plein air* » (page 40). Le Maharastra, premier État indien à adopter cette approche, a franchi une étape supplémentaire, avec des panneaux précisant que « *les filles de notre village ne se marieront pas dans des villages où se pratique encore la défécation en plein air.* »

QUELS SONT LES OBSTACLES ?

Voilà donc certains des éléments essentiels qui caractérisent la nouvelle approche concernant les services des eaux et d'assainissement. Et, comme l'illustrent nombre des contributions, il s'agit d'une approche qui a fait ses preuves dans des environnements très divers.

Pourquoi, dans ces conditions, cette stratégie ne se généralise-t-elle pas dans les pays en développement ? Qui freine ou quels sont les freins ?

Il existe plusieurs raisons qui peuvent expliquer pourquoi les pays et les organisations internationales sont réticents à diffuser davantage ces idées.

Tout d'abord, il faut dire qu'il y a moins d'argent à gagner. Par rapport aux vastes marchés organisés par les entrepreneurs, les milliers d'initiatives modestes de la population ne présentent pas les mêmes opportunités pour les commandes d'exportation, les cabinets de conseil internationaux, les contrats avec le secteur privé et la corruption du secteur public. Ces initiatives ne bénéficient pas non plus principalement à une minorité

urbaine relativement aisée qui exerce souvent une influence disproportionnée sur la manière dont les ressources sont utilisées. Ainsi, au Népal, le principal organisme qui fait campagne sur la question rapporte que (page 44) « *L'État s'apprête à dépenser plus de la moitié du budget de la décennie pour la construction d'un réseau d'adduction d'eau à Katmandu, qui ne desservira que 6 % de la population nationale. Je tiens à préciser que ces 6 % incluent tous les véritables décideurs du secteur.* »

Pourtant, même lorsqu'il existe un engagement sérieux envers cette nouvelle politique de la part des autorités nationales, des obstacles significatifs en entravent l'application.

Tout d'abord, les pays et les organisations internationales ont tendance à privilégier les services à grande échelle et gros budget, gérés de manière hiérarchique, orientés sur le matériel, faisant l'objet d'un suivi statistique et mis en œuvre du sommet vers la base. Ni leur structure ni leurs habitudes intellectuelles ne les portent à soutenir une multitude de services à petite échelle et petit budget, gérés par la population, qui induisent un changement de comportement et qui sont tirés par la demande.

Deuxièmement, il existe le risque que de nouvelles mesures radicales se soient émoussées une fois qu'elles sont arrivées au niveau des autorités locales, qui doivent engager l'action concrète. « *Mêmes les mesures les plus judicieuses ont perdu une partie, voire la totalité, de leur efficacité lorsqu'elles atteignent enfin leurs destinataires* », affirme Sait Damodaran (page 33) : « *c'est comme lorsqu'on se passe un bloc de glace de mains en mains - à la fin, il ne reste plus rien.* »

LES AUTORITÉS LOCALES

Outre les problèmes de gestion, comme l'observent nombre des contributeurs, il existe un problème de capacité – et souvent de volonté – de la part des autorités locales lorsqu'il s'agit d'encourager et de soutenir les initiatives de la population. Quel que soit le projet engagé par la collectivité pour son propre compte, cette dernière aura besoin du soutien pratique et logistique des autorités locales ou municipales. Ce soutien peut passer, par exemple, par la réglementation des entreprises locales de réseau, la fixation des tarifs, ainsi que la collecte et la comptabilisation des recettes, l'investissement dans l'infrastructure primaire et sa maintenance, la législation protégeant les ressources hydriques, ainsi que le raccordement des projets de la population aux installations secondaires d'égout, de traitement des eaux usées et d'évacuation des déchets.

Que les autorités locales et municipales s'acquittent de ces responsabilités bien ou mal, en toute transparence ou dans l'opacité de la corruption, de manière responsable ou arbitrairement – déterminera donc le succès des efforts de la collectivité. C'est pourquoi les nouvelles approches des programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement doivent également veiller à ce que la population s'organise, non seulement pour l'action qu'elle mène de manière indépendante, mais aussi pour exiger l'équité, la transparence et la compétence de la part des représentants politiques.

« *J'espère que les hommes politiques ne se méprendront pas sur notre compte* », déclare Joel Lugolobi, fondateur d'une ONG ougandaise spécialisée dans les services des eaux et d'assainissement (page 59), « *mais nous voulons faire comprendre à la collectivité qu'elle doit s'adresser aux pouvoirs publics, exprimer ses besoins, afin d'avoir accès à l'eau potable et à d'autres services essentiels ... Nous voulons lui faire comprendre qu'elle est en droit d'exiger des améliorations dans le cadre du développement de son pays.* »

En résumé, la qualité et l'intégrité des autorités locales revêtent une importance primordiale. Et, avec chaque décennie qui passe, il devient de plus en plus évident que seules des institutions locales résolument démocratiques peuvent s'acquitter de ces responsabilités de manière équitable et transparente.

Une représentation démocratique efficace ne constitue pas une option ou un concept étranger pour les populations pauvres. C'est seulement la garantie que ces dernières pourront mieux maîtriser leur environnement et que les élus défendront leurs besoins et leurs droits, ainsi que les intérêts locaux et s'attacheront à orienter les moyens disponibles sur des services peu coûteux destinés au plus grand nombre plutôt que sur des services onéreux ne s'adressant qu'à quelques privilégiés.

Tel est l'idéal. La réalité est souvent très différente.

Inlassablement, les témoignages de cette publication reviennent sur la question des fonctionnaires locaux et municipaux, de leur compétence, leur formation, leur honnêteté, leur transparence et leurs attitudes. Et en traitant cet aspect critique, beaucoup parviennent à la même conclusion : ce sont les relations entre les collectivités pauvres et leurs élus qui constituent la principale menace.

UNE RELATION DÉSÉQUILBRÉE

Selon les contributeurs à cette publication, trop souvent cette relation repose non pas sur les solides fondements d'une représentation transparente et responsable, mais sur les sables mouvants de la corruption et du clientélisme. Il s'agit en effet trop souvent une relation protecteur/protégé, puissant/impuissant, bienfaiteur/suppliant.

On trouve d'un côté les autorités locales et les responsables locaux qui, dans bien des cas, ne se perçoivent pas du tout comme au service de la population qu'ils représentent, et encore moins des pans pauvres de cette population, mais comme titulaires d'un statut, duquel ils sont en droit de tirer des avantages – psychologiques et financiers, officiels et officieux. Ils s'efforcent de préserver ce statut en distribuant les deniers publics comme un « butin » – sous forme de subventions alimentaires, de droits au logement, d'éclairage urbain, d'eau courante ou de toilettes – en échange d'un appui politique. De l'autre côté, on trouve les populations elles-mêmes, qui sont généralement tombées dans un état de dépendance passive, ou n'ont pas eu d'autre choix que d'accepter cette situation. Elles se voient réduites à supplier ou à proposer de maigres pots-de-vin. Ainsi, la corruption que dénoncent tant de contributeurs est devenue indissociable de la relation de protecteur/protégé qui usurpe sa place à une représentation politique digne de ce nom.

C'est Sheela Patel (page 18) qui donne l'analyse la plus incisive de ce problème :

« Bien qu'éluës par les pauvres, les personnalités politiques de la ville endossent un rôle de protecteur face aux habitants des bidonvilles : elles peuvent annuler un ordre d'expulsion, se laisser corrompre pour aider une famille ou pour résoudre un problème particulier. Dans bien des cas, leur maintien au pouvoir dépend de leur capacité à se présenter en protecteurs des bidonvilles. Dans ces conditions, il est donc essentiel que les habitants des bidonvilles demeurent passifs et vulnérables ».

Le témoignage de Ratnakar Gaikwad (page 22), haut fonctionnaire indien et ancien commissaire municipal de Pune, abonde dans le sens de ces critiques : *« les autorités locales chercheront quasiment toujours à renforcer leur pouvoir sur un bidonville en maintenant les habitants dans une logique de dépendance. En hindi, nous avons un terme pour qualifier cette attitude : on parle de relation « May-Bap », c'est-à-dire « parent/enfant » ou « donneur/bénéficiaire ». Les initiatives qui encouragent l'autonomie des populations s'attaquent aux fondements-mêmes de cette relation ».*

Et Josiah Omotto, responsable kenyan d'une ONG, d'acquiescer (page 68) : *« les conseillers municipaux aiment faire savoir à leurs administrés qu'ils sont à l'origine des services. Certains aiment également faire appel à leurs entrepreneurs préférés ».*

ATTITUDES

L'échec de la démocratie locale à représenter correctement les intérêts de la population pauvre se trouve donc au cœur de l'explication. Mais, de l'avis de nombre de contributeurs, ce problème reflète non seulement des intérêts bien identifiables, mais aussi les attitudes instinctives de l'administration et des élites urbaines. *« Ce n'est pas une simple question de politique », déclare le président de la fédération indienne des habitants des bidonvilles (National Slum Dwellers Federation). « En affirmant que les pauvres n'ont aucune capacité ni aucun pouvoir, les classes dirigeantes découragent cette catégorie de population ».*

De nombreux contributeurs issus de contextes politiques différents décrivent le problème en des termes étonnamment proches. Ainsi, au Kenya, David Omayo (page 62) nous explique que les populations *« attendent les bras croisés que les « mzungu » (les Blancs) des organismes donateurs, ou qu'un membre du conseil municipal, viennent faire le travail à leur place ».* En Afrique du Sud, Tshelo Khumbane (page 63), qui milite depuis de longues années pour l'accès à l'eau et l'assainissement, est convaincu que, *« en traitant la population comme nous le faisons actuellement, nous sapons son intelligence, sa dignité, ses capacités et son sens de l'innovation ».*

Comment serait-il possible de surestimer la menace que font planer de telles attitudes sur une approche participative, puisque cette dernière impose de respecter les populations pauvres, et voit dans les connaissances, les énergies et les talents de ces dernières les principaux moyens de leur développement.

COMMENT AMORCER LE PROCESSUS ?

Face à des obstacles aussi gigantesques, comment donner aux nouvelles approches la possibilité de progresser sur un front plus large ?

Pour commencer, nombre de contributeurs soulignent que la « véritable demande » et la « véritable participation » populaires n'apparaîtront pas d'un coup de baguette magique. En général, l'étincelle vient d'une organisation ou d'un individu qui fait partie ou, plus fréquemment, qui ne fait pas partie de la collectivité en question.

Le plus souvent, ce sont les organisations non-gouvernementales qui produisent cette étincelle. Combien de fois les ONG ont-elles « réveillé » les populations, catalysé l'action, tiré des enseignements pour les diffuser ensuite, ou encore ouvert de nouvelles voies ?

On dénombre plusieurs dizaines de milliers d'ONG, de mouvements populaires, d'organisations locales et d'individus motivés. Et il faut aujourd'hui espérer que la visibilité grandissante des travaux réalisés par ces organisations, de l'exemple qu'elles donnent, ainsi que de leurs capacités croissantes à constituer des réseaux, va multiplier les approches novatrices.

Cependant, ces organisations ne sont tout simplement pas assez nombreuses sur le terrain pour faire germer des actions à l'échelle nécessaire. Même si l'on s'en tient aux chiffres les plus optimistes, on compte dans les pays en développement au moins un milliard d'individus privés d'accès à un réseau d'adduction d'eau correct et 2,5 milliards d'habitants ne disposant pas d'un système d'assainissement adéquat. Selon Shunmuga Paramasivan (page 34), « *Même si elles mettaient en commun leur personnel et leurs moyens financiers, toutes les ONG indiennes seraient bien incapables de couvrir un pays tel que l'Inde avec des services d'adduction et d'assainissement* ».

C'est une bataille que les ONG ne peuvent remporter seules. Elles peuvent certes ouvrir la voie et brandir haut les bannières dans l'espoir que d'autres suivront. Elles peuvent dans certains cas surmonter l'indifférence ou l'opposition des autorités en contribuant à l'instauration de structures locales parallèles. Et elles peuvent parfois aider des membres motivés de l'administration publique à contourner les systèmes qu'ils savent défallants. Mais, en fin de compte, les populations du monde en développement ne trouveront le soutien dont elles ont besoin que si les instances nationales et locales changent d'attitude, de structure et de politiques.

Si l'on veut atteindre les objectifs d'adduction d'eau et d'assainissement, il importe donc de trouver comment les différents pays, ainsi que les agences bilatérales et internationales qui travaillent avec eux, peuvent favoriser et soutenir les nouvelles approches relatives à ces programmes.

Ni le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) ni les contributeurs à la présente publication ne prétendent détenir toutes les réponses à cette question. Il n'existe guère de méthode universelle pour mettre en œuvre cette stratégie, fondamentalement décentralisée. Et il importe davantage que le défi soit relevé par ceux qui sont à même d'évaluer précisément les implications de telle ou telle solution pour leur cas particulier. Sandy Cairncross (page 71) déclare ainsi : « *Il est essentiel que la terminologie floue, mal définie, qui est en vogue depuis quelques années donne naissance à des mesures spécifiques et réalistes. Cette concrétisation incombe aujourd'hui à tous les intervenants dans ce secteur* ».

Il existe toutefois une condition préalable universelle : pour que ce processus devienne sérieux et authentique, il est indispensable que la nouvelle approche ne se contente plus de dire oui pour la forme, mais s'attaque au fond du problème, par une remise en cause directe des méthodes actuelles. Les stratégies en question nécessitent de repenser de fond en comble les mesures et les priorités, les attitudes et les structures institutionnelles. Et ce ne sont pas des vœux pieux qui résoudront les nombreuses difficultés, mais une refonte de la démarche pour le compte de ceux qui participent, ou pourraient participer.

UNE RESPONSABILITÉ MONDIALE COMMUNE

Nombre de contributeurs à cette publication se sont intéressés aux implications de cette approche pour les programmes d'aide et les agences internationales (c'est notamment le thème du témoignage de David Satterthwaite, de l'*Institut international pour l'environnement et le développement*, page 72).

Les propos de Dipak Gyawali, ingénieur et économiste politique, sur la question donnent eux aussi à réfléchir (page 43). « *Dans la plupart des programmes financés par des donateurs, les ressources des contribuables des pays riches ne sont pas utilisées à bon escient. Une étude récente des projets d'approvisionnement en eau au Népal montre que les services émanant des organismes donateurs coûtent quatre fois plus cher que ceux provenant des organisations de la population locale. Ce prix élevé s'explique en grande partie par les procédures coûteuses et inadaptées en vigueur dans les organismes donateurs, les rémunérations exorbitantes*

versées aux consultants expatriés – alors même que des ingénieurs locaux pourraient faire mieux – et le gonflement artificiel des devis des entreprises internationales malgré un processus d'appel d'offres censé être transparent ».

Se faisant l'écho de Jan Pronk, président du WSSCC, qui appelle à considérer les *Objectifs du Millénaire pour le développement* comme une « responsabilité mondiale commune », Dipak Gyawali demande également à la société civile des pays industrialisés de faire entendre sa voix sur cette question : « *Tous les « auditeurs sociaux » ont le devoir de dénoncer l'inefficacité des donateurs et leur recherche de l'intérêt personnel. Ces « auditeurs sociaux » peuvent être des intellectuels, des étudiants, des journalistes d'investigation, des ONG militantes, des défenseurs de l'intérêt collectif ou simplement des personnes motivées par cette cause. Si leur collaboration dépasse le clivage Nord-Sud, ils pourront influencer sur la politique nationale et internationale ».*

Attaquant le problème sous un autre angle, Umesh Pandey écrit (page 44) : « *Si les grands organismes d'aide travaillaient main dans la main, ils pourraient exercer leur pouvoir d'influence... pour amener les États à mettre en œuvre les nouvelles approches. Dans la réalité, l'État a les moyens de dresser les donateurs les uns contre les autres, car ces derniers ne se sont pas entendus sur un ensemble de principes communs ».*

Des signes montrent aujourd'hui que certains pays donateurs commencent à réagir. Ainsi, certains volets des programmes d'aide de l'Allemagne, du Canada, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suisse visent à soutenir les approches mises en œuvre par la population locale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Par ailleurs, la Banque mondiale affecte par exemple des fonds issus de ces programmes d'aide nationaux à des projets d'assainissement au Bangladesh et en Inde (notamment par le biais des efforts de l'alliance *SPARC/Mahila Milan/NSDF*, pages 18, 20, 24). Depuis plus de deux décennies, l'UNICEF se fait l'avocat des initiatives locales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et leur apporte tout son soutien. Elle s'est en particulier engagée pleinement dans les programmes d'assainissement pour les écoles (page 48).

Mais il s'agit là des débuts sporadiques et timides d'un effort d'aide international qui concède toujours l'essentiel de son soutien à de grands projets d'infrastructure s'appuyant principalement sur l'expertise, les exportations, les entreprises de construction et la technologie des pays industrialisés, ainsi qu'à des projets et programmes publics présentant un intérêt souvent marginal pour les populations rurales et urbaines pauvres. Davantage de moyens sont certainement nécessaires. Mais même l'augmentation très importante du financement destiné aux services des eaux et d'assainissement, dont débattent actuellement la Banque mondiale et d'autres organisations, ne suffira pas à atteindre les objectifs d'ici 2015 si l'on ne repense pas intégralement la façon dont ces centaines de millions de dollars doivent être dépensés, les structures qu'ils soutiendront et leurs bénéficiaires. Le WSSCC est convaincu que des moyens relativement modestes, de l'ordre de 30 milliards de dollars par an par exemple, pourraient permettre d'atteindre les objectifs si ces fonds servaient à financer des approches locales qui ont déjà fait leurs preuves.

En outre, si l'on projette que des investissements massifs sont nécessaires (180 milliards de dollars selon certaines estimations), ceux-ci risquent de servir à construire des infrastructures coûteuses qui bénéficient aux riches au lieu d'installations bon marché qui auraient profité aux pauvres. Dans les conditions actuelles, toute augmentation du financement risque de finir en grande partie dans la poche des consultants des pays industrialisés et des agences internationales qui rédigent leurs rapports et leurs propositions confortablement installés dans les capitales d'Europe et d'Amérique du Nord, au lieu de soutenir les partenariats entre autorités locales, société civile, ONG et populations locales.

On a donc tort de supposer que la réponse résidera dans une hausse massive du financement.

QUE PEUT FAIRE L'ÉTAT ?

Les ONG peuvent mettre en œuvre des solutions novatrices avec un nombre restreint de communautés. Les agences et les programmes d'aide des Nations Unies peuvent apporter des moyens et une expérience internationale. Mais ce sont essentiellement les instances nationales et locales – avec leurs priorités et leurs politiques, leurs attitudes et leurs actes – qui détermineront *in fine* dans une large mesure si les solutions connues sont mises en œuvre à l'échelle même des problèmes connus. C'est sur ce front que la bataille de l'échelle sera gagnée ou perdue.

Cependant, au sein des pouvoirs publics, certains n'ont pas tardé à voir dans cette nouvelle approche – qui met l'accent sur les efforts des populations locales, l'autonomie et le rôle de facilitateur plutôt que d'acteur joué par l'État – une opportunité de se décharger des responsabilités. Pour cette raison, nombre de contributeurs tirent la sonnette d'alarme et insistent sur le fait que les nouvelles stratégies nécessitent une

participation accrue de l'État. Selon Shunmuga Paramisavan, représentant de *WaterAid* en Inde (page 34), « *Il est impératif que les pouvoirs publics appuient cet effort de toutes leurs forces. L'ampleur de la tâche impose de leur part une participation active, et pas simplement une approbation passive* ».

De l'avis de la plupart des contributeurs, ce qui a changé, c'est qu'on ne demande plus à l'État de fournir des solutions clés en main ou de subventionner l'achat d'équipements, mais de faciliter l'action des populations locales.

Que cela signifie-t-il dans la pratique ? Comment les pouvoirs publics peuvent-ils « *rendre possible, soutenir et faciliter* » les nouvelles approches ?

Pendant quelques années encore, ce sera peut-être là la question la plus fondamentale de la lutte pour atteindre les objectifs d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La plupart des contributeurs de cette publication se penchent sur cette question.

Pour conclure, cette introduction reprend donc les solutions concrètes proposées dans ces témoignages :

■ **Être à l'écoute** : La première des propositions, et aussi celle qui revient le plus souvent, est résumée en ces termes par l'un des principaux défenseurs de l'action en faveur de l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement au Népal (page 44) : « *Si l'État souhaitait vraiment atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et améliorer la santé publique, ... il devrait prêter une grande attention à toutes les approches fructueuses que le secteur a pu élaborer et constituer un véritable plan d'action pour le pays* ».

■ **S'intéresser à l'urbanisme** : Dans de nombreux pays en développement, les pouvoirs publics pourraient largement faciliter les initiatives engagées par la population locale en œuvrant pour une reconnaissance juridique des taudis et des bidonvilles et en garantissant à leurs habitants le droit au maintien dans les lieux. Les pouvoirs publics doivent pour cela prendre des décisions d'urbanisme audacieuses, mais aussi agir avec détermination pour l'emporter sur un réseau dense d'intérêts en place. Un grand nombre de contributeurs avancent que, pour les populations urbaines, cette action constitue une condition préalable et un catalyseur de progrès. Dans de nombreuses villes et agglomérations, les municipalités refusent de fournir aux bidonvilles des services de base, comme l'eau, l'assainissement, l'évacuation des eaux usées et la collecte des déchets, en invoquant l'illégalité et le caractère temporaire de ces établissements humains. Cette attitude sape la stabilité, la confiance et la motivation – ingrédients essentiels d'une approche participative du développement emmené par les populations locales.

■ **Permettre aux autorités locales de prendre les choses en main** : Les ONG sont limitées tant par leur nombre que par la portée de leur action. Et si l'on veut que l'élan vienne de la population dans chaque zone urbaine ou rurale défavorisée, alors le soutien, et dans bien des cas, les encouragements, devront souvent émaner des autorités locales. Cette idée peut paraître utopique, mais rien ne s'oppose dans le principe – même s'il peut en aller autrement dans la pratique – au fait que les responsables locaux, des travailleurs médicaux aux ingénieurs en assainissement, puissent catalyser et faciliter l'action populaire locale. Comme l'explique Sait Damodaran (page 33), « *L'État doit mener une campagne auprès de ses agents. À tous les niveaux, les individus doivent être convaincus qu'ils ont un rôle clé à jouer dans le nouveau contexte* ».

Il ne faut pas sous-estimer la difficulté inhérente à l'accomplissement de cette tâche, qui nécessite en outre de convaincre les autorités locales de coopérer. Dans de nombreuses localités pauvres, il n'existe parfois pas d'organisations locales. Et dans certaines, comme le soulignent les contributeurs qui travaillent avec des populations urbaines déplacées, le sentiment même d'appartenance à une « communauté » peut être absent. Dans de telles conditions, instaurer des institutions susceptibles d'attirer le soutien, le respect et la confiance de l'ensemble de la population d'une zone donnée constitue un défi de taille, même pour les autorités locales les mieux intentionnées.

Il va de soi que cela ne se fera pas tout seul. Il faut que les autorités nationales suscitent le changement. Selon Ravi Narayanan, directeur de *WaterAid* (page 70), « *les autorités municipales ne disposent pas des compétences et de la tournure d'esprit qu'exige la nouvelle approche. Elles n'ont souvent ni la formation ni l'expérience nécessaires, ni même la volonté de travailler avec la population pour élaborer des solutions pilotées par cette dernière et adaptées au contexte local. Toute délégation des responsabilités et des moyens doit donc s'accompagner d'un important effort de formation et de motivation des individus en bout de chaîne. Sans un personnel municipal compétent et engagé, la nouvelle approche n'aura aucun impact sur le terrain, même si les instances nationales l'ont adoptée* ».

■ **Favoriser le marketing social** : Les autorités nationales et locales peuvent également contribuer, chacune à son échelle, à la tâche fondamentale qui consiste à susciter la demande. Elles peuvent par exemple insister pour que les principales institutions publiques qui entretiennent des relations soutenues et

durables avec la population – notamment les écoles et les dispensaires – deviennent des centres d'apprentissage et de démonstration des bonnes pratiques et des bienfaits de l'hygiène. (A cet égard, l'UNICEF et le WSSCC ont lancé une campagne intitulée « *WASH in Schools* », dont l'objectif est d'enseigner l'hygiène aux enfants et de doter les écoles primaires d'eau propre et d'infrastructures sanitaires.)

En outre, les pouvoirs publics peuvent montrer l'exemple en formant de nombreux médiateurs et motivateurs au niveau local, en organisant des campagnes médiatiques, en concevant des supports de communication bien pensés et éprouvés et en développant des stratégies de marketing social sophistiquées destinées à l'ensemble de la population.

À un niveau encore plus fondamental, l'État peut aussi prendre l'initiative de briser le tabou conduisant si souvent à exclure la question de l'hygiène du débat public. Ronnie Kasrils, ministre sud-africain de l'Eau et des forêts, explique comment des progrès ont pu être réalisés ces dernières années dans son pays (page 60) « *Je pense que c'est grâce à notre engagement politique et à notre perspicacité. Nous avons commencé à parler haut et fort du problème de l'assainissement, qui alors, contrairement à l'approvisionnement en eau, planait dans des sphères très éloignées de la réalité. Aujourd'hui, les gens m'interpellent systématiquement à ce sujet. Ainsi, l'État a fait pression sur lui-même. Et c'était la meilleure chose à faire.* »

■ **Contribuer à répondre à la demande :** Il est inutile de susciter la demande si l'on ne peut y répondre rapidement. Les pouvoirs publics peuvent faire énormément pour promouvoir les nouvelles approches de l'offre. Ils peuvent par exemple mettre en place des centres locaux chargés de développer, tester, démontrer, vendre à un prix abordable et réparer du matériel sanitaire. Les autorités régionales et locales peuvent également encourager de petites entreprises privées à participer à la création de la demande d'hygiène et à y répondre. L'État peut ainsi mettre à leur disposition un capital de départ, leur accorder des allègements fiscaux et des exemptions de droits de douane et d'accises, des incitations pour celles qui remplissent les objectifs, des formations et une assistance technique, mais aussi financer les initiatives visant à créer la demande. Ainsi encouragées, les petites entreprises de quartier ou de village seront à même de participer au projet à long terme qui consiste à construire et entretenir les latrines, les WC à la turque, les revêtements de puits, les systèmes de captage de l'eau de pluie et les installations de stockage de l'eau. Une fois en place, ces petites entreprises locales pourraient très bien, comme le souligne M. Kasrils (page 60), contribuer à la réalisation d'autres objectifs de réduction de la pauvreté et permettre aux individus, grâce à la création d'emplois au niveau local, de satisfaire d'autres besoins essentiels.

■ **Financer l'action locale :** Tout cela ne pourra pas être réalisé en l'absence d'un cadre financier local. Les pouvoirs publics peuvent participer à la mise en place de ce cadre en proposant des approches novatrices de l'investissement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement : fonds d'avances remboursables, aides aux plus marginalisés, financement-relais pour les investissements réalisés par les autorités locales, mais aussi fonds de contrepartie ou de garantie destinés à encourager les programmes de micro-crédit et de micro-épargne.

Les problèmes de logistique et les risques qu'engendre l'accès au crédit d'un grand nombre d'individus ou de collectivités pauvres ont par le passé dissuadé les pouvoirs publics et les banques de s'engager sur cette voie à grande échelle. Mais, pour donner un exemple, Shunmuga Paramasivan explique (page 34) comment les organisations locales elles-mêmes peuvent gérer l'administration des prêts portant sur des montants limités si le financement de départ est disponible. « *Les banques hésitaient à risquer leurs fonds sur un projet d'assainissement. Cependant, lorsqu'un premier établissement a consenti, à titre d'essai, un prêt de 500 000 roupies, les villageois l'ont remboursé rubis sur l'ongle. Les groupes d'entraide gèrent désormais les plans d'épargne et remettent aux villageois l'argent prêté par les banques. Lorsqu'une famille fait la preuve de sa volonté de construire des latrines, elle reçoit un prêt immédiatement.* »

■ **Réglementer le secteur privé :** De nombreux pays optent aujourd'hui pour la privatisation des services des eaux et de l'assainissement. Mais délégation des pouvoirs n'est pas synonyme de renoncement à ses responsabilités. Si elle n'est soumise à aucune réglementation, l'entreprise privée répondra aux seuls besoins humains qui s'expriment sous la forme d'une demande économique. Cette approche présente donc un danger évident : la privatisation risque de laisser les pauvres de côté. Or, selon Roberto Bianchi, directeur général de l'entreprise des eaux *Aguas del Illimani* (page 56), « *l'État est en situation de fixer les règles et le cadre à l'intérieur duquel l'entreprise privée doit opérer. S'il le souhaite, il peut parfaitement faire en sorte que cette réglementation avantage les pauvres.* »

De même, l'État a un rôle clé à jouer dans le secteur de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). En expansion rapide, ce secteur risque néanmoins de se cantonner aux projets à grande échelle, fortement

subventionnés et dont les principaux bénéficiaires sont l'industrie, l'agroalimentaire ainsi que les entreprises d'ingénierie et de bâtiment. Il incombe à l'État de veiller à ce que ce soient les pauvres et non la classe moyenne des zones urbaines qui imaginent, réalisent et utilisent les stratégies.

■ **Effectuer un suivi** : Il est nécessaire que la population se charge elle-même du suivi et du retour d'informations relatifs aux programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement qu'elle met en œuvre. Mais c'est à l'État de surveiller les progrès sur le plan national – tant pour orienter ses propres politiques et investissements que pour remplir son engagement à atteindre les objectifs définis. Cependant, lors de la collecte des données nationales, il est nécessaire non seulement de comptabiliser le nombre d'habitants qui sont privés d'hygiène, d'assainissement et d'eau, mais aussi de consigner qui ils sont, où ils habitent et pourquoi ils se retrouvent marginalisés. De cette manière, le suivi des disparités peut contribuer à l'une des tâches les plus ardues du développement : faire en sorte que les catégories vulnérables (les plus démunis, les femmes, les laissés-pour-compte et les habitants de zones reculées) ne soient pas exclues du progrès.

REPENSER LES APPROCHES

Voilà quelques exemples de la manière dont les pouvoirs publics peuvent faciliter les approches mises en œuvre par les populations locales. Des signes montrent que certains pays ont entrepris de réviser le rôle stratégique de l'État vis-à-vis des objectifs d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ainsi, l'Inde, l'un des pays les plus pauvres et les plus peuplés de la planète, est en train d'élaborer un programme, représentant un milliard de dollars par an, destiné à venir en aide à quelques-unes de ses nombreuses communautés pauvres qui essaient d'améliorer elles-mêmes leurs conditions de vie sans assistance extérieure. Ce programme n'est pas parfait et rencontre de multiples problèmes. Il est toutefois encourageant d'observer que les dirigeants politiques semblent prêts à abandonner leur rôle d'expert et de prestataire de services clés en main pour endosser celui d'aidant et de facilitateur des initiatives populaires locales.

L'État du Bengale occidental travaille ainsi en partenariat avec des ONG (principalement la *Mission Ramakrishna*) et des organisations internationales (essentiellement l'UNICEF) au développement d'un programme d'assainissement piloté par la population locale (pages 25, 26, 27). Reposant davantage sur la motivation et l'éducation que sur la livraison de solutions toutes faites ou des subventions, ce programme, mis en œuvre dans le district de Medinipur (huit millions d'habitants), est financé par des prêts et des fonds d'avances remboursables. Il a fait naître une véritable demande qui est en partie satisfaite par les petites entreprises ainsi encouragées à venir vendre leurs produits dans des « *Sanitary Marts* ». Cet État compte désormais plusieurs centaines de ces « *Sanitary Marts* », c'est-à-dire des marchés qui rassemblent en un même lieu de nombreux services. On y trouve des fabricants et des testeurs de produits sanitaires, des centres de formation pour les agents de liaison avec la population, des points de vente de produits sanitaires et de savons, des centres de service après-vente, des bureaux-conseil, ainsi que des centres d'activités en rapport avec le programme (qui offrent des emplois à la population locale). Plus de 40 % de la population – dans un État qui compte environ 45 millions d'habitants – disposent désormais de latrines (si le Bengale occidental était un pays, il ferait partie des 20 nations les plus peuplées de la planète). Selon Chandan Sengupta de l'UNICEF (page 27), « *Dans trois ou quatre ans, chaque famille du Bengale occidental aura accès à un assainissement digne de ce nom. Je pense que cette stratégie peut être transposée à d'autres pays, en Asie et même ailleurs* ».

UN VASTE POTENTIEL

Enfin, il faut souligner un autre point commun à tous les témoignages.

Pour que les programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement portent leurs fruits, il est nécessaire de catalyser à la fois la demande réelle et la participation réelle. Mais une demande et une participation opiniâtres et organisées, de nature à éradiquer la passivité et à faire naître la confiance en soi, à laisser s'exprimer la détermination et les ressources de la population locale, revêtent une importance cruciale pour n'importe quel autre problème de pauvreté et de développement de la collectivité. Et alors que l'on écoute ces témoignages, il devient de plus en plus évident que ce qu'ils proposent, c'est une nouvelle manière d'aborder non seulement la question de l'eau et de l'assainissement, mais aussi celle de la pauvreté en tant que telle.

Tshepo Khumbane (page 63) fait partie de ceux, et ils sont nombreux, qui sont convaincus que cette nouvelle approche est capable de remédier au problème plus large de la réduction de la pauvreté. « *Si l'on se conformait vraiment à la Constitution de l'Afrique du Sud, la population devrait être à l'origine de la diffusion de*

l'assainissement au plus grand nombre. Ce processus permettrait de donner du pouvoir aux individus, de former leurs compétences, de soutenir les femmes et serait perçu comme un investissement majeur, durable et critique dans la puissance de notre pays ».

Jockin Arputham, Président de la fédération indienne des habitants des bidonvilles, « *National Slum Dwellers Federation* » (principal mouvement populaire indien), abonde dans son sens (page 20) lorsqu'il décrit l'effet d'un fonds d'épargne sur une population urbaine pauvre : « *Tout d'un coup, les choses paraissent possibles. On parle d'un point d'eau aménagé, d'un centre communautaire, d'un bloc sanitaire. La mise en place d'un fonds d'épargne est la condition nécessaire pour que naissent le sentiment d'appartenance à la communauté, les compétences managériales et la confiance en soi indispensables à la réalisation de tout projet de développement dans un bidonville* ».

En d'autres termes, la tâche apparemment banale qui consiste à œuvrer en faveur d'une amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement peut, de l'avis de nombre de contributeurs, devenir le tremplin du développement des populations pauvres. Pour certains, c'est aussi un moyen de remettre en question quelques-unes des relations et structures des plus préjudiciables et des plus profondément enracinées au cœur du problème de la pauvreté et du sous-développement

Les témoignages des pages suivantes approfondissent cette discussion et analysent plus en détail des exemples d'approches qui pourraient déboucher sur des progrès dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le monde entier. Cependant, tous les contributeurs sont conscients que c'est une approche pour laquelle, par définition, il n'existe pas de formule de réussite unique. La stratégie que nous évoquons ici se caractérise essentiellement par sa nature décentralisée et sa diversité. Tout repose sur la confiance qui est accordée aux populations locales, à leurs organisations et à ceux qui travaillent avec elles. Il s'agit de créer l'espace et de bâtir les capacités locales en apportant une aide qui ne sape pas la confiance et ne fasse pas disparaître l'esprit d'initiative. Il s'agit d'être prêt à voir des erreurs être commises sans « intervenir ». Dans une perspective traditionnelle (qui va du haut vers le bas), cette approche paraît floue et « ingérable ». Mais ces impératifs et ces immenses difficultés sont contre-balançés par les bienfaits qu'ils peuvent engendrer. Tant pour les individus que pour les populations locales, cette approche dépasse largement la question de l'eau courante et des toilettes : elle est source de dignité, de fierté et d'espoir. ■



À L'ÉCOUTE

Les pages qui suivent présentent les témoignages de ceux qui œuvrent avec les habitants pauvres des zones urbaines et rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Tous ces témoignages ont été recueillis dans le cadre d'entretiens individuels, ce qui a limité le nombre de pays représentés.

Le souci de respecter un certain équilibre entre les contributeurs et les thèmes, ainsi que les contraintes d'espace, n'ont pas permis à tous les participants au processus d'être cités dans la version imprimée de ce rapport. Le WSSCC tient à remercier les personnes suivantes pour leur précieuse collaboration :

Asie

Afrosa Ahmed, Feroze Ahmed, Rokeya Ahmed, Raja Sulochana Annadurai, Taufiqul Arif, Jockin Arputham, Meera Bapat, Nafisa Barot, Ela Bhatt, Raju Bhosale, Sundar Burra, Akhil Chandra Das, Indira Chakravarty, Ashoke Chatterjee, Timothy Claydon, Sait Damodaran, Chandni Dey, Ramani Dharmalingam, Alan Etherington, Ratnakar Gaikwad, Deepak Gyawali, Shaikh Abdul Halim, Masud Hassan, Khandker Zakir Hossain, Yakub Hossein, Vinodhini Jayasingh, Kazi Bazlul Karim, Kamal Kar, Sharad Mahajan, Lajana Manandhar, Imran Matin, Surjya Kanta Mishra, Nawal Kishor Mishra, Golam Morshed, K.J.Nath, Umesh Pandey, Shunmuga Paramasivan, Ishwarbhai Patel, Sheela Patel, Bindeshwar Pathak, Laxmi Paudyal, Rehmatbi Qamar Ahmed, S.M.A Rashid, Paul Sathianathan, Chandan Sengupta, Bihari Krishna Shrestha, Rabin Lal Shrestha, Dibalok Singha, Savita Sonavane, Rukmani Sundaram, Chunibhai Vaidya, Greg Whiteside

Afrique

Bernadette Andrianjanaka, Agnes Bitature, Eunice Buteraba, Kathy Eales, Richard Holden, Elias Jjuuko, Fulgensio Jjuuko, Beth Karanja, Ronnie Kasrils, Dominic Kavutse, Tsepo Khumbane, Julian Kyomuhangi, Joel Lugolobi, Paul Luyima, Dorcas Mogaka, Queen Mokhabela, Emilio Muchanga, Americo Muianga, Maria Mutagamba, Fred Mwangi, Margaret Mwangola, Gilbert Nkusi, John Nyachio, David Omayo, Josiah Omotto, Dorcas Pratt, Martin Rall, Jean Herivelo Rakontondrainibe, Razanamihaja Rakotomaharo, Lanto Barthélémy Rakototiana, Odile Michèle Randriamananjara, Tovoherisoa Ratefy, Arsène Raveloson, Emma Razafitseheno, Kiwe Sebungya, Austine Tushabe, Samuel Wambua

Amérique latine

Antonio Ustariz Antezana, Alexander Aponte, Jose Barragan, Sandra Bastidas, Roberto Bianchi, Francisco Burbano, Alvaro Camacho, William Carrasco, Omar Fernandez, Gloria Reza Garcia, Nelly Guapacha, Axel Jove, Alejandro de Lima, Carlos Madera, Lilly Marin, Carlos Mira, Carmina Moreno, Augusto Osorno Gil, Fernando Pericon, Edgar Quiroga, Marco Quiroga, Ines Restrepo, Michael Rosenhauer, Miriam Silvia Salinas, Betty Soto, Luis Dario Sanchez, Maria Ester Udaeta, Anibal Valencia, German Villegas Villegas, Olga Zapata

Les entretiens au Bangladesh, en Bolivie, en Colombie, en Inde et au Népal ont été menés par Daniel Adamson.

Ceux réalisés en Afrique du Sud, au Kenya, à Madagascar et en Ouganda ont été conduits par Carolien van der Voorden.

Les points de vue exprimés ici sont ceux des personnes interrogées et ne reflètent pas forcément les opinions ou la politique du WSSCC ou des organisations qui emploient ou font ponctuellement appel à ces personnes.

Liste des contributeurs – page 2



SHEELA PATEL EST MEMBRE FONDATEUR ET DIRECTRICE DE L'ONG SPARC (SOCIETY FOR THE PROMOTION OF AREA RESOURCE CENTRES). SPARC TRAVAILLE EN ASSOCIATION AVEC LE PLUS VASTE MOUVEMENT POPULAIRE D'INDE : LA FEDERATION INDIENNE DES HABITANTS DES BIDONVILLES (NSDF) ET MAHILA MILAN (« LES FEMMES ENSEMBLE »). CETTE ALLIANCE SOUTIEN LES PROJETS D'ASSAINISSEMENT PILOTES PAR LA POPULATION PORTANT SUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN DE BLOCS SANITAIRES AUJOURD'HUI FREQUENTES PAR DES MILLIONS D'HABITANTS DE BIDONVILLES.

LORSQUE, dans une ville, sept millions d'habitants n'ont pas accès à un assainissement adéquat ; lorsque les excréments dégradent leur environnement et polluent leur eau ; lorsque les femmes doivent attendre la tombée de la nuit pour faire leurs besoins ou sont contraintes de déféquer sur une feuille de papier ; lorsque les maladies provoquées par le manque d'hygiène continuent à tuer des enfants tandis que les pouvoirs publics s'obstinent à construire des latrines qui sont dégoûtantes et délabrées en l'espace de quelques mois, il arrive un moment où les habitants des bidonvilles ne peuvent plus se contenter de mendier pour obtenir les services de base.

Ils doivent commencer à se demander pourquoi, décennie après décennie, les pouvoirs publics encouragent des initiatives toutes vouées à l'échec. Ils doivent remettre en question les attitudes et les rapports de force qui favorisent la pauvreté en milieu urbain. Et s'ils veulent que « l'assainissement pour tous » soit un jour plus qu'un idéal, ils doivent trouver le moyen de renégocier ces rapports de force.

L'échec de la méthode choisie par les pouvoirs publics pour introduire l'assainissement dans les villes est manifeste. Dans les années 90, la Fédération indienne des habitants des bidonvilles et *Mahila Milan* ont mené une enquête sur 151 bidonvilles, regroupant plus d'un million de personnes. Ils ont constaté que la municipalité avait construit un WC pour 1 488 habitants, et que 80 % des installations ne fonctionnaient pas. Les portes étaient cassées, les cuvettes bouchées par les excréments, les fosses septiques débordaient et les sites étaient souillés de débris et de fèces.

Malgré un bilan aussi désastreux, les élus municipaux ont toujours refusé d'admettre que les habitants des bidonvilles pourraient être capables de se doter de toilettes mieux conçues, moins chères et plus durables que celles des « experts » des autorités. Il est évident que des solutions nouvelles et opérationnelles ne peuvent provenir que de ceux qui comprennent vraiment l'environnement des bidonvilles, à savoir les résidents eux-mêmes. Et pourtant, les élus comme les fonctionnaires

s'obstinent à dénigrer l'idée que la population locale pourrait prendre en main l'organisation de l'assainissement en milieu urbain. Pourquoi ?

« L'intérêt manifesté pour les conditions de vie des habitants des bidonvilles se heurte à la conviction inavouée que ces derniers constituent un fléau pour la ville »

Plusieurs réponses tombent sous le sens : les hommes politiques ne savent pas ce qu'est un quotidien sans assainissement ; les administrations sont corrompues et inefficaces ; les habitants des bidonvilles n'ont pas fait la preuve de leurs compétences techniques et de gestion. Néanmoins, si vous analysez la situation de plus près, vous constaterez que cet échec s'explique par des préjugés profondément enracinés à l'encontre des pauvres des villes et un style de gouvernance encourageant délibérément la faiblesse et la dépendance.

À qui appartient la ville ?

Très souvent, l'intérêt manifesté pour les conditions de vie des habitants des bidonvilles se heurte à la conviction inavouée que ces derniers constituent un fléau pour la ville. Les citoyens des classes moyennes et supérieures les perçoivent comme des parasites qui ont quitté de « jolis » villages à la campagne pour saccager la ville avec leurs baraques hideuses, et l'étalage de leur situation sordide. Les municipalités continuent de considérer les bidonvilles comme une aberration, fâcheuse mais temporaire, de la vie citadine et espèrent que l'investissement dans le développement rural endiguera la migration. Ils refusent de reconnaître que l'exode rural constitue une réaction intelligente, et parfois inéluctable, à l'évolution des schémas économiques et à la pauvreté extrême qui a rendu la vie dans les villages insupportable. Et ils refusent d'admettre que c'est grâce aux hommes et aux femmes des bidonvilles que la ville reste propre, et

que les citoyens peuvent manger, circuler, produire et prospérer.

Aussi longtemps que les élites percevront les pauvres comme des corps étrangers indésirables, ils rechigneront à engager des projets destinés à légitimer et à pérenniser les bidonvilles. Si les habitants des bidonvilles parviennent à prouver qu'ils constituent le facteur le plus précieux pour l'amélioration de la vie urbaine, l'un des principaux obstacles au progrès aura été mis à bas.

Le féodalisme des bidonvilles

Il n'est pas aisé pour les pauvres de manifester leurs capacités à participer au développement. En effet, les structures psychologiques et institutionnelles les ont toujours cantonnés à un rôle de quémandeur. Les pauvres ne sont pas perçus comme des agents de changement : ce sont les destinataires passifs des faveurs accordées ou refusées par les personnes au pouvoir. Bien qu'éluës par les pauvres, les personnalités politiques de la ville endossent un rôle de protecteur face aux habitants des bidonvilles : elles peuvent annuler un ordre d'expulsion, se laisser corrompre pour aider une famille ou pour résoudre un problème particulier. Dans bien des cas, leur maintien au pouvoir dépend de leur capacité à se présenter en protecteurs des bidonvilles. Dans ces conditions, il est donc essentiel que les habitants des bidonvilles demeurent passifs et vulnérables.

La participation de la population au développement sape cette relation de clientélisme. Les programmes pilotés par les habitants des bidonvilles nécessitent des réunions, une organisation, le développement de compétences et de la confiance – tout ce qui va à l'encontre de la vulnérabilité que les autorités s'acharnent à entretenir. Contrairement aux projets pilotés par les entrepreneurs sélectionnés par les pouvoirs publics, les initiatives gérées par la population sont peu coûteuses et transparentes – ce qui ne laisse aucune place à la culture des pots-de-vin, si lucrative pour les hommes politiques.

Le travail de l'alliance SPARC/Mahila Milan/NSDF consiste à trouver les moyens de mettre un terme

aux rôles et aux modes de relation qui paralysent le développement urbain. L'assainissement peut constituer l'un des meilleurs tremplins pour le lancement de cette campagne.

Un endroit où il fait bon vivre

Dans les villes de l'Inde, les populations membres de cette alliance ont mis en place des installations sanitaires bien pensées, bien construites et gérées efficacement. À la différence des latrines fournies par les pouvoirs publics, ces blocs sanitaires sont propres, bien éclairés et aérés. Ils disposent de suffisamment d'eau pour permettre de tirer la chasse, de se laver les mains et d'entretenir les lieux. Ils se divisent en espaces pour les hommes et pour les femmes, et des WC spéciaux sont prévus pour les enfants. Chaque bloc est géré par un comité populaire, et ses frais de fonctionnement sont couverts par la vente d'un abonnement familial mensuel, au prix de vingt roupies.

Étant donné que tous les habitants du bidonville vont utiliser ces toilettes, le processus de conception et de construction les encourage à mettre tous leurs talents et leur expérience dans l'opération. Les habitants ont ainsi l'occasion de travailler ensemble et les femmes ont l'occasion d'être impliquées et de voir leurs compétences ainsi que leur sens de l'initiative exploités et reconnus. Par ailleurs, de nouvelles capacités, techniques, financières, de gestion, peuvent se développer et être éprouvées.

La construction des toilettes constitue aussi l'occasion de prouver aux autorités municipales que, pour peu qu'on leur en donne la possibilité et les moyens, les habitants des bidonvilles sont capables et désireux de résoudre eux-mêmes la majorité de leurs problèmes. Les projets d'assainissement pilotés par la population illustrent par conséquent la possibilité de bouleverser les rapports entre les hommes politiques et les pauvres, afin de mettre fin à la pratique de la main tendue et de la supplication.

Pour les pauvres comme pour les élus, ce peut être une révélation. Jusqu'ici, l'action des premiers s'est limitée à adresser des requêtes à leurs dirigeants, sans penser à élaborer leur propre agenda. Ils se

plaignaient de l'absence de tout assainissement, mais sans rien faire pour construire eux-mêmes des toilettes. Ce type d'initiatives les conduit à imaginer tout ce qu'ils peuvent obtenir par leurs propres efforts. Pour une femme qui s'est accroupie toute sa vie au-dessus d'un fossé à ciel ouvert, il est difficile de surestimer l'importance de toilettes privées et propres. Mais ces projets présentent peut-être un mérite plus précieux encore. Ils révèlent pour la première fois une possibilité jusqu'ici jamais entrevue : le bidonville pourrait devenir une communauté où il fait bon vivre.

Sensibilité heurtée

Si les populations et les groupes qui leur viennent en aide sont bien informés et bien organisés, il ne devrait pas leur être trop difficile d'obtenir le feu vert pour ce type de programme. Mais il est primordial de bien s'y prendre pour solliciter les hommes politiques. SPARC s'efforce toujours d'avoir des solutions à leur proposer, et non des problèmes à leur soumettre. Et quel commissaire municipal ne serait pas intéressé par un remède à la crise de l'assainissement ? Une telle proposition n'a rien de comparable à la menace d'une demande d'un droit d'occupation des sols. D'autant que même les élites urbaines comprennent la nécessité de s'attaquer au problème de l'assainissement, ne serait-ce que parce que la défécation en plein air menace leur propre santé et heurte leur sensibilité tous les jours.

« Si sa participation est annulée dès que l'on repère la moindre erreur, la population sera incapable d'acquérir une expérience et un savoir »

Même lorsque les autorités municipales ont consenti à piloter un projet émanant de la population, l'initiative peut être freinée par leur méfiance instinctive vis-à-vis des pauvres. De nombreux programmes induisant la participation de la population n'accordent en effet qu'une seule chance à la communauté : les pouvoirs publics et les donateurs n'hésitent pas à fermer le robinet au

premier signe d'erreur. Cette attitude compromet l'essence même du développement piloté par la population : le processus d'apprentissage.

L'apprentissage de nouvelles compétences et le développement des capacités ne vont pas sans quelques erreurs. Il est vital que les autorités concèdent aux populations pauvres une marge d'erreur qui permettra à ces dernières de réinvestir « les acquis » des erreurs antérieures. Si sa participation est annulée dès que l'on repère la moindre erreur, la population sera incapable d'acquérir une expérience et un savoir. C'est d'ailleurs l'une des tragédies de la pauvreté, et c'est la raison pour laquelle les projets soutenus par SPARC acceptent et encouragent même les erreurs.

Ces toilettes ne sont jamais parfaites, mais toutes représentent un investissement vital en compétence humaine. Dans ce sens, elles bouleversent la façon dont les pauvres se perçoivent eux-mêmes et sont perçus par les autres.

Pendant trop longtemps, menacés d'éviction, exploités parce qu'immigrés et méprisés par les élites urbaines, les pauvres des villes, vivant sur des terres sur lesquelles ils n'avaient aucun droit reconnu, ont été contraints à une position de passivité et de dépendance. Mais une nouvelle génération, née dans la ville et dont les relations à autrui diffèrent largement de celles de leurs parents, est en train d'émerger. Cette génération revendique d'ores et déjà le droit de fixer les priorités de son propre avenir. Il est grand temps que la ville reconnaisse ce droit et prenne conscience du fait que les pauvres des milieux urbains doivent être aux avant-postes du combat pour le développement de la ville. ■



JOCKIN ARPUTHAM EST PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION INDIENNE DES HABITANTS DES BIDONVILLES (NATIONAL SLUM DWELLERS FEDERATION : NSDF), LA PLUS IMPORTANTE ASSOCIATION DANS CE PAYS. ÉLEVÉ DANS LES BIDONVILLES ET LES RUES DE BOMBAY, IL A ACCÉDÉ À CE POSTE À RESPONSABILITÉ GRÂCE À SA CAPACITÉ RECONNUE À MOBILISER LES GENS POUR QU'ILS TROUVENT EUX-MÊMES DES SOLUTIONS À LEURS PROBLÈMES. IL EXPLIQUE ICI COMMENT LES MUNICIPALITÉS POURRAIENT TIRER PARTI DU POTENTIEL QUE REPRÉSENTENT LES HABITANTS PAUVRES DES ZONES URBAINES.

LA FÉDÉRATION INDIENNE des habitants des bidonvilles est une association qui, dans la seule ville de Bombay, représente plus de 250 000 familles pauvres, soit plus d'un million de personnes. Elle peut compter sur le soutien actif de tous ses adhérents, qui savent bien qu'elle ne leur promet pas une aide financière qui n'arrivera jamais ou des services qui ne seront jamais fournis. Nous aidons ces gens à se regrouper, à identifier un problème et à y remédier grâce à leurs propres connaissances, talents et moyens financiers.

Notre fédération met en pratique une vérité qui sera un jour reconnue, à savoir que la population est la mieux placée pour assurer son propre développement. Les élites urbaines n'ont jamais cherché à exploiter cette ressource. Elles n'ont jamais essayé d'aider les pauvres à s'organiser, à se former et à s'attaquer eux-mêmes à leurs problèmes. Au contraire, elles ont adopté une attitude condescendante, ignoré leur potentiel et ri à l'idée qu'ils puissent se prendre en main. Ce n'est pas une simple question de politique. En affirmant que les pauvres n'ont aucune capacité ni aucun pouvoir, les classes dirigeantes découragent cette catégorie de la population. « L'assainissement ? C'est notre affaire, disent-elles. Nous sommes les spécialistes. » Et rien n'est jamais entrepris.

« Les élites urbaines n'ont jamais cherché à exploiter cette ressource. Elles n'ont jamais essayé d'aider les pauvres à s'organiser, à se former et à s'attaquer eux-mêmes à leurs problèmes »

La NSDF est là pour montrer à ces élites que les pauvres, loin d'être un poids encombrant, représentent le plus important gisement de compétences et d'énergie dont une ville dispose pour résoudre ses problèmes. Elle oblige peu à peu la municipalité de Bombay à ouvrir les yeux et à en prendre conscience. Et, au vu du nombre de nos adhérents et des succès indéniables que nous

avons déjà remportés dans le domaine du développement urbain, il est difficile d'ignorer notre mouvement.

« La NSDF est là pour montrer à ces élites que les pauvres, loin d'être un poids encombrant, représentent le plus important gisement de compétences et d'énergie dont une ville dispose pour résoudre ses problèmes »

Le pouvoir de l'argent

Je sais par expérience que l'épargne est le meilleur moyen de susciter l'entraide au sein d'une population pauvre. Il vaut mieux éviter de faire intervenir les hommes à ce stade : la proposition de créer un fonds d'épargne provoquera des discussions sur la question de savoir qui en sera le trésorier dans trois semaines, même s'il n'y a pas encore le moindre versement ! En revanche, lorsque cette idée est lancée au sein d'un groupe où les femmes prédominent, de l'argent commencera à être économisé immédiatement, dès la première réunion. Sans attendre une quelconque aide extérieure, ces femmes sont tout de suite en mesure de commencer à améliorer leurs conditions de vie. Si cent femmes mettent chacune de côté une roupie, l'une d'entre elles peut obtenir un prêt de 100 roupies dès le premier jour. Avec cet argent, elle peut acheter pour 100 roupies de légumes et, avant l'heure du déjeuner, elle est propriétaire d'un petit commerce.

L'impact de ce type d'action positive, qui consiste à compter avant tout sur soi-même, est immense. Lorsque ces femmes apprennent à gérer de l'argent, leur capacité à gérer leur ménage, leur quartier ou leur communauté se renforce. À mesure que le taux d'épargne s'accroît, les versements individuels augmentent. Tout d'un coup, les choses paraissent possibles. On parle d'un point d'eau aménagé, d'un centre communautaire, d'un bloc sanitaire. La mise en place d'un fonds d'épargne est la condition nécessaire pour que naissent le sentiment

d'appartenance à la communauté, les compétences managériales et la confiance en soi indispensables à la réalisation de tout projet de développement dans un bidonville. Dès lors, la population peut commencer à réfléchir à la question de l'assainissement.

L'assainissement constitue un très bon point de départ. Si une population qui a créé un fonds d'épargne souhaite accéder à des moyens d'assainissement, nous pouvons l'aider tout au long du processus : planification et conception de blocs sanitaires, recrutement d'entrepreneurs et de constructeurs, élaboration d'un système permettant de couvrir les frais de fonctionnement et d'entretien de ces installations. En s'appuyant sur le gisement de compétences qui existe dans les bidonvilles ou les squats voisins, cette population est en mesure de présenter un projet bien pensé et correctement chiffré. Notre fédération peut organiser la visite d'autres équipements pilotes si les autorités municipales sont encore réticentes à laisser les pauvres s'occuper eux-mêmes de leurs problèmes d'assainissement. Les autorités pourront ainsi constater que les pauvres disposent de compétences techniques et que les structures de financement et de gestion mises en place assurent la pérennité du projet. Le conseil municipal n'est pas sollicité pour financer l'entretien des blocs sanitaires. Nous lui demandons simplement d'apporter les capitaux nécessaires pour des travaux de construction qui seront planifiés et exécutés par la population. Si elle est correctement présentée, c'est une offre difficile à rejeter.

« Tout d'un coup, les choses paraissent possibles. On parle d'un point d'eau aménagé, d'un centre communautaire, d'un bloc sanitaire »

Notre fédération achève actuellement la construction de 280 latrines collectives, édifiées grâce aux fonds que la Banque mondiale a envoyés au conseil municipal de Bombay. Avec une moyenne de

20 latrines par bloc sanitaire, ce programme permettra à environ un demi-million de personnes par jour d'accéder à l'assainissement et à l'eau potable (Pour plus de détails sur ce programme, voir la contribution de Sheela Patel, page 18). La fierté, l'optimisme et la confiance en soi que ce processus a suscités parmi les personnes qui ont construit des toilettes ne pourront jamais être quantifiés précisément. Une femme comme Rehmatbi Qamar Ahmed (voir sa contribution, page 24) qui a été chargée de réaliser cinq de ces blocs sanitaires, n'a pas pour seule motivation l'argent. Elle travaille pour un projet qui concerne les siens, un projet dans lequel elle croit. Elle est heureuse de voir ses compétences reconnues, et fière que les habitants des bidonvilles lui demandent de superviser la construction de leurs latrines. Une femme animée de tels sentiments vaut mille entrepreneurs qualifiés employés par la municipalité.

« La fierté, l'optimisme et la confiance en soi que ce processus a suscités parmi les personnes qui ont construit des toilettes ne pourront jamais être quantifiés »

Et même pour ceux qui ne participent pas directement à ce programme, les latrines sont beaucoup plus que des lieux d'aisances. Elles représentent un pas psychologique énorme vers l'autonomie. Comment parler d'occupation du sol ou de logement lorsqu'une chose aussi essentielle que des toilettes manque ?

Les toilettes sont aussi l'un des grands lieux de rencontre de la population du quartier. C'est la raison pour laquelle je parle de « centres de communication ». Une femme qui attend à l'extérieur des WC ne manquera pas d'engager la conversation avec celle qui se trouve à l'intérieur : « As-tu appris ce qui s'est passé hier ? Viendras-tu à la réunion ? Sais-tu ce qui est arrivé à ce responsable qui habite juste à côté ? Sais-tu que Saddam Hussein a été arrêté ? ». Les personnes se rencontrent aux toilettes, discutent des dernières nouvelles, découvrent qui est

joueur, voleur ou qui a une liaison. Tout cela contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté qui est, au bout du compte, le seul moyen grâce auquel nous pourrions tous aller de l'avant.

« Les personnes se rencontrent aux toilettes, discutent des dernières nouvelles, découvrent qui est joueur, voleur ou qui a une liaison »

Une question de respect

Dans le monde entier, les autorités nationales doivent admettre que, par leur attitude, elles brident actuellement le seul gisement de compétences et d'énergie apte à résoudre les graves problèmes des villes. Aucun progrès n'est possible tant que les autorités urbaines continueront d'apporter des solutions planifiées à l'échelon central et à rejeter les appels à l'aide des populations pauvres. Vous n'avez pas l'électricité ? Pourquoi ne faites-vous rien pour remédier à cette situation ? Vous n'avez pas de maisons ? Pourquoi n'en construisez-vous pas ? Au lieu de proposer une assistance et les financements nécessaires au développement, les élites urbaines se cramponnent à l'idée qu'elles sont les mieux à même de résoudre les problèmes des pauvres. C'est cette attitude qui est responsable de l'échec de milliers de projets.

Combien de fois encore les populations devront-elles faire la preuve de leurs potentialités avant qu'on fasse confiance à leur capacité à se prendre en main ? Les habitants des bidonvilles de Bombay sont en train de gagner cette bataille grâce à notre fédération, mais pourquoi devons-nous nous frayer un chemin à travers un dédale de procédures administratives et travailler dans un climat de suspicion ? Quand les politiciens comprendront-ils qu'ils ne sont pas les mieux placés pour torcher le derrière des pauvres ? Il est temps que les détenteurs du pouvoir respectent les millions de pauvres qui nettoient leurs maisons, remettent leurs rues en état, réparent leurs réseaux d'égouts et qui ont bâti la ville. ■



RATNAKAR GAIKWAD EN 1999, DANS LA VILLE INDIENNE DE PUNE, PLUS DE 500 000 HABITANTS NE DISPOSAIENT D'AUCUN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DIGNE DE CE NOM. À LA FIN DE 2000, CE PROBLÈME AVAIT EN GRANDE PARTIE ÉTÉ RESOLU. C'EST LE PLUS HAUT RESPONSABLE DE LA VILLE QUI EST À L'ORIGINE DE CET EFFORT EXTRAORDINAIRE : RATNAKAR GAIKWAD, ANCIEN COMMISSAIRE MUNICIPAL DE PUNE. IL NOUS PARLE ICI DU PROGRAMME QUI A PERMIS DE DOTER TOUTE UNE VILLE D'UN RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT.

ENTRE 1990 ET 1998, la ville de Pune a construit chaque année 4 à 5 blocs sanitaires et environ 50 WC individuels. Durant mon mandat, nous avons édifié plus de 400 blocs et fourni plus de 10 000 WC. Au train où allaient les choses, il aurait fallu deux siècles pour réaliser ce que nous avons accompli en 18 mois.

Quelque 600 000 personnes vivent dans les bidonvilles de Pune. Au début de mon mandat, environ 90 % d'entre elles ne disposaient pas d'un assainissement correct. Il existait théoriquement 10 000 toilettes, mais dans la pratique près de 8 000 étaient inutilisables, pour cause de défauts de conception, d'erreurs de réalisation, de manque d'entretien par les services de nettoyage municipaux ou d'absence de sentiment de propriété et de responsabilité de la part des habitants des bidonvilles. Dans d'autres parties de la ville, il n'y avait carrément aucune installation sanitaire. Je me suis rendu dans les bidonvilles, où j'étais allé pour la première fois au début des années 70, quand j'étais étudiant. Dans certains, aucun WC n'avait été construit en 30 ans.

Il ne faisait aucun doute dans mon esprit que l'assainissement devait être la priorité absolue de cette ville. À Bombay, j'avais constaté que des habitants des bidonvilles, soutenus par des ONG, bâtissaient eux-mêmes des toilettes publiques (voir les témoignages de Sheela Patel, Jockin Arputham et Rehmatbi Qamar Ahmed, pages 18, 20, 24). En ma qualité de commissaire municipal, j'étais en mesure de reproduire cette stratégie à grande échelle.

Le principal problème était le manque de temps : travailler avec les populations pour susciter la demande, explorer les différentes solutions et former des gens est un processus qui prend du temps. Or, le mandat d'un commissaire municipal est souvent d'une durée courte et incertaine. Je savais que, si je voulais agir, il fallait que ce soit rapidement.

Il fallait tout d'abord trouver un financement. Dans les années 90, Pune consacrait chaque année environ 20 millions de roupies à des projets

d'assainissement. J'ai donc immédiatement prévu une enveloppe de 200 millions de roupies, et fait savoir autour de moi que ma décision était irrévocable.

« Je me suis rendu dans les bidonvilles, où j'étais allé pour la première fois au début des années 70, quand j'étais étudiant. Dans certains, aucun WC n'avait été construit en 30 ans »

Cet argent nous a permis de lancer le projet et de bâtir les 220 premiers blocs sanitaires. J'ai alors décidé de continuer sur cette lancée et d'engager une dépense de 230 millions de roupies dont nous avons besoin pour terminer notre programme. Comme cet argent n'était pas prévu dans le budget, j'ai fait semblant de demander un prêt bancaire. En vérité, je savais qu'il n'y aurait pas besoin d'emprunter, car la ville ne dépense jamais l'intégralité des budgets qui lui sont alloués. J'étais certain qu'une fois le travail achevé, personne ne chicanerait plus sur le financement. Mon ingéniosité a même surpris mon chef comptable !

Le plus difficile fut de trouver des ONG capables de travailler à si grande échelle. SPARC était celle qui connaissait le mieux cette approche, mais, à elle seule, elle n'était pas capable de construire 400 blocs sanitaires. J'ai donc passé une annonce pour que d'autres ONG viennent nous prêter main forte, je me suis efforcé de vérifier du mieux que j'ai pu leur honnêteté et leur compétence et j'ai demandé aux plus expérimentées de former et d'épauler les moins chevronnées.

La réunion du mercredi

Les ingénieurs municipaux ne donnaient aucune recommandation sur la manière de construire les toilettes. C'était aux habitants des bidonvilles et aux ONG de présenter des propositions. Nous leur avons certifié que leurs projets seraient adoptés, mais nous avons également veillé à ce que les ingénieurs aillent vérifier sur place que les

réalisations correspondaient exactement aux plans. Il était hors de question de modifier le rapport sable/ciment initialement convenu.

Pour que le programme suive l'échéancier, je me suis personnellement engagé à superviser les principaux acteurs du projet. Je les conviais à mon bureau tous les mercredis. Les responsables des ONG, les ingénieurs, les comptables et les femmes des bidonvilles prenaient place autour de la table pour faire le point sur les progrès, d'une manière très professionnelle. Je prenais acte des avancées et fixais les objectifs pour la semaine suivante. Les procédures ont été simplifiées, les décisions prises et les obstacles éliminés. Ainsi, le long processus de passation des marchés a subi de profonds changements afin qu'il soit possible de donner le feu vert à quelque 200 contrats en trois ou quatre jours. La procédure de déblocage des fonds pour les ONG a elle aussi été modifiée pour que le paiement puisse être rapidement effectué à chaque étape de la construction. Il fallait que la transparence soit totale : pas de contrats douteux, pas d'intimidation.

« Les procédures ont été simplifiées, les décisions prises et les obstacles éliminés. Il fallait que la transparence soit totale : pas de contrats douteux, pas d'intimidation »

Les réunions du mercredi étaient essentielles à l'aboutissement de cette initiative. Elles supprimaient en effet les hiérarchies, le parasitage et la paperasserie qui peuvent si facilement anéantir un bon programme. L'inefficacité, les pots-de-vin et l'exclusion prennent racine dans les espaces laissés libres par la multiplication des échelons hiérarchiques et les longs retards de procédure. Ainsi, si les factures ne sont pas rapidement acquittées, la corruption a la voie libre. Si une habitante d'un bidonville ne peut pas accéder au responsable et ne peut faire entendre sa voix, le risque est grand qu'elle soit exploitée ou oubliée. La supervision directe constitue une manière efficace

de contourner les multiples pièges potentiels qui menacent de retarder ou de détourner des initiatives telles que celle-là.

Il faut user d'autorité pour protéger un projet des responsables politiques et des bureaucrates locaux qui se soucient davantage de leurs propres pouvoirs et intérêts que de la réussite de l'initiative. Les responsables ne s'intéressent qu'aux approches qui leur offrent la possibilité de gagner de l'argent. De plus, les autorités locales chercheront quasiment toujours à renforcer leur pouvoir sur un bidonville en entretenant une mentalité de dépendance dans la population.

« Les responsables politiques locaux préféreront construire des WC de mauvaise qualité qu'il faudra démolir au bout de trois ou quatre ans »

En hindi, nous avons un terme pour qualifier cette attitude : on parle de relation « *May-Bap* », c'est-à-dire « parent/enfant » ou « donneur/bénéficiaire ». Les initiatives qui encouragent l'autonomie des populations s'attaquent aux fondements-mêmes de cette relation. C'est pourquoi les responsables politiques locaux préféreront construire des WC de mauvaise qualité qu'il faudra démolir au bout de trois ou quatre ans, car ils sont ainsi certains que les habitants demanderont qu'ils interviennent à nouveau prochainement.

Des toilettes avant des jardins

Il est possible de rallier certains de ces conseillers locaux à la bonne cause si on leur permet de tirer profit de la crédibilité politique qui accompagne la réussite d'un projet mis en œuvre par la population. L'un des conseillers de Pune m'a dit qu'il se battait depuis des années pour qu'un WC soit installé dans son quartier. Et tout à coup, il a réussi à en avoir 10. « Je suis tranquille pour les deux prochaines élections, m'a-t-il confié. Il me suffit de me tenir devant ces toilettes les mains jointes et un sourire sur les lèvres ».

On rencontre de nombreux commissaires municipaux honnêtes. Ils doivent être alertés de l'ampleur de la crise et sensibilisés aux résultats auxquels il est possible de parvenir si les nouvelles approches sont soutenues par une solide volonté politique. En février 2004, j'ai parlé devant des maires et des commissaires municipaux venus de 27 villes indiennes. Je leur ai expliqué l'urgence du problème, proposé des solutions, fait comprendre combien l'assainissement était prioritaire sur les routes, l'éclairage urbain et les jardins.

Malgré la présence de ces individus motivés, l'expérience montre que les citoyens pauvres ne peuvent compter sur la bienveillance de leurs représentants. Conférer des pouvoirs aux populations constitue donc la seule manière d'être certain que les services essentiels seront fournis. Des organisations comme *Mahila Milan* (« *Les femmes ensemble* ») et la fédération indienne des habitants des bidonvilles (*National Slum Dwellers Federation*) ne sont que les prémices d'un mouvement qui permettra aux individus de se prendre en charge et, dans le même temps, de demander des comptes à leurs dirigeants. Grâce à ces mouvements, des fonctionnaires cyniques et corrompus ont déjà des difficultés à contrer les initiatives de la population. De nombreux dirigeants redoutent ces mouvements issus de la base et les considèrent comme une menace. Mais les meilleurs bureaucrates et politiciens font tout leur possible pour encourager l'autonomie et le renforcement des moyens d'action des citoyens pauvres.

« Les meilleurs bureaucrates et politiciens font tout leur possible pour encourager l'autonomie et le renforcement des moyens d'action des citoyens pauvres »

S'il y a une chose que j'aurais voulu améliorer, c'est le temps consacré à la tâche importante qui consiste à convaincre les gens de participer au projet. Les ONG n'arrêtaient pas de souligner que cette approche repose sur un processus qui peut prendre

des mois, voire des années. Et elles ont tout à fait raison.

Il faut néanmoins conférer un caractère d'urgence à la tâche. Il faut certes tenir des réunions avec les habitants des bidonvilles, éveiller les consciences, organiser des ateliers sur l'hygiène. Mais on ne peut pas se contenter de rabattre les oreilles des gens pendant trois, quatre ans avec les toilettes, les toilettes, et encore les toilettes, si rien ne se passe sur le terrain ! Il y a quelques années, un projet de la Banque mondiale à Bombay s'est entièrement concentré sur le processus. L'appel d'offres comptait plus de 100 pages. Il était si dense et alambiqué que personne n'a même tenté d'obtenir le contrat ! À un moment donné, il faut bien se mettre au travail. ■

« Les entrepreneurs de la municipalité, qui trouvent le mot « assainissement » répugnant, préfèrent rester dans leurs bureaux et s'occuper d'activités plus nobles »



REHMATBI QAMAR AHMED EST ENTREPRENEUR ET TRAVAILLE AVEC L'ALLIANCE SPARC/MAHILA MILAN/NSDF À LA CONSTRUCTION DES TOILETTES COMMUNAUTAIRES DE BOMBAY. IL Y A 35 ANS, ELLE QUITTAIT DE L'UN DES VILLAGES ARIDES DU MAHARASTRA POUR BOMBAY ET VIT MAINTENANT DANS LE BIDONVILLE D'APNA ZOPADPATTI. ELLE EVOQUE ICI LA MANIÈRE DONT SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'ASSAINISSEMENT PEUT TRIOMPHER DU CYNISME TENACE DES HABITANTS DES BIDONVILLES.

IL NE FAUT PAS s'attendre à ce qu'un projet d'assainissement introduit par un étranger soit accueilli à bras ouverts dans les bidonvilles. Nous avons vu tellement d'initiatives censées nous aider, et qui n'étaient en réalité destinées qu'à servir les intérêts des hommes politiques.

Naturellement, la population n'a rien contre des toilettes ou des robinets. Actuellement, les femmes doivent attendre la tombée de la nuit pour aller aux latrines, ou sont obligées de s'accroupir au-dessus des fossés à ciel ouvert ou le long des voies de chemin de fer, ou encore de faire des kilomètres à pied pour utiliser les toilettes dégoûtantes gérées par la municipalité. Bien sûr que nous voulons des toilettes décentes. Mais la population sait par expérience que le projet va être réalisé par des fonctionnaires sans gêne et des entrepreneurs privés davantage soucieux de se remplir les poches que de construire des toilettes de qualité. Elle sait à l'avance que ces dernières seront installées au mauvais emplacement, construites en dépit du bon sens, jamais nettoyées et coûteuses à l'usage.

Mahila Milan (« les femmes ensemble ») ne va pas dans les bidonvilles pour dire aux habitants de construire des toilettes. Nous nous rendons à chaque fois dans un quartier différent, toujours dans la journée, lorsque quelques femmes sont chez elles, et nous nous promenons dans le bidonville. Quelqu'un finit toujours par nous demander ce que nous faisons. « Nous jetons juste un coup d'œil. » Rapidement, quelques habitants se joignent à nous et se mettent à parler de l'assainissement et de l'eau dans leur quartier. Ensemble, nous comptons le nombre de maisons, calculons le nombre de personnes et les amenons à dire ce qu'ils savent déjà : un robinet et un siège de toilette ne sont pas suffisants pour trois cents familles.

Cette visite incite la population à parler. Certains émettent des idées et discutent entre eux. Peu après, ils organisent des réunions de quartier et des ateliers, généralement dirigés par des femmes déjà membres d'un plan d'épargne. *Mahila Milan* ou la Fédération indienne des habitants des bidonvilles peuvent apporter leur contribution à ces ateliers et

aux programmes de formation. Un nouveau groupe d'habitants va parfois visiter les toilettes construites par la population d'un autre bidonville, dans une autre partie de la ville. Lentement, les latrines municipales dégoûtantes, voire l'absence de latrines, deviennent intolérables et les habitants se lancent dans une campagne pour la construction d'un bloc sanitaire communautaire. Dans un premier temps, la Fédération indienne des habitants des bidonvilles peut les assister dans les négociations avec l'entité municipale chargée du service des eaux. Plus tard, la population s'organise et est capable de prendre la parole pour elle-même.

« Il n'y a pas moyen de tirer au flanc ou de bâcler lorsque je suis sur le chantier »

Une fois que la population a dessiné son bloc sanitaire, décidé de son emplacement et convaincu l'entité municipale de débloquer un budget, elle a besoin d'une assistance technique pour la construction à proprement parler. C'est à ce moment-là que j'interviens.

On m'a confié cinq chantiers à Bombay et j'ai établi des contacts avec des fournisseurs de matériaux de construction et de main-d'œuvre pratiquant des tarifs raisonnables. Je m'assure que les ouvriers sont payés et je supervise leur travail afin qu'il soit fait correctement. Il n'y a pas moyen de tirer au flanc ou de bâcler lorsque je suis sur le chantier.

Et c'est le secret : je suis présente sur le chantier. Toute la journée, tous les jours. Les entrepreneurs de la municipalité, qui trouvent le mot « assainissement » répugnant, préfèrent rester dans leurs bureaux et s'occuper d'activités plus nobles. Ils rechignent même à faire une apparition occasionnelle sur un chantier, sans parler de se salir les mains. Lorsqu'il s'agit de toilettes, vous pouvez être sûr que les entrepreneurs municipaux travailleront lentement et sans enthousiasme.

Je le fais car je gagne bien ma vie, ce que je n'aurais jamais imaginé. Je le fais car j'aime ce

travail et la réussite du projet me tient à cœur. Je le fais car j'ai les compétences et les contacts requis. Et aussi parce que lorsqu'un projet est lancé, les femmes vivant dans des bidonvilles où je ne suis jamais allée demandent : « Rehmatbi est-elle disponible ? » ■

« Aussi longtemps que la population n'aura pas le sentiment de prendre sa vie en main, l'idée de participation lui restera étrangère et difficile à assimiler »



SURJYA KANTA MISHRA EST MINISTRE DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE AINSI QUE DU DEVELOPPEMENT RURAL DU BENGALE OCCIDENTAL. MEDECIN DE FORMATION, M. MISHRA TRAVAILLE POUR LA CAMPAGNE ASSAINISSEMENT POUR TOUS DU BENGALE OCCIDENTAL DEPUIS L'INTRODUCTION DE CETTE STRATEGIE A MEDINIPUR. IL AFFIRME ICI QUE LA PARTICIPATION DE LA POPULATION DEPEND DE SON DEGRE D'AUTONOMIE POLITIQUE.

J'étais encore chirurgien lorsque j'ai compris l'importance de l'assainissement. Sous le microscope, je pouvais voir des ankylostomes, des giardiases, des cyclostomes – autant de sources d'infections induites, à ma connaissance, par la pratique de la défécation en plein air, et qui contribuent à la malnutrition chronique des pauvres des campagnes.

À cette époque-là, les pouvoirs publics apprenaient toujours à leurs dépens, en s'efforçant de faire accepter un plan d'assainissement qui avait bien du mal à atteindre un millier de familles chaque année, pour les doter de latrines qui étaient rarement utilisées. Aujourd'hui, nous disposons d'un programme qui donnera accès à l'assainissement et sensibilisera aux bienfaits de l'hygiène plus d'un million de foyers rien que pour cette année.

La tâche ne fut pas aisée. La complaisance n'est pas de mise, et il faut admettre qu'un long chemin reste encore à parcourir pour que l'assainissement pour tous devienne une réalité dans chaque famille. Cependant, l'expérience du Bengale occidental renferme de précieuses leçons.

Tout d'abord, il va de soi que l'assainissement n'est possible qu'avec la participation des personnes censées utiliser les latrines. Participation n'est pas synonyme d'adhésion de la population à un projet conçu ailleurs – mais plutôt de moyen pour la population de trouver des solutions personnelles, d'examen critique et d'adaptation par les villageois des suggestions de l'extérieur ainsi que de soutien aux décisions prises par la population.

Ce type de participation ne passe pas par des subventions, mais par des campagnes intensives de sensibilisation à l'hygiène et de marketing social destinées à motiver la population. Si cette campagne se concentre exclusivement sur la construction de latrines, il y aura toujours des individus laissés pour compte, qui continueront de faire leurs besoins en plein air, de polluer les sources d'eau et de propager les maladies. Un taux élevé d'installations sanitaires par habitant ne suffit tout simplement pas.

À tout le moins, ce mouvement devrait se rallier à la bannière « Pas de défécation en plein air ».

À terme, notre ambition est de susciter un changement encore plus profond :

« L'Assainissement comme mode de vie ».

Cette expression suppose une évolution psychologique ne conduisant pas uniquement la population à utiliser des latrines, mais aussi à se laver les mains, à se couper les ongles, à cuisiner proprement, à refuser de cracher dans les lieux publics et à se montrer vigilante concernant la protection des points d'eau de toutes les sources de contamination. C'est cet état d'esprit, et non la construction de toilettes, qui se traduira par une amélioration spectaculaire de la santé publique.

« Avant la réforme agraire, une réunion de village se résumait à un monologue du propriétaire terrien qui dictait ses décisions aux pauvres »

Il est évident que le gouvernement ne peut dicter aux villageois la marche à suivre pour changer de comportement. Là encore, la solution dépend de la participation de la population. Une série de stratégies faisant appel au besoin d'intimité, aux bénéfices économiques apportés par l'hygiène, à la honte sociale induite par la défécation en plein air, peut motiver les habitants. Néanmoins, la participation dépend aussi de notre aptitude à favoriser l'autonomie politique. Aussi longtemps que la population n'aura pas le sentiment de prendre sa vie en main, l'idée de participation lui restera étrangère et difficile à assimiler.

C'est ainsi que s'explique en grande partie le succès du Bengale occidental sur le plan de l'assainissement. Les habitants de cet État sont les plus actifs politiquement en Inde. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a été en mesure de redistribuer les terres agricoles au bénéfice de ceux qui les exploitent. Plus de 70 % de ces terres sont aujourd'hui détenus par des agriculteurs possédant moins de deux hectares. La population est libre

d'élire des représentants locaux issus de la même classe sociale qu'elle, c'est à dire des personnes qui représentent vraiment les pauvres, les femmes, les marginalisés et les démunis. Une démocratie locale décentralisée s'applique, comme il se doit, à favoriser l'idée que ce sont les habitants qui doivent prendre le contrôle de leur collectivité.

En délivrant la population de la servitude féodale, nous lui donnons le coup de pouce mental nécessaire pour qu'elle commence à décider elle-même de son avenir. Avant la réforme agraire, une réunion de village se résumait à un monologue du propriétaire terrien qui dictait ses décisions aux pauvres. On n'entendait jamais d'opinion divergente. Comment parler de « participation » lorsque de tels comportements existent encore ?

J'affirmerais que l'autonomie politique de la population, qui passe par la décentralisation de la démocratie, constitue un préalable impératif à la réussite à grande échelle de tout programme de développement. Globalement, c'est pourtant le contraire qui se produit. Le processus de privatisation concentre la richesse et l'influence entre les mains de quelques-uns, et contribue à priver le plus grand nombre de tout pouvoir. Dans le même temps, les institutions de Brettons Woods préconisent la centralisation du capital, et donc de la prise de décision. Quelles chances ont les petites communautés si les pays en développement n'ont pas la liberté de choisir leur chemin pour la réalisation des *Objectifs du Millénaire pour le développement* ? Comment attendre d'elles qu'elles assimilent l'idée de « participation » qui leur est soudainement offerte si elles n'ont pas l'habitude de prendre leurs décisions elles-mêmes ?

Il est aujourd'hui reconnu que l'assainissement nécessite une autonomie active de la population. Au Bengale occidental, nous devons notre réussite au fait que le leadership de la population est depuis longtemps notre cheval de bataille. ■



CHANDI DEY EST CHARGE DE LA COMMUNICATION POUR L'ONG *RAMAKRISHNA MISSION A CALCUTTA, EN INDE. IL TRAVAILLE SUR LE PROJET NOVATEUR D'ASSAINISSEMENT DE MEDINIPUR DEPUIS SON LANCEMENT EN 1990 ET S'IMPLIQUE FORTEMENT DANS L'ACTION SOUTENUE PAR LES POUVOIRS PUBLICS VISANT A REPRODUIRE CE MODELE QUI A FAIT SES PREUVES A TRAVERS L'ETAT DU BENGALE OCCIDENTAL. CELA FAIT PLUS DE VINGT ANS QUE CHANDY DEY INTERVIENT SUR DES PROJETS D'ASSAINISSEMENT DANS PLUS DE 6 000 VILLAGES BENGALIS.*

REPENSANT LES fondements des approches qui ont échoué par le passé, imaginées par le sommet pour la base et axées sur l'offre, le projet-pilote de Medinipur a cessé de vouloir à toutes fins construire des latrines pour s'orienter sur un objectif plus subtil et plus ambitieux : changer les mentalités, les schémas comportementaux et les normes culturelles qui ont fait de la défécation en plein air une pratique acceptée par tous.

Cette tâche ne peut être réalisée en expliquant aux villageois qu'en Inde, la diarrhée tue chaque année un demi-million d'enfants. Ce genre de statistiques n'a aucun impact sur les mentalités. Il s'agit plutôt de démontrer clairement le lien entre les affections courantes et la pratique de défécation en plein air.

Il existe de multiples manières de véhiculer ce message. Vous pouvez, par exemple, présenter à des villageois un verre d'eau potable, dont vous effleurez la surface avec une épingle qui aura été, au préalable, plongée dans des excréments humains. Demandez-leur alors qui serait prêt à boire cette eau. Personne ne se portera volontaire. Bien que l'eau paraisse pure, ces personnes pressentent que l'eau a été contaminée. Si vous leur demandez ensuite quelle serait leur attitude si, en arrivant à la mare du village, elles y trouvaient un voisin en train de se laver après avoir déféqué, elles admettront qu'elles attendront un peu avant d'utiliser la même eau pour se laver et se rincer la bouche. Le stratagème de l'épingle suffit pour ébranler l'idée fautive selon laquelle la contamination fécale s'élimine par dilution. Les villageois comprennent soudain qu'ils ingèrent les excréments de leurs voisins.

De même, le concept « d'infestation par des vers intestinaux », aux consonances médicales, n'alarme personne. En revanche, si l'intervenant montre des images agrandies de ces vers aux villageois, ces derniers feront le lien avec les vers qu'ils ont vu sortir du corps de leurs enfants. Il s'ensuit une panique absolue. Des agrandissements représentant des mouches et mettant en exergue la taille et la texture de leurs six pattes hideuses, sont également très efficaces pour faire comprendre que ces insectes

viennent réellement déposer sur la nourriture les fèces qu'elles transportent.

Le point clé, pour motiver les villageois, est d'en appeler à leur expérience quotidienne. Une personne venue de l'extérieur, qui parlerait de « contamination fécale » sans établir de lien avec les habitudes locales, ne réussirait pas à provoquer un changement de comportement ou à créer la demande. Un bon intervenant demandera, par exemple, ce qui se passerait si le chef de famille, à son retour à la maison, exigeait son repas alors que la mère était en train de nettoyer les fesses de son bébé. La laissera-t-il finir sa tâche et se laver les mains avant de commencer à préparer le repas ? Utilisera-t-elle de l'eau propre et du savon, ou de la cendre, pour se laver les mains ? Pensent-ils que les fèces des enfants sont inoffensives ?

« Si l'intervenant montre des images agrandies de ces vers aux villageois, ces derniers feront le lien avec les vers qu'ils ont vu sortir du corps de leurs enfants. Il s'ensuit une panique absolue »

Ce ne sont là que quelques techniques et supports parmi tant d'autres qui peuvent être utilisés pour venir à bout des idées fausses ou pour illustrer les chaînes de contamination qui provoquent les maladies. Toutefois, le fondement véritable de la communication repose sur des visites dans chaque foyer. Des facilitateurs expérimentés abordent chaque famille du village, non pas pour vendre des latrines ou parler de subventions, mais pour établir une relation avec la famille, pour discuter avec elle des difficultés qu'elle peut rencontrer et pour amener la conversation sur le sujet de l'assainissement. Si les enfants de cette famille ont récemment été malades, l'intervenant peut interroger le père sur les frais que cela a généré (le prix du transport et des médicaments) et l'inviter à réfléchir aux heures de travail qu'il a perdues lorsqu'il a conduit cet enfant chez le médecin. Les facilitateurs

peuvent demander à des parents s'ils estiment prudent que leur fille, maintenant âgée de seize ans, se rende de nuit dans les bois situés en bordure du village. Ils peuvent évoquer la nécessité d'un espace privé pour la mère, le besoin de confort de la grand-mère ou les préoccupations.

La création d'une demande d'assainissement doit procéder d'un effort intense et coordonné, les principaux leaders d'opinion devant promouvoir le même message au même moment. L'institution coordinatrice doit identifier les groupes-clés de chaque village : les associations de mères et de femmes, les maîtres d'école, les travailleurs médicaux, les associations de jeunes, les responsables religieux. Ces personnes doivent être conviées à suivre des formations qui leur permettront de participer activement au travail des facilitateurs. À chaque étape, nous devons nous efforcer d'amener la population locale à persuader, à inciter et à motiver ses pairs. Et lorsque la demande sera effective, des solutions d'assainissement abordables devraient être disponibles (voir la contribution de Chandan Sengupta en page 27).

Pour passer à la vitesse supérieure, les pouvoirs publics, en particulier le *panchayat* (autorité locale), doivent aussi participer. Néanmoins, les ONG qui développent un projet ne doivent pas s'en décharger, mais rester impliquées dans la définition de la stratégie, la mise en œuvre du programme, la motivation des agents de la fonction publique, ainsi que leur formation, de sorte que ces derniers puissent reproduire cette approche et soient en mesure de développer les infrastructures. Les ONG doivent montrer la voie aux pouvoirs publics. Et ces derniers doivent manifester la volonté d'écouter, d'apprendre et de mettre leurs ressources au service de ces initiatives emmenées par la base. ■



CHANDAN SENGUPTA EST INGENIEUR CIVIL SPECIALISTE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT. IL A TRAVAILLE POUR L'ETAT DU TRIPURA AVANT DE REJOINDRE L'UNICEF EN 1989. IL PARTICIPE TRES ACTIVEMENT AU PROGRAMME PILOTE D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL DEPUIS SA CREATION. RIEN QUE L'AN DERNIER, CE PROGRAMME A PERMIS DE CONSTRUIRE PRES D'UN MILLION DE LATRINES DANS DES VILLAGES PAUVRES.

J'AI REJOINT L'UNICEF à la fin des années 80, décennie au cours de laquelle l'eau et l'assainissement devaient devenir accessibles à tous. Au Bengale occidental, pourtant, à peine 12 % de la population rurale disposait de latrines. L'échec de la stratégie adoptée à l'époque – une approche allant du sommet vers la base, orientée par l'offre et très dépendante des subventions – était patent.

L'UNICEF et ses partenaires ont décidé d'innover en optant une stratégie radicalement différente dans le domaine de l'assainissement au Bengale occidental. Nous avons retenu pour ce projet le district de Medinipur, que tous les indicateurs désignaient comme une région pauvre et arriérée. L'incidence des maladies diarrhéiques y était parmi les plus élevées du pays et la couverture par des services d'assainissement était pratiquement deux fois inférieure à la moyenne nationale.

Considérant que disposer de sanitaires adéquats constitue un droit fondamental pour tous, l'UNICEF et la mission *Ramakrishna* ont identifié et formé dans chaque village des personnes chargées de faire émerger ce besoin. La campagne a été relayée dans les écoles et au niveau des autorités locales, par voie d'affichage public et de messages sur les murs, grâce à des réunions de village et des informations diffusées à la radio et à la télévision. Cependant, l'essentiel de la stratégie a consisté à rendre visite aux familles, les unes après les autres, et à les convaincre que l'installation de sanitaires était une nécessité urgente.

Les avantages des sanitaires sont si évidents et leur absence comporte tant de risques et de désagréments que les familles approuvent rapidement le principe. Quand on leur demande ensuite pour quelle raison elles n'ont pas construit elles-mêmes des latrines, on comprend vite pourquoi l'approche fondée sur l'offre échoue systématiquement.

Dans les régions rurales, il n'existe que deux types de latrines. Les premières, qui sont raccordées à des fosses septiques et se trouvent chez les villageois riches, coûtent dix à quinze fois plus cher que la propre maison d'un individu pauvre. Pour les pauvres, les latrines restent un luxe qui leur sera

toujours inaccessible. Les autres latrines qu'ils connaissent sont ces endroits sales, nauséabonds et mal entretenus qui équipent les gares ou les administrations publiques. Inutile de préciser qu'ils n'en veulent pas près de chez eux !

Une fois que ces *a priori* ont été surmontés, le problème est en grande partie résolu. La dernière étape consiste à répondre aux besoins avec un produit d'un coût abordable, conforme aux normes sanitaires de base et qui puisse être livré dans les villages dès qu'une demande est exprimée.

En 1993, lorsque les autorités du Bengale occidental ont décidé de relever le défi en reproduisant le modèle de Medinipur à grande échelle, les principales opérations de commercialisation des sanitaires et de couverture des besoins ont été confiées à une institution radicalement nouvelle : le *Rural Sanitary Mart*.

« Les autres latrines sont ces endroits sales, nauséabonds et mal entretenus qui équipent les gares ou les administrations publiques. Inutile de préciser que les habitants n'en veulent pas près de chez eux »

Cette structure fabrique et vend tous les composants nécessaires à la construction de latrines bon marché. Différentes options sont proposées pour tenir compte des moyens financiers de tous les villageois. Les latrines sont équipées d'un joint hydraulique et donc conformes aux normes sanitaires. Outre les planches, les cuvettes et les siphons, les *Sanitary Marts* peuvent procurer toutes sortes d'articles permettant d'améliorer l'hygiène et l'utilisation des toilettes : savon, eau de javel, brosses.

Les *Sanitary Marts* constituent également un pan essentiel de la campagne visant à promouvoir la construction de latrines. Ils sont animés par des acteurs locaux, formés au niveau du district ou de l'État pour sensibiliser la population, stimuler la demande, apporter une assistance après-vente et

former d'autres personnes à la construction et l'installation de ces WC. Les bénéficiaires modestes dégagés par ces entités autonomes, à la fois ONG et entreprises privées, sont utilisés pour rémunérer les « agents de motivation » qui réussissent à convaincre de nouveaux « clients ».

« Les Sanitary Marts constituent également un pan essentiel de la campagne visant à promouvoir la construction de latrines »

Aujourd'hui, le Bengale occidental compte plus de 300 *Sanitary Marts*, dont les activités sont coordonnées par des cellules sanitaires organisées au niveau du district ou de l'État. Les *Sanitary Marts* répondent aux besoins d'assainissement avec une bien plus grande efficacité que ne le feraient les autorités locales. De plus, l'une des retombées positives du programme est qu'il fournit de précieux emplois à des milliers de jeunes gens des environs, surtout à des femmes.

Ce Programme d'assainissement en milieu rural mis en œuvre au Bengale occidental est un exemple remarquable de coopération entre les pouvoirs publics, l'UNICEF, les ONG locales et les villageois. Désormais, 43 % de la population ont accès à des latrines salubres. Dans trois ou quatre ans, chaque famille vivant au Bengale occidental en bénéficiera. Ce programme a déjà attiré des équipes d'observateurs du monde entier et influencé les lignes directrices de la politique publique indienne.

Quel que soit le contexte, il faut toujours se souvenir que l'offre est indissociable de la demande. Grâce à un marketing efficace, Pepsi Cola et Coca Cola ont créé une demande si forte qu'ils desservent les localités les plus reculées du Medinipur. Même les habitants pauvres des régions rurales achètent leurs sodas. Les autorités nationales devraient s'inspirer de cet exemple : la demande prime, l'offre vient ensuite. ■



NAFISA BAROT

EST L'UN DES MEMBRES FONDATEURS DE L'ONG *UTTHAN*, QUI AIDE LES POPULATIONS A TROUVER DES STRATEGIES INDEPENDANTES LEUR PERMETTANT DE SURVIVRE DANS LES ZONES LES PLUS INHOSPITALIERES DE L'INDE. LES REUSSITES NOVATRICES D'*UTTHAN* ONT ETE RECONNUES PAR LES ETATS ET LES ONG SUR L'ENSEMBLE DU SOUS-CONTINENT, NOTAMMENT LE FAIT D'AVOIR APPRIS AUX FEMMES DES VILLAGES COMMENT RECUEILLIR L'EAU DE PLUIE. DANS CE TMOIGNAGE, NAFISA BAROT EXPLIQUE A QUEL POINT IL EST DESASTREUX DE NE PAS LAISSER A LA POPULATION LES MOYENS DE POURVOIR A SES BESOINS ESSENTIELS.

JE ME SOUVIENS du jour où la rumeur s'est répandue dans le village : « L'eau est arrivée ! ». Effectivement, dans une cuve, de l'eau tombait goutte à goutte d'un tuyau métallique qui l'avait transportée à travers cent kilomètres de désert salin. Au pied de la cuve, c'était la ruée pour recueillir l'eau dans des pots ou des seaux. À l'eau se mêlait du sang, qui coulait de têtes blessées dans la bagarre et des jupes des femmes en période de règles. Le bétail refusait de boire de cette eau, à cause de son odeur de sang. Mais la population l'a bue. C'était la seule eau à disposition.

Cet aqueduc est né d'un programme national visant à répondre à la menace de sécheresse qui croissait à mesure que baissait le niveau de la nappe phréatique du Gujarat. Sans nullement chercher à comprendre les causes de cette sécheresse ni formuler aucun projet offrant un avenir durable aux habitants de cette région, l'État a décidé que la planification centrale et l'expertise technique étaient à même de résoudre ce problème.

« Le bétail refusait de boire de cette eau, à cause de son odeur de sang. Mais la population l'a bue. C'était la seule eau à disposition »

Tout au long de cette canalisation, on trouvait des raccordements et l'eau était volée par ces mêmes fermiers dont les puits creusés sur des centaines de mètres de hauteur transformaient la région de Bhal en désert. Tous ceux qui en avaient les moyens se sont empressés de se lancer dans les cultures commerciales, qui consomment beaucoup d'eau. Les villageois ont donc assisté, impuissants, à l'assèchement et à la salinisation de leurs puits et leurs points d'eau. « Ce n'est pas grave, leur disait-on. De l'eau potable coulera bientôt du tuyau. » Et quand les points d'eau ont été taris, les systèmes anciens de distribution d'eau au sein du village, qui avaient fait la preuve de leur efficacité, ont eux aussi disparu.

Dès lors, par manque d'herbage, le bétail n'a plus rien eu à manger et les coopératives laitières ont

fermé. Les villageois les plus riches et puissants ont accaparé le peu d'eau qu'il restait, laissant les femmes marcher cinq à six kilomètres chaque jour pour aller en chercher, même lorsqu'il existait des puits dans leur propre village. Les enfants étaient atteints de dysenterie, et quand ils n'étaient pas malades, ils passaient tellement de temps à aller chercher de l'eau qu'ils ne pouvaient pas se rendre à l'école. Leurs mères subissaient de nombreuses fausses couches. Dans les régions les plus dramatiquement touchées, les populations avaient les membres si faibles qu'il leur était douloureux de marcher dès l'âge de quarante ans. Je me suis moi-même assise auprès d'une femme qui savait que la déshydratation était en train de tuer sa fille. Elle n'avait pas d'eau à lui donner, et il n'y avait rien d'autre à faire qu'attendre et espérer que de l'eau leur parviendrait par une canalisation ou par un camion-citerne de l'État. La fille est morte.

Voilà ce qui arrive lorsque les mécanismes qui assurent l'autonomie sont érodés par des forces économiques laissées sans surveillance et que les populations se retrouvent dépendantes d'un système éloigné et sur lequel elles ne peuvent faire pression, et qui peut, ou non, satisfaire à leurs besoins les plus essentiels. Lorsque cela se produit dans un endroit où l'eau est une ressource extrêmement rare, les stratégies ancestrales de collecte et de gestion de l'eau se perdent. Une logique de « survie de ceux qui sauront le mieux s'adapter » se conjugue aux anciennes inégalités de la vie villageoise, et la collectivité se désintègre sous la pression des conflits et des migrations.

Éteindre les incendies

Alors que les pouvoirs publics adoptent une politique d'extinction des incendies, s'attaquant aux crises à mesure qu'elles surviennent, *Utthan* cherche à développer des stratégies durables, de long terme, susceptibles de renverser la tendance à la destruction écologique et humaine du Gujarat rural.

Nous ne proposons pas des solutions toutes prêtes, et nous ne nous rendons pas dans les villages pour promouvoir tel ou tel projet. En revanche, nous

essayons de rassembler l'ensemble de la population locale, y compris les pauvres et les femmes, les faibles et les personnes marginalisées, afin qu'elles discutent de leur situation. Il est possible, si l'on procède à un questionnement intelligent, de transformer une réunion de village en un processus collectif d'analyse, première étape vers le type de réintégration sociale indispensable au progrès.

« En deux ou trois ans, il est possible d'établir un comité dans lequel les personnalités invisibles ou discrètes ont, elles aussi, un rôle à jouer »

Au fil du temps, nous parvenons à appréhender les rouages de la hiérarchie du lieu, à localiser les points d'affrontement qui divisent la collectivité et à identifier qui se trouve du mauvais côté de la barrière. Nous essayons de mettre en avant les individus qui ont une vision de long terme pour leur village et qui sont capables de comprendre les besoins de chacun. Nous les encourageons donc à exprimer leur opinion et à intervenir activement dans la formation de Comités de village pour l'eau. Au départ, ces comités regroupent vraisemblablement des personnes déjà influentes. Mais en deux ou trois ans, il est possible d'établir un comité dans lequel les personnalités invisibles ou discrètes ont, elles aussi, un rôle à jouer.

Il est crucial que les femmes constituent au moins la moitié du comité. En effet, ce sont elles qui s'engagent le plus pour leur avenir dans le village. Alors que les hommes migrent volontiers, les femmes sont très attachées à leur sol natal. Même quand elles savent qu'elles pourraient mieux gagner leur vie et peut-être avoir une vie plus facile ailleurs, elles souhaitent rester dans leur village et travailler à l'améliorer pour leurs enfants. C'est pour cette raison que l'eau constitue pour elles une priorité absolue.

Une longue tradition a habitué les femmes du Gujarat à laisser les affaires communales entre les mains des hommes. Il faut du temps pour que

naisse en elles la confiance nécessaire pour prendre la tête d'une organisation telle qu'un Comité pour l'eau. Le plus souvent, c'est un plan d'épargne et de financement qui constituera le meilleur point de départ – non à cause de l'argent, mais parce que cela donnera aux femmes une occasion de se réunir, de discuter de leurs problèmes, d'élaborer un calendrier commun et de se forger une identité collective. À partir de là, elles peuvent commencer à se faire entendre, se découvrir de nouvelles compétences et convaincre les hommes qu'elles ont des talents et des priorités dont il faut tenir compte. Donner du pouvoir aux femmes est un processus qui va à l'encontre des traditions sociales, culturelles et religieuses, et qui nécessite donc du temps et de la patience.

Un comité doit diriger un effort collectif pour trouver des réponses locales à un problème. Une fois que la population cesse d'attendre qu'on lui livre une solution toute faite et qu'elle commence à réfléchir à ce qu'elle peut réaliser pour elle-même, elle prouve qu'elle dispose de multiples connaissances et d'excellentes idées. Les villageois savent exactement quelle dépression de terrain renferme du sel, et laquelle pourrait être un bon endroit pour installer un bassin. Ils finissent par adapter les méthodes anciennes aux conditions actuelles. Ainsi, ils imaginent recouvrir le fond d'un bassin de collecte des eaux de pluie avec du plastique, afin d'empêcher que ces dernières n'absorbent le sel du sol.

« Alors que les hommes migrent volontiers, les femmes sont très attachées à leur sol natal »

Avec le soutien d'organisations telles que *Utthan* et de villages plus avancés dans le processus, les populations locales ont installé des milliers de cuves de collecte d'eau sur les toits, qui leur permettent d'affronter sans crainte la saison sèche. Elles ont construit des centaines de barrages bon marché pour élever le niveau de la nappe phréatique et faire fonctionner à nouveau les puits. Elles ont creusé ou approfondi des milliers de bassins, et élaboré des

systèmes permettant de hiérarchiser l'utilisation de l'eau et d'en assurer une distribution équitable.

Rester sur ses terres

Les villageois de l'État du Gujarat, en particulier les femmes, ont montré quelles réalisations sont possibles lorsque la désintégration sociale et l'indépendance font place à la cohésion de la collectivité et l'autonomie. Où que ce soit, ce genre d'initiative peut avoir d'immenses retombées positives : il peut développer des compétences et la confiance en soi, tempérer les hiérarchies et l'exploitation sociales, libérer du temps pour la formation d'un revenu, améliorer la santé et délivrer de l'inquiétude permanente. Dans le Bhal, ce processus a effectivement permis à la population de rester sur ses terres.

« Les populations locales ont installé des milliers de cuves de collecte d'eau sur les toits, qui leur permettent d'affronter sans crainte la saison sèche »

Il n'y a en principe aucune raison pour laquelle l'administration locale ne pourrait pas intervenir en faveur de ce type d'autonomie, et je continue d'espérer qu'un jour, ils finiront par le faire. Mais j'ai peu confiance dans des autorités actuelles à renoncer à la centralisation. Elles ont été forcées d'admettre la réussite de ces solutions locales, et en théorie, notre travail bénéficie de leur soutien. En pratique, cependant, elles ont peur de déléguer un réel pouvoir à la population locale. Elles ont peur de donner aux individus le sens des responsabilités, et de leur céder la propriété de leurs propres ressources. Elles ont peur d'un mouvement qui risquerait d'encourager la population à faire pression sur les pouvoirs publics pour que ces derniers abandonnent leurs programmes et réorientent leurs fonds vers des initiatives pilotées par les populations locales. Elles nous ont laissé tomber. Voilà pourquoi *Utthan*, avec d'autres organisations, fait désormais campagne pour l'autonomie, sans faire appel aux autorités locales.

S'il n'y avait pas de conflit d'intérêts entre les élus locaux et la population qui les a amenés au pouvoir, il pourrait être acceptable de mettre en œuvre cette approche via les institutions existantes, les *panchayats* (conseils de village). Mais tant que ces structures de représentation continueront d'exclure et de marginaliser des individus pour des raisons de sexe, de caste ou de choix politique, il leur sera impossible de déléguer du pouvoir à la population de sorte que cette initiative fonctionne. Aujourd'hui, les pouvoirs publics pensent que c'est leur programme et que nous avons le devoir de l'appliquer de manière à ce qu'il donne de bons résultats. Je leur ai répété que ce n'est pas un programme gouvernemental : c'est un programme populaire que l'État a le devoir de soutenir. Ces deux points de vue sont radicalement opposés. ■



ASHOKE CHATTERJEE EST CONSULTANT EN COMMUNICATION, SPECIALISTE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT. IL A ETROITEMENT COLLABORE AVEC LE WSSCC POUR LA CAMPAGNE MONDIALE « VISION 21 » ET DIRIGE L'EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE QUI A PROPOSE UNE ANALYSE RADICALEMENT NOUVELLE DES PROBLEMES RENCONTRES DANS L'ETAT DU GUJARAT, EN INDE. IL EVOQUE ICI CE QU'IL Y A DE PARADOXAL A DEMANDER AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES D'ADOPTER LES METHODES DES ONG ET DRESSE UN BILAN AMBITIEUX DE CE QU'IL FAUDRAIT PEUT-ETRE CHANGER POUR TIRER LE MEILLEUR PARTI DES NOUVELLES STRATEGIES MISES EN ŒUVRE SUR LE TERRAIN.

DEPUIS AU MOINS quinze ans, la société civile exhorte les gouvernants à s'orienter vers des stratégies spécifiquement locales et centrées sur la population, seul moyen d'apporter aux pauvres l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Mais les partisans de cette approche butent aujourd'hui sur un obstacle de taille : un changement radical d'attitude et de politique est exigé des institutions publiques. Or, ces dernières n'ont ni le désir ni la capacité d'opérer un tel changement et tentent parfois même délibérément de freiner ou de perturber la transition vers des solutions pilotées par les populations concernées.

« Les ONG et la population locale ne pourront que très difficilement promouvoir leur cause si elles n'amorcent pas elles-mêmes de profonds changements »

Face à cette opposition, les ONG et la population locale ne pourront que très difficilement promouvoir leur cause si elles n'amorcent pas elles-mêmes de profonds changements. Les organisations constituées au sein de la population doivent élargir leur champ de compétences, gagner en assurance et développer leur expérience de la gestion ; leurs argumentations doivent s'appuyer sur des éléments irréfutables et elles doivent faire la preuve de leur capacité à assumer les responsabilités qu'elles demandent à exercer à la place des pouvoirs publics. Alors, seulement, la société civile sera assez forte pour faire pression sur les pouvoirs publics afin d'obtenir un engagement concret en faveur d'un développement centré sur la population.

Désormais, le droit à l'eau potable et à l'assainissement, subordonné au droit des populations à planifier et appliquer leurs propres solutions, doit être à la base d'un mouvement politique emmené par la population et soutenu par la société civile, et prêt, si nécessaire, à aller devant les juridictions suprêmes pour lever les obstacles qui privent des millions d'individus des droits humains qui leur sont reconnus.

Rétrospective et perspectives

En 1998, le WSSCC a lancé le programme *VISION 21* à Manille. Il s'agissait de tenter un examen sans concession des raisons pour lesquelles nous avions, durant tant de décennies, poursuivi des objectifs sans jamais les atteindre. Nous voulions rassembler des éléments provenant du monde entier et suggérant des méthodes d'action plus efficaces, afin de dégager une certaine forme de consensus.

À l'époque, on ne comptait plus en Inde les exemples de réussites spectaculaires qui avaient tourné court juste quelques mois après la séance de photos et la rédaction des rapports. Le Gujarat était aux prises avec la pire sécheresse qu'il ait connue depuis des années. Partageant les frustrations du Conseil, nous avons décidé de soutenir *VISION 21* en analysant nos propres erreurs passées et en formulant nos propres lignes directrices pour l'avenir.

Avec le soutien explicite des autorités, nous avons créé un groupe de travail initialement composé d'ONG. Progressivement, le groupe s'est ouvert à des experts venus d'instituts de recherche et d'agences gouvernementales, à des économistes et des scientifiques, des travailleurs sociaux et des ingénieurs. S'appuyant sur la somme sans équivalent des connaissances aussi vastes qu'approfondies de tous ces spécialistes, l'équipe a produit une série de recommandations sur le plan des politiques, des stratégies et de l'action. Le document final, intitulé *Jal Disha*, a sans doute été l'enquête la plus complète et la plus poussée qui ait été réalisée en réponse à *VISION 21*.

Les questions soulevées par ce document auraient dû être le point de départ d'un dialogue sur la politique de l'État. Depuis, pourtant, nous n'avons jamais eu la possibilité de discuter de ce rapport avec les pouvoirs publics.

Projets chimériques

Le rapport concluait que le bien-être des individus est mieux assuré quand les intéressés eux-mêmes sont chargés de prendre les décisions et de résoudre les problèmes. Une communauté qui a la possibilité d'agir pour son propre compte peut mobiliser ses ressources en énergie et en

intelligence pour en faire les instruments du changement les plus efficaces qui soient.

Le rapport suggérait que la mise en œuvre de cette approche ne réclame pas simplement un saut quantitatif mais qualitatif : il faut un « changement de paradigme » par rapport aux rôles et aux responsabilités passés, pour permettre une transition vers des solutions gérées localement et démocratiquement. Le rôle des pouvoirs publics doit évoluer vers celui de facilitateur, tandis que les organisations formées par la population accepteront leurs nouvelles responsabilités de planification, de réalisation et de maintenance. Ce nouveau type de relations n'est envisageable que s'il règne un esprit de partenariat entre les pouvoirs publics, la population et les ONG ; en outre, rien ne sera possible sans une décision collective de placer l'eau, l'assainissement et l'hygiène au centre de la stratégie du Gujarat pour le développement humain.

Le rapport s'est attardé en particulier sur l'incapacité du secteur à résoudre le problème des cycles de sécheresse récurrents qui menacent les campagnes du Gujarat et contribuent à la crise de l'exode rural. Alors que les autorités s'obstinaient à imaginer que chaque village allait bénéficier de l'eau courante, nous avons compris qu'il n'en serait tout simplement rien. Et que, même si le rêve se réalisait, l'approvisionnement en eau ne serait pas une garantie de distribution équitable ni d'amélioration de la santé publique. Il était alors urgent de trouver des solutions locales pour traiter le problème de la sécheresse et gérer les maigres ressources en eau.

« Alors que les autorités s'obstinaient à imaginer que chaque village allait bénéficier de l'eau courante, nous avons compris qu'il n'en serait tout simplement rien »

Le rapport présentait un certain nombre d'exemples de villages qui avaient su trouver des solutions techniques, gérer l'eau et les capitaux, s'occuper des contrats et assurer l'entretien. Les femmes des régions rurales du Gujarat, en particulier, ont

démontré depuis le potentiel des récoltes d'eau de pluie. L'échelle et le succès de cette expérience ont été tels que l'argument selon lequel ce n'était « pas possible au niveau local » a été purement et simplement balayé.

Il revient en priorité aux personnes les plus concernées d'analyser leur situation, de préparer leur réaction et d'assumer la responsabilité de l'efficacité à long terme des solutions. Toutefois, en l'absence de systèmes locaux résolument démocratiques et transparents garantissant que ses suggestions seront entendues et suivies d'effet, une partie de la population, généralement la plus vulnérable et la plus marginalisée, risque d'être exclue des services proposés. Par exemple, si une pompe à eau est installée sans qu'un mécanisme ne soit instauré pour décider de l'endroit où elle fonctionnera et de qui en bénéficiera, l'eau peut demeurer inaccessible aux plus pauvres ou aux castes les plus basses du village. Le rapport cite un certain nombre de cas dans lesquels la non-participation a fait échouer les projets, notamment quand les femmes – qui gèrent l'eau et l'assainissement au niveau de chaque foyer – ont été exclues du processus décisionnel.

C'est l'instauration de ces systèmes démocratiques qui représente le véritable défi, et c'est ce processus, plus que l'installation de robinets et de toilettes, qui nécessite un suivi approprié par les militants pour la cause de l'eau et de l'assainissement. Si cette appropriation des projets par les principaux intéressés réussit, les taux de couverture et les objectifs des Nations Unies suivront à terme.

Nous ne sommes pas contre l'idée de fixer des buts et des objectifs, mais, si nous repartons à la chasse aux chiffres sans réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour réussir, nous courons encore droit à la catastrophe. La mission de suivi qui s'impose vraiment consiste à s'assurer que la villageoise qui utilise la pompe à eau ou les latrines est bien à l'origine des décisions les plus importantes : mode de construction de l'installation, choix de l'emplacement, désignation de la personne préposée à l'entretien. Certes, la procédure est difficile à suivre sur le plan statistique, mais nous

devons élaborer des indicateurs adéquats, qui doivent être réalistes et mesurables. Des indicateurs reflétant simplement une « bonne impression » ne peuvent pas être analysés correctement.

« L'État lui-même s'est construit sur l'idée que la planification centralisée et l'offre constituaient la voie la plus rapide vers le développement »

Parvenue à ces conclusions, l'équipe du Gujarat a constaté que son analyse confirmait en tous points la méthode préconisée au niveau mondial par *VISION 21*. Pour certains, le fait que nous nous approchions d'une véritable solution était encourageant. Pour d'autres, c'était clairement une menace.

Récupération de la rhétorique

Nous savions que les pouvoirs publics risquaient de trouver notre analyse dérangeante. À leurs yeux, l'approvisionnement en eau requiert forcément un réseau de grosses canalisations et de canaux alimentés par des sources centrales. Ce choix apparaît aux autorités du Gujarat comme une solution rapide aux problèmes de pénurie d'eau et de sécheresse chroniques. Les projets gigantesques et techniquement complexes nécessitant des investissements massifs ouvrent aussi des perspectives de clientélisme, de profit et de propagande électorale. Le potentiel de corruption et de commissions constitue un élément bien réel et convaincant de ces stratégies. En revanche, les solutions locales que nous préconisons ne permettent pas de s'enrichir.

Ce que nous n'imaginions pas, c'est la facilité avec laquelle la terminologie et la rhétorique de *VISION 21* et du rapport *Jal Disha* ont été détournées pour étayer des projets et des propositions extrêmement éloignés des approches authentiquement centrées sur la population. Les bureaucrates manient avec virtuosité les concepts de « changement de paradigme » et de « solutions spécifiquement locales », mais considèrent toujours les communautés comme des bénéficiaires (et non des

clients) et les ONG comme des entrepreneurs (et non des agents du changement). En dehors de quelques exceptions honorables, les documents comme *VISION 21* et *Jal Disha* ont été brandis comme une manifestation du nouveau « paradigme », mais les idées qu'ils défendaient ont été combattues ou ignorées sur le terrain.

Le vrai problème est que, depuis l'indépendance, l'État lui-même s'est construit sur l'idée que la planification centralisée et l'offre constituaient la voie la plus rapide vers le développement. Durant cinquante ans, les institutions se sont « cristallisées » sur cette idée et les mécanismes et les mentalités ont été modelés dans ce moule. Aujourd'hui, on exige que les institutions publiques imprégnées de cette culture de la voie hiérarchique revoient radicalement leurs attitudes, leurs politiques et leur action. Or, elles sont plus habituées aux approches normalisées, centralisées et axées sur la technologie que sur les solutions locales ; leurs politiques et leurs projets reposent davantage sur l'autorité que sur la facilitation ; enfin, leurs mandats et leur culture les amènent à penser que la sagesse est plus du côté des autorités que de la population et des familles. Qui plus est, les stratégies centrées sur la population constituent une sérieuse menace pour ceux qui entendent exercer le pouvoir, faire carrière et contrôler des ressources financières considérables.

C'est paradoxal, mais les institutions auxquelles nous demandons d'évoluer sont précisément celles qui, même avec la meilleure volonté du monde, trouveront difficile, voire impossible, d'être à l'avant-garde du changement. Dans ces conditions, que faire ?

Défendre la cause

Quand l'intérêt politicien et la rigidité institutionnelle privent des millions d'individus de droits élémentaires, l'eau et l'assainissement deviennent un enjeu politique, une cause qui doit être défendue au même titre que d'autres droits humains. Actuellement, la société civile n'est pas au mieux de sa forme pour s'engager dans ce combat. Pour être de nouveau et rapidement à pied d'œuvre, nous devrions peut-être commencer par opérer le « changement de paradigme » à notre niveau.

Premièrement, il faut élargir nos compétences. À leur arrivée dans le Gujarat, les professionnels du secteur ont vite compris qu'il nous fallait un bilan sérieux des conditions géo-hydrologiques, une vision exhaustive des problèmes urbains et une excellente compréhension des sciences sociales et du défi consistant à modifier les comportements. Ce manque de connaissances ne peut être comblé que par des alliances entre les experts de très nombreuses disciplines.

Dès lors, la société civile peut se charger de la tâche primordiale : défendre la cause. Les réunions et les pétitions ne suffiront pas, loin s'en faut. Concrètement, il faut proposer aux hommes politiques et aux décideurs des projets réalistes, c'est-à-dire étayés par des preuves irréfutables de leur efficacité sur le terrain. Certes, il faut un temps et des efforts considérables pour bâtir un dossier inattaquable, mais, si les théories avancées ne sont pas solidement corroborées par les faits, la société civile n'obtiendra pas gain de cause à la table des négociations.

Si les ONG veulent exercer ce type d'influence, elles ne doivent plus seulement réfléchir aux moyens de participer aux programmes gouvernementaux, mais aussi aux moyens d'innover et d'assumer la responsabilité de l'échec ou du succès de leurs propres programmes. Avant de demander aux autorités de leur déléguer des responsabilités et de les laisser gérer les fonds, les ONG ou les organisations d'habitants doivent se montrer crédibles, ce qui signifie prouver leur aptitude à établir des budgets, respecter des échéanciers, gérer des fonds, suivre les progrès et endosser la responsabilité des échecs. Dans les ONG ou le secteur bénévole, les résistances sont nombreuses, car beaucoup considèrent que les tableaux de chiffres et les résumés analytiques ne sont pas vraiment compatibles avec le « feu sacré ». Les tâches de gestion et les valeurs du monde des affaires suscitent chez eux un certain mépris. Les talents de persuasion qui transforment les idées en campagnes leur font souvent défaut. Pourtant, tous ceux qui se voient en idéalistes et en visionnaires devraient se souvenir de Gandhi : ce visionnaire-là avait parfaitement compris l'intérêt d'une gestion méticuleuse.

En plus d'abandonner ses préjugés sur le monde des affaires, la société civile doit revoir sa relation avec le secteur privé. Dès qu'elles entendent les mots « privatisation » et « eau » dans la même phrase, de nombreuses ONG concluent hâtivement que Coca Cola vient de décrocher le marché public de l'eau. Le fait que nous appartenions au secteur privé n'est pas encore entré dans nos esprits.

« Pourtant, tous ceux qui se voient en idéalistes et en visionnaires devraient se souvenir de Gandhi : ce visionnaire-là avait parfaitement compris l'intérêt d'une gestion méticuleuse »

Faire de l'eau et de l'assainissement une cause politique sera une bataille difficile : l'assainissement, en particulier, n'est pas un thème très séduisant et n'est jamais un enjeu électoral. Il incombe donc à la société civile d'utiliser tous les moyens imaginables, y compris les médias, pour que la question de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène puisse faire basculer les élections, occuper la une des journaux et être prise en considération par les tenants du pouvoir. Seul ce processus démocratique peut contraindre les gouvernements à mettre en pratique la rhétorique qu'ils se sont déjà appropriée.

Un droit de l'homme

Si les droits de l'homme peuvent se révéler l'angle le plus efficace pour organiser la campagne, le droit pourrait être l'outil le plus puissant pour forcer les gouvernants à ne plus faire preuve de complaisance dans ce domaine.

Sur un plan constitutionnel, l'État indien est tenu de garantir à chaque citoyen le droit à un assainissement adéquat et à l'eau potable. Si ces services de base étaient réellement considérés comme relevant des droits de l'homme et comme une urgence vitale, les dirigeants indiens commenceraient peut-être à admettre qu'ils sont légalement contraints de s'attaquer au problème en concertation avec d'autres acteurs, quitte à employer des méthodes difficilement acceptées par

les responsables politiques et l'administration. Si l'État n'agit pas en ce sens, il me semble qu'il devra porter la responsabilité des décès et des maladies qu'entraînera son immobilisme.

À ce jour, aucun homme ou parti politique indien n'a été traduit devant un tribunal pour ne pas avoir respecté le droit de chacun à l'eau et à l'assainissement. Si certains procès ont marqué un tournant dans la lutte pour la protection de l'environnement ou pour les droits des malades du sida, personne n'a encore officiellement accusé un État d'avoir, par sa défaillance, provoqué un cas de diarrhée mortel. Pourtant, quand des enfants meurent chaque jour et que les gouvernements refusent ou négligent de prendre le problème au sérieux, la société civile doit être prête à utiliser tous les moyens, y compris judiciaires, pour mettre fin au scandale. ■



SAIT DAMODARAN EST LE FONDATEUR ET DIRECTEUR DE GRAMALAYA – ONG QUI A RÉCEMMENT DIRIGÉ AVEC SUCCÈS DES CAMPAGNES D'ASSAINISSEMENT POUR TOUS DANS LES VILLAGES ET BIDONVILLES DU TAMIL NADU, EN INDE. IL EXPLIQUE ICI QUE LES AUTORITÉS NATIONALES N'ACCEPTERONT PAS LES NOUVELLES APPROCHES TANT QU'ELLES NE SERONT PAS RELAYÉES PAR DES FONCTIONNAIRES FORMÉS ET DEVOUÉS À L'ÉCHELON LOCAL.

PENDANT LES quinze dernières années, les ONG ont accompli un travail de fourmi, parfois assorti de déceptions, afin de tester les programmes d'adduction d'eau et d'assainissement pilotés par la population dans les bidonvilles et les villages de l'Inde. Outre les technologies peu coûteuses qui ont été développées, cet effort a débouché sur une stratégie – ou du moins identifié les grands principes d'une approche – que nous pourrions désormais utiliser pour donner à des millions de personnes un accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat, et pour les sensibiliser à la question de l'hygiène.

Les autorités nationales et des États ont été promptes à reconnaître le bien-fondé de ces idées novatrices. Elles sont aujourd'hui en train d'adopter des directives reflétant la nouvelle perspective ouverte par les ONG. Aucun terme du jargon ne manque – « participatif, transparence, piloté par la demande ». Je ne mets pas en question la sincérité des personnes qui s'efforcent de banaliser ces concepts.

« Idéalement, il faut tendre vers une situation dans laquelle un groupe de villageois ou d'habitants des bidonvilles serait suffisamment sûr de lui pour défier les hommes politiques locaux et les ingénieurs »

Le problème, c'est que les méthodes qui sont en train de séduire les hautes sphères ne sont pas comprises par les fonctionnaires, l'administration et les ingénieurs situés au bas de l'échelle. Même les mesures les plus judicieuses ont donc perdu une partie, voire la totalité, de leur efficacité lorsqu'elles atteignent enfin leurs destinataires. C'est comme lorsqu'on se passe un bloc de glace de mains en mains : à la fin, il n'en reste plus rien.

Voilà de toute évidence un défi pour les hauts fonctionnaires. Valider les nouvelles approches ne suffit pas.

Pour commencer, l'État doit veiller à ce que son propre personnel soit formé pour effectuer le travail correctement. Si les échelons inférieurs de l'administration ne savent même pas de quoi traitent ces mesures, comment peuvent-ils les mettre en œuvre ? S'ils sont indifférents, cyniques, corrompus, incompetents et non formés, comment peuvent-ils s'y atteler avec la motivation requise ? Les intervenants en bout de chaîne doivent être convaincus de l'émergence d'une nouvelle opportunité et du rôle-clé qu'ils y jouent. Et il faut les pousser à ne plus se contenter du « service minimum ». Si nous voulons réussir, nous avons besoin d'agents motivés et imaginatifs, qui ne se bornent pas à exécuter servilement les ordres. Nous avons besoin de personnes travaillant avec leur cœur, leur tête et leurs mains si nous voulons faire la différence sur le terrain.

À l'autre extrémité du spectre, je prônerais une campagne pilotée par la population, la société civile et les ONG pour familiariser les habitants avec les initiatives promises par les pouvoirs publics. Comment une organisation locale pourrait-elle demander à ses élus pourquoi rien n'est entrepris dans son village si elle n'a jamais entendu parler de la campagne d'assainissement pour tous ? Les médias locaux doivent clairement contribuer à éveiller la conscience publique.

Mais la campagne menée à la base ne doit pas se contenter d'une sensibilisation. Si elle veut pouvoir demander des comptes aux responsables locaux, la population doit être en mesure de remettre en cause leurs méthodes et leurs pratiques. Idéalement, il faut tendre vers une situation dans laquelle un groupe de villageois ou d'habitants des bidonvilles serait suffisamment sûr de lui pour défier les hommes politiques locaux et les ingénieurs. Ils doivent être en mesure de poser les bonnes questions au bon moment : pourquoi le financement n'a-t-il pas été déposé sur le compte de l'organisation locale ? Pourquoi le marché a-t-il été attribué à une entreprise privée alors que la communauté réunit les compétences requises ? Pourquoi les fabricants de

matériel locaux ne sont-ils pas formés ? Pourquoi ce barrage est-il construit à cet emplacement ?

Cette confiance en soi passe par une bonne compréhension des nouvelles mesures et la capacité technique de faire office de gendarme pendant leur mise en œuvre. Les ONG doivent prendre les devants pour développer cette capacité au sein de la population. Mais les ONG n'étant tout simplement pas assez nombreuses pour toucher chaque village et chaque bidonville, il nous faut inventer un moyen d'exercer un effet multiplicateur. *Gramalaya* est ainsi en train de former des équipes de femmes, qui pourront ensuite informer et sensibiliser le reste de la population.

« Si les autorités locales n'appuient pas ces nouvelles approches, elles continueront de voir leurs propres projets capoter en raison de l'indifférence de la population »

Si les autorités locales n'appuient pas ces nouvelles approches, elles continueront de voir leurs propres projets capoter en raison de l'indifférence de la population. J'ai récemment vu un ingénieur de l'administration publique travailler dans un village dont les habitants, qui n'avaient pas été consultés, l'ignoraient totalement. Ils le laissaient construire un barrage qui, à leur connaissance, ne fonctionnerait jamais. Il n'était pas corrompu, mais n'a pas su comprendre l'importance des connaissances et de la participation locales.

Tout se résume à un état d'esprit. C'est pourquoi il faut d'abord « laver » les esprits avant de pouvoir se laver les mains. ■



SHUNMUGA PARAMASIVAN EST LE REPRESENTANT DE WATERAID EN INDE. DANS CETTE CONTRIBUTION, IL EXPLIQUE COMMENT UNE NOUVELLE COLLABORATION ENTRE LES ONG ET L'ETAT PERMET UNE MONTEE EN PUISSANCE DES STRATEGIES TIREES PAR LA DEMANDE.

DEPUIS DE nombreuses années, associé aux autres ONG, *WaterAid* critique l'État, qui s'en tient à une approche reposant sur des subventions et sur l'offre, dont nous savons qu'elle ne fonctionne pas. De leur côté, les autorités nationales rétorquent que, si les ONG ne se privent pas de clamer haut et fort leurs succès dans une cinquantaine de villages, elles sont beaucoup moins disertes concernant une approche susceptible de diffuser l'assainissement sur tout le territoire. Globalement, ces accusations sont fondées. Même si elles mettaient en commun leur personnel et leurs moyens financiers, toutes les ONG indiennes seraient bien incapables de couvrir un pays tel que l'Inde avec des services d'adduction et d'assainissement.

Ce dialogue a fait naître une nouvelle tentative de collaboration : l'État et les ONG s'attachent désormais à traduire un savoir durement acquis en action concrète à la hauteur du défi, et les premiers résultats commencent à apparaître. Dans le district de Cuddalore, dans l'État du Tamil Nadu, seulement 6 % des personnes disposaient de latrines dans leur logement au moment du lancement de la campagne d'assainissement pour tous (*Total Sanitation*) en avril 2000. D'ici la fin 2004, ce chiffre aura atteint 80 %. Quelque 1 600 toilettes familiales individuelles sont d'ores et déjà construites chaque semaine, et elles sont utilisées.

« Même si elles mettaient en commun leur personnel et leurs moyens financiers, toutes les ONG indiennes seraient bien incapables de couvrir un pays tel que l'Inde avec des services d'adduction et d'assainissement »

Sur les recommandations de *WaterAid* et d'autres ONG, l'État a consenti à ne plus subventionner aussi massivement le matériel et à couvrir les « coûts cachés » qu'induit la mise au jour de la demande latente. Ainsi, les subventions versées aux ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté ont été largement amputées, le coût de la construction des latrines est supporté par les familles, et les deniers

publics sont consacrés à susciter la demande. Il a été prévu qu'un réseau d'ONG se charge de cette activité et reçoive une rémunération forfaitaire pour chaque foyer qu'il convaincrat de se doter de latrines.

« Le temps que l'argent soit disponible, les 10 millions de virus mortels ont été oubliés, et les latrines sont redescendues au bas de la liste des priorités des familles »

Il était dès lors évident que le succès de notre programme dépendrait de notre capacité à faire naître une demande. Étant donné l'échéancier et les ambitions de cet exercice, il nous fallait trouver un moyen rapide et efficace de toucher chaque famille du district.

Nous avons logiquement trouvé un appui auprès des groupes d'entraide constitués plusieurs années auparavant dans le cadre d'un programme de développement axé sur les femmes, et qui bénéficient toujours du soutien des ONG. Ces groupes comptent de 15 à 20 femmes qui gèrent des plans d'épargne et de financement afin d'en tirer un revenu.

Au sein de chaque groupe d'entraide, nous avons repéré les trois femmes les plus motivées et dynamiques, et nous les avons conviées à une formation de plusieurs jours. Ces femmes sont rentrées chez elles avec les compétences, l'information et le matériel nécessaires pour donner le coup d'envoi du programme dans leur village. Chacune s'est engagée à convaincre trois autres familles de construire des latrines, et chacune de ces familles a à son tour accepté d'en persuader deux autres. Sous peu, à la faveur de cet effet multiplicateur, ce sont vingt-sept foyers dans chaque village qui devraient se retrouver en train de construire leurs propres latrines.

L'outil pédagogique le plus important pour cet effort est une fiche détaillant les dangers d'un assainissement inadéquat à l'aide de graphiques.

À grand renfort d'illustrations, cette fiche précise que chaque gramme de matière fécale humaine contient 10 millions de virus, 1 million de bactéries, 1 000 kystes parasitaires et 100 œufs de parasites. Elle montre quelles voies empruntent les excréments pour parvenir jusqu'à la bouche, et explique comment même la contamination la plus infime peut engendrer des maladies déjà bien connues des villageois.

Dans la plupart des cas, cela suffit pour que les femmes ressentent la nécessité impérieuse d'un système d'assainissement adéquat. Ce qui pose problème, c'est l'argent requis pour satisfaire ce besoin. L'achat du matériel revient à lui seul à quelque 800 roupies, somme que beaucoup de familles ne peuvent pas régler en un seul versement. Dans un premier temps, les groupes de femmes ont instauré pour leurs membres un plan d'épargne consacré à l'assainissement. Mais il faut du temps pour réunir la somme nécessaire quand on place dix roupies par-ci ou vingt roupies par-là. Le temps que l'argent soit disponible, les 10 millions de virus mortels ont été oubliés, et les latrines sont redescendues au bas de la liste des priorités des familles.

N'oublier personne

Une fois créée, la demande d'assainissement doit être satisfaite dans l'immédiat, et pas six mois plus tard, par une offre de matériel et les moyens de le payer. Soucieux d'éviter un délai trop long entre l'apparition de la demande et le moment où tout l'argent nécessaire a été économisé, le projet d'assainissement pour tous a sollicité le soutien des banques commerciales. Les groupes d'entraide gèrent donc des plans d'épargne et remettent désormais aux villageois l'argent prêté par les banques. Lorsqu'une famille fait la preuve de sa volonté de construire des latrines, elle reçoit un prêt immédiatement.

Maintenant que la demande s'intensifie et que les moyens de financement existent, les ONG s'efforcent de soutenir les réseaux susceptibles de fournir du matériel. En partie, l'offre s'organise toute seule en un réseau informel d'entreprises locales et

d'individus qui répond à la demande de matériel sanitaire. Mais ce processus doit être relayé par la création de petits centres de production, la formation de maçons dans chaque village, la diffusion des bonnes pratiques et l'organisation de la fourniture des matériaux.

Ce programme nécessite de trouver un financement, car il prévoit l'installation de latrines à siphon et à chasse d'eau manuelle, qui coûtent 800 roupies. L'autre approche possible pour donner aux pauvres un accès à l'assainissement – appliquée à titre expérimental avec un certain succès au Tamil Nadu – préconise de faire suivre la création de la demande du développement de nouveaux modèles de latrines ne coûtant pas grand chose, voire rien du tout. Personnellement, je suis assez favorable à cette solution. Il me paraît évident que la voie vers l'assainissement pour tous ne passe pas par la technologie, mais par la suppression de la pratique qui consiste à faire ses besoins en plein air.

« Il me paraît évident que la voie vers l'assainissement pour tous ne passe pas par la technologie, mais par la suppression de la pratique qui consiste à faire ses besoins en plein air »

À cet égard, je peux citer mon propre exemple. J'ai grandi dans un village dépourvu de latrines, et, lorsque j'étais enfant, je faisais comme tout le monde mes besoins en plein air. Plus tard, je suis allé à l'université et je me suis habitué aux installations sanitaires. Lorsque je suis rentré dans mon village, après six mois d'absence, j'ai été gêné à l'idée de faire mes besoins dehors. J'ai fini par insister auprès de mon père pour qu'il construise des toilettes.

Tout concourt à montrer qu'une fois que les gens ont pris l'habitude de faire leurs besoins dans un endroit privé conçu à cet effet, ils ne souhaitent pas revenir aux anciennes pratiques. Ainsi, s'ils commencent avec des latrines très simples et peu coûteuses, ils pourront toujours les améliorer peu à peu, à mesure qu'ils en auront les moyens.

Les objections à l'idée de latrines à fosse simple sont également recevables. Les techniques que nous utilisons pour susciter la demande soulignent précisément que les excréments contiennent des agents pathogènes, qui doivent être strictement tenus à l'écart des mouches et de tout contact humain. Ces arguments poussent les habitants à choisir les toilettes à siphon sans odeurs qu'ils ont vues en ville ou à la gare routière.

Toucher les derniers 20 %

Suite à ce programme, Cuddalore affiche d'ores et déjà le taux de couverture de l'assainissement en milieu rural le plus élevé de tout l'État du Tamil Nadu. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir parler d'assainissement pour tous. La première grande difficulté consiste à toucher les 20 % de villageois irréductibles, qui, pour une raison ou une autre, ne participent pas au projet. *WaterAid* a réalisé une analyse détaillée de ces derniers 20 % afin de savoir exactement pourquoi ils restaient hors de portée.

Beaucoup d'entre eux sont des immigrés ou des travailleurs saisonniers, et ne disposent pas d'un terrain sur lequel installer des latrines. D'autres sont des familles de la région qui n'ont tout simplement pas assez de place. Nous sommes donc en train d'élaborer une proposition visant à permettre à ces catégories de population de construire de petites latrines pouvant servir à plusieurs familles sur un terrain qui ne leur appartient pas.

Le meilleur moyen pour parvenir à l'assainissement pour tous consiste peut-être à suggérer au conseil de village d'adopter une résolution enjoignant chaque habitant à renoncer à faire ses besoins en plein air. Une fois que cette décision a été inscrite sur la liste des priorités de toute la collectivité et donne lieu à un effort de la part de tous, les habitants seront davantage prêts à répondre favorablement aux demandes de leurs voisins sans terre ou immigrés.

L'assainissement pour tous ne sera jamais une réalité si les pouvoirs publics ne font pas tout ce qu'ils peuvent pour promouvoir cette campagne. Même deux ans après son lancement, de nombreux

responsables locaux à Cuddalore continuaient d'ignorer qu'une campagne en faveur de l'assainissement pour tous était en cours. Certains fonctionnaires locaux ont même économisé les fonds précédemment dévolus aux subventions et en ont profité pour faire climatiser leur bureau ou s'offrir un 4x4. Si l'administration centrale faisait connaître cette campagne aux populations ciblées, les villageois seraient alors en mesure de demander des comptes aux autorités locales qui s'abstiennent de relayer cette démarche.

« Certains fonctionnaires locaux ont même économisé les fonds précédemment dévolus aux subventions et en ont profité pour faire climatiser leur bureau ou s'offrir un 4x4 »

Il est impératif que les pouvoirs publics appuient cet effort de toutes leurs forces. À Cuddalore, ce sont les ONG qui se chargent de toutes les activités de soutien, de toute la formation et de toute la production du matériel servant à sensibiliser et à motiver la population. Si l'on veut passer à la vitesse supérieure et introduire cette stratégie dans d'autres districts, il faut que les autorités locales comprennent que ce travail de soutien n'est pas périphérique, mais qu'il fait avancer le projet. Et si nous voulons que toute l'Inde bénéficie de ce projet, il faudra former les fonctionnaires pour qu'ils sachent eux-mêmes susciter la demande. L'ampleur de la tâche impose de leur part une participation active, et pas simplement une approbation passive de la « méthode de travail des ONG ». ■



BINDESHWAR

PATHAK

EST LE FONDATEUR DE *SULABH INTERNATIONAL SOCIAL SERVICE ORGANISATION*, MOUVEMENT QUI A PERMIS A PLUS DE DIX MILLIONS DE CITADINS PAUVRES DE L'INDE DE BÉNÉFICIER D'UN ASSAINISSEMENT ADEQUAT. DANS CE TMOIGNAGE, IL RAPPELLE QUE LA CAMPAGNE DE GANDHI POUR L'ASSAINISSEMENT ÉTAIT UN MOUVEMENT VERS L'ÉGALITÉ SOCIALE ET AFFIRME QUE LE PROGRES DEPEND DORENAVANT DE L'ENGAGEMENT DES POUVOIRS PUBLICS A APPLIQUER A GRANDE ÉCHELLE LES MÉTHODES DES ONG.

SULABH N'EST PAS une ONG qui cherche à construire des toilettes. Ce n'est pas une association caritative qui dépend des subventions de l'État pour financer des projets sporadiques d'adduction d'eau et d'assainissement. C'est un mouvement autosuffisant, qui emploie quelque cinquante mille personnes dévouées travaillant à longueur de temps à mettre en avant, sur l'ensemble du territoire, l'assainissement en tant qu'outil d'éradication de la pauvreté, de la maladie et des injustices sociales.

L'organisation a été fondée en 1970 pour répondre à l'appel du Mahatma Gandhi à éliminer le travail avilissant et inhumain qu'effectuent la caste de ceux qui enlèvent les ordures en Inde : vider manuellement les latrines sèches et enlever des quantités énormes de matières de vidange.

Gandhi a été le premier à prendre au sérieux la question de l'assainissement et à comprendre que, sans assainissement, l'égalité sociale n'est pas envisageable pour les pauvres. À partir de là, nous n'avons jamais considéré la construction des toilettes comme une fin en soi. Nous nous sommes fixé pour but d'aider la caste des « éboueurs » à accéder à la propreté, à la dignité et au respect – et ce faisant, de s'attaquer aux préjugés qui sous-tendent le système des castes en Inde.

« En 1974, l'idée que les gens puissent effectivement payer pour faire leurs besoins a été tournée en ridicule »

Notre première tâche a consisté à élaborer un système abordable qui permettrait de ne plus recourir aux latrines sèches, lesquelles nécessitent un nettoyage manuel. Partant d'un modèle déjà utilisé en milieu rural, nous avons créé des latrines à chasse d'eau manuelle qui se vident dans deux fosses – un système bon marché qui fonctionne dans de nombreux environnements géologiques et culturels. Une fois trouvée la solution technique, *Sulabh* a lancé une campagne pour encourager la

population à substituer à toutes les latrines sèches des toilettes *Sulabh*. La construction de toilettes publiques pour les citoyens pauvres n'est intervenue que plus tard. Cependant, c'était une prolongation naturelle de la vision initiale de Gandhi : propreté, dignité et égalité pour tous.

Construire un mouvement

À ce jour, *Sulabh* a remplacé 1,2 million de latrines sèches par des toilettes équipées de siphon qui ne nécessitent pas de nettoyage manuel, et a construit plus de 6 000 blocs sanitaires publics, utilisés chaque jour par quelque quatre millions de personnes. Si notre stratégie a réussi, c'est essentiellement parce que nous avons employé la population locale pour gérer les programmes d'assainissement.

Les membres de *Sulabh* travaillent à former, informer et motiver leurs compatriotes, à promouvoir la compréhension des questions de santé et d'hygiène, à exercer une pression sur les pouvoirs publics, à fabriquer les composantes des latrines, à construire et superviser la construction de toilettes privées et publiques, ainsi qu'à nettoyer, gérer et entretenir les installations. Ils constituent le gisement d'énergie et de savoir-faire du mouvement *Sulabh*. Ils sont, dans le fond, les missionnaires de l'assainissement. Et de même qu'une religion ne peut se diffuser sans une promotion active par ses fidèles, un mouvement visant au changement social a besoin du travail à plein temps d'une équipe dévouée pour s'assurer qu'il ne vacillera ou ne stagnera pas.

Cet objectif ne peut être atteint sans que ne soit mise en place une certaine forme d'auto-financement. Dès le début, *Sulabh* a choisi de faire payer ses services afin d'avoir les moyens d'agir comme elle l'entend. Lorsqu'une administration locale signe un contrat avec nous pour mettre en œuvre un programme d'assainissement, nous lui facturons 15 à 20 % de la totalité des frais de construction, et cet argent est utilisé pour rémunérer le travail social et managérial qui assurent le succès du projet.

Sulabh fait aussi payer les utilisateurs des blocs sanitaires publics. En 1974, l'idée que les gens puissent effectivement payer pour faire leurs besoins a été tournée en ridicule. Mais le jour où nous avons ouvert nos premières toilettes, plus de cinq cents personnes sont venues, et elles étaient prêtes à payer. Alors qu'elles étaient habituées à déféquer en plein air ou dans des toilettes publiques qui étaient un véritable enfer, à ce jour, plus de deux millions de personnes se sont montrées désireuses de payer pour des installations sanitaires propres jour et nuit, qui leur donnent accès à l'eau potable, leur permettent de se laver et de faire leurs besoins en toute intimité, leur propose un endroit où laver leurs vêtements, et, dans certains cas, mettent à leur disposition des installations supplémentaires, pour les réunions, la santé familiale, l'enseignement primaire ou les services sociaux.

« Le droit à la propreté, à la vie privée et à la dignité peut aussi être utilisé, en Inde, pour éradiquer une tradition séculaire qui condamne certaines personnes, par leur naissance, à ramasser à perpétuité les excréments de leurs concitoyens »

Ce système reposant sur la contribution financière des pouvoirs publics et des utilisateurs n'est pas motivé par le profit : il permet à *Sulabh* de fournir des services d'assainissement de grande qualité et de les entretenir. C'est également ce qui a permis à *Sulabh* de reproduire ce concept de bloc sanitaire public en plusieurs endroits du pays et même au-delà. Si une ONG reçoit une subvention et l'investit dans un seul projet, alors, et c'est parfait, des toilettes ont été construites. Mais aucune dynamique, aucun élan n'a été créé. *Sulabh*, en revanche, est mu par son engagement dans un combat de longue haleine pour l'égalité sociale. Pour assurer la durabilité de cette campagne, il faut que nous disposions d'un mécanisme grâce auquel

pérenniser le mouvement, promouvoir notre cause et amplifier nos réalisations.

L'une des composantes de notre combat pour garantir l'assainissement pour tous a été l'innovation : *Sulabh* a mis au point des solutions technologiques pour la conception des toilettes, le traitement des eaux usées ou même la production de biométhane et d'engrais à partir des excréments humains. Ces technologies joueront un rôle central dans l'assainissement pour tous. Mais notre plus grande réalisation reste la méthode en elle-même.

« Si Gandhi vivait encore, cette question aurait retenu l'attention politique qu'elle mérite de manière si flagrante »

Nous avons prouvé ce qu'il est possible d'accomplir lorsqu'assainissement, emploi et améliorations sociales sont liés, lorsqu'un projet d'assainissement particulier est perçu comme faisant partie intégrante d'une campagne en cours qui gagne en ampleur et en dynamique avec chaque installation sanitaire construite. Et si vous vous demandez comment atteindre les OMD pour 2015, alors sachez que l'existence d'un mouvement comme celui-ci est plus importante que des concepts ambigus tels que la « participation ». Vous devez vous demander qui doit participer. *Sulabh* peut apporter une réponse claire : 55 000 personnes recrutées au sein de la population, qui catalysent l'action et constituent une réserve permanente de connaissances pratiques, des personnes qui forment le noyau autour duquel les autorités municipales et les bénéficiaires peuvent travailler à améliorer la qualité de leur ville et de leur vie.

L'apathie politique, une entrave au progrès

Les bienfaits de l'hygiène et l'assainissement pour la vie des citoyens pauvres ne peuvent être surestimés. Correctement organisé, un bloc sanitaire peut répondre aux demandes essentielles de tout un chacun, lui fournissant un lieu propre et privé où

satisfaire à ses besoins quotidiens, se laver, laver son linge et rapporter chez lui de l'eau potable. Le droit à la propreté, à la vie privée et à la dignité peut aussi être utilisé, en Inde, pour éradiquer une tradition séculaire qui condamne certaines personnes, par leur naissance, à ramasser à perpétuité les excréments de leurs concitoyens. Et ce n'est pas tout. Il est largement reconnu que le manque de toilettes décentes représente un obstacle majeur à l'éducation des filles, qui refusent tout simplement d'aller dans des écoles qui ne disposent pas d'installations sanitaires. Il ne serait pas exagéré de dire qu'en assurant hygiène et assainissement, les pays franchiraient une étape primordiale dans l'accès à l'égalité sociale, au progrès économique et à une meilleure qualité de vie pour tous.

Si Gandhi vivait encore, cette question aurait retenu l'attention politique qu'elle mérite de manière si flagrante. Mais jusqu'à présent, personne ne l'a présentée avec les perspectives et l'engagement nécessaires pour en faire une priorité nationale. Les plus hauts responsables politiques autant que les agents de la fonction publique, ne sont pas confrontés à la réalité de la défécation en plein air ou aux toilettes publiques répugnantes qui sont le lot quotidien des citoyens pauvres, en particulier des femmes et filles. L'assainissement sort trop facilement de leur esprit et de leurs priorités. *Sulabh* envisage de convoquer une réunion des principaux partis politiques, afin de leur proposer une stratégie pour un assainissement urbain durable et de leur demander : « Quel est votre calendrier en ce qui concerne cette question ? Vous prenez des mesures pour construire des temples et améliorer les transports. Pourquoi n'avez-vous pas de projet précis de construction de toilettes ? »

Depuis trente ans, nous nous attachons à élaborer une technologie et une approche, bref, une orientation viable qui nous permettra d'avancer. Parallèlement, nous avons réussi à bâtir plus d'un million de WC. Mais il est important de se rendre compte qu'en Inde, quelque 120 millions de familles

ne disposent pas de toilettes. Dix millions de latrines sèches continuent d'être nettoyées chaque jour par des personnes. Vu sous cet angle, *Sulabh*, que l'on loue pour son « action à grande échelle », n'a presque rien accompli. En vérité, aucune ONG n'a le pouvoir de mobiliser les ressources humaines et financières requises pour enrayer une crise d'une telle ampleur. Les stratégies et les compétences dont elles disposent seront, certes, indispensables pour atteindre les cibles des OMD relatives à l'assainissement, mais on ne pourra pas concrétiser grand chose sans le soutien actif de l'État.

« Il est important de se rendre compte qu'en Inde, quelque 120 millions de familles ne disposent pas de toilettes. Dix millions de latrines sèches continuent d'être nettoyées chaque jour par des personnes. Vu sous cet angle, *Sulabh*, que l'on loue pour son « action à grande échelle », n'a presque rien accompli »

Nous ne croyons pas à l'antagonisme ni aux accusations qui gâchent les relations entre les pouvoirs publics et les ONG. Nous demandons aux hauts dirigeants de venir travailler avec nous, d'appliquer les technologies et les approches préconisées par *Sulabh* à une échelle qui corresponde à l'ampleur du problème. En l'espace de dix ou quinze ans de collaboration avec des hommes politiques aussi déterminés que nous, nous pourrions faire de l'assainissement et de l'hygiène une réalité pour chaque famille indienne. ■



KAMAL KAR EST SPECIALISTE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET PARTICIPATIF, CONSULTANT ET FORMATEUR AUPRES DES DIRIGEANTS POLITIQUES, DES ORGANISMES DONATEURS ET DES ONG A TRAVERS L'ASIE ET L'AFRIQUE. CES QUATRE DERNIERES ANNEES, IL A CONÇU ET EXPERIMENTE UNE APPROCHE DE L'ASSAINISSEMENT RURAL QUE CERTAINS ONT SALUEE COMME L'UNE DES AVANCEES LES PLUS DECISIVES DE CES DERNIERS TEMPS. DANS CE TMOIGNAGE, IL DECRIT LES TECHNIQUES ET LES REPERCUSSIONS DU CLTS – *COMMUNITY-LED TOTAL SANITATION* (ASSAINISSEMENT POUR TOUS PILOTE PAR LA POPULATION LOCALE).

AU COURS DES TRENTE dernières années, des centaines d'ONG ont travaillé sur les infrastructures sanitaires du Bangladesh. Sur la même période, des milliers de toilettes ont été construites. Le taux d'équipement de la population s'est accru, les objectifs ont été atteints, les projets jugés réussis.

Pourquoi, alors, la diarrhée et les autres maladies liées au manque d'hygiène comptent-elles encore pour au moins 40 % de la morbidité totale ? Parce que même lorsque le pourcentage de population disposant de latrines s'accroît, la défécation en plein air reste très répandue. Et tant que cette pratique survivra, la merde humaine finira dans la bouche des autres. Il en résulte diverses maladies, qui tuent 115 000 enfants bangladais chaque année.

Ces enfants ne pourront pas être protégés par des projets visant à porter la proportion de la population disposant de latrines à 60 ou 70 %. Une réelle avancée ne pourra intervenir qu'à partir du moment où la chaîne de contamination fécale-orale sera rompue, c'est-à-dire quand tous les excréments seront confinés de manière à ne plus présenter aucun risque pour la population.

Après trente ans d'efforts soutenus, on avait peine à trouver 100 villages, sur les 82 000 du pays, qui avaient su rompre cette chaîne. Et voilà qu'aujourd'hui, soudainement, nous nous trouvons sur la voie qui nous permettra de parvenir à l'assainissement pour tous, dans les villages de l'ensemble du pays. En l'espace de trois ans, nous avons réalisé plus de progrès vers l'assainissement pour tous que durant les 30 dernières années. Aujourd'hui, plus de 15 000 familles dans 400 villages ont abandonné la pratique de la défécation en plein air.

« C'est le début d'un mouvement qui se répand déjà comme une trainée de poudre à travers le Bangladesh et au-delà »

Le programme *Community-Led Total Sanitation* (CLTS) procède d'une approche radicalement différente de toutes les précédentes, qui a intégralement repensé l'assainissement et les

moyens d'y parvenir. C'est le début d'un mouvement qui se répand déjà comme une trainée de poudre à travers le Bangladesh et au-delà. Il a des répercussions sur la politique nationale et internationale, ce que les États qui se préoccupent de la santé de leur population ne peuvent ignorer.

Est-ce que votre famille défèque ici ?

La défécation en plein air est une habitude profondément ancrée dans le corps et l'esprit. C'est une norme de comportement culturellement et socialement admise, qu'il est impossible de faire disparaître à coups de subventions aux familles qui construisent des toilettes.

Le CLTS se propose d'éradiquer la défécation en plein air non en apportant charitablement des subventions aux populations, mais en touchant le nerf de la fierté, de la honte et du dégoût, en éveillant un sentiment de respect de soi-même suffisamment fort pour en finir avec une vie entière d'habitudes et des siècles de traditions.

Au début, l'équipe qui lance ce « processus piloté par la population » se promène simplement dans le village, sous la conduite des habitants. Ces derniers cherchent naturellement à mettre l'accent sur ce que leur localité a de mieux à offrir. Mais lorsque l'équipe arrive dans un lieu qui est clairement destiné à la défécation en plein air, elle s'arrête. Elle regarde. Elle commence à poser des questions.

Les habitants tentent de les faire avancer, honteux à l'idée que les professionnels venus chez eux aient vu les alentours sales et malodorants de leur village. Mais les visiteurs insistent. « Quelles familles utilisent cet emplacement pour la défécation ? demandent-ils. Venez-vous toujours ici ? Ou disposez-vous d'autres lieux plus proches des habitations où aller la nuit ou en cas d'urgence ? À quoi ressemble cet endroit quand il y a une épidémie de diarrhée ? »

L'embarras est palpable. Mais il se passe quelque chose de plus : bien qu'ils soient peut-être venus ici chaque jour de leur vie, les villageois sont gênés par ce qu'ils voient, pour la première fois, à travers le regard de leurs hôtes : un lieu infect, sordide et répugnant.

Lorsque cette « visite » s'achève, ce sont les villageois qui pressent l'équipe de fixer un rendez-

vous pour résoudre ce problème collectivement. Certains refusent même d'attendre un jour de plus et encouragent les autres à agir immédiatement.

Cette première rencontre commence avec un exercice de cartographie : les villageois doivent situer leur habitation, désigner les lieux utilisés pour la défécation et dessiner les chemins empruntés par chaque famille pour se rendre jusqu'au site qu'elle utilise. L'équipe calcule ensuite la quantité d'excréments que produit chaque famille. Partant d'une unité de mesure par personne, elle multiplie ce chiffre pour obtenir la quantité de fèces que chaque famille dépose par jour, par mois et par année.

« Cette révélation s'accompagne d'un réel sentiment de dégoût et, pour certains, de l'idée que les déjections sont abjectes »

Le volume cumulé d'excréments est converti en une unité que la population peut immédiatement visualiser : le chargement d'une charrette, celui d'un camion ou d'un bateau. De nombreux sourires sont échangés lorsque l'on désigne la famille qui a apporté la plus grande « contribution ». Mais peu à peu, l'amusement fait place à l'inquiétude. Les gens sont horrifiés par la quantité d'excréments que produit leur village : « 120 000 tonnes de merde, ici, chaque année ? Mais bon sang, où tout cela peut-il bien aller ? »

Les habitants répondent eux-mêmes à cette question. Ils sont invités à tracer un schéma qui indique avec précision où vont les excréments : dans les points d'eau où ils se baignent et les rivières, et de là, sur leurs vêtements, sur leurs tasses et leurs assiettes, sur leurs mains et leur bouche. Sur les pis des chèvres et dans le lait. Sur les pieds et les sabots de leur bétail, leurs chiens ou leurs poulets, et sur les mouches qui les transportent directement sur les aliments.

Ce qui les perturbe le plus, c'est d'apprendre que chaque personne ingère 10 à 20 grammes de matière fécale par jour. Cette révélation s'accompagne d'un réel sentiment de dégoût et,

« En mesurant la réussite non plus par le pourcentage de population disposant de latrines ou par les subventions versées mais par l'élimination de la défécation en plein air, le CLTS est à même de garder en ligne de mire son objectif ultime : l'amélioration de la santé publique »

pour certains, de l'idée que les déjections sont abjectes. On n'observe toutefois aucune résignation : « Mais qu'est-ce qu'on fabrique ? On est en train de manger la merde de nos voisins, bon Dieu ! Il faut absolument que ça cesse. »

Ici et là, les villageois forment un comité, habituellement appelé Groupe d'action sanitaire, qui sera en première ligne dans cette nouvelle bataille. Les membres du Groupe d'action se mettent d'accord pour construire leurs propres latrines en une semaine, et pour encourager une douzaine de familles de leur entourage à faire de même. Les chefs spirituels et les institutrices se montrent souvent les plus actifs, en utilisant leur position publique pour faire naître la demande et montrer l'importance de bonnes conditions sanitaires. On organise des manifestations pour la sensibilisation et des réunions dans lesquelles les villageois, en particulier les femmes, peuvent s'informer sur l'assainissement et l'hygiène de base.

Les ingénieurs aux pieds nus

Chaque famille élabore un plan individuel pour cesser de déféquer en plein air. Ceux qui ont les moyens de faire construire des latrines en dur commencent à se renseigner sur les coûts, les soubassements, les dalles et les bacs. Mais le programme CLTS ne fournit pas de solution technique. Il ne propose même pas aux populations concernées de choisir entre différentes options. En revanche, il les encourage à concevoir et à construire leurs propres latrines, en fonction des conditions locales et de ce qu'elles estiment pouvoir se permettre.

« Les villageois font preuve d'une ingéniosité technique absolument stupéfiante »

Les villageois, avec un soutien minimal des intervenants extérieurs, font preuve d'une ingéniosité technique absolument stupéfiante. Afin de stimuler ces capacités, les facilitateurs de projet identifient les concepteurs-nés les plus talentueux dans chaque village ; ils prennent connaissance de leurs projets de latrines et nomment ces personnes « Ingénieurs sanitaires de village ». Avec leurs

propres compétences et les matériaux à disposition – bambou, boîtes, pots d'échappement – les populations peuvent concevoir plus de 30 modèles différents de latrines constructibles pour une fraction seulement du coût des solutions les moins chères imaginées par des personnes extérieures.

Contrairement aux ingénieurs de formation, ceux-là ne commencent pas avec une structure parfaite en tête, dont ils essaieraient ensuite de baisser le coût. Ils partent d'une idée de latrines dont la construction ne coûte rien, puis ils inventent des améliorations étape par étape, qui augmentent peu à peu le coût. Lors d'une récente réunion, au cours de laquelle les créations du village étaient présentées à des ingénieurs sanitaires professionnels, l'un de ces derniers a exprimé une inquiétude : les installations conçues par les villageois ne dureraient pas très longtemps, alors que lui avait construit des latrines utilisables pendant au moins dix ans. L'ingénieur aux pieds nus lui a répondu que même le toit de sa maison devait être refait tous les deux ans, alors pourquoi ses toilettes devraient-elles en durer dix ? « Lorsque la fosse sera pleine, ajouta-t-il, j'y planterai un arbre fruitier et j'en creuserai une autre. »

Est-ce que quelqu'un veut boire de cette eau ?

Lorsqu'il s'agit de multiplier la demande d'installations sanitaires, les facilitateurs de projet, de même que les ingénieurs professionnels, doivent se tenir à l'écart et tirer enseignement des talents des gens du cru.

Durant le processus initial de motivation, il y a presque toujours quelqu'un qui se fera remarquer par son don naturel pour la communication. Le meilleur d'entre eux fera preuve d'une capacité extraordinaire à conduire ses voisins à agir par l'exemple, la persuasion ou l'indignation. Je me souviens avoir vu l'un de ces meneurs d'hommes à l'œuvre au sein d'un groupe de quinze ou vingt villageois. Il s'est simplement arraché un cheveu, puis l'a légèrement frotté sur un excrément humain, puis l'a rapidement plongé dans un verre d'eau. Levant ce verre, il l'a présenté à l'assemblée : « Est-ce que quelqu'un veut boire de cette eau ? » Les regards des villageois étaient emplis de dégoût. « Pourquoi non ? » demanda-t-il. Une réponse lui parvint : « Parce qu'il y a de la merde dedans ». « Comment

le savez-vous ?, interrogea-t-il. Vous la voyez ? » Les villageois durent admettre qu'ils ne voyaient rien. Alors il leur asséna le coup de grâce : « Une mouche, ça a combien de pattes ? »

« Un habitant du district de Naogaon a inventé le slogan « Une mouche est plus dangereuse que cent tigres », expression désormais reprise partout au Bangladesh »

Les facilitateurs de projet ne peuvent ignorer ce genre de talents. Nous avons pris la décision stratégique d'investir les villageois les plus compétents du rôle d'agent de terrain, pour la diffusion du programme d'assainissement pour tous. Au cours d'ateliers nationaux, ils ont l'occasion de partager leur expérience avec ceux qui exercent la même fonction dans tout le pays, d'élaborer de nouvelles approches et de diffuser les meilleures pratiques. Leurs idées sont parfois brillantes. Un habitant du district de Naogaon a inventé le slogan « Une mouche est plus dangereuse que cent tigres » pour aider la population à comprendre l'ampleur des risques de la contamination fécale. Cette expression est désormais reprise partout au Bangladesh.

Mesurer la réussite

Le comptage du nombre de latrines construites, qui constitue la donnée de base de la plupart des projets d'assainissement, a permis aux ONG et aux États de remplir leurs propres objectifs, tout en perdant de vue le but réel de leurs efforts. En mesurant la réussite non plus par le pourcentage de population disposant de latrines mais par l'élimination de la défécation en plein air, le CLTS est à même de garder en ligne de mire son objectif ultime : l'amélioration de la santé publique. Les répercussions de l'assainissement pour tous sur la santé, contrairement à celles d'un taux de population disposant de latrines porté à, disons, 70 %, sont spectaculaires et immédiates.

Au Bangladesh, les retombées positives les plus importantes se sont sans doute fait sentir dans le bassin des haors, où des inondations constantes et une forte densité de population dans des villages

installés sur des monticules naturels ou artificiels viennent s'ajouter à la pratique de la défécation en plein air pour générer des épidémies dévastatrices liées au manque d'hygiène. Dans certains villages, pas une nuit ne s'écoule sans qu'on entende les pleurs d'une famille dont un enfant est mort ou moribond à cause de la diarrhée. Grâce au CLTS, une première génération d'enfants peut grandir dans certaines de ces localités sans subir les attaques récurrentes de la dysenterie, de la diarrhée ou de la fièvre typhoïde, qui ont rendu malade et tué tant d'enfants par le passé.

Pour les femmes, en particulier, le changement est radical, non seulement parce qu'elles sont les premières à constater les bienfaits de l'assainissement et à appliquer les leçons d'hygiène, mais aussi parce que, dans une société qui attache une très grande importance à la modestie féminine, faire ses besoins dehors représente une énorme concession morale. Plusieurs millions de femmes n'ont pas d'autre solution que de faire leurs besoins la nuit. Pour elles, le passage d'un lieu public à un espace privé revêt une signification incommensurable.

Des subventions ou le respect de soi ?

L'approche du CLTS, qui s'appuie sur le sentiment de honte pour déclencher l'action, a, en fin de compte, apporté une grande fierté dans de nombreuses localités. Dès que l'objectif d'un assainissement à 100 % est atteint, les habitants érigent un panneau sur lequel on peut lire : « Personne dans ce village ne défèque en plein air ». Dans le Maharashtra, premier État indien à avoir mis en œuvre le CLTS, certains villages affichent des pancartes indiquant : « Les filles de notre village ne se marieront pas dans des villages où se pratique encore la défécation en plein air ». Ces annonces sont autant de défis lancés aux localités voisines qui, assez spontanément, ont commencé de visiter les villages équipés d'infrastructures sanitaires et demandé leur aide aux ingénieurs aux pieds nus et aux animateurs. Ces panneaux célèbrent aussi une réalisation menée à bien uniquement avec les ressources et le talent de la population locale.

C'est là le principe même du programme *Community-Led Total Sanitation* : faire prendre conscience du besoin urgent d'abandonner la

défécation en plein air, au lieu de proposer des subventions ou des solutions toutes prêtes. Une fois que ce sentiment de respect de soi aura été insufflé, la population fera avancer le projet avec une énergie et une détermination réelles, sans l'inertie, la passivité ou la superficialité de la mobilisation que font naître les subventions.

« Certains villages affichent des pancartes indiquant : « Les filles de notre village ne se marieront pas dans des villages où se pratique encore la défécation en plein air »

Dès que l'on parle de subventions, on sape le processus. Avec les subventions, on s'écarte du problème de l'assainissement pour s'aventurer sur le terrain vaseux de la pauvreté relative et des hiérarchies de villages. Les subventions brouillent les objectifs et empêchent un quelconque déclic. Elles encouragent les gens à traîner dans l'attente d'argent, et non à se mettre au travail. Elles font diminuer la valeur que les populations peuvent accorder aux latrines et la volonté de les utiliser, de les nettoyer et de les entretenir. Pire encore, les subventions, en argent ou en nature, nuisent fondamentalement au sentiment de respect de soi qui est au cœur de notre approche.

Les animateurs de la collectivité font d'ores et déjà connaître le mouvement CLTS dans tous les villages du Bangladesh. Par des réseaux familiaux géographiquement éloignés, ce mouvement franchit des milliers de kilomètres pour s'implanter dans des villages où aucun facilitateur extérieur n'a jamais mis le pied. Cependant, on ne peut espérer toucher l'ensemble du pays par le seul bouche à oreille. Pour exploiter pleinement son potentiel, le CLTS a besoin d'un soutien extérieur à tous les niveaux, sans renier sa philosophie du respect de soi.

Il est de la plus grande importance que l'organisme de facilitation se rende dans les villages avec un esprit ouvert et une attitude franche et détendue. Si l'on cherche à remplir des objectifs cachés, à prescrire telle ou telle solution ou à conclure un marché portant sur du matériel sanitaire, le processus tout entier en pâtira.

La facilitation nécessaire ne peut être réalisée que par des personnes désireuses de laisser les villageois prendre les choses en main. Pour que le mouvement CLTS soit intégré dans la politique nationale, il est essentiel que les échelons inférieurs de gouvernement, les personnes qui auront la responsabilité de lancer le CLTS au niveau des villages, soient correctement formés à cette attitude flexible et réactive qu'exige cette stratégie. S'ils se précipitent et dictent les actions à mener, il n'y a aucune chance de réussite.

Pendant trente ans, les États et les organismes donateurs ont imposé et financé une stratégie d'assainissement élaborée sans égard pour les priorités et les connaissances des populations rurales. Le ministère de la Santé publique a construit des latrines conçues par ses propres ingénieurs sans jamais se soucier de savoir si ces installations étaient utilisées. Les ONG, préoccupées de relever les taux de couverture et d'atteindre des objectifs dans leur sphère d'action limitée, se sont résignés à laisser la défécation en plein air continuer de polluer l'eau, les mains et l'alimentation de chacun.

Le CLTS requiert un changement d'attitude et d'orientation fondamental. Il faut laisser de côté les traditions et abandonner les pré-supposés anciens. Après trente années de lents et douloureux progrès, il est temps que les gens s'aperçoivent que notre approche fonctionne. ■

« La culture du silence et les tabous qui, aujourd'hui encore, entourent et perpétuent le problème de l'hygiène associée aux menstruations, sont responsables d'une très grande partie des problèmes de santé génésique des femmes »



ROKEYA AHMED

COORDONNE L'ACTION SOCIALE AU SEIN DE L'ONG WATERAID, AU BANGLADESH. POUR ELLE, LE MANQUE D'EMANCIPATION DES FEMMES NE FAIT QU'AGGRAVER L'ASPECT LE PLUS NEGLIGE DU PROBLEME DE L'ADDUCTION D'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA PROPETE : LE MANQUE D'HYGIENE PENDANT LA PERIODE DE MENSTRUATION CONDAMNE LA POPULATION FEMININE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT A DES SOUFFRANCES INDICIBLES.

DANS LES PAYS riches, les femmes utilisent six à sept serviettes hygiéniques par jour pendant leurs menstruations. À chaque fois, elles peuvent changer celle qui est usagée pour une autre, propre et neuve, en toute intimité et dans le respect des conditions d'hygiène. La grande majorité des femmes vivant dans les campagnes du Bangladesh ne disposent pas de serviettes hygiéniques jetables. À la place, elles utilisent des chiffons, provenant généralement de vieux saris et appelés *nekra*.

Elles disposent rarement d'un endroit discret pour changer ces chiffons. Une culture marquée par la honte les contraint à attendre d'être rentrées chez elles ou à se cacher dans les bois et les champs qui entourent leur village pour pouvoir procéder loin des regards. De même, elles n'ont pas accès à l'eau propre ou au savon qui permettraient un nettoyage correct du chiffon, et en sont réduites à le laver furtivement dans une mare ou une rivière, ou encore dans un petit récipient appelé *bodna*, réservé à cet usage et rempli d'eau souillée. Le tissu est alors mis à sécher dans un endroit discret, souvent humide et insalubre.

Cette pratique est responsable d'une proportion importante des maladies et infections gynécologiques. Les chiffons mal nettoyés provoquent des infections urinaires et vaginales, notamment d'origine fongique et bactérienne, favorisées par un séchage imparfait. Même les affections graves ne sont pas traitées, car les jeunes filles et les femmes atteintes n'osent pas aller consulter un médecin de sexe masculin.

Malgré l'immense impact que le respect de l'intimité et l'hygiène pourraient avoir sur la santé et la qualité de vie des femmes, presque tous les projets d'adduction, d'assainissement et d'hygiène destinés aux pauvres vivant en zone rurale font l'impasse sur cet aspect. On veut ignorer ce sujet parce qu'il est embarrassant. Et aussi parce qu'en dépit de toutes les bonnes paroles, la plupart des programmes de développement ne donnent toujours pas réellement aux femmes les moyens de choisir pour elles-mêmes et de participer à la vie collective.

On ne peut pas se contenter de réunir les habitants ou de créer un groupe de pilotage comprenant une certaine proportion de femmes en s'imaginant que celles-ci sauront ensuite passer à l'action. Les organisations intervenant dans les villages ou les bidonvilles doivent trouver le moyen d'encourager une véritable implication de la population féminine dans les phases clés de la planification et de la prise de décision, plutôt que de s'en servir comme caution politiquement correcte.

« Il leur faut en outre rompre la culture du silence et briser les tabous qui, aujourd'hui encore, entourent et perpétuent le problème de l'hygiène associée aux menstruations »

Les ONG qui innovent pour mettre en œuvre ces stratégies doivent aussi se concentrer sur la formation de leurs partenaires pour le développement – autres ONG, donateurs et pouvoirs publics – afin de s'assurer de la présence effective des femmes dans la définition et la réalisation des projets. Il leur faut en outre rompre la culture du silence et briser les tabous qui, aujourd'hui encore, entourent et perpétuent le problème de l'hygiène associée aux menstruations.

On ne peut pas simplement demander aux millions de femmes vivant dans les sociétés traditionnelles et conservatrices d'attendre que surviennent les bouleversements culturels, juridiques et religieux qui pourraient, un jour, conduire à l'égalité et à l'émancipation des femmes. Ces dernières ont droit à l'intimité, à la santé et à la dignité – et elles y ont droit tout de suite. ■



DIBALOK SINGHA, MEDECIN, A FONDE *DUSHTHA SHASTHYA KENDRA* (DSK) EN 1989 AFIN D'OFFRIR DES SERVICES MEDICAUX AUX PAUVRES DE DACCA, AU BANGLADESH. LORSQU'IL A COMPRIS QUE L'ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT EVITERAIENT LA MAJORITE DES MALADIES QUE SON METIER L'AMENAIT A RENCONTRER, LE DR. SINGHA A TRANSFORME LE DSK EN UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE QUI CONTRIBUE A FOURNIR LES SERVICES DE BASE AUX HABITANTS DES BIDONVILLES. DANS CE TEMAIGNAGE, IL EXPOSE LES PRIORITES POLITIQUES QUI EMPECHENT SON ACTION DE PRENDRE DE L'AMPLEUR.

LES BIDONVILLES de Dacca sont l'expression concrète de la pauvreté au Bangladesh. Trente-deux ans après son indépendance, notre pays a constitué une élite restreinte de familles extrêmement riches et, dans le même temps, enfermé des millions de personnes dans le genre de pauvreté de laquelle il est presque impossible de se sortir.

Lorsque j'écris que ces populations sont « enfermées » dans leur pauvreté, je veux dire qu'on leur refuse délibérément toute chance d'améliorer leur condition. Avant tout, on leur dénie le droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement qui leur permettrait des progrès incommensurables en termes de santé et d'environnement.

Malgré la gravité de la crise à Dacca, les pouvoirs publics n'affichent toujours aucune volonté sérieuse de garantir des services de base. Depuis des décennies, les citoyens pauvres se voient refuser le raccordement aux réseaux municipaux, sous prétexte qu'ils ne sont pas les propriétaires légaux de la terre sur laquelle ils vivent. Cette décision constitue, en réalité, une politique de l'État pour priver quatre millions de personnes du droit à l'hygiène et à la santé.

DSK a élaboré une stratégie de raccordement des quartiers pauvres aux réseaux d'approvisionnement en eau. Les habitants des bidonvilles se sont montrés désireux de payer pour ce service et de l'entretenir. Au lieu d'y voir un signe de progrès, les autorités locales s'accrochent à l'idée absurde que les bidonvilles sont un phénomène temporaire que pourront résoudre les bulldozers. Cette réaction traduit un mépris absolu pour des personnes qui, par leur rude travail manuel, font vivre au quotidien la ville, notamment les usines de confection, qui forment le cœur de l'économie du Bangladesh.

Seuls, les pauvres n'auraient jamais été en mesure de remettre en question la législation sur l'occupation des terres. Il a fallu que DSK – représenté par des personnes de renom, bien vêtues et diplômées – intervienne et propose au Conseil de l'eau (DWASA) de se porter garant pour le paiement des services.

Même une vague connaissance des problèmes que pose le manque d'eau aurait suffi à ces responsables politiques pour comprendre que les pauvres sont tout ce qu'il y a de plus désireux de payer pour ces services. Les habitants des bidonvilles paient déjà cinquante fois plus que les usagers autorisés, en achetant leur eau auprès d'individus qui ont branché des raccordements illégaux sur le réseau. Ceux qui n'ont pas la chance de vivre à proximité d'une telle personne doivent affronter l'épreuve quotidienne de quémander de l'eau auprès des boutiques ou des mosquées, ou même de recueillir les eaux rejetées par les usines ; cette tâche prend beaucoup de temps aux femmes, épuise leurs forces et les expose au risque de conflit, d'humiliation et d'agression. Dans le pire des cas, les femmes puisent de l'eau si polluée par des agents pathogènes et des produits chimiques qu'elle anéantit le seul véritable bien de leur famille : la santé qui leur permet de travailler et de gagner leur vie.

« Arrêtez de dépenser des millions de dollars pour des frégates qui ne sortent pas du golfe du Bengale et commencez à aider ces populations dont le dur labeur maintient le pays à flot »

En dix ans d'efforts, DSK a réussi à persuader les autorités d'installer une centaine de raccordements à l'eau dans les bidonvilles, ce qui représente un point d'eau pour 40 000 habitants. Néanmoins, par ces robinets, la municipalité reconnaît, prudemment, l'existence des bidonvilles. Maintenant que le système a fait ses preuves, l'ensemble de la classe politique doit, par une position claire, s'engager à modifier les conditions de raccordement pour les occupants non autorisés. Alors, seulement, nous pourrions faire des progrès à l'échelle requise.

L'accès à l'eau potable pourrait constituer le point de départ de l'assainissement et de l'hygiène, facteurs qui permettront de faire spectaculairement

progresser la santé et la productivité des habitants pauvres de Dacca, de leur libérer du temps et d'améliorer immédiatement la qualité des rues et de leur logement. La mise en place de comités de l'eau pourrait servir de base à la formation des compétences à même de générer indépendance et prospérité. La construction de latrines adéquates pourrait même constituer un prérequis pour le droit à l'occupation de la terre. Tous ces éléments ouvriraient la voie à la lutte contre la pauvreté, que les pouvoirs publics ont fait semblant de soutenir en signant les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Mais à l'heure actuelle, l'État rechigne à entreprendre quelque action susceptible de reconnaître la légalité des bidonvilles et les droits de leurs habitants. Des promesses sont faites, des déclarations signées, des idées acceptées, il y a même des lois votées – et ensuite, tous les engagements restent lettre morte. Tandis que les réformes administratives sont enterrées, les bidonvilles continuent de croître, la maladie et la misère s'aggravent et les populations continuent de subir des actes de violence et d'intimidation – comme ce fut le cas, récemment, lors d'un viol collectif. Ce sont là des facteurs d'exclusion.

Cette réalité n'a rien d'inéluctable. Cependant, si l'État souhaite véritablement faire reculer la pauvreté, je lui dirais ceci : investissez dans ces populations pauvres. Réorientez votre budget. Modifiez la législation. Arrêtez de dépenser des millions de dollars pour des frégates qui ne sortent pas du golfe du Bengale et commencez à aider ces populations dont le dur labeur maintient le pays à flot. ■

« Il est aussi grand temps que la société civile porte un regard réaliste sur les donateurs eux-mêmes et les tiennent pour responsables d'une part des grossières erreurs de jugement, de l'inefficacité et même de la corruption que l'on a pu constater »



DIPAK GYAWALI EST INGENIEUR ET ECONOMISTE POLITIQUE DE FORMATION. CET ANCIEN MINISTRE DES RESSOURCES HYDRIQUES DU NEPAL (NOVEMBRE 2002 A MAI 2003) EST AUJOURD'HUI REDACTEUR, CHERCHEUR ET ANALYSTE INDEPENDANT. DANS CE TMOIGNAGE, IL EXHORTE LA SOCIETE CIVILE A DEMANDER AUX DONATEURS DE RENDRE DES COMPTES SUR LES SOMMES CONSIDERABLES QUI ONT ETE DEPENSEES – SOUVENT EN VAIN – POUR VENIR EN AIDE AUX PAUVRES.

DANS LES ANNÉES 70 et 80, la Banque mondiale a mis successivement en place trois programmes sur cinq ans portant sur l'adduction d'eau et l'assainissement au Népal. Malgré les millions de dollars investis dans ce secteur, l'accès à l'eau des citoyens népalais s'est encore détérioré. La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, lancée et coordonnée par les Nations Unies dans les années 80, n'a pas réussi à améliorer de manière significative les conditions de vie des pauvres.

Si la majorité de ces programmes n'ont pas atteint les objectifs énoncés, les donateurs en ont toujours rejeté la faute sur les bénéficiaires. Ces accusations sont aujourd'hui bien connues : « Dans les pays du Tiers Monde, les fonctionnaires sont par nature corrompus et inefficaces. On ne peut rien entreprendre avec ce genre de décideurs politiques ». S'il est vrai que ces pays doivent assumer leur part de responsabilité, il est aussi grand temps que la société civile porte un regard réaliste sur les donateurs eux-mêmes et les tiennent pour responsables d'une part des grossières erreurs de jugement, de l'inefficacité et même de la corruption que l'on a pu constater.

Dans la plupart des programmes financés par des donateurs, les ressources des contribuables des pays riches ne sont pas utilisées à bon escient. Une étude récente des projets d'approvisionnement en eau au Népal montre que les services émanant des organismes donateurs coûtent quatre fois plus cher que ceux provenant des organisations de la population locale. Ce prix élevé s'explique en grande partie par les procédures coûteuses et inadaptées en vigueur dans les organismes donateurs, les rémunérations exorbitantes versées aux consultants expatriés – alors même que des ingénieurs locaux pourraient faire mieux – et le gonflement artificiel des devis des entreprises internationales malgré un processus d'appel d'offres censé être transparent.

On ne peut s'empêcher de conclure que l'aide est devenue une industrie. Les lignes directrices élaborées par les donateurs, conditions *sine qua non* et non-négociables de l'octroi des financements, sont pour la plupart clairement conçues pour garantir la

rentabilité des entreprises choisies par eux et pour favoriser les intérêts économiques de multinationales dont le siège social se trouve dans le pays du donateur. Ce sont ces considérations – et non l'impact éventuel d'un programme sur les conditions de vie des pauvres – qui dictent les décisions.

Mais il y a pire encore : les mécanismes de l'aide étrangère sapent le renforcement des capacités locales. Ainsi, il arrive qu'un donateur insiste pour qu'un projet soit mis en œuvre par le secteur privé et choisisse ensuite l'entreprise qui se chargera du travail. Ce faisant, il risque de remplacer un réseau existant d'entreprises privées locales par une multinationale étrangère unique, une structure privée indigène et démocratique par une structure oligarchique et étrangère. En dépit de toutes les bonnes paroles sur la « création de capacités locales », les donateurs refusent même parfois de travailler avec les entreprises et les pouvoirs publics du pays. C'est cette attitude qui nous empêche d'effectuer un suivi après l'achèvement du projet.

Les conditions imposées par les donateurs montrent combien ils comprennent mal les réalités locales. Ils insistent sur la privatisation des ressources, comme les forêts ou l'eau, sans tenir compte de la façon dont celles-ci sont utilisées depuis des siècles par la population locale. Ou bien ils exigent que seuls leurs programmes soient mis en œuvre, contraignant les pays à abandonner des projets parallèles qui, eux, auraient permis d'atteindre l'objectif final.

« Je souhaiterais personnellement que l'aide étrangère soit réduite »

Je souhaiterais personnellement que l'aide étrangère soit réduite. Si l'argent est moins facilement disponible, les grandes entreprises ne pourront plus réaliser des bénéfices aussi exorbitants et les capitaux locaux (qui servent actuellement à l'achat de bijoux, à la consommation ostentatoire et à l'acquisition de logements urbains) pourront être davantage utilisés pour des investissements dans les infrastructures de base. Je

suis persuadé qu'il est possible de remédier au manque de moyens en conférant davantage de pouvoirs aux populations, qui se sont déjà maintes fois révélées capables de réagir de manière beaucoup plus efficace et durable que ne pensent les organismes donateurs.

Il importe plus encore que les donateurs, qui demandent constamment des comptes aux différents pays, en rendent eux aussi sur les sommes considérables qu'ils dépensent chaque année. Les parlements et la presse des pays industrialisés n'ont pas mené de débat sérieux sur l'efficacité de l'aide. Tant qu'ils ne procéderont pas à un examen impartial de la façon dont les organismes d'aide dépensent l'argent des donateurs, ils resteront complices de ces abus.

Ce processus passe essentiellement par l'instauration d'un nouveau partenariat entre la société civile des pays du Nord et de ceux du Sud. Une société civile sincère (et non des ONG à la solde des organismes d'aide) doit poser les bonnes questions aux donateurs, leur demander de justifier leurs programmes et de rendre des comptes sur leurs dépenses. Tous les « auditeurs sociaux » ont le devoir de dénoncer l'inefficacité des donateurs et leur recherche de l'intérêt personnel. Ces « auditeurs sociaux » peuvent être des intellectuels, des étudiants, des journalistes d'investigation, des ONG militantes, des défenseurs de l'intérêt collectif ou simplement des personnes motivées par cette cause. Si leur collaboration dépasse le clivage Nord-Sud, ils pourront influencer sur la politique nationale et internationale.

La présence solide du « troisième pilier » que constituent les auditeurs sociaux est nécessaire à la stabilité et à la pérennité de l'environnement. Ce sont les seuls à être à même d'infléchir la quête débridée de profits et de mettre un terme aux rigidités asphyxiantes de l'administration. Si leur voix est étouffée, alors l'industrie de l'aide – centrée sur des relations entreprises/administration publique – continuera de fonctionner en dépit du bon sens. ■



UMESH PANDEY EST LARGEMENT RECONNU, AU NEPAL, COMME LE PORTE-PAROLE DE LA CAMPAGNE POUR L'ACCES DE TOUS A L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIENE. ECONOMISTE DE FORMATION, IL A REJOINT L'EQUIPE NEPALAISE DE WATERAID AVANT DE CREER NEWAH (NEPAL WATER FOR HEALTH), EN 1992. EN L'ESPACE D'UNE DECENNIE, IL A FAIT DE NEWAH LA PLUS GRANDE ONG DU PAYS. A CE JOUR, PLUS DE 640 000 PAUVRES ONT DIRECTEMENT BENEFICIE DES TRAVAUX DE NEWAH.

DEPUIS PLUS DE trente ans, les pouvoirs publics du Népal s'efforcent d'approvisionner la population en eau potable. Des centaines de kilomètres de canalisations ont été construits par des ingénieurs de l'administration. Néanmoins, trois décennies et des millions de dollars n'ont pas suffi à améliorer la santé de cette population. L'espérance de vie n'a pas beaucoup augmenté. Le taux de mortalité des enfants n'a guère reculé.

L'État a mis beaucoup de temps avant de comprendre que l'approvisionnement en eau n'avait, à lui seul, qu'un impact minimal sur la santé publique. Et lorsqu'il a finalement reconnu l'importance de l'assainissement et de l'hygiène, grâce à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (les années 80), il s'est révélé inapte et non fermement décidé à s'attaquer à ce problème. C'est à cette époque qu'il a commencé à employer le jargon approprié, à parler de programmes « intégrés » d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène. Mais si l'on observe les initiatives effectivement lancées par les pouvoirs publics au cours des années 80 et 90, on se rend compte que l'assainissement et l'hygiène sont restés les parents pauvres de ce que l'on appelle encore des « projets d'accès à l'eau ». Une fraction minuscule du budget total du secteur – à peu près 4 % – était destinée à la promotion de l'assainissement et de l'hygiène.

« Mais, de même qu'il est difficile d'aborder le problème du VIH/sida sans parler ouvertement de sexualité, la question de l'assainissement ne peut être traitée sans parler franchement d'excréments »

Cela était dû en partie au fait que la question de l'assainissement et de l'hygiène requérait une approche plus sophistiquée que ce dont les pouvoirs publics étaient capables. Les projets étaient gérés par des ingénieurs de l'administration,

qui n'étaient pas formés à appréhender d'autres aspects d'un programme que ceux strictement matériels, et qui n'étaient pas à même de le faire par eux-mêmes. L'ensemble de leur cursus se concentre sur les technologies, la conception et les coûts. Ils n'ont pas reçu la moindre journée de formation sur les aspects sociaux et culturels de leur travail. Les concepts de population locale, de connaissance du terrain et de dynamique sociale n'évoquent rien pour eux. Cette lacune du système universitaire doit être corrigée de toute urgence. NEWAH est entré en pourparlers avec les centres de formation d'ingénieurs afin qu'ils modifient leurs programmes.

« Même les journalistes, si prompts à rendre publics toutes sortes de scandales dans les médias nationaux, hésitent à publier des articles sur des thèmes aussi peu attrayants que les excréments, les toilettes, les robinets et le fait de se laver les mains »

L'autre raison pour laquelle l'État n'a pas su résoudre ces problèmes est moins facilement excusable : c'est la gêne qu'il éprouve au simple fait d'évoquer la question de l'assainissement. Dans les sociétés d'Asie du Sud, les sujets intimes et personnels sont tabous. Mais, de même qu'il est difficile d'aborder le problème du VIH/sida sans parler ouvertement de sexualité, la question de l'assainissement ne peut être traitée sans parler franchement d'excréments. Vingt-huit mille enfants meurent chaque année à cause d'un manque d'assainissement et d'hygiène et les pouvoirs publics du Népal ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver ces enfants, parce qu'ils trouvent trop embarrassant de parler de matières fécales.

Cependant, l'État n'est pas le seul responsable. D'autres acteurs de la société civile, y compris des personnes impliquées dans le développement, sont réticents à exercer une pression sur les pouvoirs

publics en ce qui concerne le problème de l'assainissement, car c'est pour eux un sujet répugnant. Même les journalistes, si prompts à rendre publics toutes sortes de scandales dans les médias nationaux, hésitent à publier des articles sur des thèmes aussi peu attrayants que les excréments, les toilettes, les robinets et le fait de se laver les mains. Les intellectuels ne semblent pas non plus enthousiastes à l'idée de joindre leur voix à une campagne pour l'assainissement.

En s'exprimant haut et fort, la société civile et les médias peuvent exercer un impact considérable sur la politique publique. Ainsi, ils ont récemment porté une grande attention au problème de la pollution des nappes phréatiques par l'arsenic. Les pouvoirs publics ont réagi à cette pression en mettant en place des mesures et en débloquent des budgets. Très bien. Mais qu'en est-il de l'assainissement ? Bien que, pendant douze ou treize ans, il ait fait l'objet de campagnes par des ONG, ce problème n'a jamais suscité un intérêt aussi vif que l'arsenic ces deux ou trois dernières années. La société civile est complice de cette négligence impardonnable. Nous nous efforçons désormais d'utiliser la campagne WASH comme une plate-forme permettant à la société civile d'adopter une position plus ferme.

« La société civile est complice de cette négligence impardonnable »

L'État affirme avoir saisi l'importance de l'assainissement et de l'hygiène, et son discours reconnaît désormais que les stratégies mettant l'accent sur l'aspect humain sont essentielles pour qu'un projet ait un impact durable sur la santé publique. Néanmoins, cela ne suffit pas : une modification radicale des attitudes est indispensable, mais elle n'a pas encore eu lieu. Les pouvoirs publics soutiennent toujours du bout des lèvres les idées que des ONG telles que NEWAH et WaterAid tentent d'imposer depuis plus de dix ans. Ainsi, ils ont instauré au niveau national une structure qu'ils

« Vingt-huit mille enfants meurent chaque année à cause d'un manque d'assainissement et d'hygiène et les pouvoirs publics du Népal ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver ces enfants, parce qu'ils trouvent trop embarrassant de parler de matières fécales »

appellent la « cellule pour l'assainissement » ; mais un rapide coup d'œil à la répartition des ressources révélera que l'assainissement figure loin derrière l'accès à l'eau sur la liste des priorités.

L'État a également mis en place un Comité de directeur au niveau national, censé être un forum au sein duquel tous les acteurs du secteur, y compris les ONG, sont invités à intervenir dans l'élaboration de la politique publique. En réalité, il ne convoque une réunion de ce comité que lorsqu'il a besoin de faire valider des idées ou des programmes déjà décidés. Nous essayons d'amener le comité à débattre d'une nouvelle approche bangladaise dénommée *Community-Led Total Sanitation (CLTS)*, mais elle n'est pas prise au sérieux car l'initiative ne provient pas de l'État.

« L'État s'apprête à dépenser plus de la moitié du budget de la décennie pour la construction d'un réseau d'adduction d'eau à Katmandu, qui ne desservira que 6 % de la population nationale »

De nombreuses bonnes idées, comme les toilettes sans eau baptisées Eco San ou le programme CLTS, sont expérimentées au Népal. NEWAH a conçu une stratégie sophistiquée permettant d'identifier différents niveaux de pauvreté, qu'il utilise déjà pour verser des subventions différenciées aux plus démunis. Néanmoins, ces idées novatrices ne rencontrent pas d'écho sur le plan national. Elles sont mises en œuvre dans des projets sporadiques, sur une échelle réduite. Lors de la récente conférence sud-asiatique sur l'assainissement (SACOSAN), l'État a présenté ce qu'il a appelé un « plan d'action pour le Népal ». Mais ce document a relégué au second rang la plupart des initiatives prometteuses centrées sur la population et des technologies alternatives. Des décennies de travail fourni par des experts et des activistes engagés ont été réduites au rôle d'anecdotes. Il n'existe aucun véritable plan d'action recouvrant la totalité du

secteur, pour le Népal. Il devient urgent que le comité de directeur se mette sérieusement au travail, qu'il réunisse les partenaires sur un pied d'égalité et établisse une stratégie de collaboration qui pourrait rapidement prendre de l'ampleur.

Les donateurs doivent, eux aussi, encourager un consensus sur la meilleure voie à emprunter. Si les grands organismes d'aide travaillaient main dans la main, ils pourraient exercer leur influence – le pouvoir d'accorder ou de refuser des sommes considérables – pour amener les États à mettre en œuvre de nouvelles approches. En fait, l'État a les moyens de dresser les donateurs les uns contre les autres, car ces derniers ne se sont pas entendus sur un ensemble de principes communs. Ainsi, si le ministère rejette les conditions imposées par la Banque mondiale, c'est uniquement parce qu'il sait que la Banque asiatique de développement sera susceptible de proposer un ensemble de lignes directrices plus aisément négociables.

Ce problème est primordial. L'État s'apprête à dépenser plus de la moitié du budget de la décennie pour la construction d'un réseau d'adduction d'eau à Katmandu, qui ne desservira que 6 % de la population nationale. Je tiens à préciser que ces 6 % incluent tous les véritables décideurs du secteur, qui jouiront donc d'une eau potable au robinet 24 heures sur 24.

« Pendant que les ingénieurs et les entrepreneurs font des plans pour un tunnel de plusieurs millions de dollars afin d'alimenter ce réseau, les populations pauvres des milieux ruraux continuent de se battre pour obtenir des services de base »

Pendant que les ingénieurs et les entrepreneurs font des plans pour un tunnel de plusieurs millions de dollars afin d'alimenter ce réseau, les populations pauvres des milieux ruraux continuent de se battre pour obtenir des services de base. L'année dernière,

j'ai travaillé à la mise en œuvre d'un programme dans un village reculé, situé sur les contreforts de l'Himalaya – cinq heures de montée escarpée et de marche difficile à partir de la route. Peu avant l'entrée du village, j'ai rencontré une femme qui portait un sac rempli de robinets, de valves et de raccords de tuyauterie destinés au projet d'adduction d'eau. Le sac devait bien peser 25 kilos et la femme devait avoir environ 70 ans. « Portez-vous ce sac depuis la route ? » lui ai-je demandé. « J'ai déjà fait le trajet 10 fois, m'a-t-elle expliqué. Je le fais pour mes petites-filles. Je ne voudrais pas qu'elles aient à transporter de l'eau toute leur vie comme j'ai dû le faire moi-même. »

Il est temps que ce genre de démarche soit relayé par l'État. Si ce dernier souhaitait vraiment améliorer la santé publique et faire reculer la pauvreté, il devrait prêter une grande attention à toutes les approches fructueuses que le secteur a pu élaborer et constituer un véritable plan d'action pour le pays. ■



NELLY GUAPACHA EST A L'ORIGINE DU MOUVEMENT QUI A ABOUTI, EN 1996, A LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU D'EL HORMIGUERO, EN COLOMBIE. ELLE A FONDE, DANS CETTE VILLE, LE COMITE DES FEMMES ET PRESIDE ACTUELLEMENT LE CONSEIL D'ACTION COMMUNAL. ELLE RACONTE COMMENT ELLE A CONVAINCU LES GENS D'ŒUVRER POUR L'INTERET COMMUN.

LORSQUE JE SUIS venue m'y installer, il y a 25 ans, la ville d'El Hormiguero était un véritable dépotoir. Un endroit morne et déprimant. Les rues étaient sales, pleines d'immondices et les gens allaient pieds nus. S'il pleuvait lorsqu'ils sortaient la nuit pour aller aux toilettes, ils enveloppaient leurs pieds dans des sacs en plastique pour marcher dans la boue.

La ville comptait déjà un puits, et un système de pompage qui amenait l'eau jusqu'aux maisons. Mais le puits étant trop près des trous que les gens avaient creusé pour se débarrasser de leurs excréments, les eaux usées se mélangeaient à l'eau du puits. Ce qui sortait du robinet était si sale et si répugnant qu'on ne pouvait même pas s'en servir pour la lessive. Les habitants allaient donc laver leur linge à la rivière. Je n'aimais pas voir les femmes passer leur journée à laver au bord de la rivière. Je détestais le faire moi-même. Nous buvions également l'eau de la rivière et les enfants souffraient en permanence de diarrhées.

« Il faut d'abord réveiller les gens. Sinon, il ne peut y avoir cette fameuse participation de la population locale »

Les conditions de vie étaient déplorables, mais, pour autant que je pouvais en juger, personne ne levait le petit doigt pour remédier à cette situation. On pourrait penser que les gens qui doivent vivre au quotidien dans de telles conditions auraient envie de changer les choses. On pourrait penser qu'il serait facile de les convaincre de soutenir les programmes destinés à les aider. Loin s'en faut. La pauvreté engendre une sorte d'apathie, de résignation. Ici, à El Hormiguero, les gens ne prenaient jamais le temps d'améliorer leurs conditions de vie quotidiennes : cela faisait si longtemps qu'ils vivaient ainsi qu'ils ne s'apercevaient même pas de la gravité de la situation.

Dans un tel cas, il est inutile de vouloir mettre en œuvre tout de go un programme d'adduction d'eau ou d'assainissement. Il faut d'abord réveiller les

gens : faire bouger la population locale, lui faire prendre conscience de la saleté et des moyens d'y remédier. Sinon, il ne peut y avoir cette fameuse participation de la population locale.

Les femmes étaient les seules à s'apercevoir de l'état dans lequel se trouvait la ville. Nous sommes en effet plus sensibles à l'apparence et aux odeurs. J'ai donc commencé à faire le tour d'El Hormiguero pour essayer de convaincre les femmes qu'il fallait nettoyer la ville. Nous avons fini par constituer un groupe d'une cinquantaine de personnes que nous avons baptisé le Comité des femmes.

Notre première idée était simplement d'enlever tous les immondices qui jonchaient les rues. Nous sommes donc allées couper du bois de fagot pour fabriquer des balais, et nous sommes mises à balayer toute la ville, rue après rue. Puis, nous nous sommes rendues chez les gens pour voir comment ils se débarrassaient de leurs déchets. Nous leur avons conseillé de creuser un trou dans leur cour et d'y brûler leurs débris. Ce n'était pas facile : ils avaient l'impression que nous mettions notre nez dans leurs affaires.

En fin de compte, c'est la fierté qui a fait bouger les gens. Si vous balayez la rue devant la porte d'une autre femme, celle-ci ne tardera pas à vous imiter. Une fois que l'idée a été lancée, les gens se sont mis à nettoyer leur maison et ont cessé de jeter leurs ordures dans la rue. Certains ont même planté des fleurs devant chez eux.

Le Comité des femmes était un début. Il nous a permis de nous organiser, de déterminer ce qui n'allait pas et ce que nous pouvions faire. Nous avons commencé à envoyer des courriers, même si les premiers n'étaient pas très bien présentés, au conseil municipal et aux ONG, en leur expliquant ce dont nous avons besoin. Ainsi, nous avons obtenu que le service d'autobus municipaux desserve notre quartier et que soit installé un radiotéléphone afin que nous ne soyons plus coupés de tout. Notre mouvement a également attiré l'attention d'une ONG, Plan International, qui nous a fourni des tuiles et des briques pour consolider nos habitations.

Nous avons finalement reçu un soutien suffisant pour construire une cantine scolaire.

« Si vous balayez la rue devant la porte d'une autre femme, celle-ci ne tardera pas à vous imiter »

Jusqu'alors, le seul organisme officiel ici était le Conseil d'action communal, uniquement composé d'hommes. Son inutilité était telle que c'était comme s'il n'existait pas. Les hommes se moquent bien des questions d'intérêt commun, car ils ne se sentent pas directement concernés. Ils prétendent qu'ils travaillent dur et qu'ils n'ont pas le temps de se rendre aux réunions. C'est vrai qu'ils travaillent dur, mais ils trouvent toujours le temps de passer l'essentiel de leurs soirées à jouer aux cartes et aux dominos. Ce sont toujours les femmes qui doivent prendre en charge les tâches essentielles comme aller chercher de l'eau. Nous nous levions à cinq heures du matin et ramenions l'eau dans des récipients que nous portions sur notre tête. Nous devions veiller à ce qu'il y en ait assez pour la cuisine, le linge, le ménage et la toilette des enfants. Si vous voulez que les choses se fassent dans l'intérêt général (comme pour l'eau), il faut que des femmes participent à la prise de décisions.

Notre comité a facilité l'élection de femmes au Conseil d'action communal. Nous avons ensuite entrepris des réalisations plus ambitieuses, telles que le pavage des routes ou la construction d'un nouveau réseau d'adduction municipal. La municipalité était censée collecter des fonds pour un aqueduc, mais ce projet n'a pas dépassé le stade des promesses.

Le choléra

Finalement, c'est une épidémie de choléra, qui a touché environ 70 enfants et causé un décès parmi eux, qui a fait prendre conscience au conseil municipal de l'existence d'El Hormiguero. J'étais furieuse de voir qu'en dépit de tous nos efforts pour améliorer la qualité de l'eau, le choléra avait tout de même fait une victime. Les hommes politiques enterrent ce genre d'histoire aussi rapidement que

possible. C'est pourquoi je me suis directement rendue jusqu'à la chaîne de télévision locale pour raconter toute l'histoire. L'affaire ne pouvait donc plus être étouffée.

L'épidémie de choléra a réellement bouleversé certaines personnes, mais beaucoup de gens ne semblaient toujours pas s'émouvoir outre mesure de la situation ou ne voyaient pas ce qu'ils pouvaient y faire. Ce n'était pas qu'ils ne voulaient pas d'une eau potable ou n'étaient pas conscients des dangers d'une eau polluée, mais plutôt qu'ils avaient cessé de voir les conditions sordides dans lesquelles ils vivaient. La population avait si peu d'estime d'elle-même que les habitants ne songeaient même plus à se laver. Ils se moquaient d'aller pieds nus, de donner l'impression de sortir du lit, d'être sales, d'avoir de la boue en guise de sol dans leur cuisine. Mais il n'est pas possible d'aller voir une femme et de lui dire de faire sa toilette, de laver son linge et ses enfants, de se brosser les dents et les cheveux. Alors que faire ?

« Les hommes n'ont pas le temps de se rendre aux réunions. C'est vrai qu'ils travaillent dur, mais ils trouvent toujours le temps de passer l'essentiel de leurs soirées à jouer aux cartes et aux dominos »

Je suis revenue voir l'équipe de télévision qui avait réalisé le reportage sur l'épidémie de choléra pour lui demander de tourner un film sur El Hormiguero. Ils ont accepté et filmé les rues de toute la ville. Ils m'ont donné la cassette. Je me suis procuré un magnétoscope et j'ai invité tous les habitants à venir visionner le film dans les locaux de l'école. Se voir à l'écran leur a fait un choc. C'était la première fois qu'ils se regardaient de l'extérieur, un peu comme dans un miroir. Cette expérience a eu un impact considérable. Les gens ont commencé à s'habiller mieux, à se laver, à se préoccuper davantage de leur hygiène, de l'état de leur maison et de la propreté de leurs enfants. Tout à coup, ils ont compris pourquoi nous avons besoin d'un réseau

d'adduction d'eau et d'assainissement, ainsi que d'un système d'évacuation des déchets.

Dans le même temps, l'urgence née de l'épidémie de choléra a rappelé aux décideurs l'existence d'El Hormiguero. Ces derniers nous ont envoyé un camion d'eau potable, et se sont mis à réfléchir à une solution durable. L'une des organisations les plus actives était l'Institut de recherche et de développement sur l'approvisionnement en eau et en assainissement (Cinara) de l'Université del Valle. Son personnel a supervisé le projet et proposé un apprentissage en équipe (voir le témoignage de Mariela Garcia, du Cinara). À leur arrivée, nous avions déjà commencé à mobiliser les gens.

À El Hormiguero, presque toutes les familles ont contribué à la planification du nouveau réseau d'eau. Le Cinara a organisé des réunions publiques et, pendant les trois années qui ont suivi, la population locale a été très active : elle a participé aux réunions destinées à analyser les différentes options, décidé de celle qui était la mieux adaptée à notre situation et assisté aux ateliers qui nous formaient à la gestion de ce système. Au départ, nous voulions construire une usine pour traiter les eaux de la rivière, mais lorsque le Cinara nous en a révélé le coût, nous avons décidé de forer un nouveau puits, doté d'un joint sanitaire et d'un réseau de canalisations neuves pour acheminer l'eau jusqu'aux habitations.

Lorsque nous en sommes enfin arrivés à la phase de construction, chacun, même les femmes et les enfants, s'est mis, avec des pioches et des pelles, à creuser des tranchées et poser les canalisations, peu importait que ce soit le week-end ou qu'il pleuve. Mais c'est fin 1996 que nos efforts ont été récompensés : nous sommes passés de l'ancien au nouveau système. Tout le monde était dehors, en train d'arroser son jardin et de laver son devant de porte ! Chez moi, l'eau arrivait jusqu'à la salle de bain, et nous en avons profité pour prendre plusieurs douches ce jour-là ! Toutes les maisons étaient raccordées. L'eau est de bonne qualité et coule à une pression acceptable. Je ne peux pas dire que le système soit parfait, ou que nous

n'avons pas rencontré notre lot de problèmes, mais, dans l'ensemble, les gens sont contents d'avoir l'eau courante et suffisamment satisfaits pour payer les factures sans trop se plaindre.

Le désintérêt des pouvoirs publics

Lorsque j'y repense maintenant, il est évident que le déclencheur a été le groupe des 50 femmes. Notre comité a fait jaillir l'étincelle qui a éclairé cette population. Si nous n'avions pas agi, rien n'aurait changé.

« Le Comité des femmes a fait jaillir l'étincelle qui a éclairé cette population. Si nous n'avions pas agi, rien n'aurait changé »

Nous avons également appris que si l'on veut que les gens bougent, il faut se préoccuper non seulement des diarrhées et du choléra, mais aussi des conditions de vie : la poussière, la crasse, le délabrement des routes et des bâtiments, l'insalubrité de l'eau. Pour que les gens veillent de l'eau potable, il faut qu'ils prennent conscience de l'ensemble de la situation.

Les pouvoirs publics ne s'intéressent pas aux endroits comme El Hormiguero. Ils s'en moquent. S'ils n'y sont pas incités, les hommes politiques ne feront rien pour améliorer la qualité de vie et la santé dans des lieux comme celui-ci. Une fois que vous avez compris cela, il est clair que c'est aux habitants mêmes de ces villes qu'il incombe de faire avancer les choses. Si vous parvenez à les mobiliser, alors tout est possible. ■

« Une des réponses les plus évidentes à cet état de fait consiste à intégrer les toilettes réservées aux enseignants aux équipements sanitaires destinés aux enfants »



ANIBAL VALENCIA EST SOCIOLOGUE A L'INSTITUT CINARA A CALI, EN COLOMBIE. IL TRAVAILLE EN CE MOMENT AVEC L'UNICEF POUR PROMOUVOIR L'EDUCATION SUR L'HYGIENE DANS LES ECOLES. ATTEINDRE LES ENFANTS, PENSE-T-IL, PEUT AIDER A FORGER LE MAILLON MANQUANT ENTRE LES AMELIORATIONS EN EAU ET EN ASSAINISSEMENT ET UNE MEILLEUR SANTE PUBLIQUE, TOUT EN ETANT CONSCIENT DE CE QUE CELA NE PEUT ETRE FAIT SIMPLEMENT EN PARLANT AUX ENFANTS DES RISQUES CONCERNANT LA SANTE.

LE SYSTÈME ÉDUCATIF est peut-être l'arme la plus puissante à notre disposition dans la lutte pour l'hygiène et la santé. Ramenées à la maison par les enfants, les informations dont il est le vecteur pourraient influencer durablement sur le comportement et les conditions sanitaires de millions de familles. Or, à ce jour, ce potentiel reste inexploité.

Il convient tout d'abord de préciser qu'un enfant ne pourra guère faire évoluer les habitudes d'hygiène dans un foyer dépourvu de toute forme d'installation sanitaire. De plus, s'il ne dispose pas de tels équipements à domicile, il pourra aussi rechigner à utiliser les toilettes à l'école, peu familières. Il importe donc toujours que les projets relatifs à la propreté en milieu scolaire soient coordonnés avec des programmes connexes concernant l'habitat.

Ensuite, l'attitude de l'enseignant est cruciale si l'on veut accomplir un quelconque progrès à l'école. Bien trop souvent, le personnel éducatif est indifférent à cette question, ou considère que l'hygiène et la propreté des enfants ne sont pas de son ressort. Nous avons visité des écoles dans lesquelles les sanitaires étaient si sales et si mal tenus que les écoliers préféraient utiliser les espaces découverts situés à proximité, ou les toilettes des maisons voisines, quand ils n'étaient pas réduits à attendre d'être rentrés chez eux. Nous avons même vu des établissements dans lesquels les professeurs avaient des toilettes décentes, régulièrement nettoyées par les élèves, alors que ces derniers étaient privés de tout équipement sanitaire. Une des réponses les plus évidentes à cet état de fait consiste à intégrer les toilettes réservées aux enseignants aux équipements sanitaires destinés aux enfants.

Même lorsque les enseignants sont disposés à s'occuper des questions d'hygiène et de propreté, ils n'ont pas forcément les compétences et les informations nécessaires. De fait, ils ont rarement été formés pour. Plus grave encore, ce sujet est absent des programmes. Il peut certes être abordé dans les cours consacrés à la santé ou à l'environnement, mais vu leur influence décisive sur la santé publique, l'hygiène et la propreté devraient figurer au centre des programmes scolaires dès la première année de scolarité. Et ces enseignements devraient être régulièrement rappelés sur l'ensemble du cursus.

Conscient des enjeux, l'institut Cinara, associé à l'UNICEF, a conçu des méthodes et des outils pédagogiques spéciaux susceptibles d'être incorporés aux programmes scolaires nationaux.

« On n'obtient pas grand chose en se contentant d'informer les enfants des risques induits par une hygiène défaillante. Il faut en appeler à leur conscience et à leur estime de soi »

Admettons-le, cette ambition n'est pas aussi simple à réaliser qu'elle le paraît. Des années de coopération avec les établissements nous ont appris que l'on n'obtient pas grand chose en se contentant d'informer les enfants des risques induits par une hygiène défaillante. Un enseignant peut certes expliquer comment se transmettent les maladies et insister sur l'importance de se laver les mains, mais, pour une raison ou pour une autre, ces mises en garde axées sur les risques ont du mal à porter.

C'est la raison pour laquelle nous avons mis au point une approche qui non seulement sollicite le sens du danger que peut avoir un enfant, garçon ou fille, mais aussi en appelle à sa conscience et à son estime de soi. Nous sommes partis du programme Compétences pour la vie, initialement lancé par l'OMS en Afrique. Nous avons tenté d'y intégrer des éléments empruntés au concept « d'intelligence émotionnelle » dû à Daniel Goleman. Ces théories ont été synthétisées dans un manuel destiné aux enseignants et composé d'une introduction méthodologique, suivie de 30 exercices à traiter en cours et abordant chacun un point spécifique. Cette stratégie est plus efficace et peut susciter des changements d'attitude plus profonds qu'une simple mise en garde contre les risques sanitaires. Et son impact sur le comportement des enfants est sans commune mesure.

Tout cela doit bien sûr s'appuyer sur une action visant à améliorer l'équipement sanitaire des écoles elles-mêmes. La présence de sanitaires décentes atteste le respect que nous avons pour nos enfants. Elle constitue aussi un préalable pratique à l'enseignement de l'hygiène. Aujourd'hui encore,

nous avons des enseignants qui s'efforcent d'appliquer toutes les méthodes nouvelles pour encourager les enfants à se laver les mains, mais dans des écoles dépourvues d'eau courante.

Néanmoins, même si nous parvenons à raccorder ces établissements au réseau d'adduction, il est tout aussi important de cesser de penser que l'installation de robinets et de toilettes résoudra tous les problèmes. Combien de projets destinés au milieu scolaire ont échoué parce que l'on s'était imaginé qu'il suffirait d'installer des sanitaires pour que ceux-ci soient utilisés ? Les écoles et les États continuent de gaspiller leur argent lorsqu'ils persistent à bâtir, pour les enfants, des blocs sanitaires standardisés, affreux et mal conçus. Si ces équipements ne répondent pas aux besoins et aux préférences des écoliers, ils sont promis à brève échéance au délabrement et à l'abandon. On ne compte plus, dans les établissements colombiens, les robinets et les lavabos installés trop haut pour pouvoir être atteints par des enfants.

Si nous voulons un jour atteindre les objectifs nationaux et internationaux fixés pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, il nous faut relever ce défi des écoles. Il nous faut des enseignants qui considèrent l'éducation à la propreté comme relevant de leur responsabilité. Il nous faut des autorités locales à même de soutenir cette ambition par des financements et des projets d'assainissement à l'échelle des communautés. Il nous faut des États qui inscrivent l'hygiène au rang de leurs priorités, avec une place dans les programmes éducatifs nationaux.

Changer les habitudes et améliorer l'hygiène : la tâche est complexe, en vérité. Parvenir à faire évoluer les attitudes et les pratiques de tous peut prendre des générations. Cependant, l'esprit de nos jeunes est encore suffisamment souple pour qu'on puisse infléchir leurs comportements. On peut atteindre cette catégorie d'âge en masse grâce au système éducatif public. Et elle pourra à son tour influencer les pratiques sanitaires des familles. Si nous ne commençons pas par ces jeunes, alors, nous nous n'avancerons jamais vers le but véritable d'une amélioration de l'adduction et de l'évacuation des eaux : une meilleure hygiène et une meilleure santé publique. ■



EDGAR QUIROGA. LE CINARA, CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT DE BASE ET QUI DEPEND DE L'UNIVERSITE DE CALI, EN COLOMBIE, JOUIT D'UNE GRANDE CONSIDERATION EN AMERIQUE LATINE ET AU-DELA. EDGAR QUIROGA, DIRECTEUR DU CINARA, EXPLIQUE QUE LES UNIVERSITES POURRAIENT CONSTITUER UNE SOURCE MAJEURE DE PROGRES DANS LE MONDE, A CONDITION QU'ELLES SOIENT PRETES A DEPASSER LES FRONTIERES DE LEUR DISCIPLINE ET DU MONDE UNIVERSITAIRE.

SI L'ON VEUT atteindre les objectifs que sont l'accès à l'eau et l'assainissement, il est impératif que les milieux universitaires participent, de manière claire et non ambiguë. Les organisations pluridisciplinaires qui dépendent d'une université ont un rôle vital à jouer dans la recherche, le transfert des technologies, la promotion et l'orientation des programmes, la formation d'intervenants, le développement des capacités des populations locales et l'élaboration de politiques publiques.

Au départ, l'institut Cinara était une division de la faculté d'ingénierie sanitaire de l'Université del Valle, à Cali (Colombie). Depuis, notre engagement de longue date dans des projets d'adduction d'eau et d'assainissement a mis en évidence le fait que ce genre de problématiques ne peuvent être traitées par les seuls ingénieurs sanitaires. Tout programme d'adduction d'eau et d'assainissement qui se veut sérieux et durable doit non seulement relever des défis technologiques, mais également résoudre des problèmes nés d'un mélange complexe de facteurs sociaux, culturels, économiques et environnementaux.

En conséquence, des universitaires d'autres disciplines se sont rattachés au département d'ingénierie sanitaire. Nous constituons désormais une unité pluridisciplinaire, regroupant des ingénieurs civils et sanitaires, des sociologues et des médiateurs, des économistes, des architectes, des microbiologistes, des chimistes, des juristes et des géologues. Cette équipe du Cinara représente un corps permanent d'experts du domaine, qui se consacrent, bien sûr, au développement des connaissances, mais aussi à leur transmission et à leur mise en application. Nous intervenons en tant que consultants, partenaires et facilitateurs dans des programmes mis en place dans toute l'Amérique latine. Nous aidons les organisations gouvernementales et non-gouvernementales à élaborer des solutions aux questions d'accès à l'eau et d'assainissement qui soient intégrées, durables et centrées sur l'être humain.

Outre sa mission technique, un institut pluridisciplinaire est capable de promouvoir la compréhension, réunir les soutiens et mobiliser les ressources humaines indispensables à la réussite de tout projet d'adduction d'eau et d'assainissement. Les universités, surtout dans le monde en

développement, sont parmi les rares institutions à être véritablement indépendantes, impartiales et transparentes. Cela leur confère la crédibilité qui fait si souvent défaut aux hommes politiques, si bien que les pouvoirs publics comme les communautés acceptent qu'elles deviennent partenaires des projets. C'est cette respectabilité qui permet au Cinara de jouer le rôle crucial de facilitateur, inspirant l'état d'esprit et l'approche d'un projet, améliorant la communication entre les parties prenantes et veillant à ce que des concepts comme la « participation » ou « la population locale au cœur du projet » correspondent à la réalité du terrain.

« Souvent, dans les pays du Sud, les professeurs d'université ne comprennent pas que leurs obligations sociales dépassent l'enceinte de leur salle de classe »

L'intervention d'une université dans un programme d'adduction d'eau et d'assainissement n'a pas vocation à être permanente. Par ailleurs, le nombre des projets que tout institut universitaire peut accompagner sera toujours limité. Pour ces deux raisons, il est essentiel que ce dernier s'attache avant tout à développer les capacités des autres participants. Lorsqu'une institution académique se retire d'un programme, elle doit laisser derrière elle des personnes, appartenant aussi bien à la population locale, aux instances municipales, aux autorités locales qu'aux ONG ou au secteur privé, suffisamment formées et équipées pour pouvoir poursuivre leur mission de soutien de ce projet.

Aussi, les institutions académiques doivent mettre à profit chaque étape de leur intervention pour diffuser le savoir-faire, éradiquer les comportements dépassés et construire de solides fondations pour ces approches durables des problèmes d'eau et d'assainissement. Pour que de nouvelles technologies et méthodologies dépassent le stade de simples projets-pilotes, il faut que l'université ait su mettre en place ces « multiplicateurs institutionnels ».

Les universitaires doivent également faire en sorte que leurs étudiants terminent leur cursus non seulement avec un diplôme, mais aussi avec les

compétences et l'état d'esprit qui serviront le développement de leur société. Depuis toujours, les universités forment des ingénieurs dont la vision est entièrement technique et unidimensionnelle. Si nous pouvions leur donner une formation plus complète et appréhender la situation de la communauté de manière globale, nous créerions alors pour ce pays un gisement de personnel mieux à même de porter sur les projets de développement un regard critique et de contribuer à la mise en œuvre de nouvelles approches.

Enfin, les institutions académiques devraient apporter une contribution majeure à la définition des politiques publiques. Si les stratégies élaborées, testées et affinées par les universités ne peuvent influencer sur les politiques publiques, nous assisterons à un immense gaspillage d'énergie. La consultation et la collaboration avec les pouvoirs publics constituent le moyen le plus direct de voir ces nouvelles approches influencer les programmes à l'échelle nationale.

Il n'est pas simple d'instaurer de solides corps académiques pluridisciplinaires, dotés d'un sens profond de leur mission sociale. Souvent, dans les pays du Sud, les professeurs d'université ne comprennent pas que leurs obligations sociales dépassent l'enceinte de leur salle de classe. Il existe néanmoins des universitaires désireux de mettre leur savoir-faire, leur indépendance, au service du développement humain. Pour que leur contribution soit efficace, ils doivent aller au-delà de leur discipline particulière et embrasser le concept de groupe de travail interdisciplinaire.

Ils auront également besoin du soutien des organisations internationales et des responsables politiques. Les universités du Sud représentent une source immense, mais largement inexploitée, de développement économique et social. Avec suffisamment de soutien et d'encouragements de la part des États et des agences de développement international, ces gigantesques réservoirs de compétences et d'expertise pourraient servir les objectifs de l'adduction d'eau et de l'assainissement. ■



MARIELA GARCIA, SOCIOLOGUE, A CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DU PROJET « D'APPRENTISSAGE EN ÉQUIPE » DU C/NARA. ELLE EXPOSE ICI L'ÉTAT D'ESPRIT ET LES COMPORTEMENTS QUI SOUS-TENDENT CETTE APPROCHE, ET SOULIGNE QUE LA RÉUSSITE OU L'ÉCHEC D'UN PROJET DÉPEND D'ASPECTS NON TECHNIQUES, TELS QUE LA CONFIANCE EN SOI OU L'ESTIME DE SOI.

SI TANT DE PROJETS d'adduction d'eau et d'assainissement ont échoué, c'est parce qu'ils portaient de l'idée qu'il s'agit d'une problématique avant tout technique, pouvant donc être résolue par des ingénieurs.

C'est sur cette base que les planificateurs définissent à leur tour les problèmes à résoudre et les priorités à respecter. On ne laisse pas de place à la consultation de la population concernée et on ne s'interroge pas sur l'adéquation entre la solution technique proposée et les réalités culturelles, socio-économiques et environnementales de ses destinataires. Il en résulte une incompréhension absolue entre le prestataire et le bénéficiaire, et, finalement, le refus de la population locale d'utiliser ce service, de le payer et de l'entretenir.

On reconnaît désormais que « la formation des capacités » constitue la clé de voûte des programmes efficaces et durables. Mais comment nous y prendre en pratique ? Comment nous assurer que les utilisateurs des services ne sont pas cantonnés au rôle de spectateurs au cours de la planification et de la réalisation du projet ? Comment faire naître la demande, la participation et le sentiment d'appropriation au sein d'une collectivité ?

« La lutte quotidienne pour la subsistance sape l'énergie et la volonté d'atteindre une qualité de vie meilleure »

Il faut, en premier lieu, détourner l'attention des aspects technologiques pour la recentrer sur les composantes humaines. Les personnes qui doivent, chaque jour, vivre avec un accès à l'eau et un assainissement inappropriés sont détentrices d'une expérience et d'une connaissance essentielles à l'amélioration de leur situation. Ces personnes ne doivent pas être perçues comme des bénéficiaires passifs d'un programme, mais comme des acteurs-clés. Elles doivent intervenir en tant que consultants, analystes et décideurs tout au long du processus. Évidemment, les compétences techniques et managériales sont indispensables, mais si l'on veut

que cette contribution soit efficace, elle doit s'appuyer sur le savoir et l'expérience de la population ciblée, sur ses réalités sociales et économiques ainsi que sur les méthodes traditionnelles qu'elle emploie pour gérer ses ressources en eau et ses besoins en assainissement. La participation devient ainsi le fil conducteur du programme, et la population perçoit, finalement, que le programme cadre avec ses propres idées et ses priorités.

Il est impossible d'avancer sur cette voie si l'on ne crée pas un forum et, plus important encore, une atmosphère dans lesquels l'analyse des besoins d'une population définie et l'élaboration de solutions idoines résultent d'un processus d'apprentissage réciproque. La tâche n'est pas simple. Ingénieurs et chefs de projets ne sont pas habitués à cette atmosphère d'ouverture, de remise en question et d'égalitarisme, nécessaire à la bonne marche de cette approche. Il leur est parfois difficile d'admettre qu'ils sont là pour apprendre, eux aussi, et que leurs opinions ou positions personnelles peuvent tout à fait être remises en cause ou rejetées par la population locale. Les ingénieurs sanitaires et les agents de la fonction publique doivent être formés à cette nouvelle stratégie, mais c'est surtout leur propre attitude qui importe, leur conviction que cette approche sera fructueuse.

Quand on ne croit plus en soi

La demande doit précéder la participation. Habituellement, les programmes de développement présupposent que les populations sont toutes prêtes à adopter les initiatives conçues pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Cette présomption oublie de prendre en compte l'ampleur de la résignation de ces personnes face aux conditions dans lesquelles elles vivent, ainsi que le poids mortifère de l'inertie, à la fois cause et conséquence de la pauvreté. La seule et unique priorité de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté est la survie.

Dans ce contexte, la lutte quotidienne pour la subsistance sape l'énergie et la volonté d'atteindre une qualité de vie meilleure. À cette inertie se conjugue le fait que ces individus ne croient plus du

tout en eux, sentiment induit par la prédominance culturelle et économique de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Les populations pauvres se sont prises à croire que leur salut passera par l'intervention des pays du Nord riches, tout-puissants et omniscients.

Pour pouvoir générer une demande, il faut donc commencer par instaurer la confiance en soi et l'estime de soi au sein de ces populations. Une approche qui considère ces individus comme des acteurs incontournables du processus, qui écoute leurs idées et agit en conséquence, et qui s'efforce d'établir une relation égalitaire entre les différents partenaires du projet les aidera à croire en eux et encouragera leur participation.

« Une fois que les individus commencent à croire en leur propre capacité à induire le changement, alors, la demande pour des choses telles que l'accès à l'eau et l'assainissement commence à s'affirmer »

Il est capital que ces efforts de création d'une demande s'appuient non seulement sur le besoin de ces personnes de disposer de services de base, mais aussi sur tout un ensemble de besoins moins tangibles, qu'ils souhaitent voir pris en compte : le besoin d'indépendance, d'affection ou de loisirs, le besoin d'une vie plus épanouissante et plus décente. Une fois que les individus commencent à croire en leur propre capacité à induire le changement, une fois qu'ils commencent à envisager un niveau de vie plus acceptable, alors, la demande pour des choses telles que l'accès à l'eau et l'assainissement commence à s'affirmer.

Quelles sont les principales caractéristiques de cette approche ?

Tout d'abord, il est crucial que les organismes externes n'endossent qu'un rôle de facilitateur. Cependant, le plus souvent, ces entités, en particulier les agences publiques, souffrent d'un

manque de crédibilité. Les populations n'ont pas confiance en elles. Les ONG et les instituts universitaires peuvent jouer ce rôle, mais, à l'instar du Cinara, ils doivent d'abord se forger, auprès des populations locales, des pouvoirs publics et des organes de financement, une réputation de partenaire crédible et impartial dans le processus.

Il est également essentiel que les équipes de travail formées pour mettre en place le projet soient pluridisciplinaires. Elles doivent, à l'évidence, regrouper des ingénieurs sanitaires et civils, des professionnels des sciences sociales, des médiateurs et des représentants des collectivités. Elles doivent aussi activement chercher à associer à leurs travaux des partenaires issus d'agences gouvernementales, des autorités locales ainsi que des entreprises publiques ou privées du secteur du BTP et de l'eau.

Les réunions et les ateliers faisant intervenir la population locale peuvent, par exemple, commencer par des activités destinées à clarifier les choses et à briser la glace, avant d'aborder et d'examiner l'expérience qu'elle a de l'accès à l'eau et de l'assainissement, ainsi que ses besoins en termes d'amélioration des services. Cette analyse peut donner lieu à l'établissement d'une carte de la communauté, qui identifie les priorités et prend en compte les obstacles sociaux aussi bien que techniques ou géographiques. En aval, on peut prévoir des activités d'inspection des sources d'eau, dans le but de sensibiliser la population à la contamination et aux risques sanitaires, ou des ateliers destinés à lui faire comprendre les coûts d'exploitation et la nécessité de payer pour un service. Que les populations participantes visitent elles-mêmes d'autres infrastructures d'adduction et de traitement des eaux peut les aider à mieux appréhender et analyser les problèmes et solutions potentiels.

C'est un processus qui prend du temps, et il est capital de laisser ce temps aux personnes concernées afin qu'elles absorbent et assimilent les informations, qu'elles discutent entre elles, posent des questions et proposent d'autres solutions.

De nouveaux chefs de file

Une fois que le problème a été analysé et débattu, les institutions impliquées doivent proposer diverses solutions correspondant aux réalités de la vie de la communauté concernée, lesquelles doivent à leur tour faire l'objet de discussions avec la population locale, expliquant leurs avantages et inconvénients, ainsi que le détail des coûts d'installation et de maintenance. La collectivité, en consultation avec des experts extérieurs, doit alors choisir l'option qui lui convient.

L'ensemble du projet, du diagnostic à la construction, doit être axé sur un processus de participation, qui permet l'émergence de nouveaux chefs de file au sein des villages. Il doit avant tout faire en sorte que la population locale et ses représentants s'approprient la technique et la gestion du projet. Il doit enfin inclure la formation d'observateurs officiels issus de la collectivité, dont la tâche consiste à superviser la construction et la gestion du réseau, et à faire part de tous les problèmes aux promoteurs du projet. C'est un aspect que les entrepreneurs ont du mal à accepter, mais qui est essentiel pour que la population locale s'approprie pleinement le projet et qu'elle l'accepte.

« L'ensemble du projet, du diagnostic à la construction, doit être axé sur un processus de participation, qui permet l'émergence de nouveaux chefs de file au sein des villages »

L'équipe pluridisciplinaire responsable de la promotion du projet doit également définir clairement qui elle veut former à ce type d'approche. Si des projets-pilotes sont mis en liaison avec des programmes à l'échelle nationale ou régionale, ils peuvent alors servir non seulement à éprouver et à affiner de nouvelles méthodes, mais aussi à former du personnel dans toutes les disciplines. Les ingénieurs, agences gouvernementales et entrepreneurs qui ont intégré l'état d'esprit et tiré les leçons de ces expériences-pilotes peuvent ensuite

appliquer ces techniques à d'autres programmes de plus grande ampleur. Pour que ces nouvelles approches ne se limitent pas à des projets-pilotes mais contribuent à réaliser des travaux plus vastes, il est crucial que le personnel ayant collaboré aux premiers participe également à des projets d'adduction d'eau et d'assainissement à grande échelle. ■

« Les femmes ont besoin de dégager du temps pour s'organiser. Ainsi, à l'époque du projet, mon mari se plaignait que son repas n'était jamais prêt à l'heure et ses habits mal repassés »



LILLY MARIN EST L'INSTIGATRICE D'UN MOUVEMENT D'ACTION LOCALE A ALTOS DE MENGA, UNE ZONE DEFAVORISEE DE CALI, EN COLOMBIE. CETTE LOCALITE, QUI COMPTE QUELQUE 7 000 HABITANTS ET 1 200 LOGEMENTS, S'EST CONSTRuite AU DEBUT DES ANNEES 70 LORS DE L'ARRIVEE MASSIVE DES POPULATIONS RURALES QUI SE SONT INSTALLEES SUR LES COLLINES LES PLUS PENTUES DE LA VILLE. ELLE NOUS EXPLIQUE ICI, D'APRES SA PROPRE EXPERIENCE, POURQUOI LA « PARTICIPATION » IMPORTE AUTANT.

À ALTOS DE MENGA, il n'y avait pas de toilettes. Ceux qui étaient consciencieux creusaient un trou dans le sol et le recouvraient de terre. Les autres faisaient leurs besoins en bordure de la localité, ou se contentaient d'utiliser des sacs en plastique qu'ils jetaient n'importe où, dans la rue, ou dans le jardin de leur voisin. L'odeur était abominable.

Les autorités municipales envoyaient chaque semaine un camion rempli d'eau traitée, que nous buvions. Mais l'eau pour se laver provenait de puits contaminés du fait de l'absence d'assainissement. Par conséquent, les enfants étaient malades en permanence : diarrhées, furoncles, parasites, fièvre.

Le problème s'est aggravé après la mise en place d'un réseau de canalisations pour l'approvisionnement en eau. Certains ont construit des fosses septiques élémentaires, mais elles étaient mal conçues et mal ventilées et les gens ne savaient ni les utiliser ni les entretenir. Ils jetaient tout (matières fécales, papier, produits de nettoyage) dans la fosse, qui se remplissait et fermentait, parfois au point d'exploser. Ici, le sol est trop dur pour absorber les déchets, et les eaux usées ont fini par couler dans les rues. Nous avons alors compris que l'adduction d'eau sans réseau d'assainissement produisait des résultats catastrophiques.

C'est bien le réseau d'assainissement qui doit être mis en place en premier. L'entreprise municipale des eaux a construit un réseau d'égouts classique pour la partie basse du quartier, mais il n'arrivait pas jusqu'à nous, car la colline est trop pentue et trop rocailleuse pour permettre de bâtir des égouts de grande taille. Nous avons fini par nous adresser au Cinara [institut de recherche et de développement en eau potable de l'Université del Valle] pour qu'il essaie de trouver une solution.

Nous avons donc rendu visite aux chercheurs du Cinara pour leur demander d'inclure notre quartier dans leurs projets. Nous pensions qu'ils viendraient sur place et commenceraient les travaux sur-le-champ. Mais, ils nous ont répondu qu'il fallait que ce soit un « projet d'apprentissage en équipe » (voir la contribution de Mariela Garcia, page 50), et que la première étape consistait à mettre sur pied un comité et à assister aux ateliers de formation.

Nous n'avions jamais rien fait de semblable auparavant. Nous ne savions vraiment pas comment

nous y prendre. Mais cinq ou six femmes, celles qui se préoccupaient le plus du manque d'hygiène, ont constitué un groupe et participé aux ateliers. Le Cinara nous a aidé à analyser notre propre situation. Nous avons essayé de trouver une solution abordable et réalisable dans un quartier marginalisé extrêmement pentu et très difficile d'accès. Nous sommes même allés voir d'autres projets d'assainissement réalisés en ville afin de nous faire une idée de la manière de construire et de faire fonctionner un réseau d'égouts.

Nous avons fini par mettre au point un projet supervisé par le Cinara. Les entreprises municipales des eaux et de l'assainissement ont fourni le matériel, que nous devons rembourser sur cinq ans. L'ONG Plan International nous a aidé à financer l'emploi de personnel qualifié. Et nous avons nous-mêmes effectué l'essentiel des travaux de creusement des tranchées et de pose des canalisations. Nous versons également chaque mois à l'entreprise des eaux un droit d'utilisation pour le réseau d'égouts.

Même après le début des travaux, il y a eu de graves frictions entre voisins. Il fallait que tout le monde participe, car les canalisations devaient traverser le terrain de chacun. Mais tous les habitants n'étaient pas convaincus et certains se sont plaints que ce n'était pas à eux de creuser telle ou telle partie de la rue. En fin de compte, pour que les gens participent vraiment, il a fallu que la municipalité décrète que tous ceux qui n'effectueraient pas leur part devraient payer cinq fois plus cher leur raccordement au service.

Ces réseaux présentent une technologie assez simple pour que nous puissions les entretenir nous-mêmes. Il s'agit d'un système en « condominium » [c'est-à-dire avec copropriété de la liaison entre plusieurs logements et l'égout] de conduites en PVC peu profondément enterrées. Nous avons également creusé de petits caniveaux pour canaliser l'eau de pluie et l'empêcher d'engorger le réseau d'égouts. En sept ans, nous n'avons eu que deux problèmes : une fois les enfants ont fait tomber un ballon dans une canalisation et une autre fois, c'est un os qui s'est coincé et a bloqué une conduite. Les fosses et les conduites sont accessibles et nous savons comment elles fonctionnent, nous n'avons donc eu aucune difficulté à résoudre ces problèmes sans

aide extérieure. Chacun (c'est-à-dire 13 familles au total) doit entretenir sa partie de la canalisation.

« Pour que les gens participent vraiment, il a fallu que la municipalité décrète que tous ceux qui n'effectueraient pas leur part devraient payer cinq fois plus cher leur raccordement au service »

Le premier défi à relever par un groupe d'habitants tel que le nôtre est de motiver les gens. Vous êtes obligés de vous appuyer sur les femmes. Ce sont elles qui veulent que leur maison soit propre et leurs enfants en bonne santé. Mais les femmes ont parfois du mal à dégager du temps pour participer à un projet, car leurs tâches quotidiennes ne leur offrent guère de moment de répit. Chaque membre de la famille attend quelque chose d'elles. Il leur faut donc s'organiser pour pouvoir former des comités, étudier les projets, assister aux ateliers. Ainsi, à l'époque du projet, mon mari se plaignait que son repas n'était jamais prêt à l'heure et ses habits mal repassés. Il m'a reproché de l'avoir abandonné pour le Cinara ! C'était difficile de tout concilier, mais je me levais tôt afin de tout préparer pour la famille, puis je partais travailler sur le projet.

Je pense que rien n'aurait pu être réalisé ici sans le Cinara. En général, les hommes politiques ne comprennent que la voix des urnes. Ils apparaissent avant les élections, achetant les voies à coup de sacs de ciment et de nourriture. S'ils voulaient vraiment aider les pauvres, ils feraient ce qu'a fait le Cinara : ils travailleraient avec nous pour comprendre ce qui ne va pas et trouver ensemble une solution au problème. Cette approche permettrait que les projets soient menés à terme, que les gens participent et payent sans rechigner. Alors les hommes politiques n'auraient peut-être pas besoin de nous soudoyer pour que nous votions pour eux. ■

« Si la municipalité ne peut prouver qu'elle mène une action correctement budgétée et gérée sur tous ces fronts, alors l'administration centrale n'accordera pas un centime au pavage des routes ou à la construction de stades »



AUGUSTO OSORNO GIL EST L'ANCIEN DIRECTEUR DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE COLOMBIE, CHARGE D'AMELIORER L'ACCES AUX SERVICES DE BASE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE. DANS CE TMOIGNAGE FRANC, IL AFFIRME QUE LES ECHECS PASSES RESULTENT D'UN SYSTEME POLITIQUE ORGANISE EN FACTIONS CORROMPUES, DONT LE SEUL BUT ETAIT DE REALISER UN MAXIMUM DE PROFITS, ET IL SOULIGNE QUE DES MESURES RADICALES SONT AUJOURD'HUI MISES EN PLACE AFIN D'ACCROITRE LA TRANSPARENCE ET LE DEVOIR DE RENDRE DES COMPTES DES AUTORITES LOCALES.

MALGRÉ DES DÉCENNIES d'investissements, la moitié du peuple colombien n'a accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement de base. Pourquoi ? Parce que ces efforts ont été sapés, rongés par l'égoïsme, le népotisme et la corruption politiques. La démoralisation politique a fait son œuvre dans chaque sphère de l'administration locale et nationale, annihilant toute tentative de s'attaquer au problème de l'eau et de l'assainissement.

La décentralisation de l'État, à partir de 1991, a rendu les autorités municipales responsables de 78 % des fonds investis par la Colombie dans l'eau et l'assainissement. Celles-ci font appel à des entreprises de services collectifs pour la distribution d'eau et l'assainissement. On dénombre officiellement 2 400 entreprises de ce type dans le pays. Or, environ 10 % d'entre elles sont efficaces, transparentes et rendent compte de leurs activités. Les autres sont aux mains de factions politiques corrompues.

La Colombie prévoit d'investir des centaines de millions de dollars dans l'adduction d'eau et l'assainissement au cours des dix prochaines années. Nous sommes déterminés à ce que cet argent ne soit pas gaspillé, mal utilisé ou volé par des prestataires de services collectifs inefficaces ou corrompus. La modernisation et la refonte de ces entreprises n'est pas simplement une priorité : c'est désormais une condition *sine qua non* à l'octroi d'enveloppes nationales aux municipalités. En effet, la loi indique clairement qu'à partir de maintenant, pour recevoir des fonds de l'État, les municipalités doivent pouvoir prouver que les entreprises auxquelles elles font appel pour fournir des services de distribution d'eau et d'assainissement sont efficaces et transparentes.

Nous avons également voté des lois grâce auxquelles le problème de l'eau et de l'assainissement devient la première des priorités des autorités locales. Aucune demande de fonds émanant d'un maire ne sera étudiée tant que la municipalité n'aura pas démontré qu'elle accorde la plus grande attention à la modernisation des entreprises du secteur de l'eau, au traitement de

l'eau destinée à la consommation humaine, à l'installation de réseaux d'aqueducs et d'évacuation des eaux usées adéquats et au traitement des matières de vidange. Si elle ne peut prouver qu'elle mène une action correctement budgétée et gérée sur tous ces fronts, alors l'administration centrale n'accordera pas un centime au pavage des routes ou à la construction de stades.

La majorité de ceux qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement vivent dans des villages ou de petites villes rurales que ne desservent pas les entreprises privées urbaines. Dans ces régions, presque toutes les organisations qui fournissent des services de base sont des coopératives ou des conseils communaux. Mais la plupart d'entre elles n'ont pas les compétences managériales et techniques pour proposer des services performants.

Cherchant à accroître la couverture et la qualité de service, l'État présente un plan radical destiné à créer 184 micro-entreprises détenues par les populations locales, consacrées à la prestation de services de distribution d'eau et d'assainissement. Des projets-pilotes ont montré que, dans la mesure où elles sont encadrées par les pouvoirs publics et que leur personnel est correctement formé, ces micro-entreprises constituent un moyen efficace de faire parvenir à ces collectivités isolées des services durables et de qualité, de permettre aux populations de gérer et de contrôler elles-mêmes la fourniture d'eau et l'assainissement qui leur sont destinés et d'induire une exploitation participative des réseaux.

« Ces efforts ont été sapés, rongés par l'égoïsme, le népotisme et la corruption politiques »

Les petits prestataires de service municipaux et les micro-entreprises ont évidemment besoin d'être aidés pour gérer les réseaux d'eau et d'assainissement. Parmi les mécanismes que nous avons conçus pour ce faire, des comités regroupant des spécialistes du domaine rencontrent les micro-entreprises locales pour les former à la gestion et leur procurer une assistance technique. Les

participants peuvent être des experts issus des instances régionales, d'ONG, d'entreprises privées ou d'universités.

Afin de garantir l'équité et la durabilité des services offerts par les entreprises privées, nous obligeons les municipalités à instaurer, au niveau local, un Fonds de solidarité pour la redistribution des revenus, destiné à collecter les cotisations fixes des ménages aux revenus les plus élevés et à utiliser cet argent pour subventionner les services aux familles les plus démunies. En ciblant leurs subventions, ces fonds de solidarité veillent à ce que même les foyers à faible revenu puissent payer l'eau et l'assainissement. C'est un moyen de s'assurer que les entreprises privées de services collectifs restent solvables et puissent poursuivre leur activité. L'instauration d'un fonds de solidarité est désormais, elle aussi, un prérequis à l'octroi d'une enveloppe aux autorités municipales.

Les entreprises des eaux et de l'assainissement ainsi réformées, réglementées et soutenues par les fonds de solidarité, assurent à la Colombie une capacité de gestion locale plus efficace et sont moins susceptibles de commettre des abus que les autorités municipales. Bientôt, les instances nationales contourneront ces dernières et verseront l'argent directement aux fonds de solidarité et aux micro-entreprises qui fournissent effectivement ces services.

Pendant trop longtemps, la Colombie a dépensé de l'argent à soigner des maladies qui auraient pu être évitées par un accès à l'eau et un assainissement appropriés. L'État commence enfin à exercer son autorité légitime : de nouvelles lois, de nouvelles initiatives et de nouvelles méthodes pour gérer ces services vont mettre un terme à la mainmise de ces individus corrompus et méprisables qui, pendant des années, se sont enrichis aux dépens de l'eau et de l'assainissement. ■



BETTY SOTO, TITULAIRE D'UN DOCTORAT, POSSEDE VINGT ANS D'EXPERIENCE DANS LES PROGRAMMES DE FOURNITURE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX. DANS L'ALTIPLANO BOLIVIEN, ELLE A NOTAMMENT ELABORE UNE STRATEGIE VISANT A FAIRE PARTICIPER LES POPULATIONS INDIGENES A L'INITIATIVE BAPTISEE YAKUPAJ, ENTRE 1990 ET 1994. CETTE APPROCHE NOVATRICE A ENSUITE ETE MISE EN PRATIQUE DANS PLUS DE MILLE VILLAGES BOLIVIENS PARMIS LES PLUS PAUVRES, QUI BENEFICIENT GRACE A ELLE DES SERVICES LES PLUS ESSENTIELS.

IL Y A UNE QUINZAINE d'années, le ministère de la Santé m'a demandé d'étudier pourquoi un projet hydraulique lancé dans les campagnes boliviennes avait échoué. Des centaines de villages avaient été dotés de puits et de pompes à bras, qui, rapidement, avaient été laissés à l'abandon.

Sur place, j'ai tout de suite pu constater qu'il manquait à ces pompes, fabriquées à l'étranger, certaines pièces essentielles, et qu'il était impossible de les démonter et donc de les entretenir. C'était un cas typique de programme pensé par le haut pour le bas, sans égard pour la demande réelle et dont l'échec tient à l'absence de considération pour les besoins, les connaissances, les capacités et les priorités de ses destinataires.

Devant ce fiasco, l'État et ses partenaires ont dû finir par admettre que se contenter d'installer du matériel n'a rigoureusement aucun impact sur la santé publique. Ils ont alors lancé une nouvelle initiative, baptisée *Yakupaj*, dans l'espoir d'introduire une approche plus efficace de la fourniture et de l'évacuation des eaux.

L'aspect technologique a rapidement été réglé, par la fabrication, en Bolivie même, d'une pompe à bras rudimentaire. Cet appareil pouvait être démonté et remonté par une femme aidée d'un enfant, moyennant une formation sommaire. Nous l'avons appelé *Yaku*, ce qui signifie eau en quechua.

Les obstacles sociaux ont été plus difficiles à surmonter. Aucun projet de développement ne peut réussir sans le soutien de la population. Or, les sociétés rurales peuvent se montrer très méfiantes à l'égard des interventions extérieures. Heureusement, nous avons pu bénéficier de la participation d'ONG qui avaient déjà gagné la confiance des populations concernées. Il est en effet essentiel que les projets d'adduction d'eau et d'assainissement soient menés à bien en coopération avec des organisations déjà connues et respectées de leurs destinataires. Celles-ci n'ont pas à être spécialistes du domaine : ce qui compte, c'est qu'elles soient en phase avec l'esprit et avec l'approche à l'œuvre.

Des besoins urgents

Après la mise en place des canaux de communication, la première difficulté consiste à créer une demande. Pour les populations indigènes de l'Altiplano, qui sont parmi les plus pauvres du pays, l'eau et l'assainissement passent après une longue liste d'autres priorités. Les premières préoccupations vont à ce qui est susceptible, de l'avis des personnes concernées, d'influer directement sur le revenu de la famille. Les améliorations relatives à l'irrigation, aux cultures, au bétail, aux transports et à l'électricité sont considérées comme bien plus urgentes.

« L'hygiène » et même la « santé » peuvent demeurer de simples mots, abstraits et éloignés des préoccupations immédiates. Bien souvent, ces notions semblent de peu de poids face aux problèmes quotidiens de la pauvreté et de la vie en général. Il est donc essentiel de rencontrer les populations pour tenter de faire comprendre clairement et concrètement la relation entre hygiène et santé, entre santé et productivité, et entre productivité et revenu.

« Atteindre les objectifs fixés en termes d'adduction et d'assainissement nécessite un niveau de compétence et une continuité qui échappent tout bonnement au cadre politique, polarisé sur le court terme et mal informé »

Nous avons également constaté que l'on ne pouvait faire naître une demande qu'à condition de présenter le programme comme non obligatoire et comme payant. Lors de la première réunion, consacrée à expliquer le fonctionnement de la fosse d'aisance améliorée et ventilée et de la pompe à eau *Yaku*, nous avons insisté sur deux points. D'une part, le projet ne s'adressait qu'aux familles désireuses d'en bénéficier et, d'autre part, celles-ci devaient être prêtes à contribuer au financement et à l'installation. Chaque pompe revenant à l'équivalent de

200 dollars, nous avons demandé une participation monétaire de 10 %, payable d'avance. La participation physique au creusement des puits, des fosses et des tranchées a été estimée à 30 % du total. Les 60 % restants ont été versés par les partenaires extérieurs associés au projet. Cependant, les 10 % à verser en liquide représentaient encore une trop grosse somme pour les plus pauvres des villageois. Nous avons donc prévu la possibilité que plusieurs familles, cinq au maximum, se partagent une pompe. Néanmoins, pour éviter que l'on y voie un équipement « public », nous avons toujours fait attention de parler, dans ce cas, de pompes « plurifamiliales ».

Quelque temps après cette première proposition, nous avons organisé une seconde réunion, restreinte aux membres les plus influents de la population locale. Il s'agissait d'aller plus loin dans le détail, avec des représentants du syndicat agricole, des anciens, des sages-femmes et du dispensaire local. Ces interlocuteurs sont essentiels si l'on veut parvenir à susciter la compréhension et le soutien des destinataires. Sans l'appui exprimé par ces personnages respectés, un projet ne peut que se heurter à l'opposition de la collectivité. Il serait difficile, par exemple, d'obtenir la participation des femmes aux ateliers d'éducation à l'hygiène sans rechercher auparavant l'aval de ces figures reconnues.

Après un an de travail patiemment consacré à faire naître la demande et à encourager la participation, entre 80 % et 100 % des familles, selon les villages, ont choisi d'installer une pompe *Yaku*. Environ 50 % ont également opté pour la construction de latrines. Cette proportion a ensuite atteint les 70 %, à mesure que cette idée faisait son chemin d'une famille à l'autre.

Ceux qui ont choisi de participer à ce programme ont pu jouer un rôle à chaque étape de sa planification et de sa réalisation. Pour faire accepter le coût par tous, des comités ont été élus – et leurs membres ont reçu une formation afin de superviser l'exploitation et de gérer les aspects financiers à l'échelle de la communauté. Ce sont ces groupes,

appelés CAPYS (*Comité de Agua Potable Y Saneamiento*) qui perçoivent la contribution mensuelle destinée à financer l'entretien et, le cas échéant, le remplacement des équipements.

Dix ans après la fin du projet *Yakupaj*, ces installations fonctionnent toujours et 96 % des familles continuent de verser leur écot mensuel à leur CAPYS.

Les obstacles

Nous l'avons dit, plus d'un an de travail de fourmi a été consacré à susciter la demande, la confiance et la volonté collective de participer qui ont fait de ce programme un succès. Malgré tous ces efforts, il restait des difficultés à résoudre.

Un an après l'installation des latrines, l'équipe chargée du suivi a découvert que nombre de femmes et d'enfants n'y avaient pas recours. Une enquête a permis de comprendre pourquoi. Dans un univers où toutes les habitations sont faites de briques séchées au soleil, les latrines, peintes en blanc, apparaissaient comme trop propres pour l'usage auquel elles étaient destinées. Les enfants de moins de cinq ans, quant à eux, avaient peur de tomber dans la fosse. De plus, les femmes considéraient les mouches, omniprésentes en ces lieux, comme des créatures malfaisantes et répugnantes. Elles craignaient enfin de placer leur vagin face à un trou béant dans le sol sacré de leur mère la terre (*pachamama*), par peur que celle-ci fasse rentrer en elles un vent démoniaque.

Il fut facile de modifier la couleur. Les autres obstacles culturels, néanmoins, empêchaient toujours les habitants d'utiliser ce type de latrines, et nous avons dû nous rabattre sur une autre technologie. Les fosses rudimentaires ont ainsi laissé la place à des fosses septiques, et nous avons installé des toilettes équipées de siphon, modifiées, pour convenir à l'utilisation locale, avec une chasse d'eau manuelle de deux litres seulement, au lieu de cinq habituellement. Le remplacement des fosses d'aisance par ces toilettes plus sophistiquées a bel et bien permis de lever les préventions manifestées par les femmes et les enfants.

Cela n'a pas été la seule difficulté de cette campagne d'hygiène. Sur les hauts plateaux froids et ensoleillés de l'Altiplano bolivien, les indigènes ne se lavent que très rarement. Encouragées par le programme, certaines femmes ont commencé à faire plus attention à leur propreté et à celle de leurs enfants. Résultat : de graves gerçures et de profondes crevasses sur les mains et le visage. Après quelque temps, des professionnels de la santé et des guérisseurs locaux y ont remédié en élaborant un baume pour la peau, à base d'herbes et de graisse de lama. Ce remède peut être produit aisément et à peu de frais par les villageois eux-mêmes.

Une classe politique mal informée

Le programme *Yakupaj* a inventé une stratégie permettant de doter de réseaux efficaces et durables d'alimentation en eau et d'assainissement les populations géographiquement reculées et privées d'accès à l'infrastructure culturelle. Cependant, malgré tous les enseignements acquis à cette occasion, la Bolivie continue de construire des latrines que personne n'utilise jamais et d'édifier des systèmes d'adduction d'eau mal pensés et conçus sans la moindre participation des populations concernées.

Ce pays fait encore les frais d'une culture politique qui conduit les édiles à donner la préférence aux programmes coûteux et spectaculaires, dans l'idée de conforter leur prestige électoral. C'est cette obsession des cérémonies d'inauguration qui encourage tout nouveau maire à lancer son projet de gestion des eaux, souvent à côté de deux ou trois autres systèmes bâtis par ses prédécesseurs et laissés ensuite à l'abandon.

Dans les zones peu peuplées, une fosse que l'on comblera périodiquement peut permettre d'évacuer les excréments et d'améliorer la santé publique de manière satisfaisante et sans danger pour les populations. Cependant, ce type d'excavation n'est pas comptabilisé dans les statistiques de l'assainissement ni, par voie de conséquence, dans les chiffres recensant les progrès vers les objectifs

officiels. En outre, il ne s'agit pas d'un grand projet d'infrastructure, conçu pour en imposer et à même de faire gagner des voix. Il a donc peu de chances de séduire les politiques.

« C'est cette obsession des cérémonies d'inauguration qui encourage tout nouveau maire à lancer son projet de gestion des eaux, souvent à côté de deux ou trois autres systèmes bâtis par ses prédécesseurs et laissés ensuite à l'abandon »

Pourquoi nous montrons-nous incapables d'apprendre de nos erreurs et de notre expérience ? En partie parce que tout nouveau pouvoir élu place aux principaux postes de décision du secteur ses propres fidèles. Et ceux-ci ont des idées et des allégeances politiques bien à eux. En outre, ce ne sont pas des experts : bien souvent, ils ignorent tout du secteur des eaux, et ont tout à découvrir. Les professionnels travaillent avec eux pendant un an ou deux, puis doivent tout reprendre à zéro à l'arrivée d'une nouvelle équipe. Ce qu'il nous faut, ici, c'est un moyen institutionnalisé de garantir que le savoir patiemment accumulé au cours de décennies de recherches et de travail en situation dans l'adduction d'eau et l'assainissement soit accessible aux hommes et femmes politiques qui définissent les stratégies et gèrent les financements. La Bolivie a besoin d'un corps d'experts employés de manière permanente, capables de servir de consultants sur le terrain. Il faut pour cela constituer un groupe d'action pluridisciplinaire, rassemblant économistes, ingénieurs, professionnels de la santé et travailleurs sociaux. Ces spécialistes doivent être au fait des progrès récents et avoir une bonne maîtrise des nouvelles approches sociales et technologiques. Atteindre les objectifs fixés en termes d'adduction et d'assainissement nécessite un niveau de compétence et une continuité qui échappent tout bonnement au cadre politique, polarisé sur le court terme et mal informé. ■



ROBERTO BIANCHI. LE SECTEUR PRIVE PEUT-IL PROCURER DE L'EAU ET DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT D'UN COUT ABORDABLE AUX VILLES ET QUARTIERS PAUVRES ? ROBERTO BIANCHI, DIRECTEUR GENERAL DE L'ENTREPRISE DES EAUX AGUAS DEL ILLIMANI, A LA PAZ (BOLIVIE), REpond PAR L'affIRMATIVE. POUR LUI, LES ENTREPRISES PRIVEES PEUVENT AIDER A FOURNIR A GRANDE ECHELLE DES PRESTATIONS PEU COUTEUSES – TOUT EN RESTANT BENEFICIAIRES – DES LORS QUE LES POUVOIRS PUBLICS ONT PRIS DES MESURES APPROPRIEES.

LE PROJET-PILOTE d'adduction et d'assainissement auquel nous avons participé en condominium (c'est-à-dire avec copropriété de la liaison entre plusieurs logements et l'égoût) à El Alto a suscité un vif intérêt chez les spécialistes du développement. C'est une réalisation de qualité, et je suis certain qu'elle a été fort instructive. Il faut toutefois être clair sur un point : la majorité des habitants d'El Alto n'en ont jamais entendu parler. C'est à peine si on l'évoque lorsque l'on parle des problèmes d'assainissement dans cette ville. Elle s'adresse tout au plus à quelques milliers de familles et ne représente pas plus de 5 % des chantiers auxquels nous avons participé au cours des cinq à six dernières années.

Je préférerais parler du travail quotidien que mon entreprise a accompli. Pour commencer, j'aimerais donner une idée de l'ampleur du défi qu'il nous faut relever.

Il y a vingt ans, la localité d'El Alto n'existait pas. À son emplacement, aux confins de La Paz, se trouvaient des terres de mauvaise qualité. Ses premiers habitants étaient des paysans chassés des campagnes par la misère, ou venus des régions minières boliviennes, en plein marasme. Sous l'effet de la crise économique prolongée qui a frappé les zones rurales, El Alto s'est ensuite développée à un rythme de l'ordre de 8 à 9 % par an. C'est ainsi que, dans les années 90, la capitale du pays s'est retrouvée flanquée d'une cité de plusieurs centaines de milliers d'habitants – une ville quasiment dépourvue d'équipements collectifs.

« Ces prestations sont payantes pour tout le monde – même les plus démunis »

Confronté du jour au lendemain à une demande massive de services de base, l'État a alors lancé un appel d'offres pour l'adduction d'eau et l'assainissement. Son objectif était simple : compenser le plus rapidement possible l'immense déficit d'accès à ces infrastructures. *Aguas del Illimani* a proposé de relier aux réseaux d'adduction et d'assainissement plus de foyers qu'aucun de

ses concurrents. C'est pour cette unique raison que nous avons remporté un contrat de fourniture de services sur trente ans couvrant une grande partie de la ville.

« Quelque 97 % de nos clients d'El Alto ne versent que cinq centavos par jour pour l'eau qu'ils consomment. C'est sept fois moins que le prix d'une miché de pain »

Au cours des cinq premières années, nous sommes parvenus à une couverture de 100 % pour le réseau d'adduction dans notre zone de desserte. Quelque 133 000 foyers disposent ainsi désormais 24 heures sur 24 d'une eau de qualité. Nous sommes également sur la bonne voie pour l'assainissement. Quelque 60 % des familles concernées ont actuellement le tout-à-l'égoût. En valeur absolue, c'est presque deux fois plus que le nombre de familles disposant de l'assainissement à El Alto au lancement du projet, en 1997.

Tout le monde participe financièrement

Ces prestations sont payantes pour tout le monde – même les plus démunis. En effet, les services gratuits ne sont jamais bien gérés ni correctement entretenus si bien qu'au final, ce sont les pauvres qui en pâtissent et qui se retrouvent à payer plus cher l'eau dont ils ont besoin. Nous sommes néanmoins parvenus à maintenir les prix à un bas niveau. Six ans après l'attribution du marché, nous travaillons encore dans la fourchette fixée à l'origine. Et nous maintiendrons ces tarifs jusqu'en 2006. En d'autres termes, nous aurons consacré dix ans à investir massivement, à améliorer la qualité et à étendre considérablement la couverture sans facturer aux usagers plus qu'auparavant. Le tarif pratiqué est parmi les plus faibles acquittés en Bolivie pour l'adduction et l'évacuation des eaux. Quelque 97 % de nos clients d'El Alto ne versent que cinq centavos par jour pour l'eau qu'ils consomment. C'est sept fois moins que le prix d'une miché de pain. Malgré la modicité des sommes

demandées, *Aguas del Illimani* est solvable, et subvient elle-même à ses besoins.

Aguas del Illimani montre ainsi qu'une entreprise privée travaillant dans le cadre d'une tarification acceptable même par les plus pauvres est à même d'atteindre l'objectif de couverture universelle plus efficacement que des entités publiques n'y parviendront jamais. À la différence de l'État, qui a tendance à investir dans la mise en œuvre de projets ambitieux sans s'interroger aucunement sur la manière dont ceux-ci seront exploités à long terme, nous entretenons également nos réseaux dans le double souci de l'efficacité et de la pérennité.

Il importe toutefois de reconnaître que le secteur privé n'est pas la solution à tout : il y a des choses que nous ne pouvons pas faire, tout simplement faute de rentabilité. Ainsi, certaines populations sont établies aux confins d'El Alto ou d'autres villes, hors d'atteinte des réseaux d'adduction et d'assainissement actuels. Cette situation suppose d'édifier une coûteuse infrastructure de base sur de longues distances. Et, très clairement, cet objectif n'est pas conciliable avec les intérêts du secteur privé. Il nous est impossible de financer ce type d'ouvrages en pensant récupérer notre investissement auprès des usagers.

« Tous veulent disposer du même type d'assainissement que les familles habitant au centre-ville ou dans les pays développés »

Il existe donc un net hiatus entre les intérêts de notre secteur d'activité et les besoins des individus vivant dans ces zones. Et ce hiatus ne peut réellement être comblé que par une intervention de l'État, seul à même de bâtir l'infrastructure de base sans en répercuter les coûts sur l'utilisateur. Une fois que les pouvoirs publics se seront acquittés de cette tâche, nous pourrions effectivement nous charger de raccorder les familles au réseau et d'exploiter ce service de manière fiable, transparente et efficace.

L'État est également en situation de fixer les règles et le cadre à l'intérieur duquel l'entreprise privée doit opérer. S'il le souhaite, il peut parfaitement faire en sorte que cette réglementation avantage les pauvres. Le projet-pilote auquel nous avons contribué à El Alto en constitue un bon exemple. Il s'agit d'une tentative d'établir en Bolivie un nouveau concept technique permettant aux populations pauvres de mettre en place et d'entretenir des réseaux d'assainissement moyennant un coût très faible. La technologie en question fonctionne bien, revient moins cher à mettre en œuvre que les réseaux d'assainissement classiques et se prête très aisément à un entretien par les habitants eux-mêmes. Au Brésil, les pouvoirs publics ont opté pour le volontarisme, et fait voter une loi rendant obligatoire ce système, dit « en condominium », pour tous les projets d'assainissement nouveaux. Ici, en Bolivie, l'État laisse aux entreprises privées comme aux clients la liberté de décider du modèle qu'ils souhaitent voir installer. Or, nous constatons que les utilisateurs, même ceux qui résident dans les quartiers les plus défavorisés, optent pour les formules plus classiques, malgré leur coût plus élevé. Bien souvent, cette décision repose uniquement sur un soupçon : celui que les solutions « différentes » soient en fait de moindre qualité. Ils craignent de voir ainsi leur habitation perdre de sa valeur. Tous veulent disposer du même type d'assainissement que les familles habitant au centre-ville ou dans les pays développés.

Entreprises et populations

À l'échelle mondiale, les modèles d'assainissement en condominium permettraient sans aucun doute de desservir infiniment plus d'usagers que les systèmes classiques, sans pour autant nécessiter d'investissement plus important. Et notre entreprise est parfaitement à l'aise avec ces solutions nouvelles. De fait, pour nous, la rentabilité est la même. Cependant, à l'heure actuelle, il nous faut l'accord explicite de la population pour pouvoir appliquer ce concept nouveau. Tant que l'État n'aura pas la volonté de faire de cette solution la norme légale en Bolivie, nous serons bien obligés de

continuer d'offrir les services d'assainissement traditionnels qui ont la préférence de nos clients, même si ce n'est pas dans l'intérêt de ces derniers.

« Les entreprises peuvent opérer à une échelle proportionnée à l'énormité du problème »

Le secteur privé est aussi disposé à apprendre des stratégies innovantes émanant des organismes publics, des ONG et des organisations internationales. Le projet-pilote d'El Alto a été décisif pour nous faire comprendre que la maîtrise technique doit s'accompagner d'une campagne pour faire participer les individus à la planification, à la construction et à l'exploitation de leurs propres réseaux d'adduction et d'assainissement. Nos équipes comprennent désormais des agents formés au travail social et aux contacts avec la collectivité. Leur mission consiste à sensibiliser les populations, à susciter une demande pour ces services et à favoriser la participation à la conception et à la mise en œuvre des projets. C'est du temps et de l'argent investis à bon escient, car on a pu démontrer clairement qu'un programme socio-éducatif solide amenait bien plus de clients potentiels à choisir les services proposés. Autre avantage, on crée ainsi plus facilement un sentiment d'appropriation chez les personnes concernées, ce qui signifie que les réseaux seront correctement entretenus. On constate en effet une baisse considérable du nombre d'engorgements et de fuites sur les infrastructures installées avec la participation active des habitants.

Les acteurs privés ont rarement une expérience poussée du travail social, qui, par tradition, relève plutôt des ONG. Pour autant, cela n'implique aucune incompatibilité d'approche. Les milieux d'affaires sont tout disposés à nouer des partenariats avec des organismes à but non lucratif, et peuvent très bien en tirer des enseignements susceptibles d'accroître leur rentabilité.

Notre entreprise est un exemple des efforts que le secteur privé est prêt à consentir pour répondre au

gigantesque besoin d'assainissement et d'adduction d'eau dans les villes du monde en développement. Les entreprises peuvent opérer à une échelle proportionnée à l'énormité du problème. Elles peuvent procurer des services avec un degré d'efficacité et de durabilité que l'on trouvera rarement du côté de l'État. S'ils désirent encourager cette forme de participation, les pouvoirs publics doivent définir un cadre réglementaire clair et précis, assorti de garanties juridiques quant à la stabilité des normes ainsi instituées. Ils doivent également comprendre quelles sont les limites inhérentes au secteur privé. S'il s'agit de parvenir à une desserte universelle par les services d'adduction et d'assainissement, alors, les entreprises peuvent contribuer utilement à atteindre cet objectif en partenariat avec les pouvoirs publics et les ONG. Elles ne sauraient en revanche y parvenir seules. ■



MARCO QUIROGA EST INGENIEUR CIVIL. IL A CONSACRE SA VIE PROFESSIONNELLE AUX QUESTIONS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT. IL A DIRIGE LE PROJET-PILOTE YAKUPAJ EN BOLIVIE, PUIS IL EN A COORDONNE LA REPRODUCTION A L'ECHELLE NATIONALE. IL TRAVAILLE DESORMAIS AU SEIN DU MINISTERE DES SERVICES DE BASE. IL NOUS DONNE ICI L'EXEMPLE D'UN APPRENTISSAGE DIFFICILE ET AVANCE QUE LES INSTITUTIONS LOCALES DOIVENT ETRE SOUTENUES DANS LEURS EFFORTS VISANT A ETENDRE LA COUVERTURE DES RESEAUX D'ADDUCTION ET D'ASSAINISSEMENT.

CELA FAIT PRÈS DE quarante ans que la Bolivie s'efforce de résoudre le problème de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement. Ce pays publie régulièrement des programmes décennaux sur la fourniture de services de base aux plus démunis. Cette problématique est prise au sérieux à tous les niveaux : l'eau et l'assainissement bénéficient actuellement d'une enveloppe budgétaire plus importante que la santé ou l'éducation.

Alors pourquoi, après des années d'efforts et des millions de dollars d'investissements, tant d'individus restent-ils privés d'accès à l'eau potable et à un assainissement de base ?

En fait, un temps et un argent considérables ont été nécessaires pour apprendre comment réaliser ces objectifs. Des années d'investissements ont été perdues sur des projets irréalisables, des projets pourtant valables sur le plan technique, mais dont les coûts d'exploitation dépassaient largement la capacité à payer de la population. C'est pourquoi tant d'initiatives ont échoué, nous obligeant à reconstruire l'infrastructure quelques mois ou quelques années après son installation.

« En fait, un temps et un argent considérables ont été nécessaires pour apprendre comment réaliser ces objectifs »

En Bolivie, les meilleurs programmes dans le domaine de l'adduction et de l'assainissement, comme le projet-pilote *Yakupaj* au début des années 90 (voir témoignage de Betty Soto, page 54), ne se concentraient plus sur les aspects technologiques, mais sur la fourniture de services simples et bon marché, demandant le minimum de savoir-faire technique. Ces initiatives cherchaient à susciter la demande, répondre aux besoins et encourager la participation de la population locale. Elles ont débouché sur la construction de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement qui sont toujours bien entretenus et pour lesquels les usagers ne rechignent pas à payer.

Entre 1996 et 2001, le programme *Prosabar*, dont l'objectif était de reproduire à plus grande échelle

les leçons tirées du projet-pilote *Yakupaj*, a permis à plus de 350 000 individus vivant en zone rurale d'accéder à l'eau et à plus de 100 000 personnes de disposer d'un réseau d'assainissement.

Malgré ces avancées considérables, vous rencontrez toujours des gens qui pensent qu'offrir des technologies de substitution bon marché à des communautés pauvres revient à les traiter comme des citoyens de deuxième catégorie. Or ce n'est pas vrai. L'association de technologies adaptées et d'un travail social intense constitue la solution d'avenir pour l'eau et l'assainissement. Si la population comprend véritablement le projet et ses avantages, si elle participe à sa planification et à sa mise en œuvre, si elle paye, fait fonctionner et entretient elle-même les réseaux, alors le service aura toutes les chances d'être utilisé et de durer.

Après tant d'années d'efforts, les avancées de ces dix dernières années sont vraiment encourageantes. Mais si nous ne parvenons pas à institutionnaliser les approches qui fonctionnent et à soutenir – socialement et techniquement – les projets existants, alors des résultats qui paraissent fantastiques aujourd'hui pourraient déboucher sur une nouvelle catastrophe.

Nous devons commencer par intégrer les progrès technologiques de ces dernières années aux normes et règles de conception du secteur de l'eau et de l'assainissement. Les latrines, les pompes à bras, les pompes solaires et la désinfection solaire de l'eau ne doivent plus être considérées comme des technologies de substitution, mais comme des options élémentaires pour n'importe quel programme d'approvisionnement en eau ou d'assainissement de base.

Cependant, ces solutions technologiques doivent, comme toujours, s'accompagner de changements sociaux et institutionnels. Actuellement, les municipalités des petites villes ne sont même pas au courant des initiatives menées par les instances nationales ou les agences de développement internationales. Ce manque de communication est inexcusable. Les réunions qui se tiennent régulièrement peuvent et doivent servir à informer tous les échelons de gouvernement locaux du pays des dernières avancées et des projets concluants dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Nous devons également essayer de porter notre message au-delà des administrations locales et communiquer directement avec les petits prestataires de services, les superviseurs des projets et les conseillers municipaux. Ils doivent eux aussi être tenus informés de ce qui se passe à plus grande échelle.

Toutefois, il ne suffit pas d'informer les autorités locales et les prestataires de services. Nous devons également renforcer leur capacité à exploiter, financer et entretenir les réseaux locaux d'adduction et d'assainissement. Certains de ces organes ne sont constitués que d'une poignée de représentants de la population locale, qui se démentent pour gérer et financer leurs services de proximité. Il importe en particulier que ces organisations soient capables de répondre aux situations d'urgence, et, si le problème est trop complexe pour qu'elles puissent le résoudre elles-mêmes, qu'elles sachent où trouver de l'aide.

Les nouveaux mécanismes de contrôle démocratique peuvent également se révéler utiles. Ainsi, nous pensons que les municipalités pourraient par exemple charger un ou deux élus de surveiller l'exploitation et le financement des services locaux. Ils pourraient conseiller les usagers et signaler à l'administration locale tous les problèmes rencontrés dans la gestion du réseau. Cette initiative pourrait renforcer le soutien de la population envers les services de proximité et permettre aux autorités locales d'œuvrer dans l'intérêt de la collectivité et des entreprises des eaux et de l'assainissement.

Après quarante années d'efforts, nous sommes enfin passés à la vitesse supérieure avec une stratégie qui fonctionne. Et le plus important, c'est que nous continuons d'associer aide technologique et soutien social, combinaison qui a déjà apporté des solutions durables à plusieurs centaines de milliers de pauvres. Nous devons encore renforcer les services que ces populations locales gèrent maintenant elles-mêmes et diffuser toutes les leçons apprises auprès de ceux qui ne disposent pas encore d'eau potable ni d'un réseau d'assainissement de base. Nous sommes sur la bonne voie, et si nous savons y rester, alors nous atteindrons les Objectifs du Millénaire pour le développement. ■

« Lorsque vous commencez à travailler avec la population, vous suscitez des attentes et on finit par vous prendre pour un magicien qui peut pourvoir à tous les besoins »



JOEL LUGOLOBI EST DIRECTEUR DE PROGRAMME ET MEMBRE FONDATEUR DE LA BUSO, ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE CREEE EN 1987 POUR MENER DES ACTIONS DANS LES DISTRICTS RURAUX DE L'UGANDA, SUR PLUSIEURS FRONTS : ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT, SECURITE ALIMENTAIRE ET LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA.

CELA FAIT 15 ANS que nous mettons en œuvre nos propres programmes. Cependant, notre approche s'est heurtée à des difficultés. Lorsque vous commencez à travailler avec la population, vous suscitez des attentes et on finit par vous prendre pour un magicien qui peut pourvoir à tous les besoins. Si vous êtes envoyé en mission ailleurs, cette population ne sait pas trop comment continuer sans vous. Alors, elle demande l'aide des autorités locales. Mais si vous n'avez pas travaillé en concertation avec celles-ci, si vous ne les avez pas associées à votre action et préparées à prendre la relève, tous vos efforts auront été vains.

Nous avons donc repensé notre approche. Désormais, tout projet est au préalable soumis aux autorités locales. Les organisations telles que la nôtre ne devraient pas travailler isolément, mais laisser ces autorités diriger le processus. À présent, nous travaillons en collaboration avec des ONG locales, afin de faire progresser ce sentiment d'appropriation.

« Les organisations telles que la nôtre ne devraient pas travailler isolément, mais laisser ces autorités diriger le processus »

Travailler directement avec la population est l'un des aspects clés de notre action. Nous dispensons une formation aux comités, aux équipes d'entretien et aux préposés. Nous encourageons les gens à considérer l'eau comme un droit fondamental. J'espère que les politiciens ne se méprendront pas sur notre compte, mais nous voulons faire comprendre à la collectivité qu'elle doit s'adresser aux pouvoirs publics, exprimer ses besoins, afin d'avoir accès à l'eau potable et à d'autres services essentiels. C'est le droit de chacun d'entre nous ! Cependant, la population doit s'organiser de manière à ce que ses demandes aboutissent. Tout dépend de la demande ! Et notre rôle consiste à continuer de l'aider à identifier ses besoins et à constituer des groupes capables de réclamer leurs droits. Nous n'avons pas pour but d'inciter les

habitants à descendre dans la rue pour manifester, mais de leur faire prendre conscience de leur condition et de leur droit d'exiger des améliorations dans le cadre du développement de leur pays.

Parallèlement, nous essayons aussi de montrer à la population qu'elle peut entreprendre beaucoup de choses dans son propre intérêt. Nous l'associons aux projets, nous mettons à disposition du matériel local, nous creusons des puits, nous fournissons de la main-d'œuvre pour les travaux de construction, ainsi que la nourriture et l'hébergement de l'équipe chargée du projet.

Cependant, ce dont la collectivité a le plus besoin, c'est de technologies qui réduisent le coût des équipements, et qui rendent ceux-ci moins complexes et plus faciles à gérer au niveau local. Je pense particulièrement à la collecte de l'eau de pluie. Une citerne qui ne coûte que 5 dollars peut contenir 6 000 litres d'eau – de l'eau destinée aux utilisations domestiques, à l'irrigation et au bétail. C'est une solution que la population peut financer et gérer elle-même. Elle permet de disposer d'une eau potable gratuite, épargne aux femmes de longues heures de marche et d'attente pour aller chercher de l'eau et confère davantage d'indépendance à la collectivité et aux ménages. Le recueil de l'eau de pluie pourrait constituer une solution d'approvisionnement très rentable pour des pays comme les nôtres. Une approche plus structurée et plus large est toutefois nécessaire.

Nous avons tiré une autre leçon fondamentale de nos 15 ans d'activité : on ne peut travailler chacun dans son coin lorsqu'il s'agit d'eau et d'assainissement. Au début, nous construisions des puits et, 5 ans plus tard, ils étaient taris ou n'étaient plus utilisés. D'une façon générale, cette situation s'expliquait par le manque d'attention portée à d'autres questions plus vastes et aux réalités de la vie quotidienne des populations. Le besoin d'élargir notre approche s'est donc imposé. Nous avons ainsi établi des alliances avec d'autres organisations, réuni des spécialistes de diverses disciplines : techniciens, écologistes, experts du micro-crédit. Aujourd'hui, lorsque nous construons un puits peu

profond, nous prenons tous les aspects en considération : l'agriculture, le bétail, la fertilité du sol, les possibilités de revenus. Nous nous efforçons de mettre en relation notre action avec l'amélioration de l'alimentation de la population ou la recherche de sources de revenus supplémentaires. La population ne se nourrit pas d'eau. L'eau et l'assainissement ne peuvent être envisagés seulement comme un problème de santé publique. Il faut mettre l'accent sur des questions d'ordre général et sur les difficultés quotidiennes des habitants.

« La construction d'une centaine de puits peut être réalisée avec un budget modeste. Mais à quoi bon si ces puits tarissent ou sont délaissés au bout de 10 ans ? »

Bien sûr, il y en a toujours qui nous reprochent le coût de nos programmes. Je ne comprends pas ces critiques. La construction d'une centaine de puits peut être réalisée avec un budget modeste. Mais à quoi bon si ces puits tarissent ou sont délaissés au bout de 10 ans ? Faire participer la population, la sensibiliser aux problèmes et créer des liens entre l'adduction d'eau, l'assainissement, l'hygiène, la protection de l'environnement et les revenus coûte certainement un peu plus cher. Mais c'est le prix de l'amélioration réelle et durable des conditions de vie de la collectivité. ■



RONNIE KASRILS, MINISTRE DES EAUX ET FORETS DEPUIS 1999, SE POSITIONNE
COMME UN FERVENT DEFENSEUR DE L'ACCES A L'EAU, A L'ASSAINISSEMENT ET A
L'HYGIENE, TANT SUR LE PLAN NATIONAL QU'INTERNATIONAL.

L'AFRIQUE DU SUD s'est engagée à assurer l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous, respectivement en 2008 et 2010, et il ne fait pour moi aucun doute que nous y parviendrons. Car, si nous nous sommes fixé des objectifs, nous avons aussi des politiques, une législation et des budgets pour les atteindre. Et nous avons déjà lancé le mouvement : rien que l'année dernière, nous avons construit autant de nouvelles latrines qu'au cours des sept années précédentes.

Les problèmes sont indéniables. Nous devons desservir plus de quatre millions de personnes en eau potable et doter plus de 16 millions de personnes, soit deux millions de ménages, d'infrastructures d'assainissement. Et il va nous falloir trouver des fonds supplémentaires. En effet, le budget actuel du programme s'élève à 350 millions de rands par an jusqu'en 2010, mais ce chiffre a été calculé sur la base d'une subvention de 1 200 rands par WC. Or, ce montant n'est plus d'actualité : il faudrait au moins 2 000 rands. D'aucuns trouvent cette somme trop élevée, alors qu'elle ne couvre pas l'ensemble des frais et la population doit investir de sa propre sueur dans la construction des toilettes.

« Si c'est l'information qui a suscité la demande, les familles s'impliquent, elles sont prêtes à apporter une contribution physique »

En même temps qu'elle s'efforce de concrétiser ces objectifs, l'Afrique du Sud a entrepris un vaste programme de décentralisation sur trois ans, visant à transférer certaines responsabilités des ministères nationaux, tel que le mien, à l'échelon local. C'est un défi immense, car ce transfert ne peut se faire sans le développement des capacités, mais cette étape est cruciale pour l'Afrique du Sud. D'après notre constitution, les municipalités ont, et c'est bien normal, le devoir d'assurer les services de base. En effet, ces derniers sont mieux gérés sur place, où

l'on sait ce qui a effectivement été réalisé et ce qu'il reste à faire. Et si les pouvoirs publics veulent renforcer la démocratie et la gouvernance, ils n'ont pas d'autre choix que de déléguer. Mais, je le répète, il ne s'agit pas simplement de rejeter la responsabilité sur les autorités municipales : il nous faut encadrer le processus, et à cet égard, les deux à trois prochaines années seront critiques.

« Personne ne veut aborder au sujet de l'assainissement. Aussi longtemps que cette barrière psychologique ne sera pas franchie, chaque réalisation dans ce domaine relèvera du combat »

Ce passage de témoin comporte également la transmission à l'échelon local des enseignements de ces dernières années, portant sur la viabilité des programmes, l'importance de l'éducation à l'hygiène, les détails techniques des latrines à fosse ventilée, les différents systèmes d'entretien qui ont fait leurs preuves. À ce propos, nous recommandons les latrines à double fosse, car nous savons qu'elles sont réellement efficaces. Tous les échos que j'ai pu avoir en zone rurale sur les toilettes sont très positifs.

Nous faisons donc tout ce qui est en notre pouvoir pour que les autorités locales fassent du bon travail. Ainsi, nous demandons expressément aux municipalités de faire participer la population locale. Il est essentiel d'éduquer et de créer une demande pour l'assainissement. Si c'est l'information qui a suscité la demande, les familles s'impliquent, elles sont prêtes à apporter une contribution physique – en creusant des fosses pour les latrines ou en mélangeant le ciment. Cette démarche rend non seulement l'assainissement plus abordable, mais aussi plus durable et mieux à même d'induire une amélioration de l'hygiène et de la santé.

Nous allons plus loin et encourageons les populations à embaucher les constructeurs et les petites entreprises du cru pour bâtir ces latrines.

Deux millions de toilettes devant être construites en huit ans, la demande générée peut être suffisante pour soutenir l'économie locale. Si nous pouvons renforcer ces entreprises, certaines pourront devenir prestataires d'autres services tels que l'amélioration de l'habitat, l'installation d'équipements collectifs, ou encore l'entretien et la réparation des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement.

Nous avons véritablement essayé, à chaque fois que l'occasion s'est présentée, de faire valoir notre point de vue auprès des autorités locales. Malgré tout, certaines municipalités continuent de choisir la simplicité : elles font appel à un entrepreneur pour la construction des toilettes, sans jamais impliquer la population. C'est plus facile et plus rapide : le plus souvent, il n'y a qu'un contrat avec un grand constructeur qui viendra simplement poser des toilettes en zinc et rien de plus. Le problème, c'est que ces installations sont inappropriées. Je le sais, je les ai essayées. En outre, la population ne se sentant nullement impliquée ou engagée, aucune demande ne sera créée, aucune compréhension se sera éveillée.

Or, la création de la demande constitue vraiment le cœur du problème.

« En visite dans les zones rurales d'autres pays en développement, je demande toujours à aller aux toilettes. Invariablement, le chauffeur appuie sur la pédale d'accélérateur pour me conduire à un hôtel »

Il y a presque cinq ans, lorsque j'ai été nommé ministre et que j'ai commencé à me rendre dans des villages, personne ne me parlait jamais de toilettes. L'eau, les écoles, les routes, les dispensaires, l'électricité étaient au cœur des préoccupations, mais pas les toilettes. On ne les mentionnait même pas. D'après ce que j'ai vu lors de mes déplacements à l'étranger, je pense que c'est

presque toujours le cas. En visite dans les zones rurales d'autres pays en développement, je demande toujours à aller aux toilettes. Invariablement, le chauffeur appuie sur la pédale d'accélérateur pour me conduire à un hôtel, même s'il se trouve à trois heures de là, simplement pour éviter que je voie et utilise les toilettes locales.

« Récemment, je me suis rendu dans une localité où une famille avait peint ses latrines aux couleurs nationales »

Les toilettes ne constituent pas un sujet de conversation apprécié, aussi bien pour les ministres et les autorités locales qu'au sein des populations des villages. Cela tient, d'une part, à ce que l'on ne sait pas combien l'assainissement est important, et, d'autre part, à la gêne. Mais c'est ainsi : personne ne veut aborder le sujet. Aussi longtemps que cette barrière psychologique ne sera pas franchie, chaque réalisation dans ce domaine relèvera du combat.

Je pense qu'en Afrique du Sud, nous avons dépassé cette étape. Désormais, nous parlons ouvertement de toilettes. Dans les écoles et les villages, on chante des chansons sur ce thème. Les responsables locaux parlent volontiers de latrines avec moi ou avec qui que ce soit. Lorsque le Président prend part à l'un de mes déplacements, tout le monde se fait un plaisir de lui montrer les toilettes. Récemment, je me suis rendu dans une localité où une famille avait peint ses latrines aux couleurs nationales, et lorsque la maîtresse de maison me les a montrées, elle et ses voisins ont entonné l'hymne national. Ils étaient très fiers.

Comment avons-nous pu accomplir ces progrès ? Après mûre réflexion, je pense que c'est grâce à notre engagement politique et à notre perspicacité.

L'épidémie de choléra que nous avons subie il y a quatre ans nous a ouvert les yeux : c'était la preuve la plus flagrante que l'eau potable ne suffit pas. La sainte trinité de l'eau, de l'assainissement et de

l'hygiène est primordiale. Aussi, nous avons mis en place une stratégie, qui comportait des lignes directrices, mais aussi un programme d'action et un budget, et nous avons commencé à parler haut et fort du problème de l'assainissement, qui alors, contrairement à l'approvisionnement en eau, planait dans des sphères très éloignées de la réalité.

Et lorsque nous avons commencé à en parler ouvertement, nous avons trouvé un écho. Voyant les hauts fonctionnaires en parler, la population en fait autant. Aujourd'hui, les gens m'interpellent systématiquement à ce sujet. Il y a désormais une véritable demande. Les villageois me demandent : « Quand allons-nous avoir des toilettes ? »

« L'État a fait pression sur lui-même. (...) Chaque village demandait : 'Où est notre eau ?' C'est exactement ce que nous sommes en train de faire avec l'assainissement. Nous faisons monter les enchères. Et c'est la meilleure chose à faire »

Ainsi, l'État a fait pression sur lui-même. Nous avons procédé de la même manière avec l'eau : nous en avons fait une question politique, si bien qu'à chaque visite d'un agent de la fonction publique, les villageois demandaient : « Où est notre eau ? ». C'est exactement ce que nous sommes en train de faire avec l'assainissement. Nous faisons monter les enchères. Et c'est la meilleure chose à faire. À l'heure où l'Afrique du Sud célébrera ses dix ans de démocratie, en avril prochain, nous pourrions fièrement proclamer que c'est là l'une de nos plus grandes réussites. ■



DAVID OMAYO EST LE FONDATEUR DE *USHIRIKA WA MAISHA NA MAENDELEO KIANDA (UMMK) OU SOCIETY FOR LIFE AND DEVELOPMENT, UNE ONG QUI TRAVAILLE DANS LES BIDONVILLES DE NAIROBI AU KENYA. IL ECRIT ICI SUR LA CONSTRUCTION D'UNE ORGANISATION QUI TRAVAILLE AVEC LES HABITANTS LES PLUS PAUVRES DES VILLES AFIN D'AMELIORER LES SERVICES FONDAMENTAUX.*

LE QUARTIER DE Kianda compte quelque 70 000 habitants. Notre organisation a vu le jour en 1994. Elle comprenait alors environ 30 membres, dont trois quarts de femmes. Nous avons commencé par ramasser les ordures, construire des canalisations et sensibiliser simplement la population aux questions d'assainissement et de propreté.

Dès 1995, notre organisation regroupait déjà 80 à 100 membres. Un an plus tard, nous avons persuadé des ONG et le conseil municipal de nous aider à mobiliser la population, à visiter les autres bidonvilles et à organiser des ateliers. En 1996-97, nous avons contacté l'UNICEF à propos des services de santé et, en octobre 1997, notre dispensaire *Ushirika* a ouvert ses portes.

Aujourd'hui, environ 300 personnes travaillent pour nous, dont près d'un tiers de manière très active. Parallèlement à la gestion du centre, nous continuons à construire des canalisations et des toilettes, ainsi qu'à approvisionner les habitants en eau via des kiosques à eau. À ce jour, nos partenaires sont nombreux et nous pouvons même compter sur le soutien des ministères de l'Eau, de la Santé et de la Planification.

Les familles qui habitent les bidonvilles doivent nettoyer et entretenir les abords de leur maison. Lorsque nous essayons de leur en parler, certaines sont prêtes à coopérer et d'autres refusent, arguant qu'il est hors de question qu'elles nettoient bénévolement. Nous leur expliquons qu'elles doivent nettoyer les abords de leur maison, car personne ne le fera pour elles. Elles ne peuvent attendre les bras croisés que les « *mzungu* » (les Blancs) des organismes donateurs, voire la municipalité, viennent faire le travail à leur place.

Certains individus comptent sur une prise en charge totale. Nous leur répondons que tout le monde doit participer.

Beaucoup de problèmes d'hygiène, d'assainissement et de santé sont liés à la culture. Nous expliquons aux gens qu'il faut oublier la tradition et devenir moderne. On est quelques fois obligé de faire fi de sa culture pour améliorer sa

situation. La vie dans les bidonvilles est différente de la vie en milieu rural, où l'on peut « se soulager » dans les champs. Dans les bidonvilles, il est indispensable d'avoir des toilettes à sa disposition et de ne pas dégrader son environnement. L'assainissement représente un problème majeur. La plupart des gens utilisent des « toilettes volantes », c'est-à-dire des sacs en plastique. Nous devons leur faire comprendre que cette pratique est à l'origine de maladies et qu'il est nécessaire de veiller à la propreté de son environnement.

« On est quelques fois obligé de faire fi de sa culture pour améliorer sa situation »

Chaque donateur veut proposer sa technologie. Il y a un an et demi environ, le PNUE est venu nous aider. Il nous a proposé trois modèles différents de WC. Ceux-ci étaient de bonne qualité, dotés de chasses d'eau, d'électricité et de portes en acier. Par ailleurs, nous installons désormais des siphons en forme de U, qui sont certes plus chers, mais aussi plus performants et plus simples à utiliser. Nous avons besoin d'une formation poussée pour pouvoir assurer nous-mêmes l'entretien de ces trois modèles de toilettes. Mais le plus important, c'est la volonté dont faisait preuve le PNUE à vouloir relever le niveau de vie de notre quartier et à proposer son aide, que nous avons acceptée bien volontiers.

Nous avons essayé d'améliorer l'assainissement en construisant d'autres toilettes, deux dans chaque secteur, soit 18 au total, et nous avons installé des canalisations. Ce n'est certes pas suffisant, mais c'est un début. Pour l'eau, c'est l'UNICEF qui a fourni le matériel, principalement des citernes, et nous nous sommes chargés de la main-d'œuvre. Nous disposons maintenant de neuf citernes, connectées au réseau d'adduction municipal, qui approvisionnent les points de vente.

Ainsi, notre quartier est désormais pourvu d'un dispensaire, de toilettes, d'eau et de canalisations. Notre association vient en aide à beaucoup de personnes, en particulier parce que nos services

sont moins chers que ceux des cliniques privées. Le dispensaire sensibilise également la population aux questions d'alimentation, d'hygiène et de soins aux enfants. Nous organisons par ailleurs des séminaires destinés aux anciens des villages, aux chefs religieux, ainsi qu'aux instituteurs, afin qu'ils puissent transmettre des informations utiles aux populations avec qui ils sont en contact.

La municipalité n'est pas très active. Les agents municipaux viennent raccorder les nouvelles citernes ou bornes-fontaines et demandent 3 000 shillings pour leurs services. Nous ne recevons ni aide ni médicaments pour le dispensaire.

Le personnel du dispensaire est rémunéré. Les services y sont payants, mais les tarifs varient selon que les patients sont membres ou non de notre association (dont la cotisation est de 100 shillings au moment de l'adhésion). Les kiosques à eau font payer 2 shillings les 20 litres. Chaque kiosque a son président, son secrétaire et son trésorier, qui veillent à ce que les recettes couvrent l'intégralité des frais. Chacun dispose aussi de son propre compte bancaire. Pour les toilettes publiques, les familles versent un droit d'utilisation mensuel, qui nous procure un revenu régulier nous permettant de rentrer dans nos frais.

Il est évident que nos installations sanitaires sont insuffisantes, d'autant que la population ne cesse de croître. Nous avons besoin d'un plus grand nombre de toilettes, de bornes-fontaines et de conduites pour éviter que l'eau stagne. Dans les bidonvilles, même la livraison des matériaux de construction pose problème. Les habitations sont si rapprochées les unes des autres qu'un camion n'a guère la place de passer pour déposer le matériel nécessaire à la construction de toilettes et de citernes.

La municipalité doit aussi nous aider à lutter contre le paludisme, et se charger du ramassage des ordures. Nous avons désormais aménagé nous-mêmes une décharge, mais la municipalité pourrait au moins régulièrement venir évacuer les détritres. Elle devrait surtout se rendre sur place pour constater de visu nos besoins. ■

« Mais si l'on se conformait vraiment à la constitution de l'Afrique du Sud, l'assainissement serait perçu comme un investissement majeur, durable et critique dans la puissance de notre pays »



TSEPO KHUMBANE, MILITANTE QUI ŒUVRE A LA BASE, DISPOSE D'UNE LARGE EXPERIENCE DE LA COLLABORATION AVEC LES ASSOCIATIONS LOCALES ET LES GROUPES DE FEMMES DANS LE DOMAINE DE L'ACCES A L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, AINSI QUE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES FAMILLES. ADMINISTRATEUR DE *MVULA TRUST* – LA PLUS IMPORTANTE ONG SUD-AFRICAINE EN MATIERE D'ACCES A L'EAU ET D'ASSAINISSEMENT –, ELLE EST EGALEMENT MEMBRE ACTIF DU PROGRAMME *WATER FOR FOOD* (DE L'EAU POUR L'ALIMENTATION).

LES CAPACITÉS DE développement, de transformation, notamment dans les zones rurales, résident dans la population elle-même. Prenons l'exemple de l'assainissement. Dans l'idéal, il faudrait que les enseignements en matière d'assainissement et d'hygiène soient assimilés par la population, de sorte que ces questions soient présentes à l'esprit de chacun. Une reconstruction des infrastructures ne suffit pas : il faut aussi remodeler les esprits.

« Ainsi, le programme n'est pas appliqué aux bonnes personnes. En profitent, par exemple, des familles qui disposent déjà de deux ou trois toilettes ! »

Actuellement, on trouve des toilettes dans la campagne sud-africaine. Elles ne sont pas utilisées. Elles sont là, simplement, et certaines depuis déjà plus de quatre ans ! Les enfants vont y jouer et les dégradent. Elles ne serviront probablement jamais.

Si la plupart de ces latrines ne sont pas utilisées, c'est parce qu'elles n'ont été accompagnées d'aucun processus de formation des populations locales, d'aucune tentative de leur faire comprendre ce qu'il faut construire, comment cela fonctionne et pourquoi il faut l'entretenir. Au cours de ces dernières années, de nombreux projets d'assainissement ont été mis en œuvre par des consultants, dont le seul but était d'accélérer les choses. Ils estiment que les processus de consultation sont une pure perte de temps, car ils empiètent sur des profits potentiels. Ils comptent donc sur d'autres pour organiser des campagnes de sensibilisation à l'hygiène. Très souvent, les technologies employées sont totalement inappropriées, laissant aux femmes une charge de travail encore plus lourde qu'auparavant. Au final, les ressources sont tout bonnement dilapidées.

La question est de savoir pourquoi il faudrait construire des toilettes de cette manière, avec ces constructeurs et ces entrepreneurs. À mon avis, le ministère des Eaux et forêts (*Department of Water*

Affairs and Forestry, DWAF) a fixé des objectifs d'assainissement ambitieux et pour les atteindre, les municipalités ont besoin d'un prompt déploiement de forces. Mais si l'on se conformait vraiment à la constitution de l'Afrique du Sud, la population devrait être à l'origine de la diffusion de l'assainissement au plus grand nombre. Ce processus permettrait alors de donner du pouvoir aux individus, de développer leurs compétences, de soutenir les femmes, et serait perçu comme un investissement majeur, durable et critique dans la puissance de notre pays.

Il est nécessaire que les ONG et les organisations locales travaillent avec les villageois, planifient avec eux, les forment, afin qu'ils puissent mettre sur pied leurs propres structures. Les municipalités pourraient fournir les matériaux de construction et s'assurer qu'il en est fait bon usage. Les familles auraient la possibilité d'apporter leur contribution. Sinon, nous n'avancerons pas d'un pouce, et la corruption ne cessera pas. Ainsi, le programme actuel de subventions à l'assainissement est supposé s'adresser aux plus démunis. Mais il n'est pas appliqué aux bonnes personnes. En profitent, par exemple, des familles qui disposent déjà de deux ou trois toilettes !

« Nous devons aussi considérer le problème du syndrome de dépendance qui sévit actuellement en Afrique du Sud. La créativité est bloquée »

Nous devons aussi considérer le problème du syndrome de dépendance qui sévit actuellement en Afrique du Sud. La créativité est bloquée. Même les personnes les plus pauvres étaient capables de mettre sur pied des structures très novatrices avec les moyens dont elles disposaient et dans leur propre contexte. Mais, à cause de la situation de l'Afrique du Sud d'autrefois, avec ses migrations et sa législation contraignante, les populations subissaient elles-mêmes de nombreuses restrictions. Elles ne savaient plus exactement ce qu'elles étaient

autorisées à faire ou censées faire, si bien qu'elles ont commencé d'attendre des pouvoirs publics qu'ils accomplissent tout à leur place. S'adressant à l'État, la population disait : « Me voici. Je t'ai donné mes yeux, mes mains, tout ce que possède. Maintenant, à toi de me dire ce que je dois faire. »

« En traitant la population comme nous le faisons actuellement, nous sapons son intelligence, sa dignité, ses capacités et son sens de l'innovation »

Si nous voulons vraiment que les choses évoluent, nous devons changer d'attitude : ce n'est pas la peine d'en appeler à des consultants quand les compétences et les capacités peuvent être trouvées au sein de la population locale. Car, en traitant la population comme nous le faisons actuellement, nous sapons son intelligence, sa dignité, ses capacités et son sens de l'innovation. ■



DOMINIC KAVUTSE EST L'INGENIEUR PRINCIPAL DE L'UGANDA POUR

L'APPROVISIONNEMENT DES VILLES EN EAU. IL EST CONVAINCU QUE L'EMPHASE QUE L'ON MET A DISTINGUER DES SERVICES « RURAUX » ET DES SERVICES « URBAINS » PASSE A COTE D'UN ELEMENT VITAL. LES SERVICES FONDAMENTAUX DANS LES PETITES VILLES, DIT-IL, DOIVENT ETRE UNE PARTIE ESSENTIELLE DE L'EQUATION ET DES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT NATIONAL.

LA POLITIQUE DE développement tend à se concentrer sur les agglomérations et sur les campagnes. Entre les deux, les villes moyennes sont presque toujours oubliées. Je fais ici référence aux cités de 5 000 à 50 000 habitants, ainsi qu'à ce que l'on appelle, en Ouganda, les agglomérations rurales (*rural growth centres*), qui comptent entre 3 000 et 5 000 personnes. Dans ce pays, environ 2,5 millions d'individus vivent dans ces deux catégories de localités, et leur nombre ne fait que croître.

Pour moi, ces zones peuvent servir d'accélérateur au développement. On y trouve petites entreprises, écoles, hôpitaux, administrations et organisations politiques, marchés, magasins et possibilités de faire du commerce. C'est ici que s'articule véritablement l'essor économique des campagnes.

L'urbanisation est un phénomène irréversible dans une société en développement. Elle ne doit pas, pour autant, être synonyme de migration toujours croissante vers les grandes villes, car cette tendance débouche sur des problèmes aux proportions gigantesques. De toute évidence, il serait préférable d'inciter les villageois à partir plutôt vers les petites villes et les agglomérations rurales. En effet, on y trouve encore des opportunités, des terrains, des possibilités de logement et des denrées provenant des campagnes avoisinantes.

« L'amélioration des services publics peut stimuler la croissance économique à l'échelon local, et pas seulement dans les grandes villes. Et cette croissance permet à son tour de rehausser le niveau des services. C'est cette spirale ascendante que nous devons viser »

Le meilleur moyen d'attirer les populations vers ces localités consiste à y améliorer la qualité de vie et les conditions économiques. L'eau joue ici un rôle clé. Il faut y développer partout les réseaux

d'adduction, de préférence avec raccordement dans la cour des habitations. Bien entendu, les campagnes aussi ont besoin de ces services. Cependant, si l'on veut maximiser l'impact sur la pauvreté et le rapport coûts-bénéfices, mieux vaut desservir un grand nombre de personnes établies sur un espace relativement concentré.

« Notre préférence va aux branchements situés dans la cour des habitations. Certes, on peut considérer que l'infrastructure correspondante est trop lourde et trop coûteuse, mais il faut savoir que le fonctionnement des bornes-fontaines et des kiosques à eau revient souvent plus cher »

Nous avons montré que c'était possible. D'ores et déjà, des réseaux de conduites apportent une contribution visible au développement dans 55 petites villes. Actuellement, 86 autres dépendent encore de puits artésiens, de sources naturelles et d'eaux de surface qui sont généralement insuffisantes ou non potables. Sur les 200 agglomérations rurales que compte l'Ouganda, une vingtaine disposent aujourd'hui d'une alimentation en eau améliorée. Dans les quelque 70 localités déjà équipées, on compte un point d'eau pour 70 habitants, toujours à proximité de l'habitation.

Notre préférence va aux branchements situés dans la cour des habitations. Certes, on peut considérer que l'infrastructure correspondante est trop lourde et trop coûteuse, mais il faut savoir que le fonctionnement des bornes-fontaines et des kiosques à eau revient souvent plus cher, car il faut à chaque fois rémunérer un préposé au service et à l'entretien. Même en termes absolus, un branchement dans la cour dans lequel ces fonctions incombent aux familles elles-mêmes est fréquemment moins onéreux. En outre, il dessert un grand nombre de familles. Nous nous efforçons par

ailleurs d'aller à la simplicité. La solution la plus pratique est un système d'alimentation par gravité relié à une source naturelle. À défaut, nous optons pour un puits artésien et, enfin, pour le pompage à partir des cours d'eau. Dans la plupart des cas, les pompes sont alors électriques, mais nous envisageons également le recours à l'énergie solaire ou éolienne, afin de réduire les coûts.

Quant à la population, il faut noter qu'elle dépense déjà beaucoup pour une eau de qualité souvent très médiocre. Soit elle l'achète très cher à un vendeur d'eau, soit elle doit rémunérer quelqu'un pour la puiser à une source éloignée, ou faire elle-même le déplacement. *A contrario*, une famille ayant accès à un réseau d'adduction acquittera un tarif mensuel, fixé par l'État en concertation avec les autorités locales.

Je suis bien conscient que toutes les familles n'ont pas les moyens de s'offrir ce service. Mais il leur serait tout aussi difficile de trouver l'argent pour se procurer une eau de piètre qualité. La seule solution consiste à aider ou à subventionner les plus pauvres de ces familles. Hélas, un tel mécanisme n'existe pas encore.

« Pourquoi une telle efficacité ? Parce que les opérateurs privés sont responsables du recouvrement des recettes »

L'exploitation et la gestion de ces programmes d'adduction d'eau dans les petites villes relevaient par le passé de l'État central – avec des résultats désastreux. Ensuite, avec la décentralisation et la série de réformes que celle-ci entraîna, ces responsabilités furent transférées aux autorités locales – et la catastrophe fut pire encore. Les autorités ont alors décidé de s'en remettre au secteur privé (sauf pour les zones très reculées), et jusqu'ici le succès ne se dément pas. Actuellement, 25 des réseaux d'adduction implantés dans les petites villes sont gérés en partenariat avec le privé (PSP : *Private Sector Partnership*). Le plus ancien de

« Notre préférence va aux branchements situés dans la cour des habitations. Certes, on peut considérer que l'infrastructure correspondante est trop lourde et trop coûteuse, mais il faut savoir que le fonctionnement des bornes-fontaines et des kiosques à eau revient souvent plus cher »

ces dispositifs existe maintenant depuis 2 à 3 ans. Pourquoi une telle efficacité ? Parce que les opérateurs privés sont responsables du recouvrement des recettes – et ont donc tout intérêt à maintenir les infrastructures en bon état.

« À ce jour, ce sont les entités les plus modestes – à peine une poignée de salariés – qui se montrent les plus efficaces »

Partout où c'est possible, nous encourageons le recours aux petites entreprises locales. Celles-ci ne doivent pas obligatoirement avoir une expérience dans la gestion des réseaux d'adduction : certaines sont par exemple spécialisées dans le BTP. Il leur faut en revanche prouver qu'elles entretiennent de bonnes relations avec les clients situés dans leur zone d'activité. Leur petite taille leur évite des frais généraux trop élevés et leur présence sur le terrain explique certainement leur bonne entente avec la clientèle, ainsi que leur aptitude à collecter les sommes dues par les usagers. Dans la plupart des cas, le taux de recouvrement approche en effet 100 %. À ce jour, ce sont les entités les plus modestes – à peine une poignée de salariés – qui se montrent les plus efficaces. Autre fait notable, la présence de femmes à la direction constitue souvent un gage de succès. La réussite la plus éclatante est ainsi à l'actif d'une société de trois salariés dirigée par une femme. Gérant 150 bornes-fontaines dans la petite ville de Busembia, cette entité est, jusqu'ici, parvenue à dégager une marge de 1,5 million de shillings ougandais sur ses recettes.

Nous entendons faire en sorte que les opérateurs reversent 15 % des montants collectés au conseil municipal, qui doit mettre cet argent de côté pour les extensions et les gros travaux de réparation. En principe, le secteur privé doit se charger de l'exploitation au jour le jour, ainsi que de l'entretien et des petites interventions, tandis que les grosses opérations de maintenance doivent incomber au conseil municipal. Il reste toutefois des obstacles à surmonter avant d'en arriver là.

Nous sommes évidemment conscients de la priorité accordée par les opérateurs privés à leur intérêt commercial et de la prudence qui s'impose de ce fait. Cependant, nous parvenons à trouver un juste milieu, d'une part, en étant très attentifs aux appels d'offres et au processus de sélection et, d'autre part, en procédant à une formation poussée (travaux publics, assurance-qualité ou relation entre les clients et le personnel d'exploitation ou la direction de l'entreprise, notamment). Rien n'est laissé au hasard. Nos contrats types sont très clairs et conçus pour favoriser les pauvres. Dès lors que les autorités locales assument leur fonction de surveillance et de contrôle-qualité, nous pouvons garantir que le service procuré à tous les usagers sera conforme aux attentes.

Point essentiel, enfin, cette façon d'avancer en s'appuyant sur de petits opérateurs locaux est créatrice d'emplois. L'amélioration des services publics peut stimuler la croissance économique à l'échelon local, et pas seulement dans les grandes villes. Et cette croissance permet à son tour de rehausser le niveau des services. C'est cette spirale ascendante que nous devons viser. La participation des petites entreprises locales à la prestation de ces services pourrait bien être le meilleur moyen d'y parvenir. ■



GILBERT NKUSI EST RESPONSABLE DU PROGRAMME DE L'UNICEF POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT BASE A ANTANANARIVO, A MADAGASCAR. IL A UNE LONGUE EXPERIENCE DE LA COLLABORATION AVEC LA SOCIETE CIVILE MALGACHE ET EST EGALEMENT MEMBRE ACTIF DU COMITE 'WASH' DE MADAGASCAR.

SI NOUS VOULONS véritablement parvenir aux objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement que s'est fixé Madagascar, si nous voulons vraiment faire la différence pour longtemps, nous devons nous concentrer sur une chose : le développement des capacités techniques au niveau des autorités locales.

Depuis un an, Madagascar connaît des bouleversements sur le plan de l'engagement politique et de la priorité donnée à l'eau et à l'assainissement - et pas uniquement à l'échelle nationale. C'est assez encourageant, mais se fixer de nouveaux objectifs et faire beaucoup d'efforts ne suffit pas. Citons l'exemple de la « Décennie de l'Eau ». Des efforts considérables ont été déployés pour accroître la couverture pendant ces dix années, pratiquement en pure perte. Les nouveaux Objectifs des Nations Unies risquent de connaître le même sort, à moins que nous nous posions une question : pourquoi rien de ce qui a été fait jusqu'ici n'a servi ? Réponse : faute de structure et de capacité de soutien.

Le problème le plus important réside dans le manque de capacités au niveau des communes ou des autorités locales. Car c'est à ce niveau que se fait la différence. C'est de là que doivent partir les efforts de développement. Les fonctionnaires, ainsi que les élus, doivent recevoir une formation afin d'être capables d'identifier les besoins de leurs administrés, et d'y répondre. L'eau est un droit fondamental. Ils doivent en prendre conscience et savoir qu'ils peuvent s'adresser à l'échelon national pour réclamer un programme sur l'eau.

« Des efforts considérables ont été déployés pour accroître la couverture pendant ces dix années, pratiquement en pure perte »

Toutefois, l'ignorance de ces possibilités n'est qu'une partie du problème. Le niveau général d'instruction des fonctionnaires locaux est très faible, ce qui explique l'absence de capacités suffisantes. Dans

certaines communes, même le maire n'a pas fait d'études. Au moins pendant la phase de transition vers la décentralisation, le gouvernement central doit donc désigner pour s'acquitter des fonctions électives des personnes suffisamment instruites, qui mettront en place des programmes de développement des capacités. En effet, l'insuffisance actuelle de capacités compromet plusieurs aspects de la gouvernance dans les communes, y compris la gestion financière, la planification, la supervision et le suivi.

« C'est aux autorités locales de savoir comment elles souhaitent investir la majeure partie de ces fonds. À l'heure actuelle, ce n'est toujours pas le cas »

Le gouvernement malgache, a commandité des études visant à déterminer les progrès à réaliser sur les années à venir si le pays veut atteindre les objectifs relatifs à l'eau et à l'assainissement fixés pour 2015. Selon ces études, un budget de 60 millions de dollars par an est nécessaire d'ici à 2015. Que cet argent soit disponible ou pas est une chose. Encore faut-il qu'il existe localement les capacités techniques permettant d'en faire quelque chose. Certaines organisations internationales, telles que l'UNICEF ou *WaterAid*, ainsi que des ONG malgaches peuvent en dépenser une partie, mais c'est aux autorités locales de savoir comment elles souhaitent investir la majeure partie de ces fonds. À l'heure actuelle, ce n'est toujours pas le cas.

Même au niveau central, par exemple à la direction de l'eau et de l'assainissement du ministère de l'Énergie et des mines, on déplore un manque de personnel. Dans les provinces, on dénombre peut-être un ou deux techniciens spécialisés dans l'eau et l'assainissement. À l'échelon des communes et des préfectures, c'est inutile d'y penser. Mais au niveau des communautés, on trouve aujourd'hui quelques comités de village ou des comités de

consommateurs d'eau qui connaissent bien les questions relatives à l'eau. Le plus souvent, ils ont reçu une formation dans le cadre de programmes tels que ceux de l'UNICEF, des ONG et du projet de la Banque mondiale pour Madagascar. Mais il reste encore beaucoup à faire.

À mon avis, Madagascar a besoin d'une décentralisation qui donnerait plus de pouvoir aux autorités locales. Des experts en eau et en assainissement sont également nécessaires, aussi bien dans les provinces, les préfectures que dans les communes, afin de guider, encourager, superviser et assurer le suivi des projets d'adduction d'eau et d'assainissement mis en œuvre dans les villages et gérés par ou avec les comités locaux.

« Décentraliser tout en développant les capacités locales incombe essentiellement à l'État central »

Décentraliser tout en développant les capacités locales incombe essentiellement à l'État central. Tout ce que peuvent faire les organisations comme l'UNICEF, c'est orchestrer des campagnes de promotion, proposer leur assistance et, dans une certaine mesure, soutenir les efforts déployés dans ce sens par l'État. ■



MARIA LUBEGA MUTAGAMBA EST MINISTRE CHARGÉE DE L'EAU DEPUIS 2001, SE FAIT L'AVOCAT DU MESSAGE « WASH », POUR L'ACCÈS À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE POUR TOUS, TANT SUR LE PLAN NATIONAL QU'INTERNATIONAL.

JE NE SAIS PAS si l'Ouganda saura atteindre le premier jalon des Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'accès à l'eau et l'assainissement, mais je sais que tout est fait pour y parvenir.

L'engagement politique est très fort. En outre, de nombreux progrès ont été réalisés quant à la sensibilisation de la population à l'importance de l'eau et de l'assainissement.

Cependant, sur le terrain, il reste encore beaucoup à accomplir et nous nous heurtons à des limites, dont la plus importante et la plus évidente est le financement. À moins que nous ne soyons en mesure d'accélérer la croissance économique de l'ensemble du pays, le budget demeure notre principale contrainte.

Toutefois, il faut aussi résoudre d'autres problèmes.

Tout d'abord, nous devenons trop tributaires de l'administration. Ainsi, le processus d'appel d'offres pour les marchés publics est tellement compliqué et prend tellement de temps qu'il est quasiment impossible aux petites entreprises d'y prendre part. Nous rencontrons aussi une autre difficulté : trop de services se partagent la responsabilité des questions d'assainissement, si bien que personne ne s'en charge réellement.

Toutefois, ce qui m'inquiète le plus, c'est que nous devenons trop dépendants de l'argent. Personne ne veut plus rien entreprendre à titre gracieux. Au niveau local, les usagers des services d'eau, regroupés en comités, ainsi que les préposés, souhaitent tous que leur engagement soit rémunéré, au lieu d'œuvrer dans le seul intérêt de la collectivité. Pourtant, ce n'est pas comme si cela les empêchait d'exercer d'autres activités productives et lucratives, puisqu'auparavant, ils auraient passé plus de temps à se déplacer sur de longues distances pour aller chercher de l'eau, à être malades ou à s'occuper de malades dans leur famille.

Cette dépendance à l'argent ôte aux populations toute volonté de travailler. Par le passé, la législation obligeait les ménages à s'occuper eux-mêmes de leurs toilettes. Mais ces règlements ont disparu et avec eux, apparemment, le sentiment populaire que la propreté des latrines et le respect de règles d'hygiène sont indispensables, ainsi que l'idée que

ces tâches relèvent de la responsabilité des ménages. Il est nécessaire de réintroduire ces lois.

Certaines des organisations non gouvernementales qui travaillent en Ouganda ont contribué à forger ce syndrome de dépendance. Même si les ONG sont parfois très précieuses, elles peuvent également constituer un problème. Beaucoup d'entre elles font du bon travail et adoptent un comportement responsable. Mais aujourd'hui, n'importe qui peut fonder une ONG et entreprendre de collaborer avec les populations locales, sans être conscient des répercussions à long terme de son intervention, et souvent sans être capables de mener jusqu'au bout les actions engagées. Ces personnes ont tendance à renforcer la dépendance, soit parce que leurs prestations sont gratuites, soit parce qu'elles accèdent aux demandes de rémunération de la part de la population. Ainsi, cette dernière s'attend à des services gratuits ou exige d'être rémunérée pour des activités qu'elle aurait, par ailleurs, entreprises pour le bien de la collectivité. Cette tendance est fâcheuse. Les gens doivent avoir la volonté de s'investir dans l'amélioration de leur propre situation, notamment en construisant leurs latrines, au lieu de tout attendre de l'État et des ONG.

« Certaines des organisations non gouvernementales qui travaillent en Ouganda ont contribué à forger ce syndrome de dépendance »

À mon avis, outre la création de la demande d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène, le fond du problème demeure la collaboration avec les populations locales : il faut leur montrer comment améliorer les services et les latrines, de sorte que, sachant pourquoi et comment, elles soient en mesure de poursuivre elles-mêmes le processus, sans le concours du gouvernement ou des ONG.

Nous devons également agir au niveau du contrôle, afin de savoir où va l'argent que nous dépensons et quels fruits il porte. À l'heure actuelle, les conseils locaux et de districts soumettent régulièrement des programmes d'action à l'administration centrale, sans vraiment préciser ce qui se passe sur le terrain. Nous versons des fonds aux districts pour qu'ils effectuent des contrôles, afin que les conseils

puissent connaître le détail des dépenses, de la qualité et l'avancement. Mais puisque plusieurs conseillers semblent, par ailleurs, intervenir dans des entreprises qui réalisent des travaux de construction, on ne peut pas attendre d'eux qu'ils se contrôlent eux-mêmes avec objectivité. Il nous faut donc de toute urgence un système de contrôle indépendant.

Nous nous efforçons de mettre en pratique certaines de ces idées, entre autres, par le biais de la campagne « WASH ». Depuis son lancement, en juillet 2002, « WASH » a permis d'implanter 200 nouveaux kiosques à eau dans les établissements humains informels. Nous avons également procédé au raccordement à l'eau courante de nombreuses cours, dont les propriétaires jouent le rôle de « préposés » et vendent de l'eau à leurs voisins. Ce sont là deux exemples où la prestation d'un service constitue une petite source de revenus. La plupart de ces petites activités sont gérées par des femmes. Nous devons désormais diffuser ce mouvement et maintenir la l'élan actuel.

Le plus gros problème consiste à mettre en œuvre ces initiatives, ces activités et ces politiques à partir de l'ensemble de la population. Comme c'est le cas avec la campagne « WASH », trop d'initiatives se limitent à Kampala. S'il semble naturel que beaucoup d'idées et de programmes y prennent naissance, ce n'est pas là que le véritable développement se fera. Il nous faut veiller à ce que les districts, sous-comtés, communes et villages aient tous accès aux moyens, initiatives et connaissances que l'on trouve à Kampala. Une réelle décentralisation est donc indispensable.

Les objectifs ont été répartis par périodes et nous sommes sur la bonne voie pour réaliser ceux fixés pour 2005. Cependant, il faut garder à l'esprit qu'en Ouganda, nous considérons comme « couverte » toute habitation qui dispose d'un accès régulier à une source d'eau potable située à moins de 1,5 kilomètre, alors que dans d'autres pays, la définition pourrait être « dans un rayon de 400 mètres ». Si nous devions appliquer cette norme à notre pays, nous observerions une chute spectaculaire du taux de « couverture ». Mais pour pouvoir faire des comparaisons à l'échelle internationale, il faut des définitions normalisées. ■



JOSIAH OMOTTO ET JOHN NYACHIO

JOSIAH OMOTTO EST DIRECTEUR DU PROGRAMME MAJI NA UFANISI (EAU ET DEVELOPPEMENT), ET JOHN NYACHIO TRAVAILLE EN TANT QU'INGENIEUR. CETTE ONG KENYANE ŒUVRE DANS LE DOMAINE DE L'ACCES A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT EN COLLABORATION AVEC LES HABITANTS DES BIDONVILLES DE NAIROBI, AU KENYA.

À NAIROBI, c'est la municipalité qui se chargeait de l'approvisionnement en eau et les habitants avaient fini par penser que ce service était gratuit. Mais, devant la croissance des taudis et bidonvilles, ces services n'ont pas réussi à faire face et le système s'est effondré. Pour combler cette lacune, un grand nombre de projets ont été lancés par des ONG, des organisations de la population locale, des petites entreprises, afin de satisfaire à la demande d'eau toujours grandissante.

À l'une des extrémités, on trouve des vendeurs d'eau qui demandent des prix astronomiques : 10 fois plus que le prix facturé aux classes moyennes par la municipalité pour l'eau fournie par les réseaux de distribution. À l'autre extrémité, les ONG et les organisations locales s'efforcent toujours de pratiquer des tarifs subventionnés, sans se rendre compte qu'il est nécessaire de disposer d'un budget régulier pour les réparations, l'entretien et l'expansion du réseau qui, sinon, n'est pas viable.

On a mis du temps à s'apercevoir qu'il fallait adapter les principes commerciaux novateurs à la réalité des populations urbaines défavorisées. Il faut valoriser, gérer, préserver l'eau et en tirer des bénéfices, mais de manière équitable, sans exploiter les individus. Notre approche est conçue pour enrichir les réformes mises en œuvre par les pouvoirs publics dans le secteur de l'eau.

« Les conseillers municipaux aiment faire savoir à leurs administrés qu'ils sont à l'origine des services. Certains aiment également faire appel à leurs entreprises préférées »

Concernant le prix de l'eau, nous étudions la possibilité de pratiquer un tarif unique et forfaitaire, qui soit abordable pour tous, mais qui permette également au prestataire de gagner sa vie et même de se développer. Sinon, il faut que la concurrence maintienne les prix bas et empêche les cartels de kiosques à eau de pratiquer des tarifs exorbitants. Nous l'avons vu faire dans la pratique : les organisations de la population locale mettent en place leurs propres projets avec l'aide des ONG et obligent les vendeurs d'eau à baisser leurs prix.

Mais ce schéma ne fonctionne que si la source d'approvisionnement de remplacement est fiable. Les organisations locales que nous soutenons disposent de citernes qui leur permettent d'assurer une distribution interrompue et des prix constants, même si certaines ont dû constituer des patrouilles pour surveiller les bornes-fontaines et empêcher les autres fournisseurs de détériorer les installations.

Nous sommes également favorables à une approche entrepreneuriale des services d'assainissement dans des endroits tels que Kibera. En effet, le plus grand bidonville de Nairobi ne comptait en moyenne qu'un WC pour 300 familles environ. La construction de toilettes privées n'était pas vraiment envisageable. Nous soutenons des organisations locales (les groupes *Ushirika Usafi*) qui conçoivent et construisent des blocs sanitaires, généralement dotés de 8 salles de bains et de 16 WC. Ces blocs sont gérés par les organisations locales qui fixent le tarif d'utilisation (tarif forfaitaire mensuel par famille ou tarif pour une utilisation ponctuelle). Les recettes ainsi générées permettent de rémunérer un préposé à l'entretien, de couvrir les frais de réparation et de raccordement au réseau d'égouts. Les blocs sanitaires bien gérés génèrent des recettes supplémentaires qui ont permis à une association de quartier (*Laini Saba Ushirika* à Kibera) de construire un centre communautaire et d'améliorer les réseaux d'assainissement dans cette localité.

La plupart de ces mouvements de la population s'appuient sur des bénévoles. Nous essayons cependant de nous éloigner de cette approche et de mettre en place un système plus fiable. La solution que nous privilégions peut se résumer de la façon suivante : « organiser les citoyens pauvres en entreprise », c'est-à-dire transformer les membres des organisations de la population locale en parties prenantes qui se répartissent des dividendes, mais qui disposent également de stratégies commerciales et de mécanismes de partage des bénéfices reposant sur des « statuts » écrits et acceptés par toutes les parties.

Dans le cadre de cette approche, nous formons également des artisans à l'édification de réseaux d'adduction et d'assainissement. La population dispose désormais de ces compétences, ce qui signifie que les autorités locales et les associations

de quartier peuvent passer des contrats avec les organisations locales pour la construction d'infrastructures d'adduction et d'assainissement (cette solution revient nettement moins cher que de faire appel aux opérateurs privés en place). Nous essayons aussi de promouvoir l'idée d'une coopération entre autorités locales et ONG (d'où l'acronyme anglais « LANGO ») de manière à ce que les ONG puissent travailler avec la municipalité pour soutenir les petites entreprises privées et les groupes locaux dans leur travail d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Cela entraîne bien sûr toutes sortes de problèmes politiques. Les conseillers municipaux aiment faire savoir à leurs administrés qu'ils sont à l'origine des services. Certains aiment également faire appel à leurs entreprises préférées. Je vous laisse le soin d'en imaginer les raisons.

Néanmoins, la municipalité se montre généralement très coopérative. Ainsi, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, elle a contribué à l'installation de « *vacutugs* » (petites pompes maniables servant à vidanger les fosses septiques) dans les bidonvilles.

Suite aux élections récentes au Kenya, qui ont mis en place une gouvernance plus propice à l'autonomie des habitants, un nombre croissant d'organismes d'aide internationaux cessent de soutenir les ONG actives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, préférant travailler avec les pouvoirs publics. Mais les organisations internationales doivent reconnaître qu'il ne suffit pas de coopérer avec les pouvoirs publics et de supposer que l'ensemble des tâches nécessaires seront accomplies. Ici, les ONG gèrent environ 60 % des réseaux d'adduction et disposent d'une longue expérience dans ce domaine. Ce sont les populations et les ONG qui possèdent les compétences entrepreneuriales et commerciales et qui ont une vision de long terme. C'est la différence entre notre approche et celle de l'État. Nous ne mettons pas les projets en œuvre, mais nous développons plutôt la capacité des habitants et des populations à effectuer les travaux eux-mêmes. La situation du Kenya en termes d'approvisionnement en eau et d'assainissement serait très différente si tout le monde adoptait cette approche axée sur les individus. ■

« Il convient de mettre en place un système de contrôle qui n'aurait pas seulement pour fonction de recenser le nombre de latrines construites, mais également de déterminer si ces installations sont utilisées et si les ménages sont sensibilisés à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène »



QUEEN

MOKHABELA

ŒUVRE A LA FOIS AUPRES DE LA POPULATION ET DES AUTORITES LOCALES EN AFRIQUE DU SUD. ELLE EST PRESIDENTE DE LA MUNICIPALITE DU DISTRICT DE SEKHUKUNE, CIRCONSCRIPTION RURALE SITUEE DANS LE NORD-EST DU PAYS, ET MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL CONSULTATIF SUR L'EAU.

JE SUIS CONVAINCUE de deux choses : d'une part, nous ne pouvons améliorer les services d'eau et d'assainissement sans une approche réellement centrée sur la population. D'autre part, les femmes doivent jouer un plus grand rôle. Nous ne pouvons prendre les décisions à leur place. Or, bien souvent, elles ne sont pas associées au processus de planification, alors que ce sont elles qui devront entretenir les latrines.

Je ne vois pas non plus pourquoi elles ne devraient pas participer à la construction de ces installations. Elles n'en seront que plus fières et sauront *in fine* comment et pourquoi elles doivent les gérer, les entretenir et les nettoyer.

« La technologie importée ne répond pas aux besoins de nos administrés en milieu rural et n'améliore pas leur niveau de vie »

L'approche centrée sur la population n'est pas seulement nécessaire pour les habitants concernés, mais aussi pour les autorités locales. L'Afrique du Sud est en pleine transition, afin de transférer tous les pouvoirs aux autorités locales. Nous, les conseillers, ne savons pas du tout quel sera le nouveau mode de fonctionnement. Nous ne maîtrisons pas les technologies qui nous sont fournies, en particulier par les consultants extérieurs. Ces derniers nous en expliquent tous les détails et utilisent des termes compliqués qui impressionnent les conseillers. Mais tout ce qui intéresse ces consultants, c'est de se remplir les poches, et non d'aider la population. Voilà pourquoi la technologie importée ne répond pas aux besoins de nos administrés en milieu rural et n'améliore pas leur niveau de vie. C'est de l'argent mal investi. Tout cela ne facilite pas la compréhension et les compétences des conseillers, et encore moins celles de la collectivité.

Cependant, les choses s'améliorent. Avant, la municipalité n'avait aucune idée des projets réalisés par la population. Aujourd'hui, les consultants ou les organisations désireux de mettre en œuvre des programmes doivent s'adresser à nous. Nous les

présentons à la population et supervisons le processus. En outre, à compter de 2004, le budget sera alloué par les municipalités de district. Nous aurons aussi notre mot à dire sur les dépenses, le choix du prestataire et l'utilisation des fonds. J'ai du mal à traiter avec les consultants. Ils exigent beaucoup d'argent pour faire construire un nombre relativement petit de latrines et ils n'aident pas beaucoup les familles. Je préfère largement travailler avec les ONG et les organisations locales. Elles sont proches de la population et savent comment s'y prendre. Ce n'est pas l'argent qui les intéresse, mais les gens. Elles considèrent qu'ils doivent être informés et participer.

L'idée qu'il faut créer un sentiment d'appropriation au sein de la population est *a priori* bonne. Cependant, certaines familles sont si démunies ou certains de leurs membres tellement âgés qu'ils ne peuvent creuser une fosse, fabriquer des briques, aller chercher du sable. Les habitants doivent participer, mais dans la mesure de leurs capacités. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de prendre des mesures appropriées en faveur des indigents, et de charger des personnes de suivre, sur place, la mise en œuvre.

« Les conseillers de quartier doivent servir d'intermédiaires entre les autorités locales et les habitants pour relayer les besoins, les demandes et les projets »

À mon avis, les conseillers de quartier ont un rôle crucial à jouer. C'est l'échelon de gouvernement le plus proche des villageois. Ils doivent être à l'écoute de la population et servir d'intermédiaires entre les autorités locales et les habitants pour relayer les besoins, les demandes et les projets. Ils sont élus par la population, qui leur fait donc confiance, et sont censés mettre tout en œuvre dans l'intérêt des habitants. Malheureusement, certains se rendent rarement sur le terrain et, d'une manière générale, les conseillers sont peu compétents. Sans parler du climat de corruption. Nous cherchons des moyens de remédier à cette situation, mais il faut pour cela un changement de mentalité dans l'ensemble du

pays. Avant de pouvoir entreprendre quoi que ce soit, il nous faut restaurer les valeurs humaines. Parce que la corruption est trop répandue et parce que trop peu est entrepris dans l'intérêt commun.

« Cependant, s'il ne s'agit que de toilettes 'dans les champs', que personne n'utilise ou ne répare, on ne peut pas vraiment parler de progrès »

C'est aussi la raison pour laquelle le suivi est si important. Il convient de mettre en place un système de contrôle allant du sommet (le gouvernement central) à la base (la collectivité), en passant par les municipalités de district, les autorités locales et les conseillers de quartier. Ce système n'aurait pas seulement pour fonction de recenser le nombre de latrines construites, mais également de déterminer si ces installations sont utilisées et si les familles sont sensibilisées à l'importance de l'assainissement et de l'hygiène. Les pouvoirs publics peuvent certes annoncer fièrement le nombre de WC construits au cours des dernières années. Cependant, s'il ne s'agit que de toilettes « dans les champs », que personne n'utilise ou ne répare, on ne peut pas vraiment parler de progrès. ■

« Lorsque chiffres et objectifs dévient ainsi un programme de son but original, ce sont très souvent les plus pauvres et les plus vulnérables qui en pâtissent »



RAVI NARAYANAN. DEPUIS 1999, RAVI NARAYANAN EST A LA TÊTE DE LA CÉLÈBRE ONG WATERAID. INGENIEUR DE FORMATION, IL A TRAVAILLÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL PENDANT PRES DE DEUX DÉCENNIES AVANT DE REJOINDRE CELUI DES ONG EN 1985. IL PRÉSENTE ICI LES DÉFIS QUE DEVRONT RELEVÉR LES PAYS QUI VEULENT SOUTENIR LES NOUVELLES APPROCHES DONT L'OBJECTIF EST DE DONNER AUX POPULATIONS ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT.

NOMBRE DES participants au débat sur l'eau et l'assainissement s'efforcent de trouver le meilleur moyen par lequel l'État peut soutenir les solutions pilotées par la population qui seront les plus efficaces au niveau local. Un clivage profond est apparu entre les stratégies à l'initiative des pouvoirs publics et celles émanant de la base. Pour beaucoup, la situation se résume à une dichotomie conflictuelle entre l'État et la population.

C'est une situation délicate. D'une part, elle réduit la probabilité d'une collaboration constructive et, d'autre part, elle ne détermine pas clairement à qui incombe la responsabilité des services d'adduction et d'assainissement. N'ayons pas peur de le dire : c'est à l'État qu'incombe l'ultime responsabilité de la fourniture des services de base. C'est en effet lui qui gère les ressources indispensables à cette tâche. Œuvrer dans l'intérêt collectif relève de son devoir et de sa raison d'être.

Dans l'idéal, il ne doit y avoir aucune division entre les approches de l'État et celles de la population. L'État doit s'efforcer de catalyser, promouvoir, coordonner, soutenir et compléter les mesures prises par les habitants eux-mêmes. Or, ce n'est pas ce qui se passe dans la plupart des régions du monde en développement. Trop souvent, les politiques, les projets et le financement publics sont totalement détachés des priorités et des intérêts de la population.

Alors, où est la faille ? Comment faire en sorte que les efforts de l'État viennent renforcer ceux de la population ?

L'un des principaux problèmes tient au fait que l'État ne comprend pas les principes à l'origine de la réussite des programmes mis en œuvre par les ONG et la population. Il arrive que l'État se rende compte du bon fonctionnement d'un projet, voire qu'il soit prêt à l'adopter à la lettre pour en faire sa nouvelle « politique » publique. Ce dont il ne s'aperçoit pas, c'est que le projet fonctionne uniquement parce qu'il a été conçu pour un cas bien précis.

Une solution donnée ne peut être transposée telle quelle dans une autre situation. À moins qu'il n'en comprenne parfaitement les principes de base, l'État ne sera pas en mesure de trouver comment l'adapter judicieusement à un contexte culturel ou géologique différent. C'est la capacité à élaborer des solutions « locales » en réponse à une situation spécifique qui constitue la caractéristique universelle de toute intervention réussie. C'est aussi la raison pour laquelle aucun modèle particulier ne peut faire figure de « stratégie unique » ou « être reproduit à l'échelle du pays ».

C'est un défi de taille pour les responsables politiques, habitués à gérer les stratégies au niveau central et à les appliquer à l'ensemble d'un pays. Mais c'est un défi sur lequel on ne peut faire l'impasse. Étant donné qu'il n'existe pas de recette unique, les décideurs doivent redéfinir les projets et redéployer les ressources de façon à permettre aux autorités locales et aux populations de concevoir des réponses spécifiques à leurs problèmes.

« Lorsque chiffres et objectifs dévient ainsi un programme de son but original, ce sont très souvent les plus pauvres et les plus vulnérables qui en pâtissent »

Cette stratégie semble prometteuse, mais nous nous heurtons là à une deuxième difficulté majeure : les instances municipales ne disposent pas des compétences et de la tournure d'esprit qu'exige la nouvelle approche. Elles n'ont souvent ni la formation ni l'expérience nécessaires, ni même la volonté de travailler avec la population pour élaborer des solutions pilotées par cette dernière et adaptées au contexte local. Toute délégation des responsabilités et des moyens doit donc s'accompagner d'un important effort de formation et de motivation des individus en bout de chaîne. Sans un personnel municipal compétent et engagé, la nouvelle approche n'aura aucun impact sur le terrain, même si les instances nationales l'ont adoptée.

Il est souvent fait fortement pression sur l'État pour qu'il montre les résultats auxquels il est parvenu concernant l'accès à l'eau et l'assainissement. C'est aussi la raison pour laquelle l'action publique ne correspond plus aux intérêts de la population. Lorsque la réussite se mesure à l'aune du volume de matériel installé, l'État devient obsédé par les objectifs chiffrés, ce qui peut aller à l'encontre de l'objectif de santé pour tous. Obnubilés par l'augmentation du taux de population couverte, les autorités perdent de vue les buts véritables : utilisation et entretien des installations, hygiène et modification des comportements, réduction du taux de mortalité et de morbidité. Par conséquent, même une amélioration significative des chiffres de la couverture « moyenne » peut occulter le fait qu'un nombre important de personnes se retrouvent exclues, parce que le programme n'a pas réussi à se concentrer sur la pérennité et l'équité de la fourniture de services à tous. Lorsque chiffres et objectifs dévient ainsi un programme de son but original, ce sont très souvent les plus pauvres et les plus vulnérables qui en pâtissent.

À l'évidence, il est nécessaire d'élaborer des indicateurs plus nuancés pour évaluer les progrès. Mais, *in fine*, le changement doit aller plus loin. Tous les problèmes abordés ici relèvent d'une façon ou d'une autre d'une question d'attitude. Si l'État souhaite sérieusement soutenir les programmes pilotés par la population, il devra comprendre que les nouvelles méthodes de travail et les nouveaux modèles de pensée – patience, flexibilité, respect – constituent les clés du succès. ■



SANDY CAIRNCROSS EST PROFESSEUR EN SANTÉ DE L'ENVIRONNEMENT À LA LONDON SCHOOL OF HYGIENE AND TROPICAL MEDICINE (ROYAUME-UNI). À LA FIN DES ANNEES 80, IL A ETE CHARGE PAR LA BANQUE MONDIALE DE REDIGER UN DOCUMENT INTITULE SANITATION AND WATER SUPPLY: PRACTICAL LESSONS FROM THE DECADE. PRES DE QUINZE ANS PLUS TARD, IL CONSTATE QUE LA PLUPART DES CONCLUSIONS DE CE RAPPORT NE SONT TOUJOURS PAS MISES EN PRATIQUE.

DEPUIS DIX ou quinze ans, le discours sur la « participation de la population » est largement accepté par les personnes travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Mais c'est un changement qui s'est bien plus opéré sur le papier que dans les villages.

Aucun fonctionnaire n'a de difficulté à assimiler une rhétorique dénuée de tout contenu politique. Des termes comme « participation » et « autonomie » n'ont toutefois pas la même signification pour tout le monde. Personne n'est chargé de réfléchir à leurs implications pratiques, d'où notre lenteur à transformer le jargon en quelque chose de potentiellement utile : des politiques spécifiques et réalistes. Si l'on veut que les budgets publics servent à apporter des solutions aux problèmes d'eau et d'assainissement, il est essentiel de revenir sur la terminologie floue, mal définie, qui est en vogue depuis quelques années. Cette concrétisation incombe aujourd'hui à tous les intervenants dans ce secteur : des ONG locales aux experts internationaux, les partisans de la nouvelle approche doivent se placer au-dessus de la mêlée et commencer à expliciter de manière claire et précise ce qu'ils préconisent.

Le concept de participation de la population, en particulier, a des conséquences qui ne sont pas correctement prises en compte. Tout d'abord, il présuppose que la collectivité peut être associée aux décisions. Cependant, une collectivité sans représentation adéquate n'est qu'une masse d'individus. Ceux-ci ne peuvent participer qu'à travers leurs institutions – et, dans la majeure partie du monde en développement, il n'y a pas d'institutions locales véritablement représentatives et responsables. En outre, très souvent, la collectivité est déchirée par des divisions ethniques, entre hommes et femmes, linguistiques, politiques ou entre castes, ce qui rend difficiles la mise en place et la gestion d'une structure aussi rudimentaire qu'un comité de l'eau.

En réalité, le défi que doivent relever nombre des avocats de la participation n'est rien d'autre que la création d'un embryon de gouvernement local – un

tel processus a pris une centaine d'années dans les pays industrialisés et ne naîtra pas du jour au lendemain dans le monde en développement. Dans beaucoup de villages, ce combat est abandonné aux ingénieurs hydrauliciens ou aux ONG, qui savent qu'une bonne gestion et une distribution équitable de l'eau nécessitent des institutions efficaces.

« Les autorités locales peuvent, elles aussi, charger leurs agents les plus zélés de réfléchir à cette problématique et de mettre le nouveau discours en pratique »

« Régie(e) par la demande » est une autre expression clé que l'on retrouve dans la rhétorique actuelle reprise par les pouvoirs publics et les organismes d'aide et, là encore, les implications pratiques ne sont considérées comme il le faudrait.

Pour créer une demande, il faut recourir au marketing social dans le domaine de l'assainissement. Plutôt que de confier cette tâche aux ONG, qui s'en acquitteront de manière sporadique, l'État doit mobiliser ses propres moyens pour définir une stratégie marketing à l'échelon national, par exemple en créant un service de promotion de l'assainissement dans chaque municipalité, ou en encourageant l'utilisation de latrines plutôt qu'en se concentrant sur leur installation, afin que le nombre de WC construits ne soit plus limité par le budget disponible. Combien d'autorités locales recourent à cette forme de restructuration et de réinvestissement pour accompagner leur réorientation stratégique ?

Si l'action publique doit se fonder sur la demande, les autorités locales doivent également s'interroger sur la façon de répondre aux besoins à mesure que la population les exprime. Les systèmes traditionnels d'offre centralisée sont beaucoup trop lourds pour répondre à une stratégie régie par la demande. Ils sont efficaces s'il s'agit de fournir des solutions toutes prêtes, lorsqu'ils le décident et à l'échelle

qu'ils ont définie – mais pas pour attendre l'émergence d'un besoin au sein de la collectivité et proposer des solutions localement viables et peu coûteuses. Une approche plus souple consisterait à faire participer de petits prestataires privés. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'État n'a aucun rôle à jouer. Les antennes municipales de marketing social pourraient être reliées à des centres chargés d'encourager la production, de former des maçons, de développer des technologies, de promouvoir divers modèles, de servir d'intermédiaires entre les clients et les constructeurs et de réglementer le travail des fabricants de matériel (voir la contribution de Chandan Sengupta, UNICEF, page 27, pour la description des « Sanitary Marts » au Bengale occidental).

Les succès obtenus par les ONG reposent souvent sur des approches que les pouvoirs publics ont du mal à reproduire, pour de multiples raisons. Dès lors que les ONG admettent que l'État est indispensable pour passer à la vitesse supérieure, elles doivent proposer des stratégies compatibles avec les structures des autorités locales.

Pourquoi les ONG devraient-elles avoir l'apanage de « montrer le chemin » ? Les autorités locales peuvent, elles aussi, charger leurs agents les plus zélés de réfléchir à cette problématique et de mettre le nouveau discours en pratique. Si un district peut consacrer son propre budget à promouvoir l'assainissement, à créer une demande et à la satisfaire grâce aux réseaux d'offre locaux, d'autres, à l'échelon de gouvernement local ou national, seront fortement incités à suivre son exemple. Informer est essentiel, mais le défi à venir consistera à présenter aux pouvoirs publics des exemples probants d'une approche nouvelle : des équipements que l'on pourra juger sur pièce, dont le coût pourra être chiffré, qui pourront être modernisés et dont l'efficacité pourra être démontrée. ■



DAVID

SATTERTHWAITE

EST DIRECTEUR DE PROGRAMME A L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'EAU ET LE DEVELOPPEMENT (IIED) ET REDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE INTERNATIONALE *ENVIRONMENT AND URBANIZATION*. EN 2002-2003, IL A CŒUVRE AVEC GORDON MCGRANAHAN ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS (UN-HABITAT) A L'ELABORATION DU RAPPORT *WATER AND SANITATION IN THE WORLD'S CITIES* (DOCUMENT PUBLIE EN ANGLAIS PAR EARTHSCAN, LONDRES). IL EST EGALEMENT MEMBRE DE L'EQUIPE DE TRAVAIL DU PROJET DU MILLENAIRE DES NATIONS UNIES SUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES BIDONVILLES.

BIEN QUE l'adduction d'eau et l'assainissement dans les zones urbaines n'aient pas connu des progrès escomptés (au moins 650 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des services d'approvisionnement appropriés et 850 millions ne disposent pas d'un assainissement adéquat), plusieurs signes sont révélateurs d'une évolution positive. Sous l'impulsion d'une démocratie de proximité qui s'affirme, les autorités locales s'attachent à améliorer ces services, souvent sans aucune aide internationale. Tel a été le cas, par exemple, à Porto Alegre, au Brésil, et à Ilo, au Pérou, au cours des 20 dernières années, et ce n'est pas un hasard si les avancées au cours des 20 dernières années dans ces deux villes ont été réalisées sous une administration publique réputée pour sa volonté de faire participer les citoyens et les organisations locales.

En Asie et en Afrique, c'est également à la collectivité que l'on doit un certain nombre d'améliorations, sans l'appui d'organismes publics. Mais la principale leçon à retenir est que les partenariats avec les autorités locales peuvent apporter beaucoup. Ainsi, en Inde, l'alliance entre la SPARC (une ONG nationale), la Fédération des habitants des bidonvilles et *Mahila Milan* (voir pages 18, 20, 24) montre qu'il est possible d'installer des blocs sanitaires meilleur marché, mieux conçus, mieux construits et mieux gérés que ceux proposés par les municipalités. Ce programme n'a toutefois pu être étendu à des centaines de milliers de personnes qu'après avoir reçu l'appui des villes de Pune et de Bombay.

À Karachi (Pakistan), c'est parce que les équipements locaux étaient trop chers pour les ménages pauvres qu'il a été décidé de créer un système d'égouts sous la supervision de la population et avec l'assistance d'une ONG locale, l'*Orangi Pilot Project*. Cependant, ce programme a toujours eu pour but de démontrer à la municipalité qu'une telle approche était plus efficace que les autres. Il soulignait également la nécessité, pour les pouvoirs publics, d'implanter les réseaux d'adduction d'eau, d'égouts et d'assainissement auxquels pourraient être raccordées les installations exploitées par la collectivité. De même, les bornes fontaines et les blocs sanitaires aménagés par des ONG bangladaises à Dacca et à Chittagong (avec le

soutien de l'organisation caritative britannique *WaterAid*), ainsi que les programmes d'alimentation en eau et d'assainissement élaborés par l'ONG *Development Workshop-Angola* à Luanda, sont destinés à présenter des solutions réalisables aux organismes publics.

« Néanmoins, des organismes donateurs publics ont été constitués pour financer les programmes nationaux - mais pas les initiatives locales »

Ces initiatives - toutes de grande envergure - visent à proposer des améliorations qui peuvent être financées *in situ*, atteindre les catégories sociales les plus pauvres et servir de modèles au niveau local.

Quelle est alors la place des organisations internationales ? Dans les exemples ci-dessus, les principaux acteurs sont en fait les mouvements locaux, les ONG (locales) qui les accompagnent et les autorités locales. Néanmoins, des organismes donateurs publics ont été constitués pour financer les programmes nationaux - mais pas les initiatives locales - et aucun État n'entend perdre le contrôle de l'affectation des fonds d'aide.

Il existe toutefois des exemples intéressants d'organisations internationales qui ont su mettre en œuvre des solutions nouvelles pour appuyer des programmes locaux ou pilotés par la population. Ainsi, le *Department for International Development* (DFID), au Royaume-Uni, et l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA), en Suède, soutiennent le programme *Community-Led Infrastructure Finance Facility* (CLIFF) qui finance des projets lancés par des associations de citoyens pauvres, en Inde. Cette approche est particulièrement innovante à deux égards : premièrement, en apportant des fonds aux organisations locales indiennes, elle encourage l'esprit d'entreprise, les initiatives à petite échelle et une plus grande capacité de réaction sur le terrain ; deuxièmement, elle contribue à la collecte de fonds et d'autres moyens auprès d'organismes indiens, ce qui optimise le financement (dont une grande partie est, de surcroît, récupérée pour être réinvestie). Au Kenya, la Fédération des citoyens pauvres

(*Muungano wa Wanvijiji*) et l'ONG locale qui lui fournit une assistance, le *Pamoja Trust*, bénéficieront d'un mécanisme comparable pour financer des programmes d'amélioration de l'habitat, d'adduction d'eau et d'assainissement dans une partie des sites urbains les plus pauvres du pays.

Autre exemple : au Nicaragua, la SIDA finance le PRODEL (Programme de développement local). Le PRODEL est né lorsque cette agence suédoise s'est rendu compte qu'elle ne pouvait soutenir depuis Stockholm des projets très divers dans de nombreux pays. Il comporte trois volets : des dons aux municipalités, destinés à améliorer l'infrastructure et les services (eau et assainissement, notamment), des prêts aux ménages, pour de meilleures conditions de logement (accès au réseau d'eau et d'assainissement, entre autres) et un système de micro-crédit aux entreprises familiales (un revenu plus élevé permet d'investir davantage dans l'alimentation en eau et l'assainissement). Ce sont là les différents axes d'intervention. Dans d'autres pays d'Amérique centrale, la SIDA prête son concours à des structures intermédiaires analogues.

Ces programmes consistent à transférer les décisions de financement aux institutions locales qui coopèrent avec la collectivité et ils permettent d'appuyer toute une palette d'initiatives. C'est également la voie qu'ont suivie des ONG internationales telles que *Homeless International* (qui a aidé à mettre sur pied le CLIFF) ou *WaterAid*. Une ONG allemande d'envergure internationale, MISEREOR, qui ne s'occupe habituellement pas d'approvisionnement en eau et d'assainissement, soutient elle aussi nombre des associations de citoyens pauvres qui, aux côtés des autorités locales, œuvrent à l'amélioration des services.

Au vu de ces diverses expériences, on peut conclure qu'il faut, d'une part, encourager les processus locaux pilotés ou supervisés par les associations de citoyens pauvres qui disposent des moyens d'élargir l'accès aux services (modernisation, logements neufs...) et, d'autre part, aider les autorités locales et les autres prestataires de services d'adduction d'eau et d'assainissement qui travaillent avec eux.

C'est là un véritable défi pour les grandes banques de développement et les organisations bilatérales. ■

MON PAYS EST-IL PROPRE ?

Statistiques de base sur l'adduction d'eau, l'assainissement et l'hygiène dans 100 pays

Il s'agit du bilan le plus complet à ce jour sur les progrès de l'accès à l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans le monde.

Le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) entend suivre les avancées dans la réalisation de *l'Objectif du Millénaire pour le développement* qui vise à réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable et à un assainissement de base. À cette fin, un « Rapport sur le droit des populations à l'eau et à l'assainissement » (*People's Right to Water and Sanitation Report*) sera publié tous les deux ans, à compter de 2005.

Il est également essentiel de mesurer les progrès accomplis au niveau local. Sur la photographie ci-dessous, un panneau implanté à l'extérieur du village de Kalmandhai, dans l'État indien du Tamil Nadu, annonce que ce bidonville est le premier du pays à remplir toutes les conditions sanitaires.



DONNÉES DE BASE

MON PAYS EST-IL PROPRE

IMPACT

	Population totale (en millions de personnes)	Nombre d'années avant que la population double (si le taux de croissance actuel se poursuit)	RNB par habitant (en dollars des États-Unis)	Densité de population (nombre d'habitants au km ²)	Quantité annuelle totale d'excréments (en millions de tonnes)	Pourcentage d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes (en millions de tonnes par année)	Nombre de barils de pétrole équivalant à la quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées	Nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré (en millions)	Nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées (en millions)	Estimation du nombre annuel d'enfants mourant à cause d'un manque d'hygiène	Taux de maladies diarrhéiques (pourcentage d'enfants souffrant de maladies diarrhéiques dans les deux semaines ayant précédé l'enquête)	Pourcentage d'enfants souffrant d'un retard de croissance	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	
AFGHANISTAN	28,7	41,7	250	44	2,7	88	2,4	48 264	87	88	25,0	25,3	48 000	20,0	48	257	AFGHANISTAN
AFRIQUE DU SUD	44,0	111,1	2 900	36	4,2	13	0,5	10 931	14	13	6,2	5,7	10 600	13,2	11	71	AFRIQUE DU SUD
ALBANIE	3,1	90,9	1 230	108	0,3	9	< 0,1	533	3	9	< 0,1	0,3	200	7,3	14	30	ALBANIE
ALGÉRIE	31,7	76,9	1 630	14	3,0	8	0,2	4 846	11	8	3,5	2,5	8 200	19,8	6	49	ALGÉRIE
ANGOLA	13,1	34,5	500	10	1,2	56	0,7	14 019	62	56	8,1	7,3	34 500	28,4	43	260	ANGOLA
ARABIE SAOUDITE	24,1	34,5	7 230	11	2,3	1	< 0,1	759	5	1	1,2	< 0,1	6 500	29,4	14	28	ARABIE SAOUDITE
ARGENTINE	36,9	83,3	6 960	13	3,5	22	0,8	15 513	12	22	4,4	8,1	700	4,2	3	19	ARGENTINE
ARMÉNIE	3,2	166,7	560	108	0,3	25	< 0,1	1 529	26	25	0,8	0,8	400	18,5	3	35	ARMÉNIE
AZERBAÏDJAN	8,2	125,0	650	95	0,8	13	0,1	2 037	22	13	1,8	1,1	4 100	21,7	17	105	AZERBAÏDJAN
BANGLADESH	146,7	45,5	370	1 019	13,9	52	7,2	145 779	3	52	4,4	76,3	21 000	6,1	48	77	BANGLADESH
BÉLARUS	9,9	t. c. n.	1 190	47	0,9	3	< 0,1	568	0	3	< 0,1	0,3	n. d.	n. d.	0	20	BÉLARUS
BÉNIN	7,0	37,0	360	63	0,7	77	0,5	10 300	37	77	2,6	5,4	10 300	26,1	29	158	BÉNIN
BHOUTAN	0,9	40,0	640	20	< 0,1	30	< 0,1	516	38	30	0,3	0,3	n. d.	n. d.	19	95	BHOUTAN
BOLIVIE	8,6	43,5	940	8	0,8	30	0,2	4 930	17	30	1,5	2,6	4 900	24,8	9	77	BOLIVIE
BRÉSIL	176,5	76,9	3 060	20	16,7	24	4,0	80 950	13	24	22,9	42,4	18 900	13,1	6	36	BRÉSIL
BULGARIE	7,5	t. c. n.	1 560	68	0,7	2	< 0,1	287	0	2	< 0,1	0,2	n. d.	n. d.	3	16	BULGARIE
BURKINA FASO	13,2	35,7	210	48	1,3	71	0,9	17 910	58	71	7,7	9,4	19 300	20,0	34	197	BURKINA FASO
BURUNDI	6,1	45,5	100	219	0,6	12	< 0,1	1 399	22	12	1,3	0,7	5 700	13,5	45	190	BURUNDI
CAMBODGE	12,6	55,6	270	69	1,2	83	1,0	19 985	70	83	8,8	10,5	10 700	18,9	46	138	CAMBODGE
CAMEROUN	15,7	45,5	570	33	1,5	21	0,3	6 301	42	21	6,6	3,3	15 100	19,0	18	155	CAMEROUN
CHILI	16,0	83,3	4 350	20	1,5	4	< 0,1	1 223	7	4	1,1	0,6	250	6,4	1	12	CHILI
CHINE	1 288,7	166,7	890	134	122,3	60	73,4	14 776 23	25	60	322,2	773,2	n. d.	n. d.	10	39	CHINE
COLOMBIE	44,2	55,6	1 910	38	4,2	14	0,6	11 825	9	14	4,0	6,2	3 600	13,9	7	23	COLOMBIE
CONGO	56,6	34,5	100	11	5,4	79	4,2	85 448	55	79	31,1	44,7	45 500	22,7	34	108	CONGO
CORÉE (RÉP. DE)	45,0	142,9	n. d.	188	4,3	1	< 0,1	860	0	1	< 0,1	0,5	n. d.	n. d.	0	5	CORÉE (RÉP. DE)
CORÉE (RÉP. POP. DÉM. DE)	22,0	166,7	n. d.	188	2,1	37	0,8	15 556	8	37	1,8	8,1	n. d.	n. d.	60	55	CORÉE (RÉP. POP. DÉM. DE)
COSTA RICA	4,2	71,4	3 950	81	0,4	7	< 0,1	562	5	7	0,2	0,3	100	6,2	21	11	COSTA RICA
CÔTE D'IVOIRE	17,0	52,6	630	53	1,6	48	0,8	15 594	19	48	3,2	8,2	20 700	20,0	21	175	CÔTE D'IVOIRE
CUBA	11,3	200,0	1 170	102	1,1	2	< 0,1	432	9	2	1,0	0,2	n. d.	n. d.	4	9	CUBA
ÉGYPTE	72,1	47,6	1 530	72	6,8	2	0,1	2 756	3	2	2,2	1,4	5 800	7,1	12	41	ÉGYPTE
EL SALVADOR	6,6	43,5	2 050	315	0,6	18	0,1	2 270	23	18	1,5	1,2	1 500	19,8	12	39	EL SALVADOR
ÉQUATEUR	12,6	47,6	1 240	44	1,2	14	0,2	3 371	15	14	1,9	1,8	n. d.	n. d.	15	30	ÉQUATEUR
ESTONIE	1,4	t. c. n.	3 880	30	0,1	5	< 0,1	134	0	5	< 0,1	0,1	n. d.	n. d.	n. d.	12	ESTONIE
ÉTHIOPIE	70,7	37,0	100	64	6,7	88	5,9	118 895	76	88	53,7	62,2	95 500	23,6	47	172	ÉTHIOPIE
FIDJI	0,9	52,6	2 130	47	< 0,1	57	< 0,1	980	53	57	0,5	0,5	100	2,3	8	21	FIDJI
GÉORGIE	4,7	t. c. n.	620	67	0,4	1	< 0,1	400	21	1	1,0	< 0,1	200	6,0	3	29	GÉORGIE
GHANA	20,5	47,6	290	85	1,9	28	0,5	10 969	27	28	5,5	5,7	n. d.	n. d.	25	100	GHANA
GUATEMALA	12,4	38,5	1 670	113	1,2	19	0,2	4 502	8	19	1,0	2,4	3 150	13,3	24	58	GUATEMALA
GUINÉE	9,0	37,0	400	37	0,9	42	0,4	7 224	52	42	4,7	3,8	15 800	30,5	23	169	GUINÉE
HAÏTI	7,5	55,6	480	271	0,7	72	0,5	10 319	54	72	4,1	5,4	7 200	25,7	28	123	HAÏTI

n. d. = non disponible

t. c. n. = taux de croissance négative

DONNÉES DE BASE

MON PAYS EST-IL PROPRE

IMPACT

	Population totale (en millions de personnes)	Nombre d'années avant que la population double (si le taux de croissance actuel se poursuit)	RNB par habitant (en dollars des États-Unis)	Densité de population (nombre d'habitants au km ²)	Quantité annuelle totale d'excréments (en millions de tonnes)	Pourcentage d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes (en millions de tonnes par année)	Nombre de barils de pétrole équivalant à la quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées	Nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré (en millions)	Nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées (en millions)	Estimation du nombre annuel d'enfants mourant à cause d'un manque d'hygiène	Taux de maladies diarrhéiques (pourcentage d'enfants souffrant de maladies diarrhéiques dans les deux semaines ayant précédé l'enquête)	Pourcentage d'enfants souffrant d'un retard de croissance	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	
HONDURAS	6,9	34,5	900	61	0,7	25	0,2	3 296	12	25	0,8	1,7	1 600	19,3	24	38	HONDURAS
INDE	1 068,6	58,8	460	325	101,4	72	73,0	1 470 308	16	72	171,0	769,4	519 500	19,2	47	93	INDE
INDONÉSIE	220,5	62,5	680	116	20,9	45	9,4	189 619	22	45	48,5	99,2	24 200	10,4	26	45	INDONÉSIE
IRAN	66,6	83,3	1 750	41	6,3	17	1,1	21 636	8	17	5,3	11,3	7 900	11,3	11	42	IRAN
JAMAHIRIYA ARABE LYBIENNE	5,5	41,7	5 540	3	0,5	3	< 0,1	315	28	3	1,5	0,2	500	16,9	5	19	JAMAHIRIYA ARABE LYBIENNE
JAMAÏQUE	2,6	66,7	2 720	241	0,2	1	< 0,1	50	8	1	0,2	< 0,1	200	9,5	4	20	JAMAÏQUE
JORDANIE	5,5	41,7	1 750	61	0,5	1	< 0,1	105	4	1	0,2	< 0,1	1 000	18,0	5	33	JORDANIE
KAZAKHSTAN	14,8	200,0	1 360	5	1,4	1	< 0,1	984	9	1	1,3	0,1	3 300	13,4	4	76	KAZAKHSTAN
KENYA	31,6	50,0	340	54	3,0	13	0,4	7 850	43	13	13,6	4,1	22 000	17,1	23	122	KENYA
KIRGHIZISTAN	5,0	76,9	280	25	0,5	1	< 0,1	554	23	1	1,2	< 0,1	1 400	17,6	11	61	KIRGHIZISTAN
LAO (RÉP. DÉM. POP.)	6,0	43,5	310	23	0,6	70	0,4	8 026	63	70	3,8	4,2	1 200	6,2	40	100	LAO (RÉP. DÉM. POP.)
LIBAN	4,2	71,4	4 010	403	0,4	1	< 0,1	80	0	1	< 0,1	< 0,1	600	19,3	3	32	LIBAN
MACÉDOINE (EX-RÉP. YUGOSLAVE DE)	2,0	200,0	1 690	80	0,2	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	6	n. d.	MACÉDOINE (EX-RÉP. YUGOSLAVE DE)
MADAGASCAR	17,0	33,3	260	29	1,6	58	0,9	18 842	53	58	9,0	9,9	10 000	12,8	33	136	MADAGASCAR
MALAISIE	25,1	47,6	3 640	76	2,4	2	< 0,1	959	6	2	1,5	0,5	100	2,0	18	8	MALAISIE
MALAWI	11,7	38,5	17	98	1,1	43	0,5	9 614	43	43	5,0	5,0	12 000	16,1	25	183	MALAWI
MALI	11,6	33,3	210	9	1,1	31	0,3	6 872	35	31	10,9	3,6	24 100	25,3	43	231	MALI
MAROC	30,4	62,5	1 180	68	2,9	32	0,9	18 590	20	32	6,1	9,7	3 400	10,4	9	44	MAROC
MAURICE	1,2	34,5	3 830	58	0,1	1	< 0,1	23	0	1	< 0,1	< 0,1	100	3,4	16	19	MAURICE
MEXIQUE	104,9	41,7	5 540	54	10,0	26	2,6	52 121	12	26	12,6	27,3	7 400	9,7	7	29	MEXIQUE
MOLDOVA (RÉP. DE)	4,3	t. c. n.	380	126	0,4	1	< 0,1	82	8	1	0,3	< 0,1	100	4,2	n. d.	32	MOLDOVA (RÉP. DE)
MONGOLIE	2,5	90,9	400	2	0,2	70	0,2	3 344	40	70	1,0	1,8	500	8,0	13	76	MONGOLIE
MOZAMBIQUE	17,5	76,9	210	21	1,7	57	0,9	19 062	43	57	7,5	10,0	34 000	28,9	26	197	MOZAMBIQUE
MYANMAR	49,5	71,4	220	73	4,7	36	1,7	34 054	28	36	13,9	17,8	n. d.	n. d.	36	109	MYANMAR
NÉPAL	25,2	41,7	250	171	2,4	72	1,7	34 673	12	72	3,0	18,1	19 500	27,5	47	91	NÉPAL
NICARAGUA	5,5	37,0	420	42	0,5	15	< 0,1	1 577	23	15	1,3	0,8	1 100	14,0	12	43	NICARAGUA
NIGER	12,1	28,6	170	9	1,1	80	0,9	18 498	41	80	5,0	9,7	8 500	40,0	40	265	NIGER
NIGÉRIA	133,9	35,7	290	145	12,7	46	5,8	117 706	38	46	50,9	61,6	125 000	15,3	31	183	NIGÉRIA
OMAN	2,6	40,0	494	12	0,2	8	< 0,1	397	61	8	1,6	0,2	100	6,7	23	13	OMAN
OUGANDA	25,3	33,3	280	104	2,4	21	0,5	10 153	48	21	12,1	5,3	28 500	23,5	26	124	OUGANDA
OUZBÉKISTAN	25,7	66,7	550	57	2,4	11	0,3	5 402	15	11	3,9	2,8	2 700	5,3	19	68	OUZBÉKISTAN
PAKISTAN	149,1	37,0	420	187	14,1	38	5,4	108 273	10	38	14,9	56,7	135 000	26,0	38	109	PAKISTAN
PANAMA	3,0	55,6	3 290	39	0,3	8	< 0,1	459	10	8	0,3	0,2	300	12,6	7	25	PANAMA
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	5,5	40,0	580	12	0,5	18	< 0,1	1 892	58	18	3,2	1,0	2 600	16,5	6	94	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
PARAGUAY	6,2	37,0	1 300	15	0,6	6	< 0,1	711	22	6	1,4	0,4	1 000	16,1	5	30	PARAGUAY
PÉROU	27,1	50,0	2 000	21	2,6	29	0,7	15 019	20	29	5,4	7,9	4 900	17,9	8	39	PÉROU
PHILIPPINES	82,0	45,5	1 040	272	7,8	17	1,3	26 639	14	17	11,5	13,9	6 500	7,4	29	38	PHILIPPINES
RÉP. DOMINICAINE	8,7	100,0	2 230	179	0,8	33	0,3	5 486	14	33	1,2	2,9	2 200	20,1	5	47	RÉP. DOMINICAINE
ROUMANIE	21,6	t. c. n.	1 710	91	2,0	47	1,0	19 400	42	47	9,1	10,2	900	14,2	6	21	ROUMANIE
RUSSIE	145,5	t. c. n.	1 750	8	13,8	n. d.	n. d.	n. d.	2	n. d.	2,9	n. d.	n. d.	n. d.	6	21	RUSSIE

n. d. = non disponible

t. c. n. = taux de croissance négative

DONNÉES DE BASE

MON PAYS EST-IL PROPRE

IMPACT

	Population totale (en millions de personnes)	Nombre d'années avant que la population double (si le taux de croissance actuel se poursuit)	RNB par habitant (en dollars des États-Unis)	Densité de population (nombre d'habitants au km ²)	Quantité annuelle totale d'excréments (en millions de tonnes)	Pourcentage d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes (en millions de tonnes par année)	Nombre de barils de pétrole équivalant à la quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées	Nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré (en millions)	Nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées (en millions)	Estimation du nombre annuel d'enfants mourant à cause d'un manque d'hygiène	Taux de maladies diarrhéiques (pourcentage d'enfants souffrant de maladies diarrhéiques dans les deux semaines ayant précédé l'enquête)	Pourcentage d'enfants souffrant d'un retard de croissance	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	
RWANDA	5,0	52,6	220	316	0,5	92	0,4	8 791	59	92	3,0	4,6	6 500	21,8	29	183	RWANDA
SÉNÉGAL	10,6	37,0	480	139	1,0	30	0,3	6 077	22	30	2,3	3,2	10 500	21,3	18	138	SÉNÉGAL
SIERRA LEONE	5,7	40,0	140	80	0,5	34	0,2	3 704	43	34	2,5	1,9	15 500	25,3	27	316	SIERRA LEONE
SLOVAQUIE	5,4	500,0	3 700	109	0,5	1	< 0,1	0	0	1	< 0,1	< 0,1	n. d.	n. d.	0	9	SLOVAQUIE
SOMALIE	8,0	34,5	120	13	0,8	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.	14 400	23,4	26	225	SOMALIE
SOUDAN	38,1	35,7	380	15	3,6	38	1,4	27 667	25	38	9,5	14,5	40 800	29,4	17	107	SOUDAN
SRI LANKA	19,3	76,9	830	293	1,8	6	0,1	2 213	23	6	4,4	1,2	400	5,0	33	19	SRI LANKA
SYRIE	17,5	41,7	1 000	95	1,7	10	0,2	3 344	20	10	3,5	1,8	1 300	8,6	13	28	SYRIE
TADJIKISTAN	6,6	71,4	170	46	0,6	10	< 0,1	1 261	40	10	2,6	0,7	n. d.	n. d.	8	72	TADJIKISTAN
TANZANIE	35,4	43,5	270	37	3,4	10	0,3	6 765	32	10	11,3	3,5	25 700	12,4	29	165	TANZANIE
TCHAD	9,3	31,3	200	7	0,9	71	0,6	12 618	73	71	6,8	6,6	21 000	31,0	28	200	TCHAD
TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS	3,6	28,6	1 350	581	0,3	1	< 0,1	237	14	1	0,5	< 0,1	n. d.	n. d.	4	24	TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS
THAÏLANDE	63,1	142,9	1 970	123	6,0	4	0,2	4 823	16	4	10,1	2,5	2 600	8,4	18	28	THAÏLANDE
TUNISIE	9,9	90,9	2 070	61	0,9	16	0,2	3 027	20	16	2,0	1,6	400	5,8	4	27	TUNISIE
TURQUIE	71,2	66,7	2 540	92	6,8	10	0,7	13 606	18	10	12,8	7,1	20 700	29,7	8	43	TURQUIE
UKRAINE	47,8	t. c. n.	720	79	4,5	1	< 0,1	913	2	1	1,0	0,5	600	4,1	3	20	UKRAINE
VENEZUELA	25,7	52,6	4 760	28	2,4	32	0,8	15 716	17	32	4,4	8,2	1 700	11,4	5	22	VENEZUELA
VIET NAM	80,8	76,9	410	243	7,7	53	4,1	81 837	23	53	18,6	42,8	7 900	11,3	33	38	VIET NAM
YÉMEN	19,4	30,3	460	37	1,8	62	1,1	22 986	31	62	6,0	12,0	20 800	27,5	46	107	YÉMEN
ZAMBIE	10,9	45,5	320	14	1,0	22	0,2	4 583	36	22	3,9	2,4	18 400	23,5	25	202	ZAMBIE
ZIMBABWE	12,6	83,3	480	32	1,2	38	0,5	9 150	17	38	2,1	4,8	6 600	13,9	13	123	ZIMBABWE

n. d. = non disponible

t. c. n. = taux de croissance négative

DÉFINITION	SOURCES
Population totale (en millions de personnes)	Population en millions de personnes, au 1 ^{er} janvier 2003. Statistiques émanant du Population Reference Bureau (2003). Site Internet : www.prb.org/FrenchTemplate.cfm
Nombre d'années avant que la population double (si le taux de croissance actuel se poursuit)	Nombre d'années avant que la population double si le taux de croissance actuel se poursuit (taux de croissance de 2003). t. c. n. = taux de croissance négatif. Calcul : population du pays / (population du pays x taux de croissance/100). Statistiques émanant du Population Reference Bureau (2003). Site Internet : www.prb.org/FrenchTemplate.cfm
RNB par habitant (en dollars des États-Unis)	Le RNB par habitant (en dollars des États-Unis) est le revenu national brut (2003), converti en dollars des États-Unis d'après les méthodes de l'Atlas de la Banque mondiale, divisé par le nombre d'habitants en milieu d'année (2003). Le RNB est la somme des valeurs ajoutées par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée, d'une part, de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production, et, d'autre part, de toutes les entrées nettes de revenu primaire (rémunérations des salariés et biens immobiliers situés à l'étranger). Statistiques émanant du Groupe de la Banque mondiale (2003). Site Internet : http://www.worldbank.org/data/countrydata/countrydata.html
Densité de population (nombre d'habitants au km ²)	Nombre d'habitants par kilomètre carré (2003). Statistiques émanant du Population Reference Bureau (2003). Site Internet : www.prb.org/FrenchTemplate.cfm
Quantité annuelle totale d'excréments (en millions de tonnes)	Quantité annuelle d'excréments produite par année, mesurée en millions de tonnes. Calculée sur la base de données tirées du Guide to the development of On-site Sanitation (OMS, R. Francys, J. Pickford et R. Reed, 1993, page 31). Calcul : (population du pays x poids moyen de matière fécale x 365 jours) / conversion en millions de tonnes. Ou Poids moyen de matières fécales humides = 0,26 kg et Facteur de conversion en millions de tonnes = 1 000 (pour convertir les kilos en tonnes) x 1 000 000 (pour convertir les tonnes en millions de tonnes) = 1 000 000 000. En partant de l'hypothèse que chaque personne défèque une fois par jour.
Pourcentage d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Pourcentage des excréments d'un pays non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes (2001). Calcul : 100 - pourcentage de la population ayant accès à des installations sanitaires améliorées. Statistiques issues du Joint Monitoring Programme for Water Supply & Sanitation de l'OMS/UNICEF (2001). Site Internet : http://www.wssinfo.org/en/welcome.html. Ces données reposent sur une approche méthodologique d'échantillonnage des ménages sur la base de la consommation.
Quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes (en millions de tonnes par année)	Quantité annuelle d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes, mesurée en millions de tonnes. Calcul : (pourcentage d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes/100) x quantité annuelle totale d'excréments
Nombre de barils de pétrole équivalant à la quantité d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes	Nombre de barils de pétrole équivalant à la quantité quotidienne d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes. Calcul : (quantité annuelle totale d'excréments non évacués dans des conditions sanitaires satisfaisantes / 365) x 7,35. En partant de l'hypothèse que 1 tonne équivaut à 7,35 barils de pétrole brut. Site Internet (pour la conversion en barils de pétrole) : http://www.processassociates.com/process/basics/oil_vw.htm
Pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré (2001). Sont définis comme approvisionnement en eau amélioré un raccordement des habitations au réseau d'approvisionnement en eau, une borne fontaine, un puits foré, un puits creusé protégé, une source protégée ou une citerne d'eau de pluie protégée. Sont définis comme approvisionnement en eau non amélioré un puits non protégé, l'eau fournie par un vendeur ou l'approvisionnement par camion-citerne. Définitions d'après le Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF. Statistiques émanant du Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF (2001). Site Internet : http://www.wssinfo.org/en/welcome.html. Ces chiffres s'appuient sur une approche méthodologique d'échantillonnage des ménages sur la base de la consommation.
Pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées	Pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées (2001). Sont définies comme installations sanitaires améliorées un raccordement au tout-à-égout ou à une fosse septique, des latrines à fosse simple, des latrines à fosse d'eau, des latrines à fosse ventilée améliorée. Sont définies comme installations sanitaires non améliorées les tinettes, les latrines publiques ou les latrines en plein air. Définitions d'après le Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF. Statistiques émanant du Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF (2001). Site Internet : http://www.wssinfo.org/en/welcome.html. Ces chiffres s'appuient sur une approche méthodologique d'échantillonnage des ménages sur la base de la consommation.
Nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré (en millions)	Nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré, en millions (2001). Sont définis comme approvisionnement en eau amélioré un raccordement des habitations au réseau d'approvisionnement en eau, une borne fontaine, un puits foré, un puits creusé protégé, une source protégée ou une citerne d'eau de pluie protégée. Sont définis comme approvisionnement en eau non amélioré un puits non protégé, une source non protégée, l'eau fournie par un vendeur ou l'approvisionnement par camion-citerne. Définitions d'après le Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF. Calcul : (pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau amélioré / 100) x population du pays. Statistiques émanant du Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF (2001). Site Internet : http://www.wssinfo.org/en/welcome.html
Nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées (en millions)	Nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées, en millions (2001). Sont définies comme installations sanitaires améliorées un raccordement au tout-à-égout ou à une fosse septique, des latrines à fosse simple, des latrines à fosse d'eau, des latrines à fosse ventilée améliorée. Sont définies comme installations sanitaires non améliorées les tinettes, les latrines publiques ou les latrines en plein air. Définitions d'après le Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF. Calcul : (pourcentage de la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires améliorées/100) x population du pays. Statistiques émanant du Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation de l'OMS/UNICEF (2001). Site Internet : http://www.wssinfo.org/en/welcome.html
Estimation du nombre annuel d'enfants mourant à cause d'un manque d'hygiène	Estimation du nombre annuel d'enfants mourant à cause d'un manque d'hygiène, calculée uniquement à partir du taux de maladies diarrhéiques. Calcul : (taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans/1 000) x nombre d'enfants de moins de 5 ans dans le pays x taux de maladies diarrhéiques x ratio des cas de diarrhée entraînant la mort chez les enfants de moins de 5 ans. Ou le ratio des cas de diarrhées entraînant la mort (=0,18) est calculé à partir du nombre déclaré d'enfants de moins de cinq ans mourant chaque année de maladies diarrhéiques (environ 1,8 million par an, données issues du Rapport sur la santé dans le monde 2002, OMS) et du taux mondial moyen d'incidence de maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans (UNICEF, www.childinfo.org, données recueillies entre 1992 et 2000). Statistiques émanant de l'UNICEF (2001). Site Internet de l'UNICEF : www.childinfo.org. Site Internet pour les données statistiques de l'OMS : http://www3.who.int/whosis/menu.cfm
Taux de maladies diarrhéiques (pourcentage d'enfants souffrant de maladies diarrhéiques dans les deux semaines ayant précédé l'enquête)	Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans atteints de maladies diarrhéiques dans les deux semaines ayant précédé les enquêtes de l'UNICEF (1992-2000). Statistiques émanant de l'UNICEF (2001). Site Internet : www.childinfo.org. La prévalence des maladies diarrhéiques peut varier en fonction des saisons. Les enquêtes par pays ont été réalisées à différentes périodes entre 1992-2000.
Pourcentage d'enfants souffrant d'un retard de croissance	Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance, correspondant à plus de deux écarts-types en deçà de la taille médiane de la population de référence à cet âge (2001). Statistiques émanant de l'UNICEF (2001). Site Internet : www.childinfo.org. Taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans : pourcentage de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance correspondant à plus de deux écarts-types en deçà de la taille médiane de la population de référence à cet âge.
Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	Nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans pour 1 000 naissances vivantes (2001). Statistiques émanant de l'UNICEF (2001). Site Internet : www.childinfo.org. Nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes.



Le manque d'assainissement adéquat est l'ennemi numéro un de la santé dans le monde. C'est aussi un problème qui a été trop longtemps occulté par la gêne.

L'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène ont permis une véritable mutation de la santé et de la productivité dans les pays riches. Et le fait que les pays pauvres n'aient pas connu la même évolution depuis longtemps constitue l'un des scandales les plus anciens du monde.

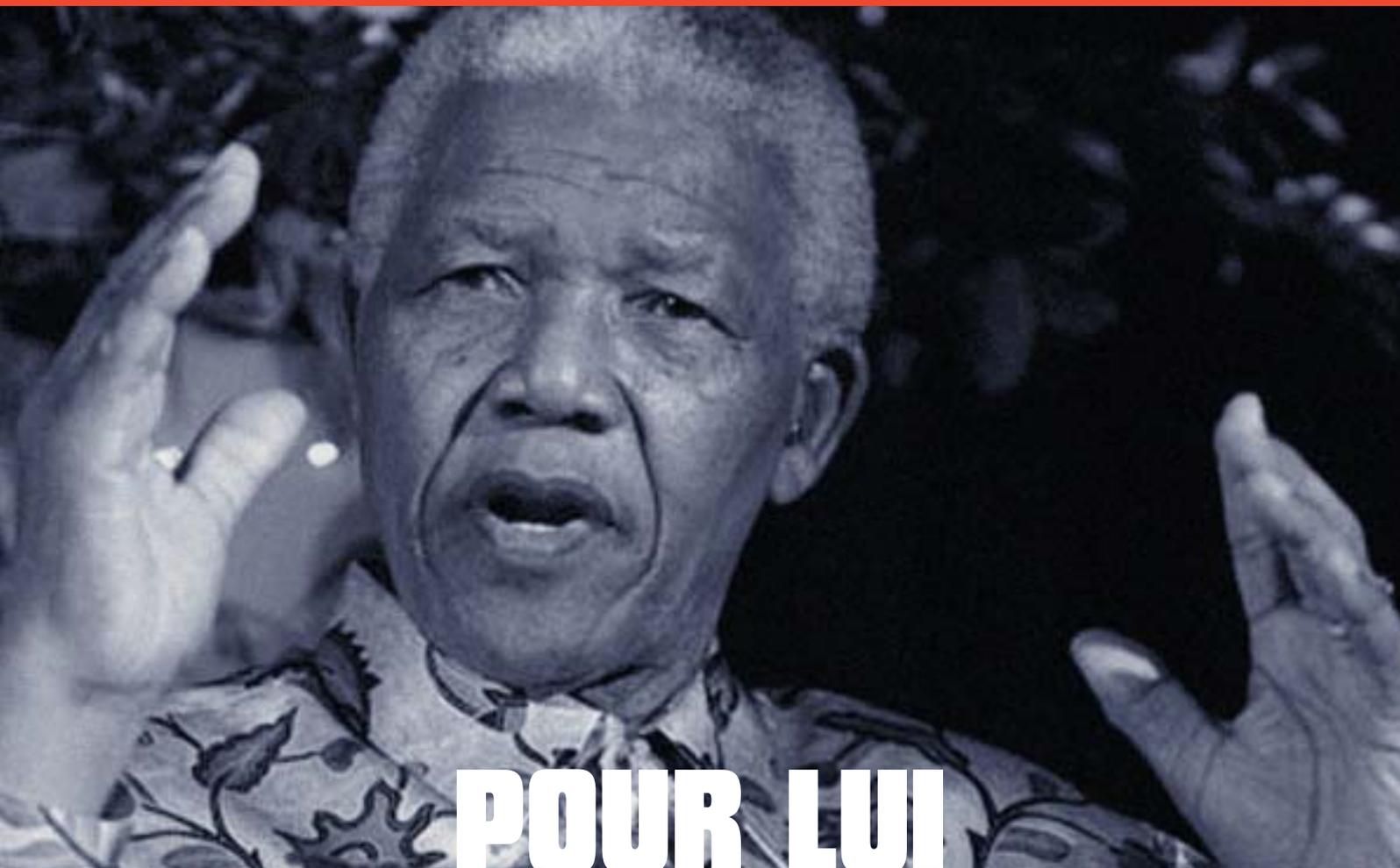
Pourquoi est-ce qu'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable ? Pourquoi est-ce que deux milliards et demi de personnes ne disposent toujours pas d'un assainissement adéquat ? Pourquoi est-ce que les matières fécales continuent de contaminer l'eau, l'alimentation, les mains et les habitations ?

Les *Objectifs du Millénaire pour le développement* des Nations Unies appellent à réduire de moitié la proportion de la population ne disposant pas d'un accès à l'eau potable et d'un assainissement adéquat d'ici 2015. Ces Objectifs ont peu de chances d'être atteints sans une vigoureuse campagne en leur faveur, et sans un soutien résolu des médias à travers le monde.

La publication présentée ici – *Guide d'investigation de l'un des plus grands scandales des 50 dernières années* – est conçue pour aider les professionnels des médias désireux de relever ce défi. Il présente les principaux faits, énumère les principales idées reçues et propose une liste de points permettant d'évaluer les performances des États.

Cette publication peut être obtenue auprès du WSSCC à l'adresse indiquée ci-dessous, ou téléchargée sur le site du Conseil.

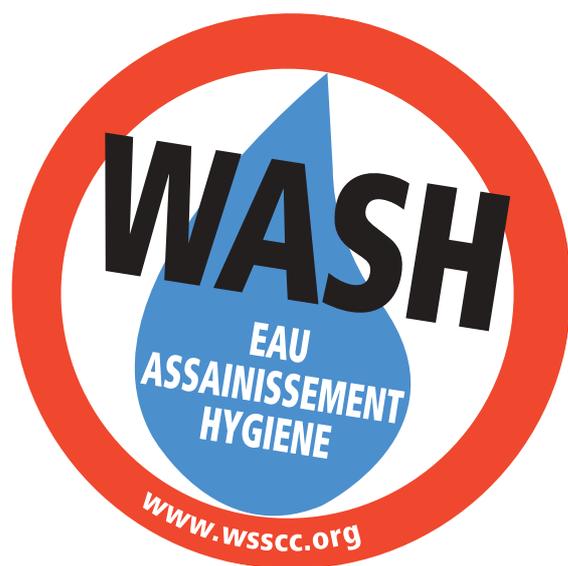
WSSCC, *Maison Internationale de l'environnement*, Chemin des Anémones 9, 1219 Châtelaine, Genève, Suisse. www.wsscc.org



POUR LUI C'EST LA GRANDE QUESTION

« Allons-nous décider de l'importance des questions en demandant quel est le degré de prestige de celles-ci ? Ou bien en demandant combien de personnes elles touchent et dans quelle mesure ? »

- NELSON MANDELA





**« Il existe une disparité tragique
entre l'importance de ce problème
sur le plan humain et son degré de
priorité sur le plan politique »**

- KOFI ANNAN

